

Mémoire de licence présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse)  
Chaire d'histoire contemporaine générale et suisse  
Prof. ord. Francis Python

## GONZAGUE DE REYNOLD



UN INTELLECTUEL CATHOLIQUE ET SES CORRESPONDANTS EN QUÊTE  
D'UNE CHRÉTIENTÉ IDÉALE (1938-1945)



Gonzague de Reynold (sans date)

Couverture : Gonzague de Reynold au château de Cressier, canton de Fribourg (sans date)  
[Photographies tirées du Fonds Gonzague de Reynold, doc. pers 52]

## REMERCIEMENTS

J'ai l'agréable devoir d'adresser mes remerciements les plus chaleureux au Professeur Francis Python et à son maître-assistant Claude Hauser qui ont suivi ce travail et prodigué de précieux conseils.

Ma gratitude va aussi à Monsieur Marius Michaud, des Archives littéraires suisses, qui a encouragé la mise en valeur du Fonds Gonzague de Reynold et permis à trois jeunes chercheuses – Céline Carrupt, Françoise Monney et moi-même – de s'y plonger avec profit, grâce à sa disponibilité et à ses conseils avisés.

Merci à Céline Carrupt et Françoise Monney, dont la collaboration dans le dépouillement des sources et dans la recherche d'informations biographiques a grandement facilité et dynamisé ce travail.

Merci enfin à François Sallin et Marie-Louise Roulin pour la relecture attentive de ce mémoire et pour leur soutien.

## INTRODUCTION

« La vie de Gonzague de Reynold est, Dieu merci, une série d'échecs », écrivait Roger de Weck.<sup>1</sup> Issu d'une famille aristocratique fribourgeoise dont les ancêtres avaient servi les rois de France, Gonzague de Reynold (1880-1970) est le représentant d'une certaine droite conservatrice, autoritaire, antidémocratique. Ses prises de position, notamment pendant la Deuxième Guerre mondiale, lui ont souvent valu de violentes attaques, dont certaines ont été fatales à son influence sur les milieux politiques<sup>2</sup>. Essayiste, professeur d'université, penseur catholique, il a marqué le paysage intellectuel et politique de son canton et de son pays. Sa renommée s'est étendue jusqu'en France, en Belgique, au Portugal et en Italie, pays où il avait de nombreuses relations dans les milieux intellectuels, ecclésiastiques et proches du pouvoir. Selon Roger de Weck, les projets auxquels Reynold s'est associé sont peu nombreux à avoir abouti. La présente étude de la quête de Reynold et de ses correspondants pendant les années 1938-1945 ne prétend pas démontrer autre chose. Il est possible de regarder les différentes démarches dont nous allons parler comme une série de projets avortés. Mais l'intérêt qu'elles présentent est autre. Elles offrent autant de manières de saisir l'esprit dans lequel des catholiques et quelques protestants de droite ont tenté de faire face à une époque de grands bouleversements, de grande incertitude.

Pour cerner les conceptions de Reynold, le chercheur dispose, outre son œuvre, ses articles et conférences, d'une source très riche : sa correspondance. Entre 1938 et 1945, elle est si régulière et abondante qu'elle tient lieu de journal intime. Elle révèle une pensée moins « officielle », et donc hautement stratégique pour qui tente d'appréhender la personnalité et l'action de l'aristocrate fribourgeois.

L'objet de cette étude est dès lors l'analyse partielle de l'œuvre et globale de la correspondance de Reynold pendant ces années, sous l'angle de son identité catholique et contre-révolutionnaire. Il s'agira de déterminer la position du penseur catholique face à la guerre et aux totalitarismes de gauche et de droite, de souligner les réflexions qu'ils lui ont inspirées et de suivre les évolutions qui se sont produites dans son engagement d'intellectuel.

---

<sup>1</sup> Préface à Mattioli, Aram, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg, Editions universitaires, 1997, p. IX.

<sup>2</sup> A ce propos, voir le mémoire de licence de Céline Carrupt, *Gonzague de Reynold et le pouvoir. Aspects politiques de sa correspondance de 1938 à 1945*, Fribourg, octobre 2001.

On pourra également évaluer le crédit et l'influence de Reynold auprès de ses correspondants, en identifiant ces derniers et en observant le type de collaborations ou de requêtes – et elles sont nombreuses – qu'ils présentent au châtelain de Cressier.

Le chercheur qui veut mener une étude sur Gonzague de Reynold et exploiter ses archives voit sa tâche facilitée à bien des égards. Le présent travail doit beaucoup à la biographie d'Aram Mattioli<sup>3</sup>. Pour ce qui est de l'exploitation des sources, signalons que Reynold faisait le plus souvent dactylographier sa correspondance<sup>4</sup>, et a conservé une ou de plusieurs copies de chaque lettre au papier carbone. Le nom du destinataire est fréquemment inscrit à la main par Reynold, ce qui pose parfois quelques problèmes de lisibilité. Les Archives Littéraires Suisses (ALS), dans leur effort pour assurer la conservation à long terme des documents, nous ont fourni un CD-Rom sur lequel toutes les lettres qui figuraient dans les dossiers « Correspondance copies » de 1938 à 1945 ont été scannées. Pour ce qui est des lettres qui se trouvent dispersées dans les nombreux dossiers qui composent le fonds Reynold, le catalogue du fonds Gonzague de Reynold, établi par Marius Michaud en 1980<sup>5</sup> se révèle un outil indispensable.

Ainsi qu'Aram Mattioli l'a si justement relevé, la correspondance n'était pas pour Reynold une corvée, mais « un genre littéraire de haute tradition » et il s'y est bien souvent mis à nu, comme nulle part ailleurs.<sup>6</sup> La personnalité complexe de Reynold, « timide » et « hypersensible » selon ses propres termes<sup>7</sup>, lui fait préférer, et de loin, la relation épistolaire, binaire, à toute autre.<sup>8</sup> Un journal intime ne pouvait convenir à un homme aussi friand de

---

<sup>3</sup> *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, traduction de *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz* (Zürich, Orell Füssli Verlag, 1994), parue à Fribourg, Editions universitaires, 1997. Citons également les mémoires de Trinchin, Philippe, *L'Union catholique d'études internationales : monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1920-1939)*, Fribourg/Suisse, 1988 et de Chardonnens, Alain, *Le Centre européen d'Etudes burgondo-médianes : un européenisme à particularité bourguignonne*, Fribourg, 1995.

<sup>4</sup> Mesdames Madeleine Castella et Marie-Madeleine de Reyff.

<sup>5</sup> *Catalogue sommaire du Fonds Gonzague de Reynold*, Bibliothèque nationale suisse, 1980. Edité à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Reynold, 88 p.

<sup>6</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 282.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>8</sup> Notons tout de même qu'il y a parfois des exceptions à la « règle » de la relation binaire. Parfois, il arrive à Reynold d'envoyer une lettre à un destinataire dans le but que tout ou partie de son contenu soit transmis à un autre destinataire auquel il ne se sent pas autorisé d'écrire directement. D'autres fois, il fait lire la lettre à une personne avant de l'envoyer. D'autres fois encore, il transmet la copie d'une lettre à une ou plusieurs personnes, souvent à l'insu du destinataire initial.

commentaires, d'informations, de confidences, de compliments, de soutien.<sup>9</sup> Comme il est souvent souffrant et redoute la fatigue des voyages, la correspondance est un moyen pour lui de « tâter le terrain », lorsqu'il veut préparer une action ou s'engager dans un projet, mais aussi de s'assurer des fidèles, un à un. Car c'est sans doute dans ce domaine qu'il est le plus doué. Son charisme a peut-être moins d'impact sur un grand auditoire que devant un petit comité ou seul à seul avec un interlocuteur. C'est probablement de cette manière, et aussi grâce à ses livres, qu'il s'est gagné le plus de disciples. Aussi la correspondance était-elle pour lui le moyen le plus efficace pour étendre son influence et diffuser ses idées.

Parmi les 3000 feuillets, soit environ 2500 lettres, produits par Reynold entre 1938 et 1945, on peut regretter l'absence de quelques lettres ou parties de lettres. En effet, Reynold écrivait parfois – mais rarement – des lettres manuscrites, dont aucune copie n'a été conservée dans le fonds d'archives. Pour des raisons difficiles à établir – simple perte, suppression volontaire ? –, certaines réponses de Reynold à des lettres parfois cruciales font défaut (notamment des lettres adressées à des correspondants belges et français), de même que certaines lettres qu'il a reçues. Signalons enfin que Reynold privilégiait les entretiens privés et les réunions en petit comité avec certains de ses correspondants, de sorte qu'une part importante des décisions et réflexions de Reynold nous échappent.

Quant au choix de la période d'étude, 1938-1945, il apparaît que ces années sont capitales pour Reynold qui voudrait bien être plébiscité pour prendre le pouvoir, dès 1938 et jusqu'en 1941, avant de se retirer dans la solitude – relative – de son château pour travailler à son grand œuvre, *La Formation de l'Europe*. Il a énormément écrit pendant toute la guerre et, si Marius Michaud estime que sa correspondance dans son ensemble (de 1900 à 1970) comportent plus de 10'000 lettres, le corpus pour ces huit années seules s'élève déjà à 2500 lettres environ. Cette importante proportion ainsi que le poids de ces années sur l'histoire de l'Europe justifient aisément le choix de cette période.

Les deux parties qui composent ce mémoire correspondent à deux « axes » essentiels de la pensée et de l'action de Reynold : l'axe « suisse chrétienne » et l'axe « civilisation européenne ». La première partie entend mettre en lumière les substrats et les modèles de la

---

<sup>9</sup> Reynold ne s'est adonné à l'art du journal avec régularité qu'entre novembre 1917 et avril 1923. Mattioli, Aram, idem.

pensée politique de Reynold qui sous-tendent ses « combats » pour une Suisse chrétienne<sup>10</sup>. La seconde partie se concentre sur des projets qui visent à promouvoir une Europe chrétienne, ou plutôt catholique, et surtout à rassembler une élite intellectuelle catholique qui aurait pour mission de sauver l'Europe du déclin, de la déchristianisation. Bien que l'approche thématique soit privilégiée, nous avons tenté de respecter une certaine chronologie à l'intérieur de chaque chapitre et, dans une certaine mesure, entre les deux parties principales.

Ces deux parties sont étroitement liées l'une à l'autre : elles procèdent d'une continuité idéologique dans la pensée de Gonzague de Reynold. Son engagement patriotique et son engagement européen vont de pair. Les mêmes valeurs les régissent et les justifient : fédéralisme, corporatisme, catholicisme, ordre, autorité. Reynold a cherché des appuis à l'étranger pour accroître son prestige dans son propre pays : publications dans des journaux français et belges, réception du prix Camoens au Portugal, participation à nombre de comités et d'associations internationaux, collaboration à des revues, etc. Certains correspondants européens, en offrant un « tremplin » ou une tribune à Reynold dans leur pays, lui offrent de promouvoir sa légitimité en Suisse – c'est du moins l'effet qu'il en escompte.

Toute la pensée de Reynold pendant la période 1938-1945 est orientée vers un but : sauver la Suisse et l'Europe du chaos par l'instauration d'une Chrétienté "idéale".

---

<sup>10</sup> Nous avons délibérément écarté de notre analyse le champ de son *action* politique – et hautement antidémocratique – déjà étudiée par Céline Carrupt dans son mémoire.



## PREMIÈRE PARTIE : REYNOLD ENTRE LES OPTIONS SUISSE CATHOLIQUE ET SUISSE CHRÉTIENNE

Dans le cadre de son action nationale entre 1938 et 1941, Gonzague de Reynold a souvent utilisé un langage clair sur lequel il était impossible de se méprendre. Lorsqu'en été 1940 il prône une politique « de voisinage », il était bien entendu qu'il ne se situait pas en faveur des Alliés. Mais en matière de politique intérieure, son drapeau au nom d'une « Suisse chrétienne » présentait une ambiguïté qui a notamment permis de rallier un certain nombre de protestants parmi les relations de Reynold.

Il affirme aussi n'être « d'aucun groupe, d'aucune rédaction, d'aucune conspiration », il prétend n'avoir « jamais cherché à [se] mettre à la tête d'un mouvement » et n'avoir « aucune ambition politique »<sup>1</sup>. A l'été 1940 pourtant, son défaut d'ambition politique ne l'empêche pas de prononcer une conférence à forte teneur politique devant la Société suisse des étudiants.

---

<sup>1</sup> *Comme en 1291, La Suisse est devant son destin*, Genève, Ed. de l'Echo illustré, 1941.



## CHAPITRE I : LE DÉFI D'UNE SUISSE CHRÉTIENNE, CORPORATISTE, FÉDÉRALISTE

Ce premier chapitre a pour but de définir certains aspects de la pensée politique et religieuse de Gonzague de Reynold, en particulier ceux qu'il développe dans sa correspondance. Aram Mattioli a déjà procédé à une étude très pertinente des influences et des options politiques de l'aristocrate fribourgeois et ce chapitre n'a pas la prétention d'apporter de grandes nouveautés en la matière. Avant de s'attaquer à l'analyse du comportement de Reynold et de son « ancrage » dans la période 1938-1945, il paraissait cependant indispensable de faire le point sur les origines intellectuelles de l'idéal d'État chrétien développé par le doctrinaire catholique.

### 1.1. Substrats d'une pensée politique

#### 1.1.1. Un ensemble de valeurs, un tempérament politique

L'éducation, le milieu, la conscience de classe, la formation intellectuelle, autant de facteurs<sup>1</sup> qui ont contribué à structurer chez Gonzague de Reynold un système de valeurs aisément perceptible dans sa correspondance et son œuvre. Il s'agit de valeurs catholiques et/ou de droite, constitutives d'une sensibilité politique que nous tenterons d'analyser à la lumière des typologies établies par les auteurs de *l'Histoire des droites en France*<sup>2</sup>, et par Michel Winock dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*<sup>3</sup>.

##### 1.1.1.1. Les racines, la tradition, le dogme

La famille, la patrie, la religion catholique sont pour Reynold trois éléments fondamentaux de la civilisation chrétienne. Il est irrémédiablement marqué par le culte barrésien de la terre et des morts dont il s'inspirait déjà dans ses écrits de jeunesse<sup>4</sup> :

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos le deuxième chapitre de la biographie d'Aram Mattioli, *op. cit.*.

<sup>2</sup> Et particulièrement le tome 3, *Sensibilités*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, Paris, Gallimard, 1992.

<sup>3</sup> Paris, Seuil, 1990 (1982), pp. 103-111.

<sup>4</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 62.

[...] j'ai constaté que [...] toute société qui ne repose pas sur la famille, la terre et le culte des morts est condamnée à disparaître.<sup>5</sup>

Ce culte est pour lui indissociable de la tradition catholique. La philosophie et la théologie catholiques partent selon lui de la « soumission au réel », de même que la liturgie qui « ne cesse de rappeler la terre, la maison, le berceau, la tombe, et cela tout au long de l'année »<sup>6</sup>. Le génie du site est « l'élément fondateur de la Suisse, l'élément de base, celui qui nous permet d'affirmer l'existence d'une civilisation suisse, [...] commun à toutes nos races et nos langues ». Autrement dit, c'est à la fois l'élément fondateur et fédérateur. Quant à la famille, c'est l'intégrateur social par excellence. L'ère des démocraties est ressentie par les droites et par Reynold comme un grand danger pour la famille. Reynold se déclare, en tant que catholique, l'adversaire de tout individualisme libéral.

Le principe d'obéissance est inscrit dans le code proposé par l'Église à ses fidèles pendant toute la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Obéissance envers la hiérarchie, envers les clercs et envers le dogme<sup>7</sup>. Pour Reynold, « rien ne libère mieux l'esprit »<sup>8</sup> que cette soumission.

Ce principe, Reynold l'a fidèlement suivi lors de la condamnation de l'Action française par Pie X en 1926. La « rupture » avec Maurras et l'Action française lui a beaucoup coûté. Conjointement avec Maritain et Massis, il avait tenté de ramener Maurras « à la raison ». S'il lui a écrit une lettre, ce n'était pas sans l'avoir soumise au préalable à Mgr Besson\*, pour recevoir le placet de l'évêque. Il se serait docilement abstenu de lire l'*Action française* et les œuvres de Maurras après la sanction papale, ainsi qu'il le confiera près de trente ans plus tard au Chanoine Cormier<sup>9</sup>:

Tant que l'interdiction pesa sur l'*Action française* : je me suis abstenu de la lire par discipline et pour donner l'exemple. Lorsqu'elle fut levée, je recommençai ou plutôt j'essayai de recommencer, car ce n'était plus la même chose. C'est alors que je me rendis compte que la faiblesse de Maurras était son parti. Il était trop grand pour en avoir un. On peut dire de lui comme de tous les maîtres qu'il fut trahi par ses disciples. Je crois que son action eût été plus étendue et son influence plus profonde s'il avait agi seul, sans cette zone d'isolement, plus épaisse que sa surdité.<sup>10</sup>

---

<sup>5</sup> Reynold à Charly Clerc, 21 janvier 1943. Fonds Gonzague de Reynold (désormais FGR), corr. cop. 1943.

<sup>6</sup> Reynold à Charly Clerc, 7 janvier 1942. FGR, corr. cop. 1942.

<sup>7</sup> Boutry, Philippe ; Michel, Alain-René, « La religion », in, Sirinelli, Jean-François (sld), *Histoire des droites en France*, tome 3, *Sensibilités*, Paris, Gallimard, 1992, p. 684.

<sup>8</sup> Reynold au Baron Hesso de Reinach-Hirzbach, 23 février 1942. FGR. corr. cop. 1942.

<sup>9</sup> Chanoine A. Cormier, du Grand Séminaire de Tours, auteur d'*Entretiens avec Maurras*. Il a donné l'extrême onction au chef de l'Action française et l'aurait « ramené à Dieu » peu de temps avant sa mort.

<sup>10</sup> Reynold au Chanoine A. Cormier, 7 juillet 1953. FGR, corr. aut. 150.

Longtemps après la « réhabilitation » de l'Action française, Reynold s'est senti fondé à écrire une étude sur l'œuvre de Maurras, mais il n'a pas donné suite à ce vague projet, certainement par crainte de sortir de la ligne du magistère :

Ce qu'il faudrait, c'est [que l'œuvre de Maurras] fût étudiée objectivement par quelqu'un qui ne fût point français... j'ai souvent songé à le faire, mais en trouverais-je jamais le loisir ? Je me suis borné à rassembler mes souvenirs... et à marquer d'une manière très générale en quoi l'influence de Maurras sur moi avait été saine et nécessaire, en quoi je différais fondamentalement de lui. Il y a d'abord le fait de la frontière politique, de l'appartenance à un monde historique profondément différent du monde français ; il y a l'européanité ; il y a enfin et malgré tout la question religieuse [...]<sup>11</sup>

L'obéissance à une autorité supérieure, qu'elle soit spirituelle ou politique, est le meilleur rempart au chaos, mal absolu. Elle est le garant d'une des valeurs fondamentales des droites : l'ordre.<sup>12</sup> En 1938 déjà, Reynold clamait l'urgence de « la reconstruction de l'ordre », car selon lui « les nations indisciplinées seront toujours en état d'infériorité sur tous les plans en face des nations disciplinées. »<sup>13</sup> D'où la nécessité, chez Reynold comme chez tous les représentants de la droite, d'un contrôle exercé par les bien-pensants sur la société, sur la politique<sup>14</sup> : la notion d'autorité est première. Cet impératif reynoldien s'exprime en matière politique par le rejet du parlementarisme et en matière morale par la nostalgie d'une élite intellectuelle, voire aristocratique. En 1938, il affirmait à Etter qu'il fallait défendre « l'authentique tradition suisse [...] aristo-démocratique » (dont Etter et lui seraient les dignes représentants) contre « tous ceux qui cherchent à démarquer et à niveler, à faire des mélanges et des confusions officielles. »<sup>15</sup>

#### *1.1.1.2. Un penseur de la décadence ?*

« La notion de décadence et le mécanisme des décadences me préoccupent beaucoup », confiait Reynold à un correspondant<sup>16</sup>. La civilisation chrétienne serait en « déliquescence », le régime entrerait « en décadence ».<sup>17</sup> Comme la plupart des conservateurs, Reynold croit « à la lente régression de l'espèce humaine »<sup>18</sup>.

---

<sup>11</sup> Idem.

<sup>12</sup> Boutry, Philippe ; Michel, Alain-René, art. cit., p. 684.

<sup>13</sup> Reynold à M. G. Lehrer, 14 novembre 1938. FGR, corr. cop. 1938.

<sup>14</sup> Sirinelli, Jean-François (sld), *op. cit.*, p. 816.

<sup>15</sup> Reynold à Etter, 8 janvier 1938. FGR, corr. cop. 1938.

<sup>16</sup> Reynold à Jean Wanner (qui lui a envoyé sa thèse sur Sorel), 30 juin 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>17</sup> Reynold à Maxime Quartenoud, 17 juin 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>18</sup> Reynold à Max Huber, 22 mai 1945. FGR, corr. cop. 1945.

Le thème de la décadence apparaît si souvent dans les lettres de Reynold qu'il nous a semblé intéressant d'étudier en quoi son idéologie se rattachait à celle des « penseurs de la décadence » mise en lumière par Winock.<sup>19</sup> Sur la base de neuf constantes qu'il a pu observer dans la littérature de la décadence, l'historien a établi une grille de lecture propre à dégager l'originalité de la pensée de Reynold :

*La haine du présent.* Le terme est peut-être un peu fort chez Reynold, mais il y a bien dans son oeuvre une vision critique du présent, suscitée par la haine de la Révolution française, qui n'en finit pas d'empoisonner le monde. Pour les penseurs de la décadence, le présent est dangereux en ce sens qu'il est « un carrefour sans feu ni police », « ouvert à tous les possibles ».<sup>20</sup> Reynold considère aussi que tout peut se produire : en 1940, il envisage aussi bien une révolution communiste qui menacerait l'existence même de la Suisse, qu'une rénovation nationale qui le mettrait à la tête du pays avec les attributs d'un Landammann.

*La nostalgie de l'âge d'or.* Les écrits de Reynold sur la montagne, sur les *Pays et cités suisses* sont indéniablement l'expression d'une profonde nostalgie, celle de la Suisse d'avant 1848.

*L'éloge de l'immobilité.* Le changement serait un mal, tandis que l'enracinement serait un bien. Mais Reynold n'est pas aussi catégorique que les penseurs de la décadence. En tant qu'historien, il accepte comme une évidence le principe du changement. Il ne prône pas tant le retour au passé qu'une adaptation des principes du passé d'avant 1848 aux impératifs de l'ordre nouveau. Ce défenseur de l'enracinement barrésien a recours à la métaphore de l'arbre « comme figure de la durée sur place, de l'authenticité, de la généalogie »<sup>21</sup>. Dans l'extrait suivant, l'arbre symbolise la France qui, après avoir été successivement victime de la Révolution, des lois laïques et de la Troisième République, doit se remettre sur ses « lignes de forces » et se renouveler dans un régime différent :

L'arbre peut perdre impunément ses feuilles et même ses branches maîtresses, son tronc encore peut être abattu par la foudre jusqu'au ras de terre : si, dessous, les racines sont profondes et saines, si elles arrivent encore à puiser leur sève jusque dans les os sacrés des morts, l'arbre repoussera.<sup>22</sup>

*L'anti-individualisme et l'anti-intellectualisme.* L'individualisme, fruit des Lumières, est en tout point haïssable pour Reynold parce qu'il menace l'équilibre de la société qui doit reposer sur la famille, sur l'organisation professionnelle. Il a conduit au triomphe du rationalisme

---

<sup>19</sup> Winock, Michel, *op. cit.*, pp. 103-111.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>22</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 30 juillet 1940. FGR, corr. cop. 1940.

athée qui mine la civilisation chrétienne. C'est cette dérive-là que Reynold condamne, et non l'intellectualisme en tant que tel, qu'il considère comme une garantie contre la décadence. Seulement, l'intelligence humaine, fondée d'abord sur la conception chrétienne, aurait été corrompue, contaminée par les idées modernes, c'est-à-dire « la haine de la nature, la haine de tout ce qui est un ordre, une hiérarchie ». Il dit constater « un processus de fatigue, un renoncement à l'effort intellectuel, un besoin de simplification et de facilité ».<sup>23</sup> Face aux progrès de l'athéisme, Reynold se cantonne dans une *nostalgie du sacré* présente chez tous les penseurs de la décadence.

Corollaire du constat d'affaiblissement intellectuel – synonyme d'affaiblissement spirituel –, *l'apologie des sociétés élitaires* occupe une place centrale dans la correspondance de Reynold, ainsi que nous le verrons tout au long des trois prochains chapitres.

*La peur de la dégradation génétique et de l'effondrement démographique* est en revanche n'est guère présente dans les écrits de Reynold, sans pour autant en être tout à fait absente<sup>24</sup>. Dans les années dix, le problème de la démographie l'a beaucoup inquiété, dans un contexte de phobie de l'*Ueberfremdung*, mais cette préoccupation n'apparaît plus du tout dans les années 1938 à 1945.<sup>25</sup>

La pensée de la décadence dégagée par Winock apparaît très largement dominée par le pessimisme. Évidemment, certaines déclarations peuvent faire penser que Reynold est animé par une vision négative de l'homme. Mais il n'en est rien. Reynold ne peut se défaire d'un optimisme tout « maistrien » :

J'ai d'ailleurs eu toujours deux maximes : être pessimiste dans la conception pour mieux être optimiste dans l'action, être pessimiste quant au siècle et optimiste quant à la Providence.<sup>26</sup>

Sa devise préférée est que, si l'on peut désespérer du présent, il ne faut jamais désespérer de l'avenir.<sup>27</sup> *L'Observateur de Genève* du 15 mars 1937 voit d'ailleurs en Reynold « le Joseph

<sup>23</sup> Reynold à ? (nom du destinataire non inscrit), 24 avril 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>24</sup> Dans *Portugal*, il écrit : « Les faiblesses du régime ont donc pour cause les faiblesses mêmes du peuple portugais. Il y a d'abord une faiblesse physique, indéniable. Elle vient d'une hygiène déplorable encore. Le nombre des tuberculeux est anormal. Sans parler des maladies vénériennes. Ce qui m'a frappé, c'est que ce peuple n'aime pas les exercices physiques. Il est extrêmement rare de le voir s'y livrer [...]. Le régime le sait, et il commence de réagir. L'organisation corporative lui en donne l'occasion. Il y a aussi une faiblesse dans la race elle-même. Surtout dans le Sud, à partir de Coïmbre, il y eut trop de métissages avec des races exotiques. [...] Sans tomber dans le racisme, des mesures pour la protection de la race portugaise pourraient être prises. » Gonzague de Reynold, *Portugal*, Paris, Spes, 1936, pp. 333-340.

<sup>25</sup> Voir cependant le point 2.4.1.

<sup>26</sup> Reynold à Aymon de Mestral, 9 décembre 1944. FGR, corr. cop. 1944.

*de Maistre de notre temps* »<sup>28</sup>. Pour Reynold, Joseph de Maistre est *la* référence en matière de philosophie politique. Il le cite très souvent dans sa correspondance. De sorte qu'il n'est pas rare de voir apparaître des citations présentées comme des adages :

Mais il y a cette parole de Joseph de Maistre que je répète souvent à mes amis : « Il faut que l'homme agisse comme s'il pouvait tout et qu'il se résigne comme s'il ne pouvait rien ». <sup>29</sup>

### 1.1.1.3. La réversibilité des mérites et des peines

Reynold croit à la réversibilité des mérites et des peines<sup>30</sup>. Ce dogme chrétien suppose que le Bien et le Mal ne sont pas autonomes et que ce qui nous arrive de bien ou de mal n'est jamais dénué de sens. Mais l'interprétation qu'en donne Reynold, surtout pendant l'épreuve de la guerre, dépasse le sens que lui a donné l'Église, qui n'admet comme seul sacrifice rédempteur que celui du Christ.<sup>31</sup> Reynold dégage, lui, une correspondance entre la grande souffrance collective de la guerre et les « petites souffrances individuelles ». Il va jusqu'à attribuer à ces dernières une vertu de catharsis :

Par celles-ci nous aidons à l'expiation, à la purification générale. Par celles-ci nous jouons le rôle de paratonnerres. Par celles-ci, nous participons vraiment à la reconstruction du monde et à son salut.<sup>32</sup>

Il en arrive à penser que, si la Suisse a été épargnée par la guerre, c'est peut-être grâce à « toutes ces souffrances inconnues et isolées qui, chez tant de nos compatriotes, ont payé et payent encore les intérêts et l'amortissement de cette dette de reconnaissance. »<sup>33</sup>

Malgré tout le mépris que lui inspire la Révolution française et ses suites, il est convaincu que « toutes ces révolutions, tous ces bouleversements ont leur nécessité ». <sup>34</sup> Aussi affirme-t-il à une amie parisienne, après la défaite française, qu'il faut accepter les événements comme une épreuve mais aussi comme une grâce de Dieu. Il prétend que si « la prospérité de nos pères et de nos grands-pères a fait notre faiblesse à nous, notre misère à nous fera la force de nos descendants. »

A la question de savoir si la guerre était un phénomène fatal contre lequel l'humanité sera toujours incapable de réagir, Reynold répondait :

---

<sup>27</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>28</sup> Cité par Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 190.

<sup>29</sup> Reynold à François Pache, 17 septembre 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>30</sup> Slama, Alain-Gérard, « Portrait de l'homme de droite », in Sirinelli, Jean-François (sld), *op. cit.*, p. 827.

<sup>31</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>32</sup> Reynold à Sœur Maria Carmela, 14 octobre 1944. FGR, corr. cop. 1944.

<sup>33</sup> Idem.

<sup>34</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.

Nous ne sommes pas responsables de l'avenir : nous sommes responsables du présent. [...] Nous ne pouvons pas avoir la prétention de transformer la nature humaine, ni d'assurer mille ans de paix et de bonheur. Toutes les fois que les hommes, ou du moins des hommes, ont eu de telles intentions, les événements sont venus leur infliger les plus cruels démentis.<sup>35</sup>

La personnalité de Reynold est tout à fait représentative du tempérament politique de droite décrit par Alain-Gérard Slama, caractérisé par le refus du conflit, et qui peut s'exprimer selon des formules telles que : « à quelque chose malheur est bon », « d'un mal peut sortir un bien », « l'enfer est pavé de bonnes intentions », « on ne force pas le destin », « le changement sans le risque ».<sup>36</sup>

### **1.1.2. La « double impossibilité du passé et de l'avenir » : contorsions historiques**

Au moment où la Deuxième Guerre mondiale éclate, Reynold croit voir se réaliser ses vieilles prévisions. « Nous entrons dans une autre époque », écrit-il à son amie parisienne<sup>37</sup>. Et la guerre n'est qu'« une phase de ce changement d'époque, de cette révolution »<sup>38</sup>. L'Europe subit la huitième vague de changement depuis les guerres médiques. Selon lui ces vagues déferlent entre l'Asie et l'Europe, suivant un mouvement de balancier.<sup>39</sup>

L'éclatement de la guerre a confirmé la faillite de la SdN. En 1940, Reynold affirme – bien qu'il y ait cru un long moment – que la tentative esdénienne était condamnée à l'échec. Les grands coupables de la décadence de la civilisation sont l'individualisme et le rationalisme du XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui sont aussi bien responsables du naufrage esdénien que de la défaite de la France<sup>40</sup>. Aussi cette Europe des Lumières honnie – que Reynold considère bien plus comme celle des Ténèbres –, cette Europe « individualiste et anarchique du XVIII<sup>ème</sup> siècle libéral et bourgeois »<sup>41</sup> est-elle vouée à disparaître. Et avec elle, le régime démocratique. Reynold place en effet sur un même plan l'individualisme des Lumières, le collectivisme soviétique et la

---

<sup>35</sup> Reynold à M. G. Lehrer, 14 novembre 1938. FGR, corr. cop. 1938.

<sup>36</sup> Slama, Alain-Gérard, art. cit., pp. 833-835.

<sup>37</sup> Idem.

<sup>38</sup> Reynold à Maxime Quartenoud, 17 juin 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>39</sup> Voir Reynold au roi des Belges Léopold III, 1<sup>er</sup> mars 1940, en annexe.

<sup>40</sup> Reynold à Constant Bourquin, 30 août 1940. FRG, corr. cop. 1940.

<sup>41</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.



démocratie. Cette dernière, « avec ses excroissances et déviations comme le national-socialisme et le communisme »<sup>42</sup>, menace de détruire le christianisme.

Reynold prétend que le bien qui pourrait surgir de la situation de l'époque pourrait être une Europe « réorganisée dans le cadre d'une grande unité économique »<sup>43</sup>.

Il affirme que « rien n'arrive qui ne corresponde à un plan de la Providence et ne soit selon ce [qu'il appelle] son rythme historique. »<sup>44</sup> La conception de l'histoire qu'il développe est de type organiciste. La promesse de renouvellement qu'elle induit est la source de l'indéfectible optimisme chez Reynold. Convaincu que la civilisation est plongée dans « la période creuse et crépusculaire entre un monde qui meurt et un monde qui naît », il affirme aussi que « toutes ces révolutions, tous ces bouleversements ont leur nécessité [...] ».<sup>45</sup>

En opérant une contorsion historique qui tient presque de l'acrobatie électorale, il clame que le monde actuel est pris entre deux impossibilités :

Celle du passé et celle de l'avenir. Celle du passé, c'est que nous ne pouvons plus nous maintenir dans l'ancien régime, c'est-à-dire dans le monde bourgeois avec son esprit libéral et son système démocratique. Celle de l'avenir, c'est que nous ne pouvons point, sous peine de compromettre la civilisation tout entière, nous rallier aux deux formes que prend aujourd'hui la révolution, la forme communiste et la forme raciste.<sup>46</sup>

Reynold se propose de trouver une « troisième voie », dans le style de l'Estado Novo, inspirée comme on le verra plus bas des encycliques pontificales et des modèles italien et portugais, mais aussi de sa propre interprétation de l'histoire. Se voulant conscient des grands mouvements historiques, il mesure combien il est illusoire de vouloir revenir à un état antérieur. Utilisant cette dynamique pour sa démonstration, il explique que, le monde se trouvant devant l'impossibilité d'une « réaction » et d'une « révolution », il faut partir à la recherche d'une troisième « solution ». Par ce syllogisme, il entend prouver qu'il n'est plus possible de se maintenir dans ce qu'il appelle l'ancien régime, ni possible de s'engager dans la révolution communiste et raciste (nazie), sous peine de compromettre la civilisation tout entière. L'État chrétien imaginé par Reynold serait donc le fruit d'une contre-révolution

---

<sup>42</sup> Reynold à ? (nom du destinataire non inscrit), 24 avril 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>43</sup> Reynold à Madame Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940. Les préoccupations économiques sont assez rares sous la plume de Reynold : il s'inspire ici de la théorie qu'un belge, Maurice Lambilliotte, vient de lui exposer et qui l'a vivement intéressé. Voir chapitre III, point 3.4.2. Le projet de « Défense et solidarité européenne ».

<sup>44</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>45</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>46</sup> Reynold à Mme Herbert Robbins, 23 décembre 1938. FGR, corr. cop. 1938. Cette lettre est reproduite en annexe du mémoire de Céline Carrupt, *op. cit.*, p. 165. Voir aussi lettre de Reynold à Mme Herbert Robbins, 7 décembre 1945, en annexe du présent mémoire.

renvoyant dos à dos les deux « impossibilités ». La contre-révolution, elle, regarde vers l'avenir. Mais les références de Reynold se trouvent autant dans le passé que dans le présent. « Il s'agit maintenant, si on le peut, d'avoir le courage de revenir en arrière, c'est-à-dire aux principes posés par la foi »<sup>47</sup>. Ce que Reynold envisage n'est autre qu'un retour à un passé antérieur à 1789 et une projection dans un avenir souhaitable : « la jonction, par-dessus le XIX<sup>ème</sup> siècle, 1848 et la révolution française, de la vieille Suisse et des temps nouveaux ». Il en appelle à « un plus grand sens du mystère et de la grandeur » pour faire « oublier les théories laïques sur la liberté, le progrès ». Il se propose tout bonnement d'effacer deux siècles de l'histoire et de concilier la Suisse – et l'Europe – de l'Ancien régime (historique) avec le nouvel ordre européen promis par le Reich.

## **1.2. Sous la bannière du « christianisme intégral »**

### **1.2.1. Les messages pontificaux**

C'est notamment dans son interprétation du catholicisme et des messages pontificaux que Reynold trouve les justifications des fondements essentiels de sa doctrine politique : État chrétien, ordre corporatif, fédéralisme.

Pour Reynold, le fédéralisme serait inscrit dans le catholicisme même. Cette religion développerait une grande compréhension entre les peuples, permettant à chacun d'entre eux d'apporter sa pierre à l'édifice, ainsi qu'il l'expliquait, fin décembre 1939<sup>48</sup>, dans une interview à Georges Cattai. L'universalité catholique éviterait l'uniformité parce qu'elle serait « totalement contraire à l'esprit unificateur, abstrait, de la Révolution ». Il explique que la tradition suisse n'est pas la tradition française, en ce sens que le centralisme imposé en France par la Révolution serait une aberration historique en Suisse. Fort de ces constats, il en appelle à une Suisse chrétienne, qui s'inscrirait dans une Europe renouvelée :

Nous sommes des montagnards : notre spiritualisme est à base terrienne, fondamentale. Avec tous les autres peuples, nous devons nous efforcer de sortir de nous-mêmes, pour fonder une Chrétienté nouvelle.

En filigrane, l'idée d'un fédéralisme non seulement au niveau suisse, mais aussi au niveau européen, se développe déjà.

---

<sup>47</sup> Reynold à Charly Clerc, 21 janvier 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>48</sup> « Seule une Chrétienté nouvelle peut nous assurer la paix en Europe », *Temps présent*, 1<sup>er</sup> décembre 1939.

Les inconditionnels de l'aristocrate fribourgeois l'ont placé parmi « ceux qui tout en vivant les problèmes de leur époque restent fidèle aux principes de toutes les encycliques de Rome »<sup>49</sup>, au même rang que Gustave Thibon et Gabriel Marcel. Gonzague de Reynold s'est fortement imprégné des directives pontificales de l'encyclique *Quadragesimo anno* de 1931. Le message délivré consiste en l'idée d'une troisième voie entre capitalisme et socialisme, concrétisé par le slogan « ordre professionnel corporatif ». Comme le relève Mattioli, ce n'est pas un hasard si le conseiller d'État Joseph Piller invite Reynold à une séance, en 1936, qui portait à son ordre du jour un projet de constitution catholique, ni si le Rectorat de l'Université de Fribourg le convie, la même année, à prendre part à un cycle de conférences consacré à *Quadragesimo Anno* et à s'y exprimer sur « Le mouvement corporatif au Portugal ».<sup>50</sup>

C'est encore en tant qu'« expert » en matière d'écrits politiques chrétiens et d'encycliques que Reynold prend part, avec deux ecclésiastiques, aux « Cours supérieurs de sciences religieuses de 1945 », sous les auspices du groupe universitaire catholique de Lausanne<sup>51</sup>. Il a donné deux conférences dans lesquelles il analysait « Les conditions de la paix » d'après les encycliques pontificales de Pie XII.<sup>52</sup> Il revêt alors véritablement la stature d'un intellectuel catholique en se faisant l'interprète auprès du public de la pensée du pape en matière d'organisation de l'État. Il expliquait, dans une lettre à Max Marc Thomas<sup>53</sup> :

Pie XII préconise une démocratie chrétienne, c'est-à-dire historique, puisque, comme le dit Vinet, le christianisme est le type même de la religion historique, donc une démocratie diamétralement opposée à la démocratie théorique, celle qui, toujours pour citer Vinet, "fait reposer la société sur des théories plus que sur des souvenirs." Ce qu'il y a d'intéressant, c'est la distinction entre le peuple et la masse, distinction fondamentale, par quoi je veux dire que c'est là-dessus que la démocratie de Pie XII se révèle inconciliable avec l'autre. Voilà le point sur lequel il ne faudrait pas cesser d'insister. J'ai toujours trouvé

---

<sup>49</sup> J. de Fabrègues à Reynold, 3 avril 1945. FGR, Corr. pers. 1945.

<sup>50</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 177.

<sup>51</sup> Il prend part au cycle de conférences intitulé « écrits politiques et consciences chrétiennes ».

<sup>52</sup> Les 19 et 26 février 1945, puis il répétera ces mêmes conférences devant les étudiants catholiques de Lausanne, le 6 mars 1945, mais résumées en une seule séance, sous le titre « L'ordre international ».

<sup>53</sup> Reynold à Max Marc Thomas, 9 mars 1945. FGR, ACE 90 bis. Reynold le remercie entre autres pour ses deux articles dans *La Suisse* des 20 et 28 février 1945, très élogieux, dans lesquels on voit que Thomas partage les vues de Reynold quant au destin de la civilisation européenne, donc chrétienne, qui traverserait une crise profonde. Seule l'action de quelques hommes, comme lors de l'effondrement romain du Bas-Empire, pourraient « sauver ce qui peut l'être encore ». Thomas, membre de l'Union nationale, est un des représentants du fascisme genevois (Maspoli, Philippe, *op. cit.*, p. 117).

La conférence de Reynold a encore été gratifiée de deux articles d'envergure dans le *Courrier de Genève*, signés H. S. et intitulés, comme la conférence, « Les conditions de la paix », les 21 et 27 février 1945 et deux autres, plus courts, dans le *Journal de Genève*, signés M. P. et intitulés « M. de Reynold parle des conditions de la paix », les 20 et 27 février 1945.

dangereux de recouvrir d'un même mot [démocratie théorique et démocratie historique] deux conceptions diamétralement opposées. [...]

Si Reynold persiste dans la critique de la démocratie en 1945 encore, alors que la victoire des démocraties occidentales sur les régimes totalitaires est acquise, il ne le fait plus publiquement. Depuis 1941, il s'est retranché dans une attitude plus prudente et ses opinions antidémocratiques n'apparaissent plus, pratiquement, que dans sa correspondance. D'autre part, il a toujours soin de relever que sa critique est conforme aux enseignements du pape et même qu'elle émane directement de ses messages :

Ce que je n'ai pas dit à Genève, mais qui ressort du texte, c'est que Pie XII lui-même ne laisse pas d'exprimer quelque doute sur le triomphe de la démocratie. En réalité, nous allons dans la direction la plus opposée : cela, le pape le sait bien. La démocratie va devenir, par la force des choses, un régime aussi réactionnaire que le fut pour elle l'ancien régime. Elle devient donc défendable, dirais-je, avec un peu d'ironie. Pour être sérieux, il faudra examiner si elle ne doit pas être défendue.<sup>54</sup>

### 1.2.2. L'exemple de l'Italie et du Portugal

Si les messages pontificaux sont l'une des sources de l'État chrétien de Reynold, les modèles italien et portugais surtout en sont une autre, tout aussi importante. Ce sont dans ces réalisations concrètes qu'il trouve son inspiration en matière d'organisation de l'État. Comme nombre de représentants de l'extrême-droite, Reynold a voulu voir dans le fascisme et le salazarisme « une alternative au parlementarisme et aux maladies de la démocratie comme à son frère ennemi, le communisme »<sup>55</sup>. Comme pour l'Action française, ces deux modèles représentaient pour Reynold la contre-révolution si longtemps attendue et qui devait détruire les fruits empoisonnés de 1789 et de 1917.

Si la fascination de Reynold pour le fascisme mussolinien s'est rapidement estompée au profit du salazarisme, elle a certainement joué un rôle déterminant dans sa conception autoritaire, qui ne demandait qu'à éclore dans le terreau favorable de son anticomunisme foncier, de sa haine de la modernité et de son besoin d'ordre.<sup>56</sup> Il a voulu voir dans la marche sur Rome la preuve que la démocratie n'était plus viable en Europe et qu'elle serait bientôt remplacée par d'autres formes de régimes, susceptibles de se substituer également au libéralisme et au

---

<sup>54</sup> Reynold à Max Marc Thomas, 9 mars 1945. FGR, ACE 90 bis.

<sup>55</sup> Sirinelli, Jean-François (sld), *op. cit.*, pp. 187-188.

<sup>56</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 133.

socialisme.<sup>57</sup> Invité plusieurs fois à Rome, il a rencontré Mussolini et il le considère comme un ami.<sup>58</sup> Il n'a du reste jamais officiellement douté de l'orthodoxie romaine du Duce<sup>59</sup>. Cependant, en vertu de ses options résolument catholiques, il a gardé un certain sens critique face aux principes du régime qu'il ne considérerait pas comme chrétiens.<sup>60</sup> Aussi le fascisme ne représentait-il pas pour lui un modèle souhaitable pour la Suisse.

L'*Estado Novo*, par contre, était l'accomplissement parfait de la troisième voie esquissée dans *Quadragesimo anno*, l'État chrétien que Reynold ne cessera d'appeler de ses vœux depuis *La Démocratie et la Suisse*.<sup>61</sup> En 1935, Reynold, invité personnellement par la dictature qui a grand besoin de propagande étrangère, visite le Portugal et rencontre Salazar, qu'il considérera ensuite comme un saint.<sup>62</sup> Aveuglé par « les savantes mises en scène du régime »<sup>63</sup>, Reynold écrit l'année suivante *Portugal*, ouvrage qui prend place parmi les quelque onze livres consacrés à ce pays et à son dictateur entre 1934 et 1936. Reconnaisant, le dictateur lui remettra en main propre le prix Camoens en avril 1938. Pour Mattioli, ce livre est « la clef de voûte de la pensée politique reynoldienne ».<sup>64</sup>

### 1.2.3. Les tenants du corporatisme

Le corporatisme « s'insère dans un mouvement de remise en cause de la démocratie »<sup>65</sup> et de revendication d'un fédéralisme intégral, d'un État autoritaire.<sup>66</sup> Cette doctrine est considérée par les tenants de la rénovation et par les révisionnistes de 1935 comme une « troisième voie »

---

<sup>57</sup> Idem.

<sup>58</sup> A propos de la relation de Reynold avec l'Italie fasciste, voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 131-147.

<sup>59</sup> Le 15 mai 1942 encore, Reynold écrivait à son ami journaliste Armand Godoy : « Je viens de lire dans *Le Mois Suisse* la traduction des Pensées de Mussolini. Il me semble qu'après cela on ne pourra pas l'accuser d'athéisme. » FGR, corr. cop. 1942.

<sup>60</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 147.

<sup>61</sup> Reynold, Gonzague, *La Démocratie et la Suisse*, Berne, Editions du Chandelier, 1929.

<sup>62</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 191-200.

<sup>63</sup> Hurault, Emmanuel, « Droite maurrassienne et salazarisme des années trente à Vichy », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, pp. 95-104.

<sup>64</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 200.

<sup>65</sup> Maspoli, Philippe, *op. cit.*, p. 7.

<sup>66</sup> Dans les années vingt, le courant corporatiste en Romandie s'est développé dans le milieu du syndicalisme chrétien, autour des personnalités comme l'abbé André Savoy et ses principaux « disciples » Henri Berra et René Leyvraz. (Sur le développement et le déclin des idées corporatistes en Romandie, voir Ruffieux, Roland, *Le Mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949*, Fribourg, Editions universitaires, 1969.) Maspoli fait état d'une « sociabilité corporatiste » qui se développe autour de la revue *Nova et Vetera* (dès 1926) et surtout au sein des *Amis de la corporation* (1927), réunis autour de l'abbé Savoy. Dans les années trente, le corporatisme romand amorce une phase ascendante, au moment le plus fort de la crise économique en 1933. Les chefs du mouvement projettent une réforme de la société, de l'économie et de l'État libéral, avec l'idée de « fondre la corporation et la constitution » (Ruffieux, Roland, *op. cit.*, pp. 175 et 170).

entre socialisme et libéralisme.<sup>67</sup> Elle glorifie la nation et l'envisage comme une « unité humaine fondamentale, composée non pas d'individus, mais de familles, de métiers, de communautés locales »<sup>68</sup>. L'encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931 qui prônait la reconstitution de l'ordre corporatif, encourageait les catholiques de droite sur la voie d'un idéal d'organisation sociale susceptible d'instaurer la collaboration de classe et la paix du travail en empêchant notamment les ouvriers de faire grève. Les communautés professionnelles ainsi organisées devaient à terme se substituer à l'État dans les domaines qui étaient de leur ressort : les conditions de travail, les contrats collectifs, les assurances sociales, l'arbitrage et l'organisation de l'économie.<sup>69</sup>

Parmi les relations de Reynold, on compte un grand nombre de sympathisants des idées corporatistes, également partisans d'une révision de la Constitution. Le rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, Georges Rigassi\*, est membre de l'Association patriotique vaudoise qui défend les thèses de l'unité nationale et de l'État autoritaire. Maxime Quartenoud, chef du Département de l'Intérieur fribourgeois et son collègue Joseph Piller sont également des tenants du corporatisme. Quartenoud et Rigassi ont apposé leur signature sur l'appel du Comité d'action pour la révision totale de la constitution fédérale en 1935<sup>70</sup>. René Leyvraz\*, Julien Lescaze\*, Pierre-Louis Guye\*, Charles Blanc-Gatti<sup>71</sup> sont d'autres défenseurs du corporatisme avec lesquels Reynold entretient des contacts plus ou moins fréquents.

L'échec de l'initiative pour la révision de la Constitution en 1935 et le départ à la retraite l'année suivante de l'abbé Savoy, l'une des figures les plus actives du mouvement corporatiste, marquent le début du déclin de cette mouvance.<sup>72</sup> Cependant, si le corporatisme intégral est de plus en plus concurrencé par la tendance syndicaliste<sup>73</sup>, il revient au goût du jour dans les milieux romands à partir de l'été 1940, notamment autour de Reynold, dans les rangs de la Ligue du Gothard nouvellement créée<sup>74</sup>, avec des personnalités comme Leyvraz, Lescaze et Max d'Arcis, qui figurent alors parmi les promoteurs du corporatisme romand.<sup>75</sup> Après l'échec de 1935, le contexte de crise de l'été 1940 permet aux partisans de la

---

<sup>67</sup> Ruffieux, Roland, *op. cit.*, p. 153.

<sup>68</sup> Maspoli, Philippe, *op. cit.*, p. 7.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>71</sup> Blanc-Gatti Charles (1890-1966) : Peintre et violoniste vaudois, fondateur en août 1940 de la Corporation des Arts.

<sup>72</sup> Ruffieux, Roland, *op. cit.*, p. 170.

<sup>73</sup> On passe selon Ruffieux « d'un extrême à l'autre » entre 1937 et 1949. *Ibid.*, p. 181.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>75</sup> Maspoli, Philippe, *op. cit.*, p. 116.

renovation nationale de relancer les idées corporatistes. On observe une continuité certaine dans les buts poursuivis. En 1938, Reynold envisageait déjà de trouver une bonne formule corporatiste en vue de l'appliquer en Suisse. Aussi prend-il des renseignements auprès de Gustave Deslex\*, un Suisse établi à Turin, admirateur inconditionnel du corporatisme mussolinien. Il l'interroge sur la manière dont le corporatisme pourrait être introduit en Suisse, tout en lui avouant être plus séduit par le corporatisme portugais que par l'italien : « C'est un système très différent du système italien et je crois qu'il nous conviendrait mieux ».<sup>76</sup> Reynold, plus qu'insatisfait du système politique suisse, affirme que ce dernier se trouve devant une alternative :

« Je ne vous cacherai pas qu'en Suisse, cela ne peut pas durer ainsi et qu'il faudra se décider un jour ou l'autre pour la solution étatiste centraliste et socialiste ou pour la solution fédérative, chrétienne et corporative. »

#### 1.2.4. Manifestes pour une Suisse chrétienne

Avant même le début de la guerre, Reynold proclamait déjà auprès de certains de ses correspondants la nécessité d'instaurer un État chrétien, dans des lettres qui font figures de manifestes.

La lettre à une amie américaine, Madame Herbert Robbins, établit des distinctions fondamentales entre sa conception de l'État idéal et les dérives que constituent pour lui la démocratie et le totalitarisme :

Cette troisième solution, c'est l'État chrétien qui n'est pas démocratique mais se fonde sur la multitude organisée corporativement, qui n'est pas libérale [sic], mais se fonde sur les libertés personnelles, qui n'est pas totalitaire, mais se fonde sur le principe d'autorité.<sup>77</sup>

En avril 1940, face aux dangers auxquels le christianisme est en butte, Reynold présente à un correspondant, sans vraiment l'expliquer, la notion de « christianisme intégral ».<sup>78</sup> Cette solution unique « reconnaît dans l'ordre naturel l'œuvre de Dieu » ; elle consiste en une « soumission au réel » qui « par conséquent se refuse à toute idéologie ». Selon Reynold, si Dieu a voulu une Église *una sancta perpetua*, il a aussi voulu « la diversité des nations et des

---

<sup>76</sup> Voir lettre en annexe : Reynold à Gustave Deslex, 3 juin 1938. FGR, corr. cop. 1938.

<sup>77</sup> Reynold à Mme Herbert Robbins, 23 décembre 1938. FGR, corr. cop. 1938.

<sup>78</sup> Reynold à un destinataire difficilement identifiable (aucun nom ne figure sur l'en-tête de la lettre). Il s'agit vraisemblablement d'une organisation catholique qui a fait une enquête sur la notion de « nationalisme chrétien ». 24 avril 1939. FGR, corr. cop. 1939.



peuples ». Il s'appuie sur ces deux « évidences » pour justifier un certain nationalisme, à la manière du Portugal, qu'il affirme « modéré ». Car nationalisme est pour lui presque synonyme de patriotisme : un « patriotisme actif, fondé sur la conscience que tout patriote doit avoir de sa nation, de son génie propre, de sa mission particulière et de la forme de civilisation qu'elle représente dans le monde ». La supériorité des nations chrétiennes sur les autres est implicitement proclamée. Cette notion de christianisme intégral, dans laquelle christianisme et nationalisme sont unis, devrait donc permettre et favoriser une organisation fédéraliste de l'Europe, une « entente des nationalismes chrétiens », que Reynold se contente d'évoquer car il n'en a pas encore étudié les modalités. Cette entente assurerait le succès de la contre-révolution, mais Reynold se rend compte que l'extrême diversité des forces qui la composeraient et l'absence d'un centre – comme Genève pour la SdN – sont pour l'instant un trop grand handicap. D'où l'importance d'un système fédéraliste « efficace ».<sup>79</sup>

Trois jours après la signature de l'armistice franco-allemand, Reynold écrit à Philippe Etter pour lui suggérer la voie de la rénovation nationale, « avant qu'elle ne nous soit imposée du dehors ou par des troubles sociaux. »<sup>80</sup> Il craint que la Suisse ne soit pas en bonne posture pour négocier [implicitement avec l'Axe], si elle demeure la dernière représentante de « la démocratie libérale, issue de 1848 et de la révolution française ». Aussi conseille-t-il à Etter de « proclamer le retour au fédéralisme », arguant que « tout le monde l'attend » et que les cantons seraient plus à même que la Confédération de résoudre « certains problèmes immédiats comme celui des réfugiés, par exemple ». D'après lui, « on » attend la création d'un « grand front national », l'instauration d'une organisation professionnelle. Il s' imagine que « tout le monde comprendra » le mot d'ordre « Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative », seul capable de « nous sauver ».

### **1.2.5. Reynold rénovateur : un guide politique pour les sociétés estudiantines ?**

Lors de la crise de l'été 1940, sous le choc de la défaite française, Reynold prononce une conférence à l'occasion de l'assemblée générale de la Société des étudiants suisses (SES), le

---

<sup>79</sup> Voir lettre de Reynold de 1938 « Nulle action contre le communisme », sans date et sans destinataire indiqué, en annexe.

<sup>80</sup> Reynold à Philippe Etter, 21 juin 1940. FGR, corr. cop. 1940.

20 juillet<sup>81</sup>. Le discours se fait l'écho des déclarations du 25 juin de Pilet-Golaz qui évoquaient un « redressement indispensable » au prix de « douloureux renoncements ».

Dans un exposé à la forme hybride et parfois contradictoire, « mélange de lucidité historique et de myopie idéologique »<sup>82</sup>, Reynold s'attache à démontrer que la Suisse doit adhérer à l'Europe nouvelle en formation, qu'elle doit modifier son régime sans pour autant renier les constantes de son histoire, de son identité : le fédéralisme et le *self government*. Si le mot démocratie n'est pas directement prononcé, Reynold remet implicitement en question ce régime. Il en appelle à « un gouvernement fort » qui ait une « doctrine, des principes », à une diplomatie plus active et suggère l'abandon de la neutralité. Il s'écrie même :

Tous devraient savoir que l'ère du parlementarisme est close, le système des partis, rouillé, le règne des opinions, terminé.

Côté politique extérieure, la Suisse ne doit plus tourner ses espoirs du côté des Anglo-saxons, « incapable[s] de réorganiser l'Europe ». L'Angleterre « ne s'est jamais intéressée qu'aux pays maritimes » et elle se détache de l'Europe. Les États-Unis se préoccupent plus des Antilles que de la Suisse. En conséquence, la Suisse doit pratiquer la politique « du voisinage ». L'expression est assez claire.

Selon Reynold, les événements *imposent* donc à la Suisse de se transformer, sous le signe des « temps nouveaux », mais le changement de régime doit se faire dans l'ordre et sans bouleversements. La conférence se veut une mise en condition destinée à présenter un manifeste que la SES a préparé en vue de l'année de son centenaire.

À l'été 1940, Reynold est le seul, dans l'enceinte universitaire, à livrer publiquement ses pensées sur la situation de la Suisse.<sup>83</sup> La presse donne un écho très favorable de sa conférence. *La Liberté* et le *Courrier de Genève* lui font une grande place.<sup>84</sup> Reynold – lui qui se plaint sans cesse du quotidien de Fribourg – écrira même une lettre au rédacteur en chef de

---

<sup>81</sup> Le texte de la conférence a été reproduit sous le titre : « Une conférence de M. Gonzague de Reynold », in *Monat-Rosen*, Monatsschrift des Schweizerischen Studentenvereins (Société des étudiants suisses), 15 août 1940, n° 84, 1939/1940, pp. 499-518. Francis Python donne une analyse détaillée de la conférence, dont nous nous inspirerons, dans : *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands, 1919-1941. Les débats d'idées dans les revues de deux Sociétés d'étudiants*. Thèse d'habilitation en histoire contemporaine, Université de Fribourg, janvier 1992, pp. 234-237.

<sup>82</sup> L'expression est de Francis Python, *op. cit.*, p. 235.

<sup>83</sup> *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse, 1889-1989. Institutions, enseignement, recherches*, tome 1 : *Fondation et développement*, Fribourg, éditions universitaires, 1992, p. 196.

<sup>84</sup> *La Liberté* du 22 juillet 1940 : « La conférence de M. de Reynold à l'assemblée générale des Etudiants suisses » et le 23 juillet : même titre avec comme sous-titre « II. La restauration nationale ». *Le Courrier de Genève* du 22 juillet : « Les étudiants catholiques suisses à Fribourg », signé « Fl ». Et celui du 24 juillet 1940 : « Le besoin de rénovation n'est pas nouveau ».

la *Liberté* pour le remercier de l'article élogieux dont on l'a gratifié.<sup>85</sup> Le *Courrier de Genève* du 22 juillet 1940 qualifie la conférence de « magnifique leçon ». La *Tribune de Genève* présente un article des plus enthousiastes, signé L. S., vraisemblablement Léon Savary\*, journaliste converti au catholicisme et proche de certaines idées de Reynold.<sup>86</sup> Les *Monat-Rosen* de la SES, la catholique *Schweizerische Rundschau* et le *Journal des associations patronales* suisses reproduisent le texte de la conférence. Il est édité en brochure et « sert de base à une bonne vingtaine d'articles publiés dès le 1<sup>er</sup> septembre par le *Courrier de Genève* ». <sup>87</sup>

Moins d'un mois avant la conférence, Reynold écrivait à Maxime Quartenoud\* :

Ce sera la première fois de ma vie que j'aurai un contact avec la Société des Étudiants suisses tandis que je suis depuis un quart de siècle ruban d'honneur de Zofingue et membre d'honneur de Belles-Lettres.

Mais tout finit par arriver à son heure et il n'est jamais sage de forcer le temps. <sup>88</sup>

Toutefois, l'invitation lancée à Reynold n'est pas une initiative de la SES. Ce sont les conseillers d'État Maxime Quartenoud et Joseph Piller qui la lui ont suggérée.<sup>89</sup> Ces deux politiciens tentent de convaincre Reynold d'entrer sur la scène politique nationale. Peut-être envisageaient-ils sa conférence comme une rampe de lancement électorale ? Mattioli révèle que le 12 juin, Quartenoud offre au Châtelain de Cressier un siège de conseiller aux États<sup>90</sup>. Reynold se voyait déjà propulsé sous la coupole<sup>91</sup>. Après une coûteuse réflexion, il refusera la proposition, convaincu qu'une étiquette et un mandat politiques nuiraient au rôle dont il se sentait investi.<sup>92</sup>

Reynold ne s'est donc pas imposé naturellement comme « guide politique » pour la SES, il a été fortement recommandé. Francis Python relève que la société de Zofingue, quant à elle, ne s'est pas laissée entraînée dans la même perspective que la SES, bien que son président central, Pierre Coigny, ait tenté de l'orienter vers la rénovation reynoldienne. Endiguée dans des divisions intérieures, Zofingue n'a pas suivi la voie que lui indique son président lors de la fête centrale, le 21 juillet. Persuadé que la Suisse allait connaître le même sort que la III<sup>ème</sup>

<sup>85</sup> Reynold à Dessonnaz, 24 juillet 1940. FGR, Ace 76 bis.

<sup>86</sup> Le 24 juillet 1940 : « Un exposé de M. de Reynold. Les conditions de la rénovation nationale en Suisse ».

<sup>87</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 236.

<sup>88</sup> Reynold à Quartenoud, 27 juin 1940. FGR, Corr. cop. 1940.

<sup>89</sup> Aloys Sallin, avocat à Fribourg, président de la SES, à Reynold, 6 juillet 1940. FGR, Ace 76 bis. A propos de cette conférence de Reynold, voir aussi Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 85-87.

<sup>90</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 234.

<sup>91</sup> *Mes Mémoires*, tome 3, *op. cit.*, p. 659.

<sup>92</sup> Mattioli, Aram., *op. cit.*, p. 236.

République, Coigny se réfère très clairement au fédéralisme intégral et à son grand défenseur, Gonzague de Reynold : il préconise le retour au fédéralisme traditionnel de la Suisse, issu de « la civilisation de ses Pays et de ses Cités ».<sup>93</sup>

Francis Python conclut à une influence relative de Reynold dans le programme de la SES.<sup>94</sup> Il n'y a pas adéquation entre « la réflexion commune engagée durant l'année [1940] au sein de la Société »<sup>95</sup> et les options rénovatrices de Reynold. Si les vœux des membres de la SES se tournent vers une démocratie plus autoritaire<sup>96</sup>, il ne s'agit pas de contester le principe même de la démocratie, comme chez Reynold. Certes, les avis sont partagés, diverses tendances se font jour dans l'organe de la SES, les *Monat-Rosen*. Si l'aile droite de la SES tend à s'engager « plus ouvertement dans les campagnes révisionnistes en cours »,<sup>97</sup> le groupe Jurassia, en revanche, s'oppose catégoriquement à la suppression des partis politiques et à l'organisation professionnelle. Pour ce groupe, il ne s'agit pas de remettre en question les institutions suisses, qui n'ont rien de commun avec celles de la III<sup>ème</sup> République. Georges Dreyer fait preuve de la même réserve en mettant en garde contre la tentation totalitaire.<sup>98</sup>

L'influence de Reynold s'observe plutôt sur les « aînés » de la SES, comme le conseiller d'État valaisan Oscar de Chastonay. La « base » ne semble pas avoir apprécié pareillement la conférence de Reynold. Ainsi que le relève Mattioli, les étudiants, « venus de partout, forment la majorité du public mais ne composent en réalité que le décor. »<sup>99</sup> Le rapporteur germanophone de la SES, Aloïs Hürlimann, trouvait que la discussion avait été « monopolisée par des "Alten Herren" » et regrettait le manque de temps qui avait empêché les jeunes de s'exprimer eux aussi sur le thème de la rénovation nationale.<sup>100</sup>

La conférence de Reynold a plutôt fait office d'« encouragement », de « caution historique »<sup>101</sup> pour les discussions de la SES, mais ne s'est pas imposée comme le manifeste de la SES, à cause notamment de ses options antidémocratiques. Malgré cela, et il faut y voir un signe des temps : la discussion centrale de la SES en 1940-41 portera encore sur le thème de la rénovation nationale.

---

<sup>93</sup> Python, Francis, *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands*, op. cit., pp. 211-212.

<sup>94</sup> *Ibid.*, pp. 238-243.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 238.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>97</sup> *Idem.*

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 243.

<sup>99</sup> Mattioli, Aram, op. cit., p. 233.

<sup>100</sup> Python, Francis, op. cit., p. 238.

<sup>101</sup> *Idem.*

## CHAPITRE II : LE DÉFI ŒCUMÉNIQUE

Les amitiés et relations réformées de Reynold dont il est question dans ce chapitre représentent diverses tendances du protestantisme. Il s'agit d'un réseau confessionnel hétérogène que nous nous efforcerons de décrire.

L'épisode Reynold-Pourtalès par lequel débute le chapitre est un temps fort dans le « défi » œcuménique du Fribourgeois. Au moment où la Défense nationale spirituelle bat son plein, la contribution de Reynold au débat sur l'union des Églises est représentative de ses efforts pour soigner son image et se faire l'apôtre de l'unité nationale et le défenseur du christianisme. Cet épisode permet de saisir la position de Reynold à l'égard du protestantisme. Le « christianisme » dont il voudrait être le sauveur est en fait synonyme pour lui de catholicisme et n'a pas le sens évangélique que voudront bien lui prêter des protestants – comme J. H. Rilliet – proches de certaines options politiques de Reynold. Si la mystification échappe à un Pourtalès – qui n'est pas théologien et cherche encore sa voie dans le protestantisme, d'où une certaine ambiguïté à l'égard du catholicisme –, elle fait l'objet de réquisitoires assez acides de la part d'André Burnier et de David Lasserre, respectivement pasteur et théologien.

La thématique de l'union nous amenait naturellement à traiter des relations de Reynold avec le Groupe d'Oxford, relations qui vont encore s'intensifier à partir de la tentative de rapprochement Reynold-Portalès. Actif dans le domaine de l'œcuménisme, des membres du groupe – Philippe Mottu et Theophil Spoerri en particulier – vont se montrer sensibles à la thématique de l'union aussi bien qu'aux idées politiques de Reynold. Mais un tel appui ne parviendra pas à contrebalancer l'image globalement négative que Reynold suscite auprès des protestants.

En abusant quelque peu du thème œcuménique, nous traiterons en dernier lieu dans ce chapitre de l'attitude de Reynold à l'égard de la « question juive ».

## 2.1. L'union des Églises : catholicisme d'abord

### 2.1.1. L'œcuménisme entre les deux guerres

#### 2.1.1.1. *Abstention des catholiques*

La période de l'entre-deux-guerres est marquée en Europe par de nombreuses initiatives œcuméniques d'origine réformée<sup>1</sup>. La Suisse joue un rôle particulier dans ces mouvements d'union, notamment parce que Genève, siège de la SdN, offre un terrain de rencontre propice<sup>2</sup>. Mais dans ces tentatives œcuméniques, l'Église catholique romaine brillait par son absence. L'encyclique *Mortalium animos*, promulguée en 1928, interdisait en effet toute participation des catholiques au mouvement œcuménique, affirmant que l'unité ne pouvait s'établir qu'au sein de l'Église de Rome. Fouilloux relate les circonstances dans lesquelles Rome a joué sur le refus de se compromettre tout en assurant une présence semi-clandestine à certaines des conférences œcuméniques.<sup>3</sup>

Dans les années trente pourtant, un début de dialogue s'instaure, sur l'initiative de l'abbé Paul Couturier (1881-1953) de Lyon, dans le contexte de la « Semaine de prière pour l'unité des chrétiens ». La formule de Couturier était habile, car elle éloignait le spectre du « retour au giron de l'Église catholique romaine »<sup>4</sup> : il s'agissait de prier pour l'unité « telle que Jésus-Christ la veut et par les moyens qu'il veut ». C'est ainsi qu'il a pu rallier de nombreux protestants dans la prière et la communion avec des catholiques.

#### 2.1.1.2. *Le rôle de Mgr Besson en Romandie*

Dans son étude sur les catholiques et les protestants dans le pays de Vaud, Bernard Reymond explique comment, pendant l'entre-deux-guerres, un renouveau dans les préoccupations liturgiques et doctrinales des protestants a abouti à une modification des rapports avec les catholiques. Un des aspects de ce renouveau a consisté en une réappropriation par des théologiens et pasteurs protestants de certaines expressions du langage théologique qui

---

<sup>1</sup> Par exemple, les initiatives de paix lancées par l'archevêque Nathan Söderblom d'Upsa (1866-1931), notamment le mouvement pour « le christianisme pratique ».

<sup>2</sup> Elle sera choisie pour accueillir des conférences et pour devenir le siège, en 1938, du Conseil œcuménique des Églises, fruit de la fusion de « Christianisme pratique » et de « Foi et constitution ».

<sup>3</sup> Fouilloux, Etienne, *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIX<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle : itinéraires européens d'expression française*, Paris, Le Centurion, 1982, pp. 181-183.

<sup>4</sup> Vischer, Lukas ; Schenker, Lukas ; Dellsperger, Rudolf ; Fatio, Olivier (sld), *Histoire du christianisme en Suisse. Une perspective œcuménique*, Genève, Fribourg, Labor et Fides/Saint-Paul, 1995, p. 250.

avaient disparu du lexique protestant sans jamais être sortis de la tradition romaine.<sup>5</sup> Mais surtout, la question de l'« unité de l'Église » a commencé à figurer parmi les principales préoccupations théologiques, ce qui constitue, aux yeux de Reymond, un très important virage doctrinal chez les protestants. Ce rapprochement avec certaines formes liturgiques du catholicisme n'a pas été pour autant facteur de « romanisation », il a plutôt poussé les protestants à être plus critiques à l'endroit du catholicisme.

L'action de Mgr Besson\* s'inscrit en plein cœur de cette période de changements. Dès son accession à l'épiscopat dans le diocèse de Fribourg, Lausanne et Genève, Mgr Besson a affiché une attitude cordiale à l'égard des protestants de son diocèse. Cette absence voulue d'agressivité semble les avoir déconcertés. Il était « l'homme de la situation », enfant du pays de Vaud, belle plume et excellent orateur à la solide formation scientifique.<sup>6</sup>

Le livre *Après quatre cents ans*, qu'il publie en anticipant de trois ans la commémoration de la Réforme, visait à convaincre les protestants de « sa bienveillance épiscopale et de sa légitimité spirituelle »<sup>7</sup>. Utilisant le langage le plus à même d'emporter leur assentiment, il évoque la nostalgie de l'unité religieuse perdue du canton et l'« esprit conciliant par lequel plusieurs [gens de cœur] s'efforcent de cacher le mal ».

L'évêque multiplie les actions publiques en faveur d'une meilleure coopération interconfessionnelle, contribuant, selon Fouilloux, à faire de la Suisse, grâce à la SdN, « la plaque tournante des échanges humanitaires »<sup>8</sup> et à se présenter comme médiateur. Ses compétences œcuméniques lui ont valu une invitation à la semaine lyonnaise de l'abbé Couturier en janvier 1937. Rome apprécie l'action de Besson, qui n'engage en rien le Saint-Siège tout en lui permettant de recueillir des informations, mais elle poursuit sa politique d'absentéisme aux conférences œcuméniques.

---

<sup>5</sup> Par exemple, les théologiens et pasteurs se sont remis à citer le « credo », ont commencé à réciter l'oraison dominicale devant toute l'assemblée, ont réutilisé des expressions comme « doctrine de l'Église », « oraison », « confession de foi », etc... Blanc, Olivier ; Reymond, Bernard, *Catholiques et protestants dans le pays de Vaud. Histoire et population, 1536-1986*, Genève, Labor et Fides, 1986, pp. 101-102. Voir également Bardet, André, *Un combat pour l'Église. Un siècle de mouvement liturgique en Pays de Vaud*, Lausanne, Église et Liturgie n° 10, 1988, pp. 113-133. Bardet atteste une restauration de la liturgie dans les églises vaudoises dans le sens d'un retour à certaines formes liturgiques de l'Église ancienne. Cette restauration, qui est surtout l'œuvre du mouvement Église et Liturgie, débouche sur la création d'une liturgie eucharistique « catholique-évangélique » (p. 120). Voir encore Bütikofer, Roland, « Thomisme et réaction en Suisse romande dans les années vingt », in *Les Annuelles* (H.-U. Jost, sld), n°3, Lausanne, 1992, pp. 77 à 80 surtout.

<sup>6</sup> Blanc, Olivier ; Reymond, Bernard, *op. cit.*, pp. 61-63.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>8</sup> Fouilloux, Etienne, *Les catholiques et l'unité chrétienne*, 1982, p. 478.



L'évêque est « l'un des premiers [à rompre] avec l'apologétique traditionnelle »<sup>9</sup>, ce qui a fait son « succès » auprès des protestants. Cependant, il n'est pas pour autant en rupture avec la ligne du Vatican : s'il a beaucoup fait pour la paix confessionnelle et pour lutter contre la caricature du catholicisme auprès des protestants, il « n'encourage guère les contacts religieux »<sup>10</sup>. Il ne pouvait imaginer l'unité des chrétiens que sous l'aspect d'un retour des frères séparés au sein de l'Église catholique romaine. Aussi les protestants suisses ne se sont-ils pas laissés prendre à un discours qui, sous des accents bienveillants, visait toujours le même but.

### 2.1.2. L'initiative de deux laïcs

Alors qu'il était encore professeur à Berne, Reynold s'était laissé aller à une provocation relevant d'une démarche assez typique d'opposition au protestantisme. Il avait invité son ami Mgr Jean Calvet, directeur de l'Institut catholique de Paris, à prendre la parole pendant un de ses cours, sur le thème « Bossuet, apôtre de l'unité ». N'ayant pas réussi – on devine pourquoi – à le faire inviter officiellement par l'Université protestante, il l'avait reçu dans son cours. C'est Calvet lui-même qui relate ce fait, affirmant que « *cette –quasi- conférence d'un prêtre romain, dans une salle de cours de l'Université de Berne eut des suites ; elle ne contribua pas à atténuer les difficultés qu'avait le professeur avec le gouvernement cantonal.* »<sup>11</sup> Il fait allusion aux prémices de « l'affaire Reynold », scandale politique faisant suite notamment à la parution en 1929 de *La démocratie et la Suisse*, et qui avait débouché sur l'expulsion de Reynold de l'Université de Berne.<sup>12</sup> Comme Mattioli le relève, cette affaire n'est pas étrangère à un certain relent de Kulturkampf dans la ville fédérale. Les protestants ont senti dans le livre de Reynold, et dans la matière de ses cours<sup>13</sup> une provocation relevant de « vieilles revendications d'hégémonie ultramontaine » et de « jésuitisme »<sup>14</sup>.

---

<sup>9</sup> Fouilloux, Etienne, *op. cit.*, p. 421.

<sup>10</sup> Idem.

<sup>11</sup> Calvet, Jean, « Mes rencontres avec Gonzague de Reynold », in Jost, François (sld), *Gonzague de Reynold et son œuvre*, Ed. universitaires, Fribourg, 1955, p. 331.

<sup>12</sup> Voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 155-164.

<sup>13</sup> Par exemple son cours sur Paul Claudel et *L'Annonce faite à Marie*.

<sup>14</sup> Cité par Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 158.

Il est difficile, dès lors, de comprendre les raisons qui ont poussé l'écrivain protestant Guy de Pourtalès\* à instaurer un dialogue public sur la question de l'unité des Églises avec Reynold précisément.

Dans son journal, Pourtalès porte un jugement très mitigé sur Reynold. Il déteste son « goût puéril pour le calambour obscène ». Il lui trouve « quelque chose de comique dans son débit, d'énervé ». Mais cela n'empêche pas Reynold de dire « de très bonnes choses, sensibles, profondes », sur un ton professoral toutefois. Pourtalès lui reconnaît une valeur « certaine », malgré sa manière d'être « ingénument vaniteux », car enfin, il est très conscient de son rôle en Suisse. « Mais tout cela passe facilement – on l'accepte – c'est candide. »<sup>15</sup> Le but de Pourtalès était d'amorcer un débat de fond sur les modalités d'une union – il est bien trop tôt pour parler d'unité – des Églises protestante et catholique.

Il faut, pour tenter une explication, prendre en compte le fait que Reynold était une personnalité unanimement reconnue en Suisse comme emblématique du catholicisme orthodoxe. Pourtalès le considère du reste comme un historien, catholique militant et proche de l'évêque de Fribourg<sup>16</sup>, trois qualités non négligeables pour faire entendre un cri de ralliement.

D'autre part, Reynold appartenait au « cercle cosmopolite » de la clinique de la Moubra à Montana évoqué par Pierre Ducrey. Selon ce dernier, ce cercle hautement cultivé s'est constitué autour de la personnalité de Pourtalès qui séjournait très régulièrement à la Moubra pour se soigner. Pourtalès y rencontrait souvent Jean-Rodolphe de Salis, Jacques Chenevière\*, René Payot et Reynold. Selon Ducrey, « *la clinique elle-même offrait un cadre peu propice à l'éclosion d'idées favorables au fascisme et au nazisme, en raison des opinions de [ses] parents, Eugène et Lily Ducrey. Cette dernière était d'ailleurs connue pour ses avis tranchés face aux totalitarismes de l'époque.* »<sup>17</sup>

Il est peu probable que le « cercle » de la Moubra ne fût pas au courant des sympathies fascistes de Reynold. Pourtant, malgré l'orientation résolument antifasciste de Pourtalès et malgré la célèbre intransigeance doctrinale de Reynold en matière de religion, Pourtalès lui fait part de ses préoccupations religieuses.

---

<sup>15</sup> Pourtalès, Guy de, *Journal*, tome II, 1919-1941, Paris, Gallimard, 1991, p. 341.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 344.

<sup>17</sup> *Guy de Pourtalès et l'âme européenne, Cahier Guy de Pourtalès*, n° 1, Paris, Champion, 1995, p. 11.

Il le fait à l'occasion de deux visites que Reynold lui rend à Montana, le 1<sup>er</sup> et le 16 janvier 1940. Pourtalès était alors très malade<sup>18</sup> et faisait un long séjour forcé à la clinique. Pourtalès lui expose ses idées, déjà anciennes, sur la réconciliation du protestantisme avec l'Église romaine. Il estime que l'heure est favorable et que les chrétiens doivent s'unir contre le néo-paganisme nazi et l'athéisme soviétique. Car telle est la condition de la survie de la civilisation européenne.<sup>19</sup>

Le 25 janvier, il fait parvenir une lettre à Reynold, en lui demandant d'en transmettre la copie à Mgr Besson, ce que l'écrivain fribourgeois s'empresse de faire. L'échange public de lettres s'inscrit dans un contexte de prise de conscience, chez certains protestants et catholiques suisses, de la nécessité de renouer le contact interconfessionnel en vue d'une meilleure entente.<sup>20</sup> Ainsi, l'initiative de Pourtalès va-t-elle croiser celle d'une double conférence de Mgr Besson et du professeur protestant Adolf Keller\* qui aura lieu le 2 février 1940 au Polytechnicum de Zurich. Cette manifestation visait à promouvoir la paix religieuse.

Publiée dans la *Gazette de Lausanne* le 7 février 1940, la « Lettre à Gonzague de Reynold » de Guy de Pourtalès appelle de ses vœux une réconciliation des Églises, pour « instituer un front de défense commun du christianisme » et créer les conditions de la paix future dans le monde. Déclarant ne représenter rien ni personne, il s'exprime en « simple homme de bonne volonté » et confesse ses maigres connaissances théologiques. Aussi ne s'avance-t-il pas dans la description pratique des mesures à prendre pour opérer le rapprochement des Églises. Il se contente d'énoncer, s'inspirant notamment de Leibniz, quelques « règles préliminaires », à savoir éviter les controverses, dégager ce qui unit et non ce qui sépare les confessions et se concentrer sur les « formes les plus simples » de la foi qui doivent servir de dénominateur commun. La réponse de Reynold à Pourtalès paraîtra dans le numéro du 16 février 1940 du même journal.<sup>21</sup>

---

<sup>18</sup> Il décédera l'année suivante, le 12 juin 1941.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 342.

<sup>20</sup> Cette prise de conscience n'est bien sûr pas étrangère aux efforts de promotion du concept de Défense nationale spirituelle. A ce sujet, voir notamment Lasserre, André, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, 1989 ; Van Dongen, Luc, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997.

<sup>21</sup> Voir les deux lettres de Pourtalès et de Reynold en annexe.

### 2.1.3. Reynold joue double jeu

Dans sa « Lettre à Guy de Pourtalès », Reynold se montre très prudent. Il se dit certain que l'union est dans la volonté de Dieu, mais que ni eux ni leurs enfants ne la verront achevée.

Il ne dit pas le fond de sa pensée. En réalité, il est dans la droite ligne de l'encyclique *Mortalium animos* de 1928.

D'une part, il ne se prononce pas sur le péril du nazisme, alors que Pourtalès voyait le christianisme en butte au danger des deux totalitarismes antagonistes. Le discours de Reynold met davantage l'accent sur les menaces bolchevique et capitaliste. Il insiste sur le fait que le premier moyen pour parvenir un jour à l'union réside dans la prière, affirmation qui n'a rien d'original, ainsi qu'on l'a vu. D'autre part, et c'est un autre élément du jeu trouble de Reynold, il parle avec respect *des Églises chrétiennes*, en pensant toutefois que seule la catholique est digne de cette appellation.

Il expliquait fin janvier à Besson que Pourtalès avait dû rester dans sa missive « en deçà de sa pensée ». Pourtalès penserait, tout comme lui, que « *le protestantisme s'effiloche ; [que] dans quelques années, il n'existera plus, pratiquement ; [et que] seul un ralliement à l'Église catholique peut en sauver la substance chrétienne.* »<sup>22</sup>

En février, Reynold donne à penser à Mgr Besson et à Gustave Clément<sup>23</sup>, qui lui a envoyé une lettre de soutien, que Pourtalès ne s'en tiendra pas à la prudence dont il a fait preuve pour commencer, qu'il est « beaucoup plus près du catholicisme que sa lettre ne le laisse entendre ».<sup>24</sup>

Incontestablement, le champion du catholicisme orthodoxe a une fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour des réalités, mais il se trompe. Pourtalès est assez éloigné de la conversion au catholicisme. Mais Reynold ne peut réprimer son côté prosélyte et la perspective de convertir une personnalité aussi en vue que Pourtalès le remplit d'espoir.

Le catholique caressera les mêmes espoirs pour son ami l'écrivain protestant Charles Gos \*. L'échange de lettres avec Pourtalès semble « donner des ailes » à Reynold qui va commencer, insidieusement, à assaisonner ses lettres à Charles Gos d'allusions à la religion catholique. De

---

<sup>22</sup> Lettre de Reynold à Besson, 28 janvier 1940. FGR, Ace 75.

<sup>23</sup> Lettre de Gustave Clément à Reynold, 17 février 1940. FGR, Ace 75. Gustave Clément, médecin et député fribourgeois, est l'auteur d'une motion, dans les années vingt, dans laquelle il proposait d'instaurer des cours portant principalement sur la philosophie et obligatoires pour tous les étudiants. On peut le situer dans un courant catholique intégral. Voir à ce propos *l'Histoire de l'Université de Fribourg, op. cit.*, tome 2, pp. 552-553.

<sup>24</sup> Lettre de Reynold à Gustave Clément, 1<sup>er</sup> mars 1940. FGR, Ace 75.

février 1940 à juin 1944, la progression est sensible au cours de six lettres où les intentions de Reynold sont de plus en plus claires. Gos goûtera du reste moyennement les tentatives maladroites de Reynold.<sup>25</sup>

Les doutes confessionnels de Pourtalès demeurent en « terrain » protestant et il reste très attaché à la tradition réformée. Tout au plus envisage-t-il de se « rejeter dans le flot des croyants libres »<sup>26</sup>. Un passage de la lettre de Pourtalès à Reynold a dû cependant inciter ce dernier à croire que tous ses espoirs reposaient sur le catholicisme sans oser le proclamer : en effet, Pourtalès affirme que le Pape est un élément-clé dans la réalisation d'une *union*, parce qu'il constitue « une autorité puissante », par opposition au protestantisme qui est éclaté et dont les guides spirituels ne peuvent faire entendre que des voix « isolée[s] et un peu faible[s] au milieu du tumulte ». Dans son *Journal*, les termes choisis sont moins forts, il s'agit de créer une « entente », une « association » avec « l'immense organisation romaine afin d'établir une ligue de résistance commune devant [un] péril commun. » La mésentente est à ses yeux un luxe que les chrétiens ne peuvent plus se permettre, mais l'*union* est secondaire, elle vient ensuite.<sup>27</sup>

Le souhait de l'aristocrate fribourgeois est de mettre en place dans la *Gazette de Lausanne* un « chant alterné » entre catholiques et protestants<sup>28</sup>. Il sait exactement à qui faire appel : deux autorités en matière de théologie protestante, les professeurs Emil Brunner\* et Karl Barth\* ainsi que deux personnalités protestantes qu'il connaît bien, Max Huber\* du groupe d'Oxford<sup>29</sup> et Denis de Rougemont. Du côté catholique, il songe bien évidemment aux personnalités catholiques les plus en vue parmi ses connaissances (Mgr Besson, le R. P. de Munnynck, le Conseiller fédéral Etter), ainsi qu'à un de ses « disciples » de la Nouvelle Société Helvétique, Georges Duplain\*.

Il estime pour sa part qu'ayant donné sa « réponse » à Pourtalès, son « rôle est terminé »<sup>30</sup>. On reconnaît ici une attitude de prudence caractéristique : Reynold crée les conditions qui lui

---

<sup>25</sup> Dans une lettre du 11 décembre 1941, Reynold devra s'excuser platement pour une lettre (qui ne figure apparemment plus dans le fonds) que Gos avait très mal prise : « Mais qu'il soit bien entendu désormais que, si je vous parle de choses religieuses, c'est d'une manière générale et sans aucune allusion personnelle. ». Voir aussi la lettre du 15 mai 1942, en annexe.

<sup>26</sup> Lettre de Pourtalès à Reynold, 20 mars 1940. FGR, Ace 75.

<sup>27</sup> Pourtalès, Guy de, *Journal*, op. cit., pp. 342 et 344.

<sup>28</sup> Reynold à Pourtalès, 3 février 1940. FGR, Ace 75.

<sup>29</sup> Reynold affirme avoir fait avec Huber le projet d'une initiative semblable à celle de Pourtalès, deux ou trois ans auparavant. Il connaît donc le point de vue de Huber sur la question. Lettre de Reynold à Pourtalès, 15 mars 1940. FGR, Ace 75.

<sup>30</sup> Reynold à A. Keller, 2 mars 1940. FGR, Ace 75.

permettront de se dire l'initiateur d'un mouvement, mais se garde de s'y impliquer trop. Pour éviter tout faux pas, il veut garder un œil sur cette entreprise. A long terme, il espère que le débat s'étendra hors de Suisse. Le cas échéant, il faudrait, dit-il, organiser une « rencontre »<sup>31</sup>. Ce qu'il entend par là n'est pas très clair ; on comprend cependant qu'il s'agirait d'un projet de réunion d'une certaine élite chrétienne, sous le haut patronage de personnalités suisses, dont Reynold ferait évidemment partie.

#### 2.1.4. Un dialogue de sourds

Lorsqu'il envoie le projet de sa « réponse à Guy de Pourtalès » à Mgr Besson<sup>32</sup> pour que celui-ci lui donne son *imprimatur*, Reynold est confiant. Avec l'évêque comme censeur, Reynold semble s'assurer le succès. Pourtalès lui aurait appris par téléphone qu'Adolf Keller s'était montré favorable à son initiative et qu'il se mettait à sa disposition pour diffuser les deux lettres aux États-Unis et pour y intéresser Roosevelt en personne. Les espérances de Reynold et de Pourtalès vont être rapidement déçues. Keller démentira ces affirmations dans une lettre assez froide au Fribourgeois. Keller n'est guère enthousiaste. Il redoute les conséquences d'un échange d'opinions sur la voie publique ne compromettent les résultats de la conférence qu'il a donnée conjointement avec Mgr Besson. Il craint les propos de Reynold. Il lui fait comprendre qu'il ne cautionne pas cette théologie laïque qui prétend faire abstraction des difficultés dogmatiques. De plus, la lettre de Pourtalès ne le laisse pas sans réaction critique. Une fois la lettre de Reynold publiée, Keller aura toutefois une agréable surprise.<sup>33</sup>

Reynold est confronté à une deuxième déconvenue. Rigassi refuse de poursuivre le débat dans la *Gazette de Lausanne* et suggère de poursuivre l'entretien dans un journal religieux, ce qui déçoit beaucoup Pourtalès<sup>34</sup>. Reynold demeure pourtant imperturbable. Sa lettre du 15 mars à Pourtalès révèle sa stratégie. Conscient des résistances du monde protestant, il considère que son action devrait « se poursuivre avec un porte-voix protestant ».

---

<sup>31</sup> Reynold à Pourtalès, 3 février 1940. FGR, Ace 75.

<sup>32</sup> Reynold à Mgr Besson, 6 février 1940. FGR, Ace 75.

<sup>33</sup> Dans une lettre à Mgr Besson du 17 février 1940, Keller affirme que « ces deux voix laïques donnent une résonance bienvenue à nos propositions ecclésiastiques et théologiques et dans ce sens elles sont très utiles ». Il a trouvé que Reynold était plus prudent et plus conscient des difficultés dogmatiques que Pourtalès. AEF, Dossiers laïcs 94, Keller.

<sup>34</sup> Lettre de Pourtalès à Reynold, 14 mars 1940. FGR, Ace 75.

Dans cette même lettre, Reynold proclame la prééminence de l'Église catholique sur toutes les autres. Il se livre à une véritable apologie de la « sécurité dogmatique », de la grande tradition gouvernementale et de l'autorité de Rome. L'Église catholique est la plus apte à comprendre les aspects politiques du projet œcuménique, à défendre voire à promulguer l'impérialisme de « *la culture chrétienne et ses accomplissements* ». Il va même jusqu'à affirmer :

« C'est l'Église catholique qui est la véritable héritière et continuatrice de l'empire romain » et que « toutes les Églises, toutes les confessions, toutes les sectes ne sont pas d'égale valeur. Sur ce plan comme sur tous les autres, l'idée d'égalité serait nuisible. »

Mais la déconvenue la plus cuisante provient de Pourtalès. D'une part, le protestant est de plus en plus persuadé qu'une union des Églises « *demeure chose impossible* ». L'obstacle principal réside selon lui dans les dogmes. « *Car* », dit-il, « *le dénominateur commun n'est pas le politique, ni la culture chrétienne et ses accomplissements, ni le désir d'organiser leur défense : c'est la foi. Et dès qu'on dit foi, on dit confession de foi, les dogmes se dressent* ». <sup>35</sup>

Il faut ou se résigner, ou trouver de grands et puissants appuis. D'autre part, Pourtalès est en proie à de profonds questionnements spirituels. Un peu plus d'un mois après la parution de la réponse de Reynold, il ne sait pas encore quelle suite donner à leur initiative commune :

« La résistance principale vient de moi-même, cher ami, du manque de clarté où je suis [...] Je ne doute point, au surplus, que l'Église Romaine ne comprenne mieux que la Réformée les aspects divers, historiques et traditionnels et dogmatiques et politiques du problème. [...] Vous êtes même *trop forts* pour nous, qui fluctuons à tout vent et ne pouvons nous appuyer que sur la Bible [...].

Aussi en suis-je arrivé à conclure (à mon tour) que l'union de *tous* les chrétiens est chose impossible et qu'il faut borner ses ambitions. » <sup>36</sup>

Le Frère Max Thurian de Taizé constate une sorte de « dualité » dans la conception religieuse de Pourtalès. Il est marqué par un attachement à « un protestantisme foncier hérité de ses origines huguenote et cévenole, mêlé à des influences anglaises et puritaines » <sup>37</sup>. Cet héritage lui fait certes redouter la « sécurité dogmatique » et « les grandes traditions gouvernementales » du catholicisme sur lesquelles Reynold s'appuie. Mais il éprouve également une profonde admiration pour la grande tradition catholique, celle d'avant la Réforme ; il « aspire à un retour aux sources, à la tradition de l'Église primitive, à une catholicité œcuménique ».

<sup>35</sup> Lettre de Reynold à Pourtalès, 3 février 1940. FGR, Ace 75.

<sup>36</sup> Lettre de Pourtalès à Reynold, 20 mars 1940. FGR, Ace 75.

<sup>37</sup> Guy de Pourtalès, *La Tunique sans couture, Entretiens avec moi-même et quelques hommes de bonne volonté*, Fribourg, Editions universitaires, 1982, p. 17 (préface).

Il est intéressant de constater que Pourtalès qualifie la « Réponse à Guy de Pourtalès » de « manifeste reynoldien », elle représente à ses yeux « le témoignage d'une certitude tranquille, appuyée sur une longue tradition historique et sur la combativité qui distingue son auteur »<sup>38</sup>. Pourtalès lui envie cette « certitude tranquille », tout en se débattant devant cette double irréductibilité : la nécessité de l'union et l'impossibilité d'adopter un credo commun minimal.

Les quelque cinquante lettres reçues moins d'un mois après la publication de son appel à l'union ne sont pas pour encourager Pourtalès. Presque tous les pasteurs qui lui ont écrit ont désapprouvé son initiative. Tandis que du côté catholique, Mgr Besson et Mgr Bernardini, le nonce, se sont montrés favorables. S'il s'attendait à de fortes réactions de la part de ses coreligionnaires, Pourtalès a tout de même été choqué par les répliques très violentes de certains pasteurs, telle celle de B. de Perrot, de Neuchâtel, qui lui aurait déclaré préférer Hitler au pape.<sup>39</sup> En réalité, Pourtalès a beaucoup déformé dans son journal les paroles du pasteur. Perrot déclare seulement qu'à son sens, « il est aussi grave de s'unir à Rome pour sauver le christianisme que de s'unir à Hitler – sans condition – pour sauver l'Europe. »<sup>40</sup>

Les réactions dans la presse sont un autre facteur de découragement pour Pourtalès. Si le pasteur William Cuendet exprime un point de vue relativement modéré dans la *Gazette de Lausanne* du 27 février, Ph. Daulte et L.-S. Pidoux adressent des reproches non voilés en première page du *Lien*<sup>41</sup>. D'une part, Daulte démasque l'hypocrisie de Reynold dans la prudence qu'il affiche. Selon Daulte, la raison pour laquelle le Fribourgeois affirme qu'il ne verra pas l'union des chrétiens achevée de son vivant est évidente :

« Si l'Église catholique ne peut pas s'unir aux communautés issues de la Réforme, c'est qu'elle ne leur reconnaît pas le caractère d'Églises. D'après sa doctrine formelle et immuable, elle seule a droit au titre d'Église chrétienne. »

Ainsi, l'unité chrétienne, du point de vue des catholiques fidèles, ne peut signifier que la rentrée des communautés schismatiques dans le giron romain, ce qui est parfaitement inacceptable du point de vue protestant.

D'autre part, le journaliste condamne l'esprit dans lequel Pourtalès envisage cette union. Il revient, selon lui, à faire renier leurs convictions les plus profondes – en deux mots : leur foi – aux chrétiens, catholiques comme protestants. Une telle union est « *sans consistance, irréaliste* »

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>39</sup> Pourtalès, Guy de, *Journal*, op. cit., p. 345.

<sup>40</sup> Lettre de B. de Perrot à Pourtalès, retranscrite par Pourtalès dans sa *Tunique sans couture*, op. cit., p. 55-56.

<sup>41</sup> *Le Lien de l'Église évangélique libre du canton de Vaud*, 47<sup>ème</sup> année, n° 5, 1<sup>er</sup> mars 1940. Bimensuel.



et chimérique ». « *Les exigences de la vérité l'emportent sur celles de l'unité* », dit-il. Pidoux adopte un ton encore plus sévère que son confrère, promettant à demi-mot un châtement aux deux épistoliers :

« [L'Église fidèle] se dressera aussi contre les bien-pensants qui veulent la mondaniser ou l'asservir, et qui la protègent sans vouloir vivre de sa vie. »

Les réactions dans la presse se multiplient. Adolf Keller écrit un article dans le *Semeur vaudois* du 2 mars. Même le *Pilori* de Georges Oltramare en donne un écho dans son numéro du 23 février 1940<sup>42</sup>. La *Gazette de Lausanne* publiera encore, le 2 avril, un extrait d'une « Causerie de Mgr Marius Besson » ainsi qu'une allocution radiodiffusée du professeur Emil Brunner. Pourtalès s'y sent attaqué :

« J'ai eu tout de suite le sentiment [...] qu'il me visait, et je ne crois pas m'être trompé. Les « superficiels sinistres », j'en dois certainement faire partie. [...] Quant à l'offensive contre le patriotisme des « autres », je suppose qu'elle vous concerne, vous. »

Enfin, Georges Cattai publie un article dans *Temps présent*, le 17 mai 1940.<sup>43</sup> Les lettres de Pourtalès et de Reynold seront reproduites dans deux titres à notre connaissance : en Belgique, dans la *Revue catholique des idées et des faits* du 1<sup>er</sup> mars, en France, dans *L'Ordre* [la date ne figure pas]. Répondant à la demande du rédacteur en chef du *Semeur Vaudois*, Pourtalès lancera un dernier appel dans le numéro du 2 mars. Sa préoccupation est l'absence d'un commandement unique à la tête des différentes Églises protestantes. Il prônera une fois encore le regroupement de tous les protestants et leur alliance avec Rome, afin de dresser un mur contre le néo-paganisme nazi et l'athéisme soviétique.

L'initiative de Pourtalès trouvera bien plus d'adversaires que d'adeptes. Si Reynold reçoit de nombreuses lettres de soutien et de félicitations<sup>44</sup>, elles proviennent exclusivement de catholiques et des plus fervents. Elles témoignent de l'habileté dont Reynold a fait preuve dans sa réponse à Pourtalès : tout en parlant d'union et d'unité des chrétiens, il parvient à demeurer le défenseur de l'orthodoxie romaine et à être considéré comme tel.

---

<sup>42</sup> Oltramare reprend les termes de Reynold pour les appliquer à l'Allemagne et argumenter de la sorte ses positions pro-nazies. Voici les propos d'Oltramare qui se terminent par une citation de Reynold extraite de sa lettre à Pourtalès : « Enfin, je sais que nos contradicteurs diront, argument suprême, que l'Allemagne est anti-chrétienne. A quoi Gonzague de Reynold répond, dans la Gazette de Lausanne du 17 février : "Un monde qui persécute la religion finit toujours par être un peuple religieux..." ».

<sup>43</sup> L'article est intitulé : « Formons une ligne Maginot de l'esprit ».

<sup>44</sup> Lettres de Gustave Clément, d'Armand Godoy, de Ch. Eggimann du 17 février, d'Adèle de Tavel du 2 mars, de Maurice Bonnard du 9 mars, d'un comte belge du 19 mars, de Mgr Bottinelli (Paris) du 22 mars et enfin de Robert van Vlodorp, des « *Scriptores Catholici* » de Belgique, le 6 avril 1940. FGR, Ace 75.

Si l'initiative est très bien perçue par les catholiques<sup>45</sup>, il n'en va pas de même des protestants, et particulièrement des pasteurs. Le débat a bien pris, mais il est encore empreint de polémique, et l'idée d'une communauté adogmatique est généralement refusée, notamment par des théologiens comme Brunner et Keller. Du reste, comment les Églises protestantes pourraient-elles désirer l'alliance avec Rome, lorsque celle-ci ne la désire pas – ou uniquement à ses conditions ?

Après les quelques mois qu'a duré la correspondance autour de l'union des Églises (de janvier à avril 1939), Reynold semble s'être désintéressé de la question, au profit de préoccupations plus « politiques »<sup>46</sup>. Dans la dernière lettre qu'il lui écrira<sup>47</sup>, Reynold ne lui parlera plus de leurs ambitions religieuses. Pourtalès se consacrera encore à la rédaction d'un court volume que lui a réclamé son éditeur français, Gallimard, après avoir lu avec beaucoup d'intérêt son dialogue avec Reynold<sup>48</sup>. Toutefois, les difficultés que connaîtra l'imprimerie à la suite de l'invasion allemande empêcheront la publication de la brochure du vivant de Pourtalès.<sup>49</sup> Le protestant écrira encore un hommage à Reynold dans lequel il fera encore mention de leur dialogue sur l'union des Églises tout en lui témoignant son amitié et en le remerciant pour sa fermeté d'esprit.<sup>50</sup>

Relevons la nature et les objectifs particuliers de cette correspondance. Elle comporte plusieurs niveaux énonciatifs. Le premier niveau englobe les deux lettres publiques de Pourtalès et de Reynold. Elles sont adressées à une personne (Portalès, Reynold), mais destinées à être lues par un large public. Force est de constater que Reynold, qui n'est pas le demandeur, parvient à tirer un certain prestige de cet échange. Le deuxième niveau concerne les réactions de toutes provenances aux deux lettres publiques. On sort d'ailleurs de la correspondance proprement dite si l'on englobe dans ce niveau les articles de presse. Ces réactions permettent aux deux énonciateurs de base, Reynold et Pourtalès, d'évaluer – c'est le troisième niveau énonciatif - la portée de leur initiative. Le bilan tiré par Pourtalès est, on l'a vu, globalement négatif, tandis que Reynold semble savourer un certain succès : à l'instar de

---

<sup>45</sup> Doka de la catholique *Schweizerische Rundschau* demandera à Reynold de s'exprimer dans sa revue à propos des relations entre fédéralisme et régionalisme et sur le problème de la compréhension entre catholiques et protestants. Les lettres de Pourtalès et de Reynold dans la *Gazette* lui ont beaucoup plu. Doka à Reynold, 9 février 1940. corr. pers. 1940.

<sup>46</sup> Carrupt, Céline, *op. cit.*.

<sup>47</sup> Reynold à Pourtalès, 14 août 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>48</sup> Gallimard à Pourtalès, 15 mars et 27 avril 1940.

<sup>49</sup> Le fruit de son travail ne sera publié qu'en 1982, avec pour titre *La Tunisie sans couture. Entretiens avec moi-même et quelques hommes de bonne volonté*, Fribourg, Editions universitaires.

<sup>50</sup> « Billet à Gonzague de Reynold », in *Hommage à Gonzague de Reynold*, 1941, pp. 143-147.

Rome, il a prudemment éludé la question d'un engagement trop précis et évité de faire des concessions. Il a ainsi réussi à ne pas mécontenter les milieux catholiques mais, grâce à un langage bienveillant, il n'a pas été trop « égratigné » du côté protestant. Il a manœuvré plus habilement que Pourtalès dont les arguments passaient pour trop vagues et le discours pour trop « pro-catholique ».

L'échec de l'initiative était donc programmé. Il faut attendre l'après-guerre pour voir littéralement décoller la question de l'union, avec la fondation du Conseil œcuménique des Églises à Amsterdam en 1948. Mais le Saint-Siège, une fois de plus, y interdira toute participation.<sup>51</sup> Ce n'est qu'avec le Deuxième concile du Vatican (1962-1965) qu'un revirement s'opérera et que se manifestera « une disponibilité presque émotionnelle à l'ouverture œcuménique »<sup>52</sup> chez les catholiques.

## 2.2. Reynold et les protestants

### 2.2.1. Pour ou contre Reynold

#### 2.2.1.1. Denis de Rougemont

Il n'est pas aisé de saisir la relation qui unit Gonzague de Reynold à Denis de Rougemont, surtout au regard de la correspondance qu'ils ont échangée, limitée à quelques lettres. Rien de ce que Reynold pense de Rougemont ne transparaît, si ce n'est, dans une lettre à un ami colonel à la fin 1939, où il affirme n'avoir pas apprécié une de ses œuvres :

Quant au Nicolas de Flüe de Denis de Rougemont, l'exécution m'a paru médiocre et le texte assez mauvais. Rougemont ne peut pas comprendre ce mystique du XV<sup>ème</sup> siècle dont il a fait une sorte de pasteur protestant.<sup>53</sup>

Rougemont, en revanche, critique ouvertement Reynold dans la *Vie protestante* du 15 mars 1940, en réagissant à une théorie sur le nazisme défendue par Reynold et d'auteurs tels qu'Henri Massis, Henry Bordeaux et Edouard Vermeil. Dans *D'où vient l'Allemagne ?*, Reynold affirme que le luthéranisme a conduit tout droit au nazisme.<sup>54</sup> Mais le but de

---

<sup>51</sup> Vischer, Lukas ; Schenker, Lukas ; Dellsperger, Rudolf ; Fatio, Olivier (sld), *op. cit.*, p. 259.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 266.

<sup>53</sup> Reynold à un ami colonel (nom illisible), 15 novembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>54</sup> Ackermann, Bruno, *Denis de Rougemont*, tome 2, *De la résistance à l'exil*, pp. 645-647.

Rougemont n'était pas d'alimenter un débat stérile et de perdre de vue les combats plus urgents à mener. Il a donc opté pour l'apaisement à l'égard de Reynold<sup>55</sup>.

Rougemont écrit à Reynold<sup>56</sup> pour lui signaler la parution de son article : « Je m'en prends incidemment à votre interprétation de l'Allemagne à partir du Luthéranisme. » Il ne s'agit pour lui que d'une « petite querelle » qu'il tenait à vider « avant de passer à des choses plus sérieuses, de l'ordre de celles que [Reynold abordait] dans la Gazette avec Pourtalès. » Il lui fait part de la nécessité d'une rencontre pour discuter de « choses suisses surtout ». Il s'agit en substance de ce que Reynold nommera un « projet de formation d'une équipe de chefs sur la base du fédéralisme et du christianisme », la Ligue du Gothard, dont Rougemont et Reynold figurent parmi les instigateurs. C'est ce projet qui rapproche les deux hommes entre mars et novembre 1940, sur l'initiative de Rougemont.<sup>57</sup>

#### 2.2.1.2. Étonnant accueil de Conscience de la Suisse

L'article de Jean-H. Rilliet<sup>58</sup>, intitulé « Conscience de la Suisse », paru dans la *Semaine Religieuse* (Genève) du 14 janvier 1939, offre un exemple intéressant de l'accueil surprenant que certains milieux protestants ont réservé aux idées de Reynold. Non sans une certaine ironie, le journaliste retrace les grandes lignes du combat de l'apologiste catholique contre ces Messieurs de Berne, jugeant ce « *fils soumis de l'Église romaine* » digne d'être appelé « protestant » : « *Ce terme est cependant un de ceux qui décrivent le mieux son effort. Il proteste...* ». Il reconnaît deux passions chez l'éminent catholique, la liberté et la personnalité, ainsi qu'une exaspération profonde pour la démocratie contemporaine, « parce qu'elle tend à tout niveler. »

Rilliet assume tout à fait les vues de Reynold lorsqu'il affirme que « *ces Messieurs de Berne sont en train d'écraser toutes les libertés personnelles : famille, propriété, commune, canton, profession, tout vient se fondre dans le gouffre de l'étatisme.* » On reconnaît sans peine les valeurs très conservatrices qui sont prônées là : fédéralisme, corporatisme, autorité, hiérarchie.

---

<sup>55</sup> Sa volonté d'apaisement se traduira aussi par sa participation à l'*Hommage à Gonzague de Reynold*, dans lequel il écrit un témoignage le 15 mai 1940, soit un mois après son article contre les théories de Reynold sur le luthéranisme et Hitler.

<sup>56</sup> Lettre du 20 mars 1940. FGR, Ace 75.

<sup>57</sup> Sur la question du rapport de Reynold à la Ligue du Gothard, voir Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 89-95, et p. 210 (lettre de Reynold à Rougemont du 5 juillet 1940).

<sup>58</sup> Il s'agit d'un pasteur genevois, directeur du *Messenger social*, journal protestant de tendance libérale.

Ce sont ces valeurs de droite, non exclusivement catholiques, qui rallient un protestant à un farouche romain comme Reynold. La place que celui-ci réserve à la religion finit de séduire Rilliet : « *L'homme ne doit plus être isolé dans une liberté splendide et artificielle, mais fédéré, rattaché aux états que Dieu lui a donnés. Dans leur dépendance, il retrouvera sa vraie liberté.* » [...] « *Si la Suisse veut vivre, elle doit devenir un État chrétien. Nous ne pouvons qu'être d'accord sur ce point avec notre éminent compatriote.* » Dans *Conscience de la Suisse*, Rilliet croit avoir constaté que, pour Reynold, le mot « chrétien » n'est pas synonyme de « catholique » et il croit que Reynold place *L'Institution chrétienne* de Calvin à côté de la *Somme* de Saint-Thomas. Une telle ingénuité révèle la méconnaissance de toute une partie des écrits reynoldiens, qui ont souvent considéré la Réforme comme un malheur aussi grand que la Révolution Française et un événement qui a failli détruire la Suisse.

Reynold est extrêmement sensible à ce qui paraît dans la presse protestante et manifeste une tendance à juger de l'opinion tout entière sur la base d'un article. Ainsi, il affirmera quelques jours plus tard, que *les* protestants se rallient autour de son livre, tandis que les catholiques conservateurs « *boudent ou font des réserves* ». <sup>59</sup>

### 2.2.1.3. Contre-attaque de David Lasserre

Cet accueil favorable de la pensée de Reynold par une certaine presse protestante et en général par certains milieux protestants n'échappe pas à David Lasserre. Théologien protestant, pédagogue, historien de la Suisse, il écrit dans de nombreux journaux et revues <sup>60</sup>. Comme Reynold, il est porteur d'une « construction (mythique ?) » de la Suisse, fondée sur le fédéralisme et l'arbitrage et il y a chez lui « un souci apologétique ». Autant Reynold prône les valeurs antérieures à 1848, autant Lasserre souhaite renouer avec ce qui est pour lui la première tradition de *solidarité européenne*, le Pacte de Bâle de 1501. Cependant Lasserre est, contrairement à Reynold, un grand admirateur du libéralisme anglo-saxon <sup>61</sup>. De *tendance* socialiste, considéré comme un homme de gauche par son milieu bourgeois libéral, (en vérité

---

<sup>59</sup> Reynold à l'abbé Romain Pittet, 27 janvier 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>60</sup> *Les Cahiers protestants, L'Annuaire de la Nouvelle Société Helvétique, Le messager social, Le Journal de Genève, La Gazette de Lausanne*, etc... Jeanneret, Pierre, « David Lasserre (1881-1973). Vie, pensée et action d'un intellectuel engagé. », in *Revue Suisse d'histoire*, vol. 44, 1994, n°1, p. 394.

<sup>61</sup> Bourgeois, Daniel, « Gonzague de Reynold », in *La Liberté*, n° 235, 12-13 juillet 1980.

« inclassable », de l'avis de Jeanneret), il déteste Gonzague de Reynold pour son ultracatholicisme et son conservatisme social<sup>62</sup>.

Aussi Lasserre attaquera-t-il violemment Reynold dans les *Cahiers protestants*, mettant en garde « *certaines quotidiens d'origine protestante, et même certains organes de nos Églises protestantes, [qui] ont fait aux écrits de ce propagandiste romain un accueil aussi enthousiaste que peu clairvoyant.* »<sup>63</sup> Il exhorte le monde protestant à un « redressement nécessaire » contre l'attrait mensonger des écrits de Reynold. Il dénonce « l'ingénuité, peut-être inconsciente, avec laquelle le mot « chrétien » est employé par Reynold à la place de « catholique ».<sup>64</sup> Selon lui, ce procédé aurait fait croire à des lecteurs trop pressés que Reynold défendrait des valeurs « chrétiennes » au sens d'« évangeliques ». La correspondance sur l'union des Églises prouve que Lasserre a vu clair dans le jeu du châtelain de Cressier. Ensuite, il l'accuse de « mépriser les faits réels », en tant qu'historien, pour les faire coïncider avec ses conclusions théoriques, autre procédé par lequel il abuse, encore une fois, ses lecteurs. Il l'accuse également d'être un « passéiste », « chantre de la vieille Suisse », qui regarde plus les tombaux que les berceaux. Deux tendances encourageraient l'historien fribourgeois à sélectionner les faits : sa haine de la « civilisation moderne », de la Révolution française et du XIX<sup>ème</sup> siècle et sa « *nostalgie romantique hors du présent vers ces temps lointains et auréolés de gloire, où la noblesse terrienne et l'aristocratie urbaine avaient seules en main la responsabilité des affaires publiques.* » Il l'accuse de s'abandonner à la subjectivité et de recourir à l'instinct. Lasserre se livre ensuite à une critique du catholicisme et de sa prétendue « conception chrétienne de l'homme ».

Ce pamphlet est plus subtilement insidieux : Lasserre reprend une citation de Reynold pour la retourner contre lui :

« M. de Reynold nous a heureusement indiqué lui-même le seul vrai moyen de « résister à une idéologie, qu'elle soit futuriste, moderniste ou passéiste : c'est de lui opposer « l'expérience et la réalité ».

Il m'a semblé que le moment était venu de suivre ce conseil et d'aider ainsi à se ressaisir ceux qui préfèrent encore la vérité à cette « mystique de l'histoire et de la cité » qu'on faisait récemment ici même

---

<sup>62</sup> « Lasserre incarne bien une frange de l'élite bourgeoise refusant tout repli nationaliste de la Suisse sur elle-même comme toute compromission avec la droite autoritaire, et ouverte aux questions sociales. » Jeanneret, Pierre, art.cit., p. 409.

<sup>63</sup> Lasserre, David, « Un redressement nécessaire », in *Cahiers protestants*, mai-juin 1940, pp. 162-177.

<sup>64</sup> Cette tactique qui consiste à utiliser le terme « chrétien » au lieu de « catholique » a été développée par Mgr Besson dès la crise sociale de 1918, et participe d'une stratégie œcuménique d'ordre patriotique. Elle est également employée dans un ouvrage qui appartient à l'historiographie conservatrice, intitulé *Un siècle d'histoire fribourgeoise* et publié en 1941. A ce sujet, voir Python, Francis, « De la « religion en danger » à la « mission de Fribourg » », in *Annales fribourgeoises*, Fribourg, 1994/1997, t. 61/62, pp. 197-206.

à notre poète romand l'éloge d'avoir créée et à la propagation de laquelle il a consacré toute son existence. Certes elle contient des éléments tout à fait sains [...] Mais dans la mesure où cette mystique poétique sert d'enveloppe à un « passéisme » doctrinaire et agressif, il importe de ne pas la laisser se répandre parmi nous, car elle ne peut y exercer qu'une action débilante et dissolvante. Heureusement qu'il suffit de regarder les faits avec un peu de précision et sans parti pris pour qu'apparaissent l'inanité de son armature historique et du même coup la fragilité de sa doctrine. »

Reynold vivra assez mal cet assaut, malgré toute l'indifférence qu'il aurait aimé afficher.<sup>65</sup> Il la vivra d'autant plus mal que, dans le numéro précédent des *Cahiers Protestants*, un article d'André Burnier<sup>66</sup> donnait déjà le « la ». Indirectement, Burnier semble réagir à l'affirmation de Rilliet, dans l'article cité plus haut, selon laquelle une des passions de Reynold serait la liberté. En fait, sa conception de la liberté au niveau politique est calquée sur le système hiérarchique de l'Église catholique, inspirée de la tradition médiévale et donc totalement éloignée de l'idée d'égalité. L'auteur de l'article reconnaît à Reynold le mérite de la cohérence : « la philosophie politique de M. de Reynold est celle d'un bon catholique ». Il souligne ironiquement que Reynold aurait tort de se priver de répandre son idéologie en terre protestante, « puisqu'un de nos quotidiens lui ouvre généreusement ses colonnes »<sup>67</sup>. Ressentant le danger dans cette ouverture protestante aux idées reynoldiennes, Burnier invite les réformés à prendre conscience de leurs biens spirituels et intellectuels et lance une mise en garde au patricien : « c'est notre devoir de rappeler "qu'il y a plusieurs demeures dans la maison de notre Père" et que nous n'avons nulle envie de quitter la nôtre ». Ces deux articles à l'accent pamphlétaire ont fait dire à Reynold qu'une « *forte offensive protestante* » était dirigée contre lui. En réalité, des forces protestantes travaillaient aussi pour Reynold. André Lasserre réagissait notamment à la publication - qu'il jugeait scandaleuse -, aux « Éditions des Cahiers protestants », d'une petite brochure de Theophil Spoerri intitulée « La Suisse d'aujourd'hui dans son expression littéraire »<sup>68</sup>. Ce sont les dernières lignes de cette publication qui nous intéressent particulièrement. L'âme d'un pays se situe selon Spoerri dans l'union de deux mystiques, celle de la terre et celle de l'esprit, dont Ramuz et Reynold sont respectivement les représentants. Il en vient à souhaiter l'émergence d'hommes qui seraient en quelque sorte la synthèse de ces deux personnalités. Car enfin, selon lui :

---

<sup>65</sup> Reynold à Zermatten, 6 juin 1940 : « A ce nommé Lasserre j'ai répondu par l'épigramme que voici : Me voici saignant sous la serre/ Et dépecé selon les règles ;/ Mais, pour me consoler dans cet état précaire,/ Ce n'est pas la serre d'un aigle. À répandre. C'est le combat de la massue contre le fleuret. ». FGR, corr. cop. 1940.

<sup>66</sup> « Liberté chrétienne et tradition protestante », in *Cahiers protestants*, mars-avril 1940, pp. 82-88.

<sup>67</sup> Il s'agit de la *Gazette de Lausanne*.

<sup>68</sup> Elle est parue en 1940, peu avant l'article de Lasserre en mai-juin.

« Les hommes ont besoin de pain, de travail, de paix. La plus lourde des menaces pèse sur nos frontières. Il faut trouver des solutions immédiates. Il faut que l'esprit des anciennes communes chrétiennes, l'esprit d'un Nicolas de Flue, d'un Zwingli, d'un Pestalozzi, d'un Henri Dunant s'incarne de nouveau dans des hommes de bonne volonté. Il faut que les confédérés réalisent leur vocation. Alors nous verrons encore une fois la Suisse prendre sa place parmi les peuples et assumer son rôle : créer la vision d'une Europe réconciliée en étant elle-même la démonstration vivante de l'union dans la diversité – sous le signe de la Croix. »

Ce texte fait référence à la tentative de Pourtalès et de Reynold. Or Spoerri est l'un des animateurs du Groupe d'Oxford, ce même groupe qui avait assuré Reynold de son soutien lors du débat sur l'union des chrétiens<sup>69</sup> : on comprend la raison d'un tel article, de la main d'un protestant certes, mais d'un protestant qui fréquente Reynold dans les réunions de la Ligue du Gothard. Les deux mouvements auxquels appartient Spoerri se rejoignent par certaines de leurs idées<sup>70</sup> et par l'admiration que vouent à Reynold les plus influents de leurs membres.<sup>71</sup> Rien d'étonnant dès lors à ce qu'une convergence se soit opérée en 1940 entre le Réarmement moral et la Ligue du Gothard.<sup>72</sup>

---

<sup>69</sup> Reynold à Pourtalès, 16 janvier 1939 et 12 février 1940. FGR, corr. cop. 1939 et 1940.

<sup>70</sup> Le corporatisme, la résistance spirituelle, la volonté de dépasser les clivages confessionnels.

<sup>71</sup> Theophil Spoerri et Philippe Mottu, deux des principaux membres de la Ligue sont également des Oxfordiens.

<sup>72</sup> Il semble cependant, selon l'analyse de Philippe Chenaux, que l'influence du Groupe d'Oxford au sein de la Ligue n'était pas si prépondérante qu'Edgar Bonjour l'a suggéré. Chenaux, Philippe, « Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 39, n° 3, 1989, note 109, p. 285.



### 2.2.2. Le groupe d'Oxford<sup>73</sup>

#### 2.2.2.1. Les amitiés oxfordiennes

L'appui le plus certain de Reynold au sein du groupe d'Oxford est son secrétaire, Philippe Mottu<sup>74</sup>. Reynold confie à Etter que Mottu est « politiquement un de [ses] disciples »<sup>75</sup>. Ce Genevois a rencontré Reynold dans les années 1934-1935, alors qu'il était encore étudiant en théologie et qu'il était membre de la société estudiantine de Zofingue. C'est à cette même période qu'il fait pour la première fois la connaissance du Groupe d'Oxford, implanté en Suisse depuis quatre ans. En 1937, il s'engage activement au sein du groupe et une année plus tard, il reprend contact avec Reynold pour lui faire part du programme du Réarmement moral<sup>76</sup>. Son engagement dans les milieux zofingiens et dans le groupe d'Oxford est dicté, dit-il, par son aversion pour le régime communiste et sa crainte de l'Allemagne nazie.

Protestant, membre fondateur de la Ligue du Gothard, il est aussi sergent dans l'armée. En été 1940, sa tâche consiste à donner des conférences dans les unités militaires pour expliquer le principe du « réduit » national et le plan Wahlen.<sup>77</sup> Il occupe la fonction d'agent de liaison pour les troupes de langue française dans le cadre d'Armée et Foyer dès 1941. Convaincu qu'il peut jouer un rôle dans la conscience des soldats et de la population civile, il tente de faire passer l'idéologie du Réarmement moral dans les quelque 117 conférences données entre

---

<sup>73</sup> Les Groupes d'Oxford ont été fondés en 1917 par le pasteur luthérien américain aux lointaines origines helvétiques Frank Buchman (1878-1961). Il définit son initiative comme « une révolution chrétienne pour un christianisme dynamique » dont le but est de créer « un nouvel ordre social sous l'autorité de l'Esprit de Dieu. » (Cité par Chenaux, Philippe, art. cit., p. 284). Sa méthode spirituelle comporte quatre « critères absolus » : pureté, amour, désintéressement, honnêteté. Elle se fonde sur la prière en commun et le recueillement personnel. Buchman est persuadé que seule une révolution morale et spirituelle peut changer le monde. Après la Deuxième Guerre mondiale, il poursuit son engagement pour la réconciliation européenne et mondiale dans le mouvement Réarmement moral (*Encyclopédie du protestantisme*, Paris/Genève, Cerf/Labor et Fides, 1995, p. 1113). Il appelle à une transformation de l'individu, comme une composante essentielle d'une transformation de la société. Il préconise des valeurs morales et la recherche de la volonté divine et demande à chacun de s'en inspirer pour tous les domaines de la vie, aussi bien privée que publique, nationale qu'internationale. L'accent est porté sur la responsabilité personnelle, ce qui induit une opposition aux totalitarismes, et particulièrement au communisme. Le mouvement est présent sur tous les continents et regroupent toutes les familles de pensée, toutes les croyances. En Suisse, il est présent au centre de rencontre de Caux. (*Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., p. 1284).

<sup>74</sup> Nous nous inspirons des éléments biographiques tirés de l'étude de Nicolas Walther, 1937-1952 : *Le regard de Philippe Mottu. Une contribution à l'histoire de Caux et du Réarmement moral*. Contribution au colloque de 3<sup>ème</sup> cycle de Lausanne, février 2001, 9 p.

<sup>75</sup> Reynold à Etter, 6 octobre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>76</sup> Réarmement moral est la nouvelle appellation du Groupe d'Oxford dès 1938.

<sup>77</sup> A ce sujet, voir Lasserre, André, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, 1989.

juillet 1941 et juin 1942. Tout en s'attachant à montrer la grandeur de la Suisse, il veut réveiller la foi de ses concitoyens et les inciter à s'engager pour une « vraie démocratie ». Qu'entend-il exactement par cette expression ? Mottu, qui se dit foncièrement antitotalitaire, n'était pourtant pas satisfait du fonctionnement des démocraties européennes, « trop lâches à son goût »<sup>78</sup>. Sur ce point, l'influence de Reynold se fait sentir. Reprenant les thèses que l'aristocrate fribourgeois n'a cessé de clamer dans ses livres, articles et conférences, Mottu affirme que la Suisse et l'Europe vivent « un changement d'époque ». Comme son maître, le disciple veut exalter les valeurs traditionnelles de la Suisse, remontant pour cela aux origines de la patrie. Il se fait le promoteur d'une réforme de la structure politique du pays sur une base chrétienne, vraisemblablement sous l'influence conjointe de Reynold et de l'idéologie oxfordienne. Si les idées qu'il défend ne se réduisent pas à celles de son mentor, on remarquera toutefois que, ainsi que l'affirme Walther, « c'est très probablement poussé par Gonzague de Reynold » que Mottu sort de son engagement purement spirituel pour se lancer dans l'action politique<sup>79</sup>.

Dans un premier temps, Reynold demande à son protégé de l'accompagner lors d'un voyage en Belgique. Au cours de ce séjour, Reynold met Mottu en contact avec ses amis catholiques belges. Dans une lettre du 1<sup>er</sup> mars 1940<sup>80</sup>, Mottu remerciera Reynold de l'opportunité qu'il lui a donnée de l'accompagner à Bruxelles :

« [Ce voyage] m'a fait toucher du doigt l'importance d'un travail fait en collaboration étroite avec les milieux catholiques belges et je me réjouis d'en parler avec vous... »

« Ma conviction centrale, en revenant en Suisse, c'est que nous devons viser avant tout à former dans le cadre de notre vie nationale une vie spirituelle intense qui produise des fruits. Je crois de plus en plus que les alliés sont fort peu intéressés à ce que nous disons, mais intéressés à ce que nous sommes et à ce que nous vivons.

J'ai reçu de quatre de mes amis votre article de la Gazette de Lausanne<sup>81</sup>, cela vous montrera qu'il a eu des répercussions directes et indirectes. Tous le considèrent comme un événement dans notre vie nationale et j'espère qu'ils auront compris derrière vos allusions si directes la nécessité d'agir et non pas de rester sentimentalement satisfaits de cet échange de lettres. On m'a demandé d'envoyer une traduction anglaise de ces deux articles en Amérique et avant de le faire, je veux vous en demander l'autorisation. »

---

<sup>78</sup> Entretiens Mottu-Nicolas Walther, décembre 1999-octobre 2000, in Walther, Nicolas, *op. cit.*, p. 1.

<sup>79</sup> La lettre que Reynold lui envoie le 18 novembre 1939 illustre bien le type d'influence qu'il essaie d'avoir sur son pupille.

<sup>80</sup> Philippe Mottu à Reynold, 1<sup>er</sup> mars 1940. FGR, corr. pers. 1945.

<sup>81</sup> Il s'agit de la « Lettre à Guy de Pourtalès », la réponse de Reynold à Pourtalès sur la question de l'union des Églises parue dans le numéro du 16 février 1940.

Plusieurs éléments significatifs ressortent de cette lettre. L'échange public Pourtalès-Reynold a fort enthousiasmé les milieux oxfordiens, qui ne cachent pas la visée œcuménique de leur action. Mottu est un relais essentiel de l'influence de Reynold dans ces milieux en Suisse et, dans une moindre mesure, aux États-Unis.

Quelques mois plus tard, Reynold pousse la candidature de son disciple pour une mission au Portugal, celle « d'étudier sur place, à notre usage, le régime portugais et l'œuvre de Salazar »<sup>82</sup>. Relevons le mystérieux possessif « notre », qui contredit la politique de non-engagement de Reynold à l'égard de la Ligue du Gothard et du pouvoir : la mission d'étudier les principes du gouvernement de Salazar a été confiée à Mottu par Theo Spoerri, tandis que celle, officieuse, de « sonder le président du Conseil portugais sur sa position au sujet de la guerre » lui aurait été confiée par le ministre des Affaires étrangères Marcel Pilet-Golaz<sup>83</sup>.

Dans une lettre de recommandation, Reynold explique à son ami le ministre de la propagande Do Ameal que l'influence de Mottu dans la jeunesse suisse va grandissant et, qu'ayant la confiance des plus hautes autorités suisses, sa mission au Portugal est d'une certaine importance. Il s'empresse d'ajouter que « du point de vue religieux, M. Mottu, s'il est protestant, a une très large compréhension des choses catholiques et s'intéressera à toutes les manifestations de cette vie en Portugal »<sup>84</sup>.

Dans son autobiographie, Mottu se livre à un plaidoyer pour la dictature salazarienne. Il s'élève contre « le jugement sévère porté de nos jours sur ce régime », défendant la pensée politique « totalement différente de celle des dictatures totalitaires ».<sup>85</sup>

Mottu va trouver chez le dictateur portugais ce qu'il cherchait en tout dirigeant : l'acceptation d'une autorité supérieure à celle des hommes et « une volonté affirmée d'appliquer dans tous les détails les enseignements de l'Église »<sup>86</sup>, autrement dit, un État chrétien, conforme à l'idéal oxfordien. C'est du reste en cherchant à entrer en relation avec des personnalités disposées à entendre le message du Réarmement moral que l'oxfordien aurait « consenti » à s'intéresser aux milieux fascistes italiens, notamment le recteur de l'université fasciste de Rome.

L'expression « vraie démocratie » utilisée par Mottu dévoile peu à peu son sens. Les reproches qu'il adresse en 1939 aux démocraties occidentales sont analogues à ceux de

<sup>82</sup> Reynold à Do Ameal, 17 janvier 1941. FGR, corr. cop. 1941.

<sup>83</sup> Mottu, Philippe, *Pile et face : Regard sur ma vie*, Caux, Caux éditions, 1999, p. 50.

<sup>84</sup> Reynold à Do Ameal, 17 janvier 1941. FGR, corr. cop. 1941.

<sup>85</sup> Mottu, Philippe, *op. cit.*, p. 51 et ss.

<sup>86</sup> Idem.

Reynold : le régime de la laïcité, d'où un glissement très redouté vers « l'anarchie morale »<sup>87</sup>, et l'inefficacité du système - ne qualifiait-il pas les démocraties de « trop lâches » ? – : griefs très répandus à droite à une heure où, en Suisse comme en France, on ne parlait que de rénovation nationale, d'ordre et d'autorité. Il apparaît donc que Philippe Mottu n'a pas échappé au fort courant antidémocratique qui soufflait en Suisse dans les années 1940-1942<sup>88</sup>, même s'il tente de s'en expliquer dans son autobiographie parue en 1999<sup>89</sup>.

Mais Philippe Mottu n'est pas le seul contact de Reynold au sein du Groupe d'Oxford. On a déjà parlé de Theophil Spoerri, qui lui a dédié une brochure fort élogieuse, et de Max Huber qu'il connaît depuis longtemps. Reynold trouve un autre admirateur en la personne de Pierre de Mestral Combremont, un protestant du Groupe d'Oxford de Genève, proche des milieux catholiques du *Courrier de Genève*, directeur de la Vigie, maison d'éducation familiale pour garçons à Versoix-Genève. Le 1<sup>er</sup> avril 1939, de Mestral félicite chaleureusement Reynold pour la conférence qu'il a donnée à Genève quelques jours plus tôt :

« Nous pouvions sentir profondément que vous défendez sincèrement le pays, sans chercher votre succès personnel. Celui-ci est grand, certes, on vous doit une immense reconnaissance, de la sympathie pour les souffrances morales que vous endurez pour l'amour du pays, et par-dessus tout, nous devons remercier Dieu de vous inspirer dans les moments si tragiques que traverse le pays. [...] Ma famille et moi avons été très impressionnés par le programme spirituel, politique, social que vous nous proposez, et soyez sûr que nous parlerons de tout cela autour de nous, afin que, comme le demandait Jeanne d'Arc, Dieu soit premier servi. »

Dans sa réponse<sup>90</sup>, Reynold explique que selon lui, deux actions « parallèles et conjuguées s'imposent » pour assurer l'avenir de la Suisse : une action morale et religieuse qui devrait permettre une rechristianisation du pays, et une action politique visant à une reconstruction complète du pays « sur ses bases traditionnelles, ses constantes, ses lignes de forces ». Se sentant en terrain conquis, il conclut : « Si jamais je dois aller plus loin, je sais que je pourrai compter sur vous ».

---

<sup>87</sup> Idem.

<sup>88</sup> Sur la question des courants de rénovation nationale et d'adaptation à l'Ordre nouveau, voir Ruffieux, Roland, « De l'Ordre nouveau à de nouvelles préoccupations : le débat idéologique en Suisse romande » in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 1981, n°121, pp. 97-107.

<sup>89</sup> *Pile et face*, op. cit.

<sup>90</sup> Reynold à Pierre de Mestral Combremont, 12 avril 1939. FGR, corr. cop. 1939.

### 2.2.2.1. Une carte de visite oecuménique

Fort de ses amis oxfordiens qui lui vouent une admiration presque filiale, Reynold fait savoir à ses correspondants qu'il est soutenu par le groupe. Il considère cet atout comme un gage de popularité dans certains milieux protestants ; il y voit aussi un signe de la cristallisation qu'il perçoit autour de sa personne à différents moments en 1939 et 1940. Ainsi confiait-il à cette époque à Guy de Pourtalès : « le groupe d'Oxford [m'envoie] son secrétaire général pour me dire que, si je fais n'importe quoi, cette force protestante sera derrière moi ».<sup>91</sup>

Portalès affirme que le groupe d'Oxford travaille également au rapprochement des Églises<sup>92</sup>. Mais le jugement qu'il porte sur l'action du groupe est pour le moins mitigé.<sup>93</sup> Selon lui, le groupe se livre à des exubérances, à du prosélytisme, et son vocabulaire le choque par son « simplisme », son « bellicisme enfantin et agressif ». Portalès se sent très éloigné de leur « Dieu américain » qu'il juge trop présent, envahissant et « trop assuré [...] de ramener la bonne entente entre patrons et ouvriers afin que rien ne cloche plus dans la machine sociale. »<sup>94</sup>

Reynold confie à Philipp Etter qu'il a toutes sortes de réserves à émettre sur le groupe d'Oxford du point de vue religieux<sup>95</sup>. Malgré cette réserve, il reconnaît la « forte influence » du groupe : le tremplin que celui-ci lui offre est très utile. Il lui a notamment donné l'occasion de s'exprimer dans le cadre d'une série d'émissions radiodiffusées pour l'union des Suisses<sup>96</sup>. A l'abbé Romain Pittet<sup>97</sup>, il confie qu'un ralliement protestant s'opère autour de *Conscience de la Suisse*, et qu'un certain nombre de membres du groupe sont même en train de se cotiser pour financer la traduction du livre en allemand. Il s'étonne de ce que tant de protestants et de

---

<sup>91</sup> Reynold à Pourtalès, 16 janvier 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>92</sup> Pourtalès, Guy de, *La Tunique sans couture*, op. cit., p. 53.

<sup>93</sup> Le groupe d'Oxford fait exception, selon l'écrivain, à la difficulté qu'auraient les protestants à parler de leurs « entretiens avec la Providence », à apporter une réponse à un ami qui se trouve dans le doute spirituel, ce que Pourtalès appelle le « mutisme » protestant.

<sup>94</sup> *Ibid.*, pp. 91-92.

<sup>95</sup> Reynold à Etter, 6 octobre 1939. FGR, corr. cop. 1939. Le nonce, Mgr Bernardini, avait mis en garde la conférence des évêques suisse, dans une lettre du 25 juin 1937, contre l'expansion du mouvement du groupe d'Oxford, qui constituait selon lui un danger pour les catholiques. Ce mouvement, qui s'était diffusé dans l'ambiance universitaire d'Oxford, a été condamné par l'archevêque de Westminster, le Cardinal Hinsley. Astorri, Romeo, *La Conferenza episcopale svizzera, Analisi storica e canonica*, Fribourg, Éditions universitaires, 1988, p. 253.

<sup>96</sup> Ces émissions sont mises sur pied par Theophil Spoerri et Philippe Mottu, sous les auspices du groupe. Reynold a donné une causerie avec l'oxfordien Max Huber. Il trouve que ce dernier « n'a pas d'éloquence », sans que ce défaut l'ait empêché de dire « des choses très importantes et même primordiales en faveur du fédéralisme ». C'est ce que Reynold confie à un ami Colonel (nom illisible) le 15 novembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>97</sup> Reynold à l'abbé Romain Pittet, 27 janvier 1939. FGR, corr. cop. 1939.

libéraux se rallient autour de ce livre catholique à la doctrine « la plus anti-libérale »<sup>98</sup>. Plus que la religion, c'est un certain idéal d'ordre social, fédéraliste et corporatiste, dans lequel l'économique serait subordonné au spirituel qui unit Reynold au groupe.

S'il s'est assuré du soutien du Réarmement moral, Reynold s'est bien gardé de trop s'y afficher, encore plus d'y adhérer. En tant que catholique fidèle à Rome, l'adhésion lui aurait été du reste impossible. Après la guerre, on constatera une attitude de méfiance de certains catholiques suisses comme René Leyvraz, Mgr Charrière et de l'association de la presse catholique romande à l'égard du Réarmement moral. On craint qu'il ne se livre, à cause de son parti pris œcuménique, à « une dissolution des vérités essentielles de la foi catholique ».<sup>99</sup> En 1947, à la suite des inquiétudes manifestées par l'association de la presse catholique romande en particulier, Mgr Charrière publiera donc, avec l'assentiment de Rome, une mise en garde contre cette attitude qui conduit à une confusion doctrinale propre à minimiser les valeurs non communes aux confessions.<sup>100</sup> Les catholiques ont cependant échappé à l'interdiction de se rendre à Caux.

### 2.2.3. Ménager les sensibilités protestantes

Mais les sympathies oxfordiennes n'ouvrent pas tous les cœurs protestants à Reynold. Quelques mois après « l'offensive protestante » de Lasserre et Burnier, l'incorrigible Reynold se fait rappeler à l'ordre par Mgr Besson. Il avait accepté, sur la demande du président du Cercle catholique de Lausanne, M. Dupont-Cadosch<sup>101</sup>, de prononcer une conférence, le 25 octobre 1941, sous les auspices du Cercle. Or « plusieurs catholiques lausannois - et non des moindres »<sup>102</sup> se sont rapidement rendu compte que le titre de la conférence, « Ce que la Suisse doit au catholicisme », sonnerait comme une provocation aux oreilles des protestants vaudois. Ainsi ces catholiques ont-ils chargé Mgr Besson<sup>103</sup>, de demander à Reynold de

---

<sup>98</sup> Idem. Selon les termes de Reynold.

<sup>99</sup> Chenaux, Philippe, « Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 39, n° 3, 1989, p. 290.

<sup>100</sup> La Semaine catholique de la Suisse romande, 25 septembre 1947, cité par Chenaux, Philippe, art.cit., p. 290.

<sup>101</sup> Dupont-Cadosch Pierre (1910- ?) : Né à Saint-Gall, il y accomplit sa scolarité primaire et secondaire avant de s'installer à Lausanne en 1933 et de passer sa maîtrise fédérale d'appareilleur en 1939. Il deviendra secrétaire interprofessionnel des Syndicats chrétiens-sociaux en 1948.

<sup>102</sup> Mgr Besson à Reynold, 27 septembre 1941. FGR, Corr. aut. 62.

<sup>103</sup> L'évêque s'est toujours montré particulièrement soucieux de ne pas raviver les luttes confessionnelles en tentant de poursuivre la stratégie d'apaisement initiée à l'issue du *Kulturkampf*. Chenaux, Philippe, *Entre Maurras et Maritain. Une génération intellectuelle catholique (1920-1930)*, Paris, Cerf, 1999, p. 107.

reporter la date de sa conférence. L'évêque s'empresse de le faire, en y mettant cependant toutes les formes, signalant d'emblée à son correspondant la démarche « embêtante » qu'il s'apprête à faire. Il s'agit en fait de ménager la sensibilité des protestants qui sont « *momentanément assez excités, à cause de la place qui fut faite au catholicisme et à ses représentants lors des fêtes du 650<sup>e</sup> anniversaire à Schwytz* »<sup>104</sup>. Le prélat s'inquiète du fait que « *des articles assez malveillants ont paru contre [les catholiques]* » et il partage les appréhensions de M. Dupont-Cadosch, sans toutefois être aussi catégorique que lui : le sujet de la conférence pourrait être maintenu s'il n'avait été annoncé qu'aux seuls catholiques, sans publicité extérieure.

La tentation est extrêmement forte chez Reynold de rappeler aux Suisses « qu'ils sont un peuple chrétien et à base catholique »<sup>105</sup>. C'est déjà ce qu'il voulait faire en 1939 dans la revue catholique de Suisse alémanique, la *Schweizerische Rundschau* de Karl Doka.

Cette lettre produit l'effet escompté puisque Reynold annonce à Dupont-Cadosch, cinq jours plus tard, qu'il change le sujet de sa conférence : « La Suisse avant la Suisse ». Cependant, Reynold préférerait ne pas se déplacer plutôt que de prononcer une conférence devant les seuls catholiques du cercle de Lausanne. Il est très optimiste : « nous rassemblerons un nombre considérable d'auditeurs, et d'auditeurs non catholiques ; c'est d'ailleurs à cela que nous devons tendre. » Il souhaite que la publicité soit bien faite et que Dupont-Cadosch use aussi du système des invitations. Il souhaite mettre à profit ses bonnes relations avec le Cercle de culture italien<sup>106</sup> pour élargir le nombre des invités.

Mgr Besson, satisfait de la réponse, encouragera vivement Dupont-Cadosch à accepter, arguant que cette conférence est susceptible d'intéresser non seulement le cercle catholique, mais également le public lausannois.<sup>107</sup> Reynold a habilement manœuvré en choisissant d'orienter sa conférence, qui traite de l'histoire de la Suisse avant le pacte de 1291, sur « l'action du christianisme qui, en donnant une foi commune à des peuples différents d'origine, de langue et de race, qui se connaissaient mal et qui même étaient hostiles les uns

---

<sup>104</sup> Sur les réactions des protestants face au « monopole » catholique lors du 650<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération, voir : Kocher, Hermann, « " Es ist zum Katholischwerden" ! Der römische Katholizismus 1920-1950 aus der Optik des deutsch-schweizerischen Protestantismus », in Conzemius, Victor, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich, Verlag NZZ, 2001, pp. 93-95.

<sup>105</sup> Reynold à Karl Doka, 25 octobre 1939. corr. cop. 1939.

<sup>106</sup> Début mars 1943, Reynold donne encore une conférence dans cet institut, relais du fascisme mussolinien en Suisse. Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 229. Voir aussi Bütikofer, Roland, « L'Institut italien de culture de Lausanne : un instrument de la propagande fasciste en Suisse romande (1936-1943) », in *Les Annuelles* (H.-U. Jost, sld), N° 1, Lausanne, 1990, pp. 71-95.

<sup>107</sup> Mgr Besson à Dupont-Cadosch, 1er octobre 1941. AEF, Dossiers laïcs 98, Reynold.

aux autres, nous a conféré cette unité spirituelle »<sup>108</sup>. C'est de sa stratégie œcuménique qu'il se sert ici, en utilisant le mot « christianisme » comme synonyme de catholicisme et en transposant la question de l'unité sur le plan politique.

Cette correspondance avec l'évêque a ceci de particulier qu'elle est « en différé » : les catholiques du Cercle, surtout les abbés Mauvais et Ramuz, n'osent pas s'adresser à Reynold directement, aussi utilisent-ils l'évêque comme médiateur. Si la catastrophe a été évitée de justesse, il semble que le Cercle catholique de Lausanne ait gardé un assez mauvais souvenir de la conférence de Reynold. Dupont-Cadosch écrivait à ce dernier, pour le remercier de son exposé, qu'il lui avait « décrassé le cerveau de la conception radicale et libérale de l'histoire de notre pays ».<sup>109</sup> Il n'en demeurera pas moins « traumatisé » par les tracasseries que lui auront causées la venue de Reynold à Lausanne.<sup>110</sup>

## 2.3. La question juive

### 2.3.1. Années dix et vingt : un antisémitisme discret

Il n'est pas aisé de présenter sous un angle nouveau la question de l'antisémitisme de Reynold. Les analyses de Mattioli, Altermatt, Pfister et Kamis-Müller<sup>111</sup> concernent particulièrement les années 1911 – date des premiers numéros des *Feuillets* – jusqu'à la publication de *L'Europe tragique* en 1934<sup>112</sup>. Nous tenterons de mettre en parallèle les griefs retenus contre Reynold dans cette première période (principalement dans un passage de *L'Europe tragique*) et les aspects de son antisémitisme que nous avons pu relever dans les années 1939 à 1944.

<sup>108</sup> Reynold à Dupont-Cadosch, 2 octobre 1941. FGR, corr. cop. 1941.

<sup>109</sup> Dupont-Cadosch à Reynold, 19 novembre 1941. FGR, Ace 70 bis.

<sup>110</sup> Le 29 août 1945, Reynold voudra retenter l'expérience d'une conférence à Lausanne. Il écrira une lettre à Dupont-Cadosch (FGR. corr. pers. 1945), pour lui proposer de prononcer une conférence devant les catholiques de Lausanne. Le 30 novembre 1945, Dupont-Cadosch lui répond qu'il n'est plus président du Cercle catholique depuis février 1943 et que « [ses] expériences antérieures ne [l'] ont pas encouragé à [s'] adresser à ce groupement pour faire venir [Reynold]. » En revanche, Reynold rencontre la faveur du Cercle d'hommes d'Ouchy dont Dupont-Cadosch fait partie et qui souhaiterait l'entendre pour une conférence dans le cadre paroissial au début de l'année 1946.

<sup>111</sup> Voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 187. Altermatt, Urs, *Katholizismus und Antisemitismus : Mentalitäten der Schweiz, 1918-1945*, Frauenfeld; Stuttgart, Huber, 1999. Altermatt, Urs; Pfister, Martin, « Gonzague de Reynold: Gegen den Rassenantisemitismus und gegen die Juden », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 92<sup>ème</sup> année, 1998, pp. 91-106. Kamis-Müller, Aaron, *Antisemitismus in der Schweiz, 1900-1930*, Zürich, Chronos, 1990, 2000.

<sup>112</sup> Reynold, Gonzague, *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1934.



Dans les années 1910-1911, si Reynold déclare, après avoir lu Gobineau, que les Suisses doivent faire des enfants s'ils veulent défendre leur « race », il juge déjà que les principes de la biologie raciale sont inapplicables à la Suisse.<sup>113</sup> A cette époque, il est convaincu comme beaucoup d'autres que les valeurs de la Suisse sont gravement menacées. Le nationalisme qu'il développe<sup>114</sup> dirige notamment ses foudres contre le libéralisme économique et le matérialisme qui ont plongé le pays dans une crise sociale : il en veut pour preuve le « dangereux » accroissement des étrangers sur le territoire.<sup>115</sup> Mattioli fait le compte de toutes les manifestations écrites de xénophobie auxquelles Reynold se livre jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale : il s'est abaissé dans de nombreux articles à une débauche de haine raciste inqualifiable. Mais curieusement, Mattioli ne révèle pas d'expressions antisémites dans les textes de Reynold de cette époque. Clavien met en lumière un texte qui fustige le juif<sup>116</sup> allemand, mais signé par la rédaction des *Feuillets*, non pas par Reynold personnellement.<sup>117</sup> L'attitude suspecte Reynold réside donc dans sa collaboration à des revues<sup>118</sup> qui publiaient des textes antisémites et dans son admiration sans borne pour un mouvement notoirement antisémite, l'Action française ; mais il n'a pas *directement* écrit de textes antisémites.

Dans les années vingt, encore une fois, Reynold engage sa responsabilité par son soutien à la *Revue romande*, dont il était le directeur<sup>119</sup> à un moment où elle était très antisémite<sup>120</sup>. Il était en outre vraisemblablement abonné au *Pilori* de Geo Oltramare, à l'antisémitisme primaire. L'attitude de Reynold face à la question juive est très ambiguë à cette époque : en juillet 1920, Reynold avoue son admiration dans son journal intime à propos d'un article contre les juifs du rédacteur de la *Revue romande*, Jules-Ernest Gross ; il qualifie le texte d'« impressionnant »,

---

<sup>113</sup> Altermatt, Urs; Pfister, Martin, art. cit., pp. 96-97.

<sup>114</sup> Voir à ce sujet l'étude d'Alain Clavien, *Les Helvétistes, Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, Société romande de la Suisse romande et Editions d'En Bas, 1993. Voir aussi son article : « Une revue nationaliste romande du début du siècle : *Les Feuillets* (1911-1913) », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 37, n° 3, 1987, pp. 285-302.

<sup>115</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 55-57.

<sup>116</sup> Nous suivons l'usage de Dominique Schnapper qui, dans la préface de *Juifs et israélites* (Paris, Gallimard, 1980, pp. 34-35), explique qu'il a finalement opté pour la minuscule au début du substantif « juif (juive) ». Ce choix nous permet également de respecter la graphie privilégiée par Reynold.

<sup>117</sup> Clavien, Alain, art. cit., p. 291. Il s'agit des *Feuillets* de 1912, p. 72.

<sup>118</sup> *La Voile latine* et les *Feuillets*, surtout.

<sup>119</sup> Reynold en a été le directeur entre janvier et mai 1922. Kamis-Müller, Aaron, *op. cit.*, p. 184.

<sup>120</sup> Cantini, Claude, *Extrême droite et droite extrême en Suisse : les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Lausanne, Editions d'en bas, 1992, p. 49 ; Bütikofer, Roland, *Le refus de la modernité. La ligue vaudoise : une extrême-droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne, Payot, 1996, pp. 50-51 ; Kamis-Müller, Aaron, *op. cit.*, p. 184.

et écrit à Gross pour lui signifier que l'antisémitisme qu'il affiche dans son article n'est pas sans fondement.<sup>121</sup> Mais d'un autre côté, il désapprouve la publicité faite au traitement la question juive. C'est de cette manière qu'il explique sa démission du poste de directeur de la *Nouvelle Revue romande* (elle vient de changer de nom) :

J'ai horreur des polémiques, des discussions négatives, et je crois que provoquer par exemple en Suisse un mouvement antisémite serait *actuellement*<sup>122</sup> une grosse erreur qui risquerait de produire des résultats néfastes.<sup>123</sup>

Le terme « actuellement » révèle-t-il un antisémitisme « attentiste » chez Reynold ? Le traitement qu'il réservera à la question juive dans *L'Europe tragique* nous porte à le croire. Mais sa crainte de voir une vague d'antisémitisme se déchaîner en Suisse est plus vraisemblablement due à sa hantise du désordre, de l'agitation intérieure qui sont toujours synonymes pour lui de menace révolutionnaire et de destruction de la patrie.

### 2.3.2. *L'Europe tragique* : entre antisémitisme moderne et antijudaïsme chrétien

Mattioli, Altermatt et Pfister insistent sur le fait que l'antisémitisme de Reynold n'était pas à base raciste. Dans *L'Europe tragique*, il consacre en effet plusieurs lignes à disqualifier le racisme biologique :

Il y a quelque chose d'odieux à persécuter quelqu'un pour un simple motif de race, parce qu'un autre sang que le vôtre coule dans ses veines, parce que la forme de son nez vous déplaît. Cela heurte de front la justice qui est, répétons ce lieu commun, la base de l'ordre public et de l'État. Nul n'est responsable de sa race ; bien plus, on a droit à sa race, à ses traditions, sans lesquelles aucun homme ne serait tout ce qu'il est, parce que ce sont des éléments de son être. [...] L'antisémitisme a quelque chose de négatif, de zoologique.<sup>124</sup>

Il tient plus bas ces propos presque prophétiques – il écrit en 1934 – :

[...] éliminer tous les israélites serait, pour l'Allemagne, une erreur dont elle apercevrait les conséquences économiques et intellectuelles.<sup>125</sup>

Mais il se trompe en affirmant que cette erreur « ne sera [...] pas commise. »<sup>126</sup>

---

<sup>121</sup> Kamis-Müller, Aron, *op. cit.*, p. 184 et notes 83 et 84 p. 436.

<sup>122</sup> Nous soulignons.

<sup>123</sup> Extrait du texte de Reynold paru dans un numéro hors-série de la *Nouvelle Revue romande* (juillet-août 1922, p. 2), cité par Kamis-Müller, Aron, *op. cit.*, p. 184.

<sup>124</sup> Reynold, Gonzague, *L'Europe tragique*, *op. cit.*, p. 347 et p. 351.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 352.

<sup>126</sup> *Idem.*

D'accord avec Altermatt et Mattioli, il faut donc conclure que l'antisémitisme de Reynold, s'il n'est pas à base raciste, est une composante de son orthodoxie romaine. Mais il faut ajouter à cela que ses préjugés antisémites sont également dictés par son anticomunisme. C'est à la fois en tant que catholique contre-révolutionnaire, anticomuniste et opposant au modernisme que Reynold fustige les juifs. Soit en tant qu'« agents de la propagande bolchevique », soit en tant que capitalistes sans scrupules. Ils sont pour lui des symboles de la « décadence moderne » et « incarnent tout ce qu'il déteste : la psychologie, la libération sexuelle, le marxisme, le capitalisme, l'athéisme et l'art moderne ».<sup>127</sup>

Reynold trouve au moins aussi odieux de persécuter les juifs pour leur race que pour leur religion. Il met en effet un point d'honneur à défendre les juifs croyants, orthodoxes, qui sont pour lui les garants, la « force morale » de ce peuple.<sup>128</sup> Après avoir rappelé assez longuement tout ce que la « civilisation chrétienne doit au judaïsme », il conclut que les juifs croyants sont « infiniment respectables ». Il souligne cependant qu'ils sont une minorité dans leur peuple et qu'à ce titre, ils ont « d'autant plus le droit d'être protégé[s] ».<sup>129</sup>

La deuxième « catégorie » de juifs qui mérite selon Reynold d'être protégée est celle des juifs convertis. Il y a, dit-il, du ridicule à traiter comme des « youpins » de parfaits chrétiens parce qu'ils ont du sang juif dans les veines.<sup>130</sup> Reynold se prévaut d'ailleurs beaucoup, dans sa correspondance de 1938 à 1945, du soutien qu'il apporte à des amis juifs - par exemple les Kamnitzer<sup>131</sup> -, mais il s'agit avant tout de juifs convertis au catholicisme.<sup>132</sup>

Après s'être livré à la critique positive, sur une page et demie, de tout ce qui mérite le respect chez ce peuple, Reynold s'écrie : « Ceci dit, je me sens plus à l'aise pour mettre en lumière certains faits »<sup>133</sup>. Et de développer, sur plus de trois pages, à peu près tous les préjugés antisémites à l'exception du nez crochu et des mains griffues.

---

<sup>127</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 187.

<sup>128</sup> *L'Europe tragique*, p. 348.

<sup>129</sup> Idem.

<sup>130</sup> Idem.

<sup>131</sup> Reynold les décrit comme de très bons catholiques. L'un des Kamnitzer est prêtre du diocèse de Paris et a changé de nom. Il se fait appeler l'abbé J. Caryl. (Reynold à A. de Reding, 19 juillet 1945. FGR, corr. cop. 1945) Reynold remue ciel et terre pour sortir Ernest Kamnitzer (Reynold au Colonel Jean Monod, 12 mars 1943. FGR, corr. cop. 1943) et son fils Jean du camp du Grand Verger (Reynold à Mgr Besson, 23 mars 1943. FGR, corr. cop. 1943) et pour recommander la famille en général (notamment au Père de Menasce, lui-même juif converti ; lettre du 13 juillet 1944. FGR, corr. cop. 1944).

<sup>132</sup> Le préjugé favorable pour cette « catégorie » de juifs était, il est vrai, très répandu, même parmi les antisémites pathologiques comme Pierre-Louis Guye\* dont nous parlerons plus bas. On observe la même prédisposition en faveur des juifs convertis chez Pie XII pendant la guerre Giniewski, Paul, *L'Antijudaïsme chrétien : la mutation*, Paris, Salvator, 2000, p. 239.

<sup>133</sup> *L'Europe tragique*, p. 348.

Les juifs méprisables ne sont ni les convertis, ni les croyants orthodoxes. Ce sont les athées, contre lesquels Reynold retient sept ou huit griefs. Tout d'abord, le nationalisme juif, qui s'affirmerait depuis la guerre de 1914-1918, et que les États ne peuvent tolérer en leur sein. Puis l'implication de « trop de juifs, et des plus célèbres » dans la « propagande bolcheviste » et bien sûr la « volonté de désagréger le monde chrétien » – visible à l'œil nu, dit-il. Il fustige le « mauvais capitalisme » qui accable toutes les couches de la société, « du prolétaire à l'aristocrate », et serait en grande partie d'origine juive. Reynold incrimine aussi les juifs pour leur « manque de tact », sans que l'on sache trop à quoi il veut faire allusion. Il affirme que la guerre et l'après-guerre en Allemagne ont été « la revanche des juifs ». Il s'insurge contre « leur politique usurière à l'égard des paysans, par exemple, [qui] avait amassé bien des colères », sans bien sûr se soucier d'apporter aucune preuve ni précision à ses allégations. Enfin, dernier grief, Reynold les accuse de noyauter toutes les institutions en Allemagne, en occupant la plupart des postes-clés « alors qu'ils ne représentent que le un pour cent de la population totale ». <sup>134</sup> Un long passage est destiné à prouver cette dernière accusation, à grand renfort de noms de juifs révolutionnaires, de statistiques sorties d'on ne sait où, de listes de noms de théâtres et de banques en mains juives. <sup>135</sup>

Reynold prétend ensuite que devant une telle prédominance des juifs en Allemagne, devant l'élimination progressive dont les chrétiens auraient été les victimes, « une réaction était nécessaire » <sup>136</sup>. Et de travailler à minimiser l'importance et la gravité de la réaction, qualifiée de « brutale », d'« imprudente ». Par exemple, les brimades qui ont accompagné le boycott des marchandises juives n'auraient pas été voulues par les chefs nazis, auraient été « l'œuvre d'écervelés ». Reynold reconnaît tout de même que la persécution larvée qui a suivi a poussé nombre d'Israélites au suicide. Sans s'émouvoir plus, il affirme que sans doute, « des actes d'antisémitisme répréhensibles » se sont produits dans toute l'Allemagne. Mais il minimise leur portée, arguant – suprême énormité – que « les juifs les premiers auraient pu s'attendre à pis » <sup>137</sup>. Autrement dit, Reynold, s'il ne cautionne pas toutes les formes de la « réaction » contre les juifs, il tente tout de même de la justifier, quitte à s'emmêler dans les contradictions les plus flagrantes.

---

<sup>134</sup> Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de *L'Europe tragique*, p. 349.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 350.

<sup>136</sup> *Idem.*

<sup>137</sup> *Idem.*

Le réquisitoire pathétique se termine par une mise en garde contre l'intelligence de ce peuple qu'il admire mais dont il dit constater les déviations dangereuses. La conclusion laisse tout de même apparaître l'ascendant du vocabulaire raciste : « La race juive est la plus forte qui soit. Voilà pourquoi elle est difficilement assimilable ».<sup>138</sup>

Au moment de faire le tri des éléments et arguments antisémites qui émanent du texte de *L'Europe tragique*, il y a lieu de rappeler que la justification biologique est absente, si ce n'est le terme de « race » et la notion d'assimilation qu'il ne convient pas de sur-interpréter, puisque Reynold s'insurge contre la persécution des juifs sur une allégation biologique.

Les thèmes de l'antijudaïsme chrétien<sup>139</sup> sont-ils sous-jacents dans le texte ? A aucun moment Reynold ne se fait le relais du mythe de la profanation des hosties ou de celui des meurtres rituels au cours desquels les juifs boiraient le sang de chrétiens. Il n'évoque pas non plus l'idée selon laquelle le peuple élu aurait démerité<sup>140</sup>. Seulement, Reynold ne peut se garder d'affirmer que « le sang du Christ marque les juifs, puisqu'ils ont voulu qu'il retombât sur eux et sur leurs descendants ».<sup>141</sup> Il cautionne donc l'accusation chrétienne fondamentale à l'encontre des juifs : ils ont tué Dieu.<sup>142</sup> Mais il n'insiste à aucun moment sur la nécessité pour les juifs de se convertir au catholicisme. Il reconnaît même leur dignité aux juifs croyants.

Les griefs retenus contre les juifs par Reynold sont massivement du type socio-politique et économique. Aussi l'antisémitisme de Reynold tel qu'il apparaît dans *L'Europe tragique* s'inspire-t-il plus de l'antisémitisme dit « moderne » que des préjugés traditionnels chrétiens. L'attitude de Reynold est également constitutive de l'ambivalence qu'Altermatt a étudiée dans les positions des catholiques à l'égard de l'antisémitisme dit « moderne ». Cette ambivalence se définit par le rejet des thèses antisémites de type biologique véhiculées par le nazisme sans qu'il y ait pour autant contestation du régime nazi.<sup>143</sup> Chez Reynold, cette ambivalence est très marquée et se vérifiera jusque tard dans la guerre<sup>144</sup>. Elle s'explique notamment par le fait qu'à l'instar de nombre de catholiques, il avait intégré tous les clichés de l'antisémitisme non raciste.

---

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 351.

<sup>139</sup> Sur cette question, voir Giniewski, Paul, *op. cit.* ; et Python, Francis, « Quelques réflexions d'historiographie comparative sur une querelle déloyale », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 94<sup>ème</sup> année, 2000, pp. 176-182.

<sup>140</sup> Python, Francis, art. cit., note 4, pp. 178-179.

<sup>141</sup> *L'Europe tragique*, p. 351.

<sup>142</sup> Giniewski, Paul, *op. cit.*, p. 29.

<sup>143</sup> Altermatt, Urs, *Katholizismus und Antisemitismus : Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen. Zur Kulturgeschichte der Schweiz, 1918-1945*, Frauenfeld; Stuttgart; Wien, Verlag Huber, 1999, p. 56, 200.

<sup>144</sup> Voir chapitre IV, point 4.3.2. Lettre à Charles Maurras.

L'année 1934, avec la publication de *L'Europe tragique*, marque la phase la plus aiguë d'antisémitisme de Reynold, ou du moins s'agit-il du moment où ses opinions sur la question juive sont exprimées *publiquement* de façon la plus nette.

### 2.3.3. 1939-1944 : entre légèreté et indifférence

Dans *D'où vient l'Allemagne*<sup>145</sup>, Reynold choisit l'abstention presque totale sur la question de l'antisémitisme dans le Reich. Par un tour de force, Reynold parvient à faire l'impasse sur le thème du juif dans son chapitre sur « L'apparition de l'Aryen », alors qu'il expose les grandes lignes des théories racistes de Vacher de Lapouge et de Chamberlain<sup>146</sup>. On pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'exprime sur la question juive dans le chapitre « Le racisme et ses débuts ». S'il le fait, c'est par le biais d'un raccourci saisissant :

La renaissance de l'Allemagne dépend d'une condition : restaurer l'intégrité de la race et du sang. Ici, nous avons le plus gros affluent du racisme, celui qui allait entraîner les autres : l'antisémitisme. Nous ne nous y arrêtons pas.<sup>147</sup>

Le paradoxe laisse pantois. Reynold ne fait que mentionner ce qu'il reconnaît pourtant comme l'un des facteurs les plus importants – voire le moteur – du racisme en Allemagne.

En revanche, et c'est tellement caractéristique de Reynold, il enchaîne directement sur la question du christianisme face à l'idéologie nationale-socialiste. Reynold revient ensuite sur la question du racisme pour évoquer le recours à des moyens légaux susceptibles de protéger et de renforcer la race (« par exemple la loi sur la stérilisation ou la prohibition des mariages entre Aryens et non-Aryens »<sup>148</sup>). Ces mesures sont pour lui l'expression accomplie du « matérialisme à l'allemande » : selon lui, l'homme est ainsi traité « comme un animal supérieur, d'après des méthodes vétérinaires »<sup>149</sup>. C'est la même critique à l'encontre du racisme que celle qu'il développait en 1934 dans *L'Europe tragique*. Mais il s'agit cette fois

---

<sup>145</sup> Reynold, Gonzague, *D'où vient l'Allemagne*, Paris, Plon, 1939.

<sup>146</sup> *Ibid.*, pp. 59-65. Reynold se réfère également à Gobineau (1816-1882), aussi ne faut-il pas s'étonner s'il ne parle pas des juifs dans ce contexte puisque Gobineau ne s'attaque pas à ce peuple et que, même s'il annonce le déclin des « Ariens » à cause des métissages, il n'est pas à proprement parler antisémite. Il estime que les juifs sont habiles, forts et intelligents.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>148</sup> Idem.

<sup>149</sup> Idem.

d'un jugement porté sur le racisme en général et non sur l'antisémitisme, comme si Reynold cherchait à noyer la question juive dans celle du racisme, à minimiser son importance et surtout sa portée concrète.

Il poursuit son exposé sur la question de l'ultimatum posé au christianisme par Hitler. Le développement assez long qu'il fait sur ce thème tend à poser le problème du christianisme en Allemagne, et à définir la menace qui pèse sur lui comme quelque chose de bien plus grave, de bien plus important que l'antisémitisme. La portée de l'idéologie nazie échappe pour l'essentiel à Reynold et certaines de ses prédictions s'avèrent singulièrement décalées. Il prévoit par exemple que « l'extraordinaire figure de Hitler entrera dans la légende » et qu'« elle exercera plus d'influence morte que vivant : pensez à la légende napoléonienne. »<sup>150</sup>

*D'où vient l'Allemagne* fait apparaître les égarements de Reynold en matière de racisme et d'antisémitisme. En matière de racisme, parce qu'il parvient à trouver quelque valeur scientifique à l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau et aux ouvrages de Vacher de Lapouge<sup>151</sup>. Ses prises de position sont pour le moins ambiguës, quand il ne s'abstient pas complètement de commenter des théories ineptes. Il déclare par exemple que le racisme « est faux, mais [que] comme toute erreur humaine [...] il renferme une part de vérité ». Et il insinue que le racisme en contient une part suffisante pour être d'autant plus dangereux.<sup>152</sup> Deux ans plus tard, une affaire qui occupera Reynold avec la revue nazie allemande *Die Aktion* est un autre signe de sa mollesse à l'égard des préjugés racistes.<sup>153</sup>

En matière d'antisémitisme, Reynold n'analyse pas à fond un problème dont pourtant il connaît l'impact. Cette attitude d'abstention, de non-assistance dénote une grande indifférence au sort des juifs, dont Reynold estime sans doute qu'il ne relève pas de sa responsabilité de chrétien. Mattioli relevait déjà le « beau dédain pour les victimes de la guerre d'agression allemande », qu'affichait Reynold lorsqu'il analysait froidement l'époque comme une période

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 231. Par contre, il déclare, comme le relève Mattioli (*op. cit.*, p. 215), qu'il ne croit pas à la durée du Reich. Il dit cependant croire à celle de la révolution allemande... (*D'où vient l'Allemagne*, p. 231.)

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 60 : « On serait d'ailleurs injuste envers ce gentilhomme français en déniait toute valeur scientifique à son grand ouvrage » ; p. 61 : « Lapouge n'est guère pris au sérieux dans les milieux scientifiques, et je crois qu'on lui fait tort ».

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>153</sup> L'affaire est analysée par Mattioli (*op. cit.*, pp. 226-227 surtout). Reynold avait accepté, après avoir demandé l'autorisation du Département politique, d'écrire deux articles pour la revue nazie *Die Aktion*. Le deuxième article comporte des modifications substantielles qui sont de la main de la responsable de la revue et dont, semble-t-il, Reynold n'a pas été informé avant publication. Des expressions suggestives telles que « dolichocéphales », « peuples aryens », « races blanches », etc., apparaissent donc dans le texte. Mattioli explique que Reynold n'a pas été scandalisé par le procédé, il a même tenté d'y voir quelque signe positif pour les relations Suisse-Allemagne. Mais selon Mattioli, cette tiédeur de la part de Reynold ne doit pas faire conclure à une modification importante de ses opinions sur l'idéologie nazie.

intermédiaire, une période révolutionnaire qui déboucherait sur un autre ordre mondial : on assisterait dans cette évolution à un changement de régime et « à une redistribution des États et des frontières ».<sup>154</sup>

En 1940 et en 1944, des protestants interpellent Reynold sur les questions liées à l'antisémitisme. En été 1940, c'est le pasteur Walter Marti<sup>155</sup> d'Yverdon qui s'adresse à lui pour lui faire part de ses craintes. Il lui demande de le rassurer à propos de la création d'un nouveau parti, le parti national, dont les statuts comporteraient le paragraphe aryen. Reynold s'étant exprimé dans la *Neue Zürcher Zeitung* en faveur de la création d'un parti de confédérés, le pasteur s'inquiète de savoir s'il s'agit d'un autre projet ou si l'initiative de Reynold prévoyait l'exclusion des juifs.

Je ne vous cache pas que l'adoption du paragraphe aryen signifierait un arrêt de mort non pas pour l'Évangile, mais bien pour les Églises catholique et protestante. Je serais de ceux qui lutterais [sic] jusqu'au bout contre l'exclusion des juifs de la communauté suisse.<sup>156</sup>

Reynold s'empresse de lui répondre qu'il ne fait partie formellement d'aucun groupement et qu'il préfère agir seul. Il s'attache ensuite à distinguer le projet des frontistes de celui de la Ligue du Saint-Gothard, dont il assure qu'il ne contient aucun paragraphe aryen. Dans sa seconde lettre, Marti se dira rassuré :

Les événements m'ont rendu méfiant. Il y a de l'antisémitisme en Suisse et il lui faut peu d'encouragement pour prendre vite des proportions inquiétantes.<sup>157</sup>

Le 4 juillet 1944, Reynold reçoit une lettre signée par les professeurs D. Karl Barth, Emil Brunner, W. A. Visser t'Hooft et le pasteur Paul Vogt de Zurich lui recommandant de lire attentivement deux rapports très alarmants sur le traitement des juifs en Hongrie<sup>158</sup>. Ces rapports révèlent que 335 000 juifs ont déjà été déportés, le 90% vers la Pologne et le reste vers l'Allemagne, après avoir été dépouillés de leurs biens. Ils font état de l'excès de zèle du gouvernement hongrois par rapport aux exigences des Allemands en matière de déportation des juifs et de la passivité, voire du consentement de la population. La même lettre, accompagnée de deux rapports accablants, a été envoyée à de nombreuses administrations

---

<sup>154</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 219. Mattioli cite là un extrait d'une lettre de Reynold à Maxime Quartenoud, conseiller d'État fribourgeois, du 17 juin 1940. FGR, corr. cop. XIII.

<sup>155</sup> Il fait partie, comme Reynold, de la Société des écrivains suisses.

<sup>156</sup> Marti à Reynold, 1<sup>er</sup> juillet 1940. FGR, corr. pers. 1940.

<sup>157</sup> Marti à Reynold, 4 juillet 1940. FGR, corr. pers. 1940.

<sup>158</sup> FGR, Doc. 7bis.



paroissiales (*Pfarrämter*), personnalités et institutions actives dans l'aide aux réfugiés. Cette initiative, partie de Vogt, s'est prolongée par des appels au CICR et au Conseil fédéral.<sup>159</sup>

Karl Barth s'est illustré en Allemagne et en Suisse<sup>160</sup> par ses critiques contre le national-socialisme. Paul Vogt<sup>161</sup> a tenté, avec Gertrud Kurz entre autres, d'amener le gouvernement à assouplir sa politique à l'égard des réfugiés juifs.

Les signataires de la lettre précitée du 4 juillet 1944 demandent à Reynold de faire lire ces rapports dans les cercles qu'il fréquente. Mais dans l'état actuel de nos recherches, il n'apparaît pas qu'il ait fait quelque effort que ce soit pour faire connaître la situation des juifs de Hongrie.<sup>162</sup> De ce point de vue, Reynold s'est en quelque sorte « aligné » sur la position de l'Église catholique suisse qui n'a prononcé aucune condamnation contre la persécution des juifs et qui s'est bien gardée de protester contre la politique restrictive de la Suisse en matière d'accueil des réfugiés.<sup>163</sup>

Dans le compte rendu de son entretien avec Léopold III, Reynold rapporte que le roi lui aurait demandé son avis sur la « question juive » :

J'ai répondu que je n'avais jusqu'à présent pas étudié cette question, non qu'elle ne m'intéressât point, mais parce que j'avais quelque angoisse à l'étudier. Toutefois, la question juive existe et il faut avoir le courage de le constater au lieu de jeter le manteau sur elle. Le Roi m'ayant demandé si j'entrevois une solution, j'ajoutai que je serais fort embarrassé d'en apporter une. Peut-être pourrait-on envisager l'extension à tous les Israélites d'une nationalité juive, par exemple palestinienne, ce qui permettrait de les traiter partout comme des étrangers, ni mieux, ni plus mal, mais que c'était sans doute une utopie. C'était, je l'avoue, une réponse pour la réponse.<sup>164</sup>

Pendant ces années de guerre, il saisit chaque occasion de clamer qu'il n'a pas une seule goutte de sang juif dans les veines. La lettre qu'il envoie à M. Planté, directeur-adjoint de l'Éducation Nationale à Vichy, est symptomatique du scrupule qu'il met à se laver de tout

<sup>159</sup> A ce propos, voir le chapitre « Hektische Bemühungen zur Rettung von Jüdinnen und Juden aus Ungarn im Jahr 1944. » dans Kocher, Hermann, *Rationierte Menschlichkeit*, Zürich, Chronos, 1996, pp. 270-285.

<sup>160</sup> Alors qu'il était professeur à Bonn, il a joué un rôle prépondérant dans la Déclaration de Barmen promulguée par des Églises confessantes minoritaires contre les thèses racistes et nazies des *Deutsche Christen*. Suite à cette déclaration et à son refus de prêter serment à l'État nazi, Karl Barth a été expulsé d'Allemagne en 1934. En Suisse, il s'est attiré « la foudre des censeurs », notamment en 1941 lors du 650<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération. Voir Vischer, Lukas, et al., *op. cit.*, pp. 254-255.

<sup>161</sup> Paul Vogt était directeur depuis sa création en 1937 du « Schweizerisches Evangelisches Hilfswerk für die Bekennende Kirche in Deutschland », « l'œuvre la plus importante du protestantisme suisse d'aide aux réfugiés ». Vischer, Lukas, et al., *op. cit.*, p. 254.

<sup>162</sup> A propos des réactions qu'ont suscitées ces deux rapports sur la situation des juifs en Hongrie dans la presse, voir Altermatt, Urs, *Katholizismus und Antisemitismus*, *op. cit.*, pp. 261-266.

<sup>163</sup> Vischer, Lukas, et al., *op. cit.*, pp. 255-256.

<sup>164</sup> « Compte rendu de mon entretien avec sa Majesté le Roi Léopold III, au Palais Royal de Bruxelles, le mardi 20 février 1940, de 11 à 12 heures 55 ». FGR, Ace 69. Reproduit en entier par Céline Carrupt, *op. cit.*, pp. 138-145.

soupçon judaïque.<sup>165</sup> A R. van Vlodorp, qui a rédigé dans la revue belge des *Scriptores Catholici* un portrait de lui, Reynold écrit qu'il n'a pas « le nez crochu comme un vieux juif » et que, s'étant « soumis à l'examen d'une charmante personne, tout à fait impartiale », il peut bien admettre qu'il a le nez long mais qu'il lui serait « impossible d'en sucer l'extrémité, [s'il en était réduit] à cette extrémité ». Il conclut très suffisant : « En réalité, mais il ne faut pas l'ébruiter, car vous me donneriez l'air d'un poseur, j'ai du sang bourbon dans les veines, c'est peut-être de la déveine. »<sup>166</sup> Les efforts qu'il développe pour faire sortir du camp des Charmilles une connaissance qui est selon lui « la seule chrétienne au milieu de juifs » sont révélateurs de ses prédispositions.<sup>167</sup>

Au regard de ces éléments, il est bien clair, comme l'affirment Altermatt et Pfister, que Reynold ne s'est jamais défait des stéréotypes antisémites qui avaient cours notamment dans son milieu catholique conservateur. De même, durant toute sa vie, il n'a guère fait d'efforts pour se distancier des arguments antisémites qui prévalaient parmi ses relations.<sup>168</sup> Dans les années 1938 à 1945, il fait preuve d'une grande indifférence pour le sort des juifs et il semble qu'aucun récit des barbaries commises contre eux n'ait réussi à l'émouvoir vraiment.

Son attitude est sans comparaison avec la pitié que peut lui inspirer le sort d'un chrétien menacé de retour en « Soviétie ».<sup>169</sup> Nous en concluons que l'antisémitisme de Reynold entre 1939 et 1944, exprimé de façon occasionnelle et souvent sur le ton de la plaisanterie de mauvais goût, est sans commune mesure avec son acharnement anticommuniste qui est de beaucoup sa préoccupation prioritaire<sup>170</sup>. N'a-t-il pas répondu, à la question « Qu'est-ce que le communisme ? » :

« Sous son aspect national, il est un phénomène russe. [...] Sous son aspect international il apparaît tout inspiré d'esprit judaïque, talmudique : destruction du monde chrétien, accaparement de tous les moyens de production par une minorité, matérialisme scientifique, messianisme et millénarisme matérialisés [...] ».<sup>171</sup>

Pour Reynold, il est évident que la défense du christianisme et des chrétiens, c'est-à-dire du catholicisme et des catholiques, passe avant la défense des juifs.

---

<sup>165</sup> Lettre en annexe.

<sup>166</sup> Reynold à R. van Vlodorp, 18 mars 1942. FGR, corr. cop. 1942.

<sup>167</sup> Lettre à A. de Reding, 6 septembre 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>168</sup> Altermatt, Urs; Pfister, Martin, art. cit., p. 91.

<sup>169</sup> Reynold écrit au Chanoine Charrière, le 2 mai 1945 (FGR, corr. cop. 1945), pour lui recommander le père ukrainien Choulguine, menacé d'être expulsé de la Suisse.

<sup>170</sup> Sur la question de l'anticommunisme de Reynold, voir le début du quatrième chapitre.

<sup>171</sup> Interview au journal *Entscheidung*, 30 novembre 1936. Citation tirée d'Altermatt, Urs, *Katholizismus und Antisemitismus*, op. cit., p. 201.

## DEUXIÈME PARTIE : À LA RECHERCHE D'UNE ÉLITE CATHOLIQUE POUR SAUVER L'EUROPE

Malheur alors à ceux qui sont seuls, minoritaires, ou qui ne sont pas organisés, c'est-à-dire à toute l'élite.  
(Gonzague de Reynold, 1939<sup>1</sup>)

La certitude que l'Europe connaît une période de décadence est ancrée dans la pensée de Reynold.<sup>2</sup> La guerre de 1939-1945, dont Reynold affirme qu'elle est « une révolution qui fait la guerre », lui donne une raison de tenter quelque chose contre ce mouvement irrévocable de décadence. Mû par la crainte du bolchevisme bien plus que par celle de voir l'Allemagne nazie devenir la maîtresse de la nouvelle Europe, Reynold collabore à des projets dont le but est de rassembler une élite chrétienne – catholique – destinée à sauver l'Europe.

Le modèle d'Europe que cette élite devrait contribuer à (re)construire, Reynold l'exposait, fin 1939, à Georges Cattai venu l'interviewer au sujet de l'Europe divisée<sup>3</sup> : il s'agit d'une « *Fédération Européenne*, héritière de l'Empire Romain et de la Chrétienté, sous une forme contemporaine. »<sup>4</sup> Il veut croire que le Reich fera un retour au christianisme et que des temps apostoliques suivront la guerre. Un tel aveuglement trahit une lecture biaisée de la réalité. Il estime que « des solutions chrétiennes doivent être trouvées : au Portugal, Salazar vient de nous en offrir une. »<sup>5</sup>

Et Reynold, en conclusion de l'entretien, tente d'ériger le catholicisme en pilier d'un futur fédéralisme européen, d'une « Chrétienté nouvelle » :

Le même article est reproduit dans la *Revue catholique des idées et des faits*<sup>6</sup>. A la même époque, *Je suis partout*<sup>7</sup> fait également l'éloge de Reynold.<sup>8</sup> La période des premiers mois de

---

<sup>1</sup> *Conscience de la Suisse. Billets à ces messieurs de Berne*, Neuchâtel, la Baconnière, 1939, p. 33.

<sup>2</sup> Voir point 1.1.1.2. « Un penseur de la décadence ? ».

<sup>3</sup> Interview parue dans *Temps présent*, le 1<sup>er</sup> décembre 1939, sous le titre « Seule une Chrétienté nouvelle peut nous assurer la paix en Europe ». Cattai, qui est un juif converti au catholicisme et grand admirateur de Reynold, situe ce dernier parmi les « personnalités les plus marquantes de la Suisse contemporaine ». FGR, Doc. Pers. 16

<sup>4</sup> Idem.

<sup>5</sup> Idem.

<sup>6</sup> *RCIF* du 8 décembre 1939.

<sup>7</sup> Numéro du 24 décembre 1939.

guerre est donc propice à la diffusion dans une certaine presse suisse, belge et française des idées maîtresses de l'auteur de *L'Europe tragique*<sup>9</sup> sur la civilisation chrétienne et l'avenir de l'Europe.

Dès 1941, Reynold acceptera seulement de donner des conférences et d'écrire des articles : il profitera de toutes les tribunes qui lui seront offertes pour « faire connaître le passé glorieux de la civilisation européenne »<sup>10</sup>. Mais au-delà de ces démarches par la parole et la presse, Reynold demeure attaché au concept d'une élite intellectuelle et religieuse. Concept qu'il tâche de réaliser par un effort soutenu sur le plan épistolaire et par l'intérêt qu'il porte à des projets qui lui seront suggérés par des correspondants belges, français et suisses. Tout intéressé qu'il soit par les défis qu'on lui lance, Reynold hésite le plus souvent à s'engager, comme à son habitude. Il adopte une position résolument attentiste face à toutes ces sollicitations, jusqu'à la fin de la guerre.

---

<sup>8</sup> L'article, intitulé « L'armée suisse a voté », est signé P.-E. Briquet : « Le nationalisme helvétique écoute aujourd'hui la voix aimée d'un grand patriote, M. Gonzague de Reynold. M. de Reynold, romand fribourgeois et catholique, bien connu en France pour ses lucides études sur l'histoire de la Suisse et sa mission en Europe, est un sage aimable. Il fuit les honneurs politiques, mais ne peut se soustraire au respect que commandent sa parole et sa plume, toujours inspirées par une doctrine fidèle à nos plus pures traditions, en particulier à nos traditions chrétiennes. »

<sup>9</sup> *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1934.

<sup>10</sup> Guanzini, Catherine, *Gonzague de Reynold et la reconstruction européenne*, photocopié, Puidoux, 1987, p. 9.

## CHAPITRE III : LE DÉFI ÉLITISTE

### 3.1. Sur les cendres de l'Union catholique des études internationales

Reynold a été très déçu et a beaucoup déçu dans son action au sein de l'Union catholique des études internationales.<sup>1</sup> L'UCEI s'essayait à la coordination, voire à la concentration des forces catholiques à l'échelle internationale : elle était en somme un groupe de pression dont l'objectif était d'influer sur le cours des travaux de la SdN. Elle est représentative des efforts des catholiques pour s'adapter au nouvel ordre international issu de la Première Guerre, tout en révélant certaines résistances inébranlables dans l'idéologie et l'attitude des catholiques.<sup>2</sup>

L'UCEI se donnait pour mission la défense des principes du droit civil chrétien et la promotion de l'enseignement social de l'Église à l'échelle internationale. Dès 1923, Reynold a travaillé à la détourner de ses buts premiers.<sup>3</sup> En 1932, une grande réforme a été entreprise, sous la houlette de Reynold : il s'agissait d'une part de dégager l'Union de la SdN moribonde et de la diriger vers une lutte plus ferme contre le bolchevisme, d'autre part de promouvoir le fascisme en utilisant l'UCEI comme vecteur catholique international.<sup>4</sup> Les conséquences de ce changement seront désastreuses pour la cohésion de l'Union, divisée entre la tendance réformatrice « reynoldienne » et la tendance minoritaire esdénienne, représentée par Mgr Beaupin, que Reynold jugeait trop à gauche, trop pacifiste, à la botte du protestantisme libéral

---

<sup>1</sup> Fondée en 1920, l'Union catholique d'études internationales a pour but d'étudier la situation internationale et d'assurer aux catholiques une place importante sur l'échiquier mondial. Philippe Trinchin a retracé la destinée de l'UCEI dans son mémoire de licence : *L'Union catholique d'études internationales : monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1920-1939)*, Fribourg/Suisse, 1988. Pour ce sous-chapitre, nous nous fondons entre autres sur cette étude ainsi que sur deux articles du même auteur.

<sup>2</sup> Trinchin cite en exemple l'opposition inconditionnelle des catholiques au bolchevisme. « Adaptation ou résistance des catholiques au nouvel ordre international : le cas de l'UCEI. 1920-1939 », in Altermatt, Urs, *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen, 1920-1940*, Fribourg, 1994, p. 104.

<sup>3</sup> Frédéric Yerly a défini ce virage comme une manœuvre d'« atténuation de l'intérêt pour les questions proprement sociales au profit de l'activité politique », dans son article « Entre Rome et Genève. Les catholiques en quête d'une Société des nations idéale », in *Equinoxe*, n° 17, Printemps 1997, p. 66.

<sup>4</sup> Trinchin, Philippe, « Gonzague de Reynold et l'Union catholique d'études internationales », in *Annales fribourgeoises*, Fribourg, 1992/1993, t. 60, p. 165.

et d'obédience trop « internationaliste »<sup>5</sup>. L'Union ne survivra pas à ses tensions internes qui aboutiront à une bipolarisation croissante<sup>6</sup> et à une paralysie générale.

En 1937, Mgr Marius Besson essaie de parer à la tentative de sape menée par Reynold : il s'efforce de recentrer les activités du mouvement sur des objectifs moins politiques.<sup>7</sup> En avril 1938, il rappelle à l'ordre Reynold, qui envisageait de recréer une Union sans Mgr Beaupin, dont il affirmait que l'influence était néfaste. Besson voit cette attitude à l'égard du prélat français comme tout à fait injuste et maladroite. C'est Beaupin qui avait mis sur pied les Semaines catholiques de Genève<sup>8</sup>. Besson défend une Union ouverte, représentative de divers milieux et de divers courants d'idées catholiques. Il laisse entendre à Reynold que sa collaboration n'est pas souhaitable s'il est trop « étroit » pour souffrir la participation de Beaupin.<sup>9</sup>

Dans sa réponse, Reynold se montre moins disposé que jamais à faire des compromis. Plutôt que de se plier encore à un fonctionnement « démocratique », à un groupement qui accepterait toutes les tendances, il préfère abandonner la partie. Il annonce qu'il remet sa charge de président entre les mains de l'évêque, sous l'allégation qu'il représente une force trop « usée » pour remettre l'Union en activité.<sup>10</sup>

En août 1938, la position de Reynold est fragile : Mgr Beaupin et ses proches au sein de l'Union manifestent les mêmes intentions à l'égard de Reynold que Reynold à leur égard : ils souhaitent à tout prix l'écarter. « Ses amitiés et préférences politiques » font de lui un élément « compromettant et indésirable pour beaucoup », affirme Beaupin. On lui reproche en plus l'inactivité dans laquelle il a plongé l'Union, alors même qu'il annonçait « sans cesse des initiatives ». L'expérience de sa coopération a laissé d'assez mauvais souvenirs pour qu'on ne souhaite pas la renouveler. De plus, les proches de Beaupin ne sont pas dupes de l'orientation « totalitaire » que Reynold veut imprimer à l'Union : ils font part de leur refus de « marcher à

---

<sup>5</sup> Du point de vue des catholiques proches de Reynold, l'internationalisme ne peut être envisagé que dans la sphère catholique : on craint que la SdN, en construisant une législation internationale, ne renforce la laïcisation de la société. Voir Trinchan, Philippe, *op. cit.*, p. 257-259.

<sup>6</sup> Trinchan, Philippe, *op. cit.*, p. 233.

<sup>7</sup> Yerly, Frédéric, art. cit., p. 69.

<sup>8</sup> Entre 1929 et 1932, quatre Semaines ont été organisées. On y exalte le modèle de la chrétienté médiévale de telle sorte que le discours apparaît favorable aux systèmes autoritaires et corporatistes, source de fascination pour nombre de catholiques, par opposition à la pensée libérale et à l'individualisme frappé par l'anathème. Ce durcissement du ton n'entraîne pas dans les schémas de Mgr Beaupin et est à l'origine des tiraillements internes qui auront raison de l'UCEI.

<sup>9</sup> Besson à Reynold, 13 avril 1938. FGR, corr. aut. 62.

<sup>10</sup> Reynold à Besson, Vendredi Saint 15 avril 1938. AEF, VII, 3., Dossier UCEI.

sa suite dans une voie qui ne leur convient pas »<sup>11</sup>. Beaupin souhaite faire renaître l'Union<sup>12</sup>, mais à condition que Reynold soit évincé de la direction et que le secrétariat soit délocalisé de Fribourg à Paris<sup>13</sup>. C'est toute l'histoire de l'UCEI, tiraillée entre ses deux pôles d'origine, Fribourg et Paris, et entre les tendances esdénienne et reynoldienne.

Vers la fin 1939, Reynold témoigne d'un nouvel intérêt, assez timide il est vrai, pour la question de l'UCEI. Il écrit à Karl Doka\* et lui demande de lui exposer, *à l'occasion*, ses idées sur la reconstruction du groupe.<sup>14</sup> Il annonce ensuite à Mgr Besson qu'il serait prêt à relancer l'Union, si toutefois on pouvait lui assurer des conditions de travail normales, à savoir « un bon secrétaire convenablement rétribué »<sup>15</sup>. L'évêque, qui a vu la correspondance au sujet de l'Union se polariser autour de lui, semble vouloir sortir du rôle d'arbitre qui lui a été assigné : « Moi aussi, je suis persuadé que la reprise de l'« Union de Fribourg » serait très opportune. »<sup>16</sup> L'Union de Fribourg<sup>17</sup>, Besson avait eu l'idée de la relancer dès 1937, pour sortir de l'impasse « politique » dans laquelle l'UCEI s'était enlisée. Ce nouveau mouvement, qui se voulait sans objectif politique, devait être baptisé « Union internationale chrétienne d'études économiques et sociales » : il était appelé à reprendre l'enseignement social de l'Église, en donnant des explications et des commentaires aux encycliques pontificales.<sup>18</sup> Le projet, pourtant soutenu par le secrétariat chrétien-social suisse et l'Université de Fribourg, sera enterré au mois de janvier 1939. Mais un an plus tard, l'évêque ne semble pas encore en avoir fait le deuil. Il se dit prêt à en discuter avec Reynold et à relancer quelques anciens membres.

Cependant, à part une vague alerte provoquée par un président d'un sous-groupe de l'UCEI en 1942, rien ne vient troubler le coma dans lequel l'Union est plongée depuis 1939.

---

<sup>11</sup> Mgr Beaupin à Mgr Besson, 29 août 1938. AEF, VII, 3., Dossier UCEI.

<sup>12</sup> On peut voir, à travers la correspondance de Beaupin et de Reynold, que Beaupin se démène pour réactiver l'Union, mais son effort est vain car trop isolé.

<sup>13</sup> Trinchan, Philippe, *op. cit.*, p. 206 ; p. 234. La centralisation à Fribourg opérée en 1932 par Reynold a suscité de nombreuses protestations.

<sup>14</sup> Reynold à Doka, 29 novembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>15</sup> Reynold à Mgr Besson, 28 décembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>16</sup> Mgr Besson à Reynold, 4 janvier 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>17</sup> Fondée en 1884 par l'évêque Mermillod, l'Union de Fribourg a été un des éléments qui a fait de Fribourg un centre important de la catholicité. Elle a contribué à la préparation de l'Encyclique *Rerum novarum* de 1891. L'UCEI a porté dès ses débuts le titre officieux de « seconde Union de Fribourg ». Voir Yerly, Frédéric, art. cit., p. 67.

<sup>18</sup> Trinchan, Philippe, *op. cit.*, pp. 241-243.

Il faut attendre la période de juin 1945 à juin 1948 pour voir le destin de l'UCEI se modifier. En juin 1945, Joseph Piller\* interpelle Reynold en tant que président de l'Union catholique d'études internationales :

« Je me demande si le moment n'est pas venu de faire reprendre à l'Union une certaine activité, dans l'intérêt de la cause catholique et dans l'intérêt de Fribourg comme centre international. »<sup>19</sup>

Piller souhaite avoir une entrevue avec le gentilhomme de Cressier et avec les personnes que Reynold y auraient conviées<sup>20</sup>. En fait, Piller caresse probablement déjà le projet de création de l'Institut international de sciences sociales et politiques, rattaché à l'Université. Fondé en 1946, cet institut devait ressusciter la tradition de l'Union de Fribourg sans tomber dans les pièges de l'UCEI.<sup>21</sup>

Reynold, avec sa prudence coutumière, souhaite s'entretenir longuement avec Piller « avant toute autre consultation ». <sup>22</sup> Mais il n'est pas enthousiaste à l'idée de relancer l'Union. C'est apparemment à l'instigation de Piller qu'il tente un « rapprochement » avec Beaupin – qu'il avait tant fustigé –, saisissant l'occasion d'une réponse à une courte missive que celui-ci lui avait adressée, au début novembre 1945. Reynold lui fait une fois de plus part de son scepticisme à l'égard de la reconstitution de l'Union, mais il laisse à Beaupin la responsabilité de la représentation de l'UCEI au comité d'entente.<sup>23</sup> Il semble que Reynold renonce, qu'il laisse les mains libres au prélat. Beaupin déploie de grands efforts pour l'Union, mais les moyens et le temps lui font défaut. S'il affirme que « l'Union se reconstitue très lentement »<sup>24</sup>, autant dire qu'elle ne bouge pas. Mais, sans jamais rien faire de concret pour l'Union, Reynold semble tenir secrètement à un droit de regard sur le berceau de la « nouvelle » UCEI. Reynold prétexte toujours sa santé fragile, ses multiples occupations pour remettre à plus tard la question de la présidence, dont il assume toujours la fonction sur le papier :

En ce qui concerne l'Union, nous réserverons le sujet pour votre prochain passage. Comme j'ai été en clinique [...] je me sens encore convalescent [...] J'ai d'ailleurs tellement à faire et je suis sollicité

---

<sup>19</sup> De telles sollicitudes à l'égard de Fribourg ne sont pas isolées. La Baronne de Montenach fera part à Mgr Charrière, le 27 mai 1946, de son inquiétude concernant le fait que Fribourg, dans les projets de Mgr Beaupin, n'occupera plus « sa place ». Il y va selon elle de la « vocation internationale » de la ville. On retrouve ici la même tendance qui avait déjà écartelé l'Union entre Paris et Fribourg dès 1932.

<sup>20</sup> Piller à Reynold, 5 juin 1945. FGR, Action 35.

<sup>21</sup> Chenaux, Philippe, « Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande », in *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 39, 1989, n° 3, p. 273.

<sup>22</sup> Reynold à Piller, 6 juin 1945. FGR, Action 35.

<sup>23</sup> Reynold à Beaupin, 17 novembre 1945. FGR, Action 35.

<sup>24</sup> Mgr Beaupin à Mme la Baronne de Montenach, 24 mai 1946. AEF, VII, 3., Dossier UCEI.



presque par tous les pays [...]. Je suis en correspondance avec Halecki et j'ai commencé une collaboration au *Catholic Herald*.<sup>25</sup>

En 1946, nouvelle évolution : on assiste, au congrès de Pax Romana<sup>26</sup>, à une fusion – du moins partielle – entre l'UCEI et Pax Romana<sup>27</sup> qui va aboutir à la création de deux mouvements, l'un destiné à regrouper des étudiants et l'autre des intellectuels catholiques<sup>28</sup>. La décision aurait été prise par Reynold, dans le cours de l'été 1946, soit disant avec l'accord de Mgr Beaupin<sup>29</sup>, « de remettre l'Union à Pax Romana pour qu'elle se charge de la réorganiser »<sup>30</sup>.

L'UCEI connaîtra encore quelques avatars, mais le gros de ses forces et de son prestige passera à Pax Romana.<sup>31</sup> Reynold, qui n'avait rien tenté d'important depuis 1939, mais avait toujours rechigné à abandonner la partie, se retirera complètement de l'affaire en 1946.

### 3.2. Les correspondants belges : une élite pour défendre le Vieux monde

#### 3.2.1. Une « famille d'esprits » en Belgique

Dans ses *Mémoires*, Gonzague de Reynold parle de la Belgique comme de sa seconde patrie<sup>32</sup>. Il affirme avoir trouvé dans ce pays « assez d'amis pour sentir autour de [lui] une famille d'esprits ». Parmi les principaux membres de cette famille figurent le baron Pierre Nothomb\*, l'abbé René-Gabriel Van den Hout, l'avocat Luc Hommel, le diplomate Hubert

<sup>25</sup> Reynold à Beaupin, le 4 avril 1946. FGR, Action 35.

<sup>26</sup> Pax Romana est la Confédération internationale des étudiants catholiques, créée en 1921. Les liens unissant l'organisation Pax Romana à l'UCEI ont toujours été très forts. Elles travaillaient dans les mêmes domaines et se partageaient certains de leurs membres.

<sup>27</sup> Genoud, Valérie, *Pax Romana, Confédération internationale des étudiants catholiques, 1921-1946*, mémoire de licence, Neuchâtel, 1992, pp. 82-83.

<sup>28</sup> Il s'agit respectivement des mouvements internationaux des étudiants (MIEC) et des intellectuels catholiques (MIIC).

<sup>29</sup> Lors de la visite de Mgr Beaupin à Cressier, à l'occasion du congrès de Pax Romana. En réalité, Mgr Beaupin avait seulement proposé d'établir une liaison entre une section spéciale de Pax Romana, constituée d'intellectuels et de diplômés, et l'UCEI reconstituée.

<sup>30</sup> Gaston Castella à Mgr Charrière, du 25 avril 1947. AEF, VII, 3., Dossier UCEI.

<sup>31</sup> Contre toute attente, l'UCEI n'est pas encore morte. Entre la fin de 1946 et le début de 1947 a lieu une lutte de pouvoir pour le secrétariat de l'Union, mais Reynold en est absent. Cette lutte oppose Mgr Beaupin avec un Allemand actif dans l'Union depuis le milieu des années trente, le Dr Otto Iserland. Mgr Charrière attribuera le secrétariat au Dr Iserland, au grand dam de Beaupin. Mais il semble que l'UCEI ne subsistera plus que sous la forme de ce seul secrétariat, sans les anciens groupes nationaux. Voir AEF, VII, 3., Dossier UCEI : Dr Otto Iserland au secrétaire de l'Evêché, M. Kümin, 8 janvier 1947 ; Dr Otto Iserland au secrétaire de l'Evêché, M. Kümin, 10 mars 1947 ; Mgr Charrière à Mgr Beaupin, 21 mars 1947.

<sup>32</sup> Reynold, Gonzague, *Mes Mémoires (tome 3)*, Genève, Editions générales de Genève, 1963, pp. 740-745.

Carton de Wiart\* et les politiciens Charles du Bus de Warnaffe et Paul van Zeeland. Ils ont en commun avec le Fribourgeois d'avoir adhéré aux idées maurrassiennes dans les années dix et vingt, de défendre des positions très antilibérales et d'être tous de fervents catholiques.<sup>33</sup>

Le premier ami belge de Reynold est le baron Pierre Nothomb, rencontré en 1917 à Berne. Cette relation lui ouvre de nombreuses portes en Belgique. Le ministre lui fait rencontrer Paul Hymans des Affaires étrangères en 1918, Luc Hommel des *Scriptores catholici*, en 1924. Dans le cadre de la Coopération intellectuelle, Reynold s'est rendu à Bruxelles en mars 1923 et il y a rencontré, par l'intermédiaire de Nothomb, l'abbé Van den Hout, directeur de la *Revue catholique des idées et des faits*.<sup>34</sup>

A l'origine de la famille spirituelle de Reynold en Belgique se trouve la revue belge *Pour l'Autorité*<sup>35</sup>. Selon Paul Aron, il ne fait aucun doute que cette revue a constitué dans l'entre-deux-guerres un véritable laboratoire d'idées pour la droite catholique belge<sup>36</sup> : Luc Hommel, Hubert Carton de Wiart, Charles du Bus de Warnaffe et Paul van Zeeland y ont fait leurs armes. Ces catholiques de l'*Autorité* ont gardé un vocabulaire politique commun et « un certain parallélisme de positions et de conceptions », notamment pour ce qui est de l'antilibéralisme.<sup>37</sup>

### 3.2.1.1. Le baron Pierre Nothomb

Reynold a correspondu avec le baron Pierre Nothomb de 1918 à 1963<sup>38</sup>. Une estime mutuelle lie les deux épistoliers qui écrivent tous deux dans la *Revue générale*. Reynold est perçu par Nothomb, écrivain et politicien nationaliste reconnu, comme l'éminent représentant des intellectuels catholiques des pays neutres. A la fin février 1940, Nothomb lui écrit pour lui faire part d'une « grande tâche » qui lui « tient tout particulièrement à cœur ». Le baron souhaiterait lancer des groupements du même genre que la Ligue d'Indépendance Nationale,

<sup>33</sup> A ce propos, voir le livre d'Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1964, rééd. Fayard 1985 et Aron, Paul, « Les revues politico-culturelles », in Kurgan-van Hentenryk, Ginette, *Laboratoires et réseaux de diffusion des idées en Belgique (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles)* Université de Bruxelles, 1994, p. 99. Sur l'influence maurrassienne sur les catholiques belges, voir l'article de Cécile Vanderpelen « La condamnation de Charles Maurras : une crise majeure dans l'histoire des intellectuels catholiques belges de langue française ? », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, pp. 47-60.

<sup>34</sup> Chardonens, Alain, *Le Centre européen d'Etudes burgondo-médianes : un européenisme à particularité bourguignonne*, Fribourg, Mémoire, 1995, note 139, p. 266.

<sup>35</sup> *Pour l'Autorité* (1924-1930/31) : Revue belge fondée en mai 1924 par la ligue Jeunesse Nouvelle (1919), qui était rapidement devenue le centre de la pensée maurrassienne à l'Université de Louvain. La revue dépérira à partir de la condamnation de l'Action Française en 1926.

<sup>36</sup> Aron, Paul, art. cit., p. 99.

<sup>37</sup> Selon Dress, cité par Weber, Eugen, *L'Action française*, p. 536.

<sup>38</sup> Cette correspondance figure sous la cote corr. aut. 165 dans le FGR.

dont il est membre.<sup>39</sup> Ces groupes seraient composés de personnalités catholiques – éventuellement protestantes, mais il n’y tient guère – provenant de tous les pays neutres. Elles devraient faire « ensemble, sur le plan international, une déclaration de principe qui pourrait avoir », pense-t-il, « une influence salubre sur la préparation de la paix. » Nothomb compte beaucoup sur les conseils et la collaboration de Reynold et d’amis suisses. Il conclut sa lettre en disant que « nul mieux que [Reynold] ne pourrait exprimer [leurs] pensées communes. » Deux mois plus tard, le baron semble vouloir mettre à exécution son projet de déclaration commune d’intellectuels catholiques :

Je crois qu’elle pourrait beaucoup aider à la création d’un climat de la paix telle que nous la désirons. Je n’ai pas encore commencé mes conversations ici et je n’ai parlé de vous à personne, mais je vous serais reconnaissant de penser dès maintenant à quelques intellectuels suisses auxquels vous pourriez vous adresser si vous vous ralliez à notre projet.<sup>40</sup>

Mais l’offensive allemande sur la Belgique, le 10 mai 1940, a coupé court à ces velléités de paix catholique.

### 3.2.1.2. Charles du Bus de Warnaffe

Reynold trouve aussi un grand admirateur de son œuvre en la personne de Charles Du Bus de Warnaffe. Au début 1939, cet homme politique belge lui écrit une lettre pour lui témoigner sa reconnaissance. Il a lu *La démocratie et la Suisse* et des articles que Reynold a publiés en Belgique dans la *Revue catholique des idées et des faits* et dans la *Revue générale*. Les vues de Du Bus de Warnaffe sont identiques à celles de Reynold. Ses réflexions sur la démocratie, sur le libéralisme, sur le rôle que la religion doit tenir au sein d’une nation et son discours « conservateur » le rapprochent indubitablement de Reynold :

Il affirme qu’en qualité de membre de trois cabinets successifs dans le régime tripartite « qui a été imposé à la Belgique depuis 1935 », il a pu constater « par le "dedans" » les vices du système parlementaire. Ce dernier est incapable selon lui de proposer une doctrine dans laquelle le politique et l’économique seraient subordonnés au spirituel.

J’ai peut-être des idées d’un autre âge ; mais je suis de plus en plus ancré dans la conviction que c’est d’un âge auquel il faut revenir, au moins dans son esprit. Par peur de passer pour cléricaux, d’excellents catholiques en arrivent à laisser le champ libre au laïcisme [sic]... c’est d’autant plus navrant que la

---

<sup>39</sup> Nothomb à Reynold, 28 février 1940. FGR, corr. aut. 165.

<sup>40</sup> Nothomb à Reynold, 18 avril 1940. FGR, corr. aut. 165.

Belgique est un pays de tradition chrétienne et que, pour reprendre Faguet, "c'est ce qui a fondé qui conserve".<sup>41</sup>

Du Bus de Warnaffe termine sa lettre en se déclarant impatient de recevoir le dernier livre de Reynold, *Conscience de la Suisse*, pour l'honorer du « sort qu'il mérite dans la *Revue générale*. » Reynold est donc assuré d'une certaine publicité en Belgique, ce qu'il apprécie par dessus tout : Il le remercie de présenter son livre aux lecteurs belges et l'informe qu'en échange il a transmis à Etter, Musy, Oltramare et Rigassi les exemplaires de la brochure que Warnaffe lui a fait parvenir.<sup>42</sup> Dans une autre lettre encore plus chaleureuse adressée deux mois plus tard à son admirateur belge, il dit constater, une fois de plus, l'identité de leur pensée et de leur doctrine.

### 3.2.1.3. Drion du Chapois

François Drion du Chapois (1899-1986)<sup>43</sup> est entré en contact avec Reynold en 1945. C'est à l'instigation de son parent, Pierre Nothomb, qu'il a écrit au Fribourgeois pour le convaincre de s'intégrer à son projet : travailler à rassembler des historiens autour du thème de l'Europe « médiane ». Pour le Belge, l'Europe n'est pas à faire, elle existe déjà. Il s'agit de l'Europe d'Entre-deux, celle de la Bourgogne ducal de Charles Quint, qui s'étend du Nord de la Belgique à la Ligurie.<sup>44</sup>

[Il s'agit d'un] projet déjà vieux mais que les événements de ce temps ont brutalement exhumé. Nous sommes plusieurs en Belgique à nous réclamer des pays d'Entre-Deux, de l'Europe Médiane. Nous voyons dans les vallées de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin un complexe économique parfait, dans nos peuples, les gardiens naturels d'une politique indépendante et de la pensée occidentale. D'aucuns, parmi nous, voient plus loin encore et leurs regards s'arrêtent non sans émotion sur les vignobles du Rhône et les alluvions du Pô.<sup>45</sup>

Drion du Chapois a manifestement lu tous les livres de Reynold parus entre 1938 et 1945 et il se sent proche de Reynold pour plusieurs raisons. Mis à part leur différence d'âge - Drion est de vingt ans le cadet de Reynold -, les deux intellectuels sont issus de familles aristocratiques,

---

<sup>41</sup> Du Bus de Warnaffe à Reynold, 9 février 1939. FGR, O-100 4.

<sup>42</sup> Reynold à Du Bus de Warnaffe, 16 février 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>43</sup> Pour la biobibliographie du belge, ses rapports ultérieurs avec Gonzague de Reynold et les développements du projet burgondo-médian, voir Chardonnes, Alain, *Le Centre européen d'études burgondo-médianes : un européenisme à particularité bourguignonne*, Fribourg, Mémoire de licence en Histoire contemporaine, 1995.

<sup>44</sup> Drion du Chapois, François, *L'Europe médiane vue par Lucien Jottrand*, 1949.

<sup>45</sup> Drion du Chapois à Reynold, 19 mars 1945. FGR, corr. aut. 19, 1-2.

catholiques conservatrices et monarchistes<sup>46</sup>. Ils ont tous deux bénéficié d'une éducation dans un collège jésuite, Reynold au collège Saint-Michel de Fribourg et Drion du Chapois au collège du Sacré-Cœur de Charleroi. Tous deux ont été marqués irrémédiablement par l'idéologie de l'Action française. Ils s'en sont cependant écartés après l'interdiction de 1926 et ne se sont pas abstenus de contester certains points de l'idéologie maurrassienne : pour eux, un des facteurs essentiels de la régénération du christianisme a été l'apport des barbares celtes et germains, contrairement à la conception strictement gréco-romaine de l'Europe défendue par Maurras<sup>47</sup>. De plus, ils opposent à la latinité exclusive de Maurras une Europe qui, façonnée par la géographie, a permis la synthèse harmonieuse des mondes latins et germains dans ses régions « médianes ». Ils n'acceptent pas non plus, surtout pour ces régions, le centralisme prôné par le maître de l'Action française. Comme Reynold, le belge se réfère à l'organisation fédérale du Saint-Empire.<sup>48</sup>

Pour Drion du Chapois, Reynold est « l'homme de la situation » :

[...] Il y avait nécessité à vous importuner. Vous êtes celui dont la collaboration peut assurer le succès de nos travaux. Vos écrits font autorité dans les deux mondes. Ils ont ajouté encore à la juste renommée de votre noble Pays. Pour tout civilisé la Suisse, n'est-ce pas la conscience de l'Europe ? De cette conviction universelle votre talent a fait une certitude.

En usant et abusant de la flatterie, Drion du Chapois tente de convaincre Reynold de faire partie du Comité de rédaction de la *Revue de l'Europe Médiane* qu'il est bien décidé à créer avec Pierre Nothomb.

La Revue présentera deux aspects, l'un intellectuel, l'autre économique. Dans la première partie trouveront place, biographies, dissertations, critiques, études enfin de toutes sortes destinées soit aux grands hommes d'hier et d'aujourd'hui, soit à des thèmes d'actualité. A la seconde, nous réserverons les travaux d'ordre commercial et industriel, pour autant qu'ils aient trait aux relations des pays médians autonomes ou aux rapports de ceux-ci avec des régions-sœurs, annexées à d'autres pays.

Quant aux collaborateurs, Drion du Chapois veut les choisir dans « l'élite des écrivains et des techniciens de Hollande, de Belgique, de Rhénanie, du Luxembourg, de Suisse, d'Italie ou d'ailleurs, pourvu que leurs vues rejoignent les nôtres. » Il espère évidemment que Reynold et

---

<sup>46</sup> Les parents de Reynold, et en particulier sa mère, Nathalie, attendaient « avec patience le retour du roi en France et, à Fribourg, la restauration du patriciat ». Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 26. En 1939, Reynold espérait pour sa part que Hitler engagerait le III<sup>ème</sup> Reich sur la voie d'une restauration monarchique et fédéraliste. *L'Europe tragique*, *op. cit.*, p. 363.

<sup>47</sup> Chardonnens, Alain, *op. cit.*, p. 17. Voir à ce propos la lettre de Reynold à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940, en annexe.

<sup>48</sup> Drion du Chapois, François, *Charles Quint et l'Europe, aspects de sa politique impériales*, Bruxelles, Paris, Brespols, 1962.

ses « disciples » contribueront à « exalter l'Occident, dont l'Europe médiane est au fond, la synthèse ». Le projet de revue devait être, selon Drion du Chapois, « le meilleur moyen de sauver l'Europe dolente et démoralisée ». Les grandes lignes du programme une fois posées, le détail ne devait présenter « aucun obstacle majeur » selon l'aristocrate belge. Mais, malgré la réponse favorable de Reynold, le projet a dû être mis en attente. Faute de soutien – Drion du Chapois était en fin de compte bien seul derrière son projet et l'élite difficile à mobiliser –, faute aussi de moyens financiers, la revue n'a pas pu voir le jour. Dans une lettre qu'il envoie à Reynold en 1946<sup>49</sup>, Drion du Chapois ne mentionne même plus cette question.

Vraisemblablement, il ne rencontrera Reynold que le 7 août 1948, à Cressier. Le projet ne redémarrera qu'en 1952, époque où Reynold se rend en Belgique pour recruter, avec Drion du Chapois, des membres pour leur association historique. Chardonnens relate qu'en raison de la méfiance que les deux hommes rencontreront dans les milieux scientifiques, le mouvement burgondo-médian devra attendre huit ans avant de trouver le succès. Grâce à l'appui financier des Van Zeeland, la fondation du Centre européen d'études burgondo-médianes sera inaugurée par un discours de Reynold à Louvain en 1960.

### 3.2.2. L'abbé Van den Hout et la *Revue catholique des idées et des faits*

#### 3.2.2.1. Un précieux allié

L'abbé René-Gabriel Van den Hout\* fait partie des quatre Belges les plus importants parmi la centaine d'amis que Reynold compte dans le Plat pays.<sup>50</sup> Proche du Cardinal Mercier, il est directeur de la *Revue catholique des idées et des faits* et s'était illustré, dans les années vingt, par un enthousiasme débordant pour Maurras. Il a même songé à créer une Action belge qui devait « assurer à la Belgique le bienfait des idées de l'Action Française et de ses méthodes. »<sup>51</sup> Les liens qui vont se tisser entre l'abbé et Reynold s'avéreront très précieux pour ce dernier. Van den Hout lui fait rencontrer de nombreuses personnalités, à commencer par le cardinal Mercier. Par son entremise, Reynold prononce plusieurs conférences devant des cercles catholiques belges dans les années vingt surtout. Enfin l'abbé lui ouvre fréquemment les colonnes de sa revue.

---

<sup>49</sup> Drion du Chapois à Reynold, 21 octobre 1946. FGR, corr. aut. 19, 1-2.

<sup>50</sup> Le premier est naturellement Pierre Nothomb et les deux autres sont François Drion de Chapois et Henri Bernard. Reynold, Gonzague de, *Mes Mémoires*, tome 3, *op. cit.*, p. 743.

<sup>51</sup> Van den Hout dans *XXème Siècle*, 15 et 30 juillet, 4 août 1925, cité par Weber, Eugen, *op. cit.*, p. 259.

*La Revue catholique des idées et des faits* se présente elle-même comme « La revue belge d'intérêt général la plus vivante, la plus actuelle, la plus répandue. » Elle se veut « avant tout catholique », à tel point qu'elle a été taxée d'intégrisme doctrinal, très tôt après sa création en 1921. L'aristocrate de Cressier ne manque jamais une occasion de placer ses articles ou des extraits de ses prochains ouvrages, ce en quoi l'abbé l'encourage. Publié en France dans la catholique *Revue universelle* par son ami Henri Massis\*, Reynold est également assuré d'une certaine publicité en Belgique, ce dont il se réjouit :

« La revue [*Revue catholique des idées et des faits*] est très intéressante en ce moment-ci. On la lit beaucoup autour de moi. Je crois que vous auriez raison de publier maintenant mes chapitres<sup>52</sup>, car le problème européen est de nouveau à l'ordre du jour et la plupart des gens n'en connaissent point les données précises. [...] Pour le moment, je ne publie rien sur la situation. Sauf un petit article sur la Pologne, paru récemment dans le *Journal de Genève*. Je me tiens en arrière pour voir. Mais je vais vous envoyer la série d'articles de politique étrangère que j'ai écrite dans *Le Mois suisse* depuis avril. »<sup>53</sup>

Van den Hout est le correspondant belge le plus régulier de Reynold. Pour la période du printemps 1939 au printemps 1941, on dénombre plus d'une vingtaine de lettres de l'abbé. A partir de 1942 toutefois, Van den Hout ne donne plus signe de vie, ce dont Reynold se plaindra amèrement.<sup>54</sup>

### 3.2.2.2. Une « puissante tournée » en Belgique sous l'égide de « l'impérieux abbé »

À la Noël 1939, Van den Hout écrit à Reynold pour lui proposer de donner très vite en Belgique une conférence intitulée « Nous les neutres... »<sup>55</sup>. Ce projet lui tient particulièrement à cœur. Il ne recule devant aucun compliment pour que Reynold accepte. Il s'exclame même : « Quel dommage qu'avec notre histoire à nous, si riche, si belle et si vieille, nous n'ayons personne pour « chanter » aussi la Belgique. Heureuse Suisse !!! »<sup>56</sup> L'abbé déploie toute son autorité pour imposer un titre alléchant, qui cause quelques scrupules à l'aristocrate de Cressier :

« [...] Non, il faut maintenir le titre "Nous, les Neutres...". Hier aussi, j'ai consulté... Vous direz ce que vous voudrez – comme vous serez surtout sur le terrain de l'histoire et des doctrines, pas de danger que vous ayez l'air de travailler à un bloc des neutres. Et puis ?

<sup>52</sup> Il s'agit des premiers chapitres de *Qu'est-ce que l'Europe*.

<sup>53</sup> Reynold à Van den Hout, 23 septembre 1939. FGR, corr. aut. 212.

<sup>54</sup> Reynold à Forst de Battaglia, 6 juin 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>55</sup> Van den Hout à Reynold, 24 décembre 1939. 24 décembre 1939. FGR, corr. aut. 212.

<sup>56</sup> *Idem*.

Parlez de la Suisse [...] Parlez du rôle des petites nations, etc., etc. Il faut que votre conférence soit un grand événement, et pas seulement une intéressante conférence sur la Suisse. Parlez *Europe*. Nul n'est plus qualifié que vous.

[...] Répondez-moi de toute urgence. Si je ne craignais d'être importun, je vous prierais de me fixer par télégramme... J'attache *beaucoup* d'importance à votre venue à Bruxelles. »<sup>57</sup>

Il accorde tant d'importance à cette conférence que les lettres se succèdent, pressantes :

« Je crois connaître vos idées. Je les partage. Vous êtes des rares en Europe à voir clair en ce moment. [...] Pas de bloc politique de neutres. Mais il faut polariser la pensée des neutres dans un certain plan occidental, [*illisible*] chrétien et catholique. Vous êtes capable de faire une très belle et grande "chose". Fixez-moi bien vite. »<sup>58</sup>

Le prélat prend toutes les précautions pour que la conférence ait un retentissement maximal, pour qu'elle ne subisse pas l'ombre d'une autre intervention et que son titre attire les foules. La « carte blanche » qu'il donne à Reynold ressemble plus à un cahier des charges très précis :

« [...] Sujet : comme il faut attirer le monde, ce qui n'est pas facile vu la quantité de conférenciers français cet hiver, laissez-moi mettre : Nous, les neutres... Il est bien entendu qu'il ne s'agit en rien de politique pratique mais d'idéologie, de principes, du sort de l'Europe, de rechristianisation etc. Bref, une suite de votre dernière conférence ici où vous faisiez un tour d'horizon : Europe où vas-tu ? Vous parlerez de la guerre, de sa genèse, de sa signification, de sa portée, de ses issues possibles, de ce qu'elle nous promet etc., etc. Bref, carte blanche sur toute la ligne. Vous parlerez du monde nouveau, de ce qu'il devrait être (et pourrait être) et du rôle des neutres pour promouvoir une paix de compromis juste et honorable. Il *faut* que votre conférence soit [un] événement. J'inviterai toutes les autorités. Ce sera très bien. Il faudra aussi rester quelques jours et rencontrer le plus de monde possible. [...] »<sup>59</sup>

Maxime de Stoutz, qui a reçu l'abbé à la légation de Suisse à Bruxelles au sujet de cette conférence, contacte Reynold pour mettre la main aux derniers ajustements. Ce rôle d'intermédiaire entre le conférencier et les organisateurs belges lui permet de faire part à Reynold de ses « scrupules "officiels suisses" » quant au titre – « Nous les neutres » – préconisé par l'abbé. Craignant que l'on puisse interpréter cette conférence comme une invitation à une politique d'association des neutres, le diplomate compte bien que Reynold

---

<sup>57</sup> Van den Hout à Reynold, 25 décembre 1939. FGR, corr. aut. 212.

<sup>58</sup> Van den Hout à Reynold, fin décembre 1939. FGR, corr. aut. 212. Suit encore une lettre le 5 janvier, tout aussi pressante.

<sup>59</sup> Van den Hout à Reynold, 12 janvier 1940. FGR, corr. aut. 212.



sera sensible aux desiderata de Berne, qui « a toujours cru, à tort ou à raison, bien faire en n'inclinant pas vers une politique d'association, même avec d'autres neutres »<sup>60</sup>.

Au final, Reynold s'est incliné devant le titre choisi par « l'impérieux abbé ». Mais il assure à de Stoutz qu'il ne tentera pas de former un bloc de neutres ou de faire l'apologie de la neutralité.<sup>61</sup>

Reynold est très demandé. Il est invité à répéter sa conférence à Louvain devant les amis de Van den Hout le 20 février 1940. De Stoutz dit avoir « sondé la personnalité compétente de la colonie suisse » au sujet d'une causerie que Reynold serait disposé à faire à la Maison suisse de Bruxelles. Aussi devrait-il s'y rendre le 19 février. Il est également invité à parler à Mons, sous les auspices des Amitiés belgo-suisse<sup>62</sup>, dont il reste là-bas un groupe fort actif selon de Stoutz.

La conférence de Bruxelles n'aurait pas eu le retentissement escompté. Reynold relate dans ses *Mémoires* qu'elle a été gratifiée d'un « fort beau public » mais qu'elle « n'était point fameuse ». « Je n'avais pas eu le temps de la préparer et je me sentais fatigué. Elle causa une déception [à Van den Hout ?] et je fus fâché de moi-même ».<sup>63</sup> Il est difficile de trancher ici entre fausse modestie et sincérité. Cette remarque dénote en tout cas la pression que Van den Hout avait fait peser sur Reynold.

En revanche, Van den Hout lui avait promis des rencontres et, en la matière, la tournée de Reynold sera effectivement un beau succès. Il écrit à Rigassi qu'il a vu là-bas des centaines de personnes : le socialiste Henri de Man, le Comte de Paris, le chef flamand van Severen, des Wallons francophiles, des libéraux comme Debèze et Hymans. Et surtout le roi des Belges Léopold III qui voulait – paraît-il – le voir et avec qui il a eu un entretien de deux heures au Palais Royal<sup>64</sup>. Après avoir analysé la situation des alliés, de la France et de la Belgique, il explique à Rigassi que la Suisse n'est pas « dans la situation », qu'elle est dans le faux avec sa

---

<sup>60</sup> Maxime de Stoutz à Reynold, 19 janvier 1940. FGR, Corr. aut. 212.

<sup>61</sup> Reynold à de Stoutz, 27 janvier 1940. FGR, Corr. cop. 1940.

<sup>62</sup> Il s'agit d'une association dont le but, pendant la guerre, était de soutenir les étudiants belges prisonniers dans des camps allemands et de leur permettre de ne pas interrompre complètement leurs études universitaires, par l'envoi de livres et de programmes de cours. Le R. P. de Munnynck est membre du comité central, le président est M. Conrad de Mandach (Berne), le président d'honneur est M. comte Louis d'Ursel (ministre de Belgique à Berne) et le secrétaire général M. Pierre H. Simonin (Berne). Reynold pour sa part est président du comité de Fribourg. Ces Amitiés sont moribondes depuis le début de la guerre, comme nombre d'associations du même type, faute de moyens financiers et de membres disposés à verser leur cotisation annuelle. Le groupe belgo-suisse va connaître deux vaines tentatives de sauvetage entre 1941 et 1942.

<sup>63</sup> *Mes Mémoires (tome 3)*, Genève, Editions générales de Genève, 1963, p. 632.

<sup>64</sup> Il semble que la rencontre ait plutôt été organisée par les relations de Reynold, et particulièrement par Van den Hout. Sur cet entretien, voir le point 2.4.3. « 1939-1944 : entre légèreté et indifférence ».

Croix-Rouge, qui représente à ses yeux une neutralité « négative ». Il faut selon lui penser reconstruction de l'Europe.<sup>65</sup>

La reconstruction de l'Europe, telle est la préoccupation majeure de Reynold à cette époque. Obsédé comme tant d'autres catholiques de droite par le prétendu déclin du continent, Reynold appelle de ses vœux la constitution d'une élite catholique européenne, qui partirait d'une élite suisse. Il souhaite être soutenu dans ses démarches par le gouvernement. C'est pourquoi, ainsi que le révèle Céline Carrupt, il tente d'impliquer le Département politique dans son voyage en Belgique pour qu'il lui « attribue » véritablement une mission dans le Plat pays, et plus tard en Italie.<sup>66</sup> Tout se passe comme s'il voulait rallier les autorités politiques et morales dans la recherche de la fameuse troisième voie.

### 3.2.3. Un crochet par Paris, tremplin pour la Suisse

Après son très stimulant séjour en Belgique, Reynold s'arrête à Paris à la fin février 1940. Il écrit à Van den Hout qu'il y a été immédiatement « accaparé », notamment par des personnalités résolument maurrassiennes :

« J'ai dîné avec Mme Jacques Bainville<sup>67</sup>, Abel Bonnard\*, Bernard Fay\*, Firmin Roz\*, quelques jolies femmes et quelques Anglais. Le lendemain, j'ai déjeuné (sic) avec les Lucien Romier, le Docteur Carrel et Gaxotte. »<sup>68</sup>

Il ajoute que ce voyage en Belgique et à Paris lui a fait « moralement le plus grand bien » et qu'il n'a qu'un désir : recommencer.

A Paris, il peut compter sur le soutien de sa très proche amie, Reine Delpech-Estier. Elle joue le rôle d'un véritable imprésario pour Reynold. Elle fréquente les milieux des diplomates, des académiciens et des journalistes.<sup>69</sup> C'est chez elle que Reynold a déjeuné avec Lucien Romier\* et Gaxotte\*. C'est elle qui avait vanté les mérites de Reynold à Romier et qui lui avait permis d'entrer en relation avec lui, dès février 1939. C'est ainsi que *Conscience de la Suisse* s'est vu consacré un article dans le *Figaro*, à la suite des demandes insistantes que

---

<sup>65</sup> Reynold à Rigassi, 2 mars 1940. FGR, Corr. pers. 1940.

<sup>66</sup> Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 60-62.

<sup>67</sup> Bainville Jacques (1879-1936) : Historien royaliste, proche compagnon de Maurras. En 1935, soit deux ans avant Reynold, Bainville a porté l'*Estado Novo* de Salazar aux nues.

<sup>68</sup> Reynold à Van den Hout, 2 mars 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>69</sup> Reynold à Henri Massis, 15 février 1939. FGR, corr. cop. 1939.

Reynold faisait transmettre à Romier par son amie.<sup>70</sup> Reynold fait part à cette dernière des attaques dont il est l'objet en Suisse au début 1939 et cherche clairement à gagner une légitimité officielle en France, au travers de la presse. La France doit lui servir de tremplin pour la Suisse. Aussi explique-t-il que les articles dont on le gratifie, « surtout lorsqu'ils portent la signature de quelqu'un comme [Romier], ont un effet immédiat et m'aident encore plus que toutes les réunions publiques<sup>71</sup>. C'est l'aile enveloppante. »<sup>72</sup>

Après son retour de Paris, Reynold fonde de nouveaux espoirs dans la reconnaissance de son nom en France. Il écrit à Delpech-Estier dans des termes sans équivoque :

Je suis arrivé à la conviction que, si je veux servir efficacement mon pays, je ne puis désormais le faire que sur un plan supérieur et même du dehors. Je vais si loin que je me sens disposé, quand cela pourra se faire et quand le moment sera venu, à venir en France, à Paris, s'il est démontré que mes possibilités d'action vont se trouver là-bas plus fortes et plus efficaces qu'ici. Mais il faut être tout à fait pratique. Si vous voulez que je parle, donnez-moi la tribune et le haut-parleur. Il n'y a pas moyen de me faire entendre autrement.<sup>73</sup>

Concrètement, il demande à son amie de jouer les intermédiaires entre lui et Romier, qui lui avait proposé, lors de leur rencontre chez Delpech-Estier, de reprendre sa collaboration au *Figaro*. Reynold en est fou de joie mais, suivant son naturel, il souhaite que la proposition soit officialisée : il veut « un ordre écrit et des précisions ». Son vœu le plus cher serait de pouvoir développer son programme dans les colonnes du journal : « vous connaissez mes idées essentielles : changement d'époque, révolution, poussée asiatique, christianisme, union des chrétiens, croisade. » Reynold voit plus loin encore : après la guerre, il voudrait reprendre, avec l'appui de son amie, un projet de conférences que la guerre a fait tomber à l'eau.

---

<sup>70</sup> « Dites à Lucien Romier que je tiens absolument à son article dans le *Figaro* et que je souhaite qu'il puisse l'écrire sans trop tarder. » Reynold à Reine Delpech-Estier, 10 février 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>71</sup> Par « réunions publiques », il entend toutes les manifestations qui ont eu lieu lors de sa « tournée nationale » en 1939. A ce sujet, voir le mémoire de Céline Carrupt, *op. cit.*

<sup>72</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 10 février 1939. FGR, corr. cop. 1939. Reynold souhaite que ces articles atteignent le Conseil fédéral. Voir Reynold à Pourtalès, 16 janvier 1939 : « Le service de presse du Palais fédéral est un canal dont il faut savoir se servir » ; Reynold à Van den Hout, 6 mars 1939 : « Toutes ces coupures arrivent au Gouvernement fédéral, ce qui l'impressionne ». (Lettres en annexe).

<sup>73</sup> Reynold à Reine Delpech-Estier, 8 mars 1940. FGR, corr. cop. 1940.

### 3.3. Les projets de Maurice Lambilliotte

#### 3.3.1. L'heure de l'Europe

Van den Hout va aider Reynold dans la tâche qu'il s'est fixée : penser la reconstruction de l'Europe. Très vite après l'attaque allemande contre la Belgique, l'abbé se réfugie en France, à Villeneuve-sur-Lot dans le Lot-et-Garonne.

Dans son exil l'accompagne un socialiste belge du nom de Maurice Lambilliotte\* dont les idées sur l'Europe vont séduire le prélat, qui arrangera deux rencontres avec Reynold en Suisse pour permettre à Lambilliotte de lui exposer ses projets.

Peu avant de rencontrer Reynold, Lambilliotte rédige un texte intitulé *L'heure de l'Europe*<sup>74</sup>. Songeant à la paix qu'il faut préparer de manière à éviter de reproduire les erreurs de Versailles, il défend l'idée que « toute l'Europe, toutes les nations européennes peuvent sortir victorieuses de cette guerre ». L'heure de l'Europe a sonné : il s'agit de hâter la collaboration entre les nations européennes et de race blanche en général pour retrouver le prestige et la puissance que sont en train de lui disputer d'autres nations. Les idées qu'il développe dans son plaidoyer pour le Vieux monde sont étonnamment proches – pour un soit-disant socialiste – de celles de Reynold. Parmi les raisons qui expliquent selon lui la suprématie de l'Europe, les facteurs chrétien et géographique prédominent, un peu dans les mêmes termes que chez Reynold. Lambilliotte partage la même crainte que lui face aux ambitions américaines sur l'échiquier européen et mondial ; il croit comme Reynold que rien n'habilite les États-Unis à reprendre la mission civilisatrice de l'Occident. Ce serait sans compter avec l'importance de l'« enracinement des vieux peuples sur leur terroir, au regard du jeune peuple américain ». Ce point de vue n'est pas sans rappeler les conceptions et le vocabulaire barrésiens et maurrassiens du sol et de la nation.

Ce qui est nouveau et qui ne participe pas du discours reynoldien, c'est le facteur africain comme solution à « l'exiguïté de [la] presque île européenne ». Il considère l'Afrique, cet « énorme et jeune continent [...] entièrement conquis mais mal exploité », comme le prolongement naturel et « la vraie terre d'empire » de l'Europe. Une bonne assise européenne

---

<sup>74</sup> *L'Heure de l'Europe*, août-septembre 1940, texte reproduit dans Dumoulin, Michel et Stelandre, Yves, *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, Recueil de textes, Louvain-la-Neuve, Academia, coll. Pédasup, n° 22, 1992, pp. 177-182.

en Afrique, notamment sur la côte nord, permettrait de faire de la Méditerranée le centre actif de l'Europe, source de son rayonnement, de ses échanges, de son commerce.

L'idée de faire de l'Afrique une véritable extension de l'Europe, autrement dit l'idée d'Eurafrrique, a été très débattue dans les années 1920-1930, aussi Lambilliotte n'innove-t-il guère. Etienne Deschamps fait état des interprétations très diverses que cette idée a occasionnées.<sup>75</sup> Elle a été développée, sous une forme très généreuse, par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur en 1923 du *Mouvement paneuropéen*. Pensée comme un moyen de pacification européenne, l'Eurafrrique devait à la fois mettre fin à la menaçante concurrence entre les États européens colonisateurs et permettre une mise en valeur optimale du continent africain.

Ce qui frappe par-dessus tout dans l'exposé de Lambilliotte, c'est qu'il parvient à faire presque totalement abstraction de la réalité de la guerre et des desseins des belligérants, même s'il se dit conscient qu'une telle conception de la paix suppose l'existence de « conditions morales ». En été 1940, il se persuade qu'« en dehors de l'Italie et [de] l'Allemagne », une place sera laissée à des nations comme la Belgique, la Suisse et la Hollande dans la course à la Méditerranée et à l'exploitation de l'Afrique. Il fait preuve de la même naïveté en ce qui concerne cette dernière : l'intégration complète de ce continent est non seulement censée pouvoir fournir à l'Europe trop peuplée une terre de colonisation inépuisable et des produits en quantité faramineuse, mais aussi du travail à des millions d'Africains, « sans [les] exclure ni [les] amoindrir, au contraire ».

Les ambitions de Lambilliotte pour l'Europe de l'Est rejoignent celles de Reynold. La mission de l'Europe est, selon le Belge, d'occidentaliser la Russie d'Europe, « éventuellement contre son régime, s'il se refuse à se rallier aux concepts généraux sur lesquels les Européens se seront mis d'accord ». Comment donc pense-t-il réaliser ce « ralliement » forcé du régime soviétique sans devoir livrer une guerre ? Évidemment, il ne s'agit là que d'une incohérence parmi d'autres dans ce projet enthousiaste mais naïf pour la paix et la prospérité en Europe. Il s'agit d'un appel à la réalisation d'un « nouvel âge » mythique qui verra « la fin d'un régime dépassé et usé », la création d'une « Europe qui aura refusé son déclin, une Europe rajeunie où il y aura du travail pour tout le monde. Une Europe joyeuse comme un grand chantier, où

---

<sup>75</sup> Deschamps, Etienne, « L'idée d'Eurafrrique à l'aube des années trente », in Dumoulin, Michel, *Penser l'Europe à l'aube des années trente*, Bruxelles, Editions Nauwelaerts, 1995.

l'on construira des routes, des grandes voies de communications, des villes, des villages, où produits et services s'échangeront harmonieusement, une Europe où, dans la paix, chaque peuple pourra, dans la pleine conscience de son génie propre, apporter son tribut à l'œuvre commune d'une civilisation plus belle et plus haute ».

On peut voir dans ce discours le reflet d'un courant de pensée très répandu à l'époque, fondé principalement sur la remise en question de la démocratie et la défense d'un idéal de fédéralisme européen. Ce courant peine à conjuguer un projet de régime politique autoritaire avec celui de la colonisation, les idéaux de liberté des peuples et les droits de l'homme. Mais cette pensée préfigure la naissance des mythes de la croissance continue et de la consommation de masse comme sources du bien-être commun tels qu'on les connaîtra après la guerre pendant les Trente Glorieuses.

### 3.3.2. Le projet de « Défense et solidarité européenne »

Gonzague de Reynold se montrera très sensible au projet que Maurice Lambilliotte viendra lui exposer avec l'abbé Van den Hout à Lugano, puis à Cressier, en compagnie de l'abbé et du cousin de Reynold, Jean Daniel de Montenach, en 1940 et en 1941. Sur leurs rencontres, on ne sait que ce que Lambilliotte a bien voulu en dire.<sup>76</sup> La première a eu lieu en septembre 1940, à Lugano, où Reynold était « mobilisé comme officier de l'armée suisse ». En « mission » en Suisse avec Lambilliotte, Van den Hout souhaitait voir son ami fribourgeois « comme on recherche dans le désarroi, un guide et un conseiller »<sup>77</sup>. Lambilliotte explique l'état de bouleversement dans lequel l'exode et « l'effroyable débâcle française » les avaient placés.

Il ressort de ce témoignage une grande admiration pour la personne de Reynold, ainsi qu'une allusion à leur angoisse commune de voir l'Occident « dangereusement menacé », de le sentir « au bord de l'abîme ». Pour ce qui est de la deuxième rencontre, celle de Cressier, on sait seulement qu'elle a lieu quelques mois après ce premier contact, probablement vers juin-juillet 1941.

---

<sup>76</sup> En 1955, Lambilliotte écrira un témoignage dans un livre publié à l'occasion des 75 ans de Reynold : « Hommage à Gonzague de Reynold », in Jost, François (sld), *Gonzague de Reynold et son œuvre*, Ed. universitaires, Fribourg, 1955.

<sup>77</sup> Maurice Lambilliotte, art. cit., p. 367.

Lors de leur visite à Cressier, Lambilliotte, Van den Hout et Montenach remettent à Reynold un manuscrit où, après une longue analyse de la situation, Lambilliotte présente son projet de « Défense et solidarité européenne »<sup>78</sup>.

Dans un premier point intitulé « L'Europe en marche », l'auteur explique que l'Europe est en train de se constituer. Il discerne en Europe un mouvement de solidarité économique profond qui se manifesterait depuis la crise de 1929, indépendant de la volonté des puissances de l'Axe. Face au rétrécissement des débouchés extérieurs dû à la concurrence des USA et du Japon, et face à « l'irrésistible poussée des masses en faveur du maintien et de l'amélioration de leur niveau de vie », les pays d'Europe devraient inéluctablement accroître leurs activités économiques. Cela induirait un développement des échanges intereuropéens qu'il conviendrait absolument de « synchroniser » sur le rythme des pays les plus dynamiques. Ainsi, les forces travaillant dans le sens d'une unification plus grande de l'Europe seraient non seulement politiques mais économiques et sociales, ce qui constituerait un gage de durée et d'efficacité.

Dans un deuxième point intitulé « Oppositions à l'idée européenne », l'auteur souligne qu'il manque à ce mouvement d'unification et de solidarité européenne le ralliement des forces intellectuelles. L'idée européenne rencontrerait des résistances considérables, notamment dans les milieux de la haute finance internationale, du grand commerce et dans la bourgeoisie d'affaires, la franc-maçonnerie. Cette dernière ne verrait pas d'un bon œil « un réenracinement des peuples dans le réel, et le retour à des institutions susceptibles d'encadrer plus solidement les individus ». Tous ces milieux ont bénéficié des conditions libérales et de la démocratie politique : ils redoutent une Europe qui s'écarterait de ces conditions.

Lambilliotte constate que l'idée de l'Europe, comme celle de l'ordre nouveau, sont suspectes parce qu'elles semblent issues de la propagande nazie.

Pour beaucoup, l'Europe ne peut être qu'un terme équivoque qui dissimule la domination de l'Axe. Le simple bon sens permet pourtant de juger immédiatement que dans la paix, toute domination au sens où on la redoute est incompatible avec l'indispensable intensification de la vie économique et des échanges entre les divers pays.

Pour le penseur de cette Europe nouvelle, la menace de la mise sous tutelle anglo-américaine de l'Europe, lorsqu'elle s'accroîtra, pourrait à elle seule faire *surgir* le sentiment de la

---

<sup>78</sup> Le manuscrit comporte 5 pages dactylographiées. FGR, Action 61.

solidarité européenne. Les élites responsables de la vie économique, les élites intellectuelles et morales se rallieraient alors au mouvement général et les oppositions mêmes les plus « irréductibles » tomberaient d'elles-mêmes.

Dans un troisième point, il explique en quoi la France bénéficierait de la constitution de cette Europe nouvelle. Grâce à l'ouverture d'un marché européen cohérent, la France devrait voir son économie et surtout sa paysannerie renaître et prospérer comme jamais auparavant<sup>79</sup>. Si l'on reconnaît que l'Allemagne, « consommateur puissant et gros producteur », aura un rôle déterminant à jouer dans ce système économique, on proclame que la France trouvera néanmoins les conditions de départ d'une profonde renaissance économique, physique et morale. Elle pourra se « réenraciner » et exercer à nouveau « la mission humaniste que son génie et son histoire lui imposent et que le monde attend d'elle. »

En 1941, Lambilliotte est tout de même suffisamment informé pour comprendre que l'action de défense de l'Europe ne pourrait être entreprise directement par la France, même si elle est le « vivant symbole de sa civilisation intellectuelle et morale », parce que cela susciterait « les méfiances que l'on devine » et nuirait à son relèvement. La France doit par conséquent faire preuve d'altruisme et de solidarité envers l'Europe.

En somme, le système économique prôné fait totalement abstraction de l'aspect idéologique de la domination de l'Axe, dont Lambilliotte semble vouloir nier la réalité. Il agite le spectre de la domination anglo-américaine pour mieux la faire oublier. D'un côté, il flatte Vichy en mettant en exergue la tradition humaniste de la France et son rôle éminent dans la culture européenne ; de l'autre, il minimise l'état de soumission dans laquelle elle se trouve.

Lambilliotte tombe franchement dans l'angélisme lorsqu'il affirme que « l'Allemagne et l'Italie ont de non moins bonnes raisons de considérer un tel mouvement avec sympathie et que l'Axe doit savoir combien ses intérêts économiques sont liés à un climat d'apaisement et de meilleure compréhension européens. » L'auteur pense que l'Axe ne devrait pas « contrecarrer ce mouvement, ni non plus essayer de l'utiliser à des fins trop directes de propagande, ce qui aurait pour résultat de la compromettre rapidement. » Mais jusqu'à quel point peut-on taxer Lambilliotte de naïveté ? Les desseins expansionnistes de l'Allemagne étaient déjà connus pour une large part, mais dans quelle mesure pouvait-on prévoir que les

---

<sup>79</sup> Lambilliotte semble avoir été influencé par des penseurs de la rénovation nationale française comme Gustave Thibon, qui rêvent de voir renaître la force agricole du pays.



Nazis ne s'arrêteraient pas là ? Il est vrai que l'attaque contre l'URSS, l'opération Barbarossa, n'a pas encore eu lieu. Il faut certes se garder d'un jugement a posteriori. Cependant, au moment où le Belge formule son projet de défense de l'Europe, la France a déjà été envahie, de même que la Belgique, la Pologne, les Sudètes et l'Autriche : il restait peu d'illusions sur les ambitions du Reich.

Lambilliotte conclut par une « esquisse de programme » :

Il s'agit dans un premier temps de rechercher en Europe « des personnes indépendantes et représentatives » qui patronneraient le mouvement de défense et de solidarité de l'Europe.

Dans un deuxième temps, Lambilliotte définit les positions essentielles du mouvement en matière d'économie et de territoire, à savoir la défense de l'autonomie économique de l'Europe et de son espace vital africain, en même temps que la promotion des échanges avec le reste du monde.

Puis il aborde la question de la défense de la culture européenne « dans son sens le plus large et sans exclure aucun rapport, mais sans transiger toutefois sur le primat de l'humain, le respect de la personne et de la dignité humaine. » De ce postulat découle « le respect des circonstances historiques et culturelles des divers peuples ou groupes ethniques. »

Pratiquement, l'engagement du mouvement pour la défense de l'Europe devrait se concrétiser par la publication, en France d'une revue hebdomadaire qui ouvrirait ses colonnes aux différents pays et serait dirigée par un groupe *européen*. Les collaborateurs pourraient ainsi s'exprimer, tout en restant « dans le cadre des grandes lignes définies » dans le programme. A ce moyen de promotion s'ajouterait une campagne de conférences qui viseraient à diffuser « l'idée européenne ».

Lambilliotte est toutefois emprunté pour définir le statut du mouvement. Il se rend bien compte, étant donné la situation internationale, qu'il ne pourrait avoir d'attache officielle dans aucun pays, mais qu'il devrait être « autorisé et moralement soutenu ». De même, les membres ne pourraient être élus mais ils devraient être à la fois indépendants et « représentatifs ». Ils devraient être issus de l'élite intellectuelle et économique de leur pays.

Le projet défendu par Lambilliotte n'est pas original dans l'histoire de la pensée européenne. La crainte de l'impérialisme anglo-américain qui l'inspire est partagée également par le Français Yves Le Trocquer, qui publiait en 1929 « La nécessité d'un front économique

européen en face de l'union américaine ».<sup>80</sup> De même, la préoccupation face au présumé déclin du continent est présente chez de nombreux penseurs européens, tels Carlo Sforza, Sir J. Arthur Salter, Paul Valéry et Johann Huizinga.<sup>81</sup>

Mais la guerre donne une coloration particulière à ce projet. Lambilliotte minimise la menace nazie et évacue la dimension morale du conflit, tout comme Reynold. Ainsi que le révèle Mattioli, Reynold n'a pas compris la véritable nature du drame de la Seconde Guerre mondiale et ne l'a pas perçue comme ce qu'elle était vraiment : « la tentative criminelle de l'État allemand d'étendre sa domination jusqu'à l'Oural moyennant de brutales guerres de conquête et d'anéantissement ».<sup>82</sup> La seule fois où Reynold s'indigne véritablement contre un fait de guerre, c'est lors du bombardement de Rome par les Alliés. Alors qu'il ne s'est jamais exprimé sur les camps de concentration nazis, par exemple, il s'insurge contre « ce sacrilège »<sup>83</sup> : « le brevet de barbare change de mains », commente-t-il auprès de plusieurs correspondants. Les Anglo-saxons ont commis selon lui « une faute morale qui pourrait avoir les plus graves conséquences sur eux. »<sup>84</sup> Elle est aussi grave à ses yeux que la violation de la neutralité belge par les Allemands.<sup>85</sup>

---

<sup>80</sup> Le Tocquer était alors député et ancien ministre des travaux publics de France. Cet article est paru dans la *Revue Belge* du 1<sup>er</sup> août 1929 et est reproduit dans Dumoulin, Michel et Stelandre, Yves, *op. cit.*, pp. 87-93.

<sup>81</sup> Carlo Sforza, « Les États-Unis d'Europe » ; Sir J. Arthur Salter, « The French memorandum on a european federal union », Paul Valéry et Johann Huizinga, « L'avenir de l'esprit européen », in Dumoulin, Michel et Stelandre, Yves, *op. cit.*

<sup>82</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 230.

<sup>83</sup> Reynold au colonel Masson, 21 juillet 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>84</sup> Reynold à Moriani, 22 juillet 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>85</sup> Reynold à François Pache, 22 juillet 1943. FGR, corr. cop. 1943.

## CHAPITRE IV : DE L'INCERTITUDE À LA SORTIE DE LA GUERRE

### 4.1. Radicalisation de l'anticommunisme : vers la croisade ?

L'anticommunisme est une composante essentielle de la lutte de Reynold pour l'Europe chrétienne. Véritable leitmotiv reynoldien, il est le corollaire obligé de son ultracatholicisme et figure en première ligne de son plan de défense de la civilisation européenne. L'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale attise les craintes de Reynold face à la menace rouge. Quelques mois après le début du conflit, dans une lettre à Théodore Aubert\*, pilier de l'Entente internationale contre la III<sup>ème</sup> Internationale (EICTI), Reynold affirmait qu'il fallait afficher un « véritable esprit de croisade » :

Nous avons à défendre, non pas la liberté, ou la démocratie, ou que sais-je encore ? Mais l'essentiel qui est notre civilisation européenne et son âme, le christianisme.<sup>1</sup>

En vertu de cet enjeu vital, il offre sa collaboration à Aubert :

Je suis donc prêt à collaborer avec vous si l'occasion s'en présente et j'espère qu'elle se présentera.

Cet engagement de principe déroge complètement à son habitude de se tenir toujours en marge des organisations aux idées desquelles, pourtant, il adhère totalement. Il est persuadé que la question russe « se pose et se posera chaque jour davantage avec le temps. »<sup>2</sup> Les relations entre Reynold et l'EICTI remontent au milieu des années vingt. Il a reçu d'elle de nombreux documents d'information et de propagande anti-bolchevique, surtout entre 1925 et 1929. Sa correspondance avec Théodore Aubert, président de l'Entente, était assez importante jusqu'en 1933<sup>3</sup>. Leur relation épistolaire ne s'est pas complètement interrompue par la suite, ainsi que le prouve la lettre que nous venons de citer et une autre, datant de mars 1945, dans laquelle Reynold affirme souhaiter avec lui un entretien approfondi :

---

<sup>1</sup> Reynold à Théodor Aubert, le 20 octobre 1939. FGR, corr. cop. 1939. Cette lettre, avec annotations, figure en annexe du mémoire de Céline Carrupt, *op. cit.*, p. 194.

<sup>2</sup> Reynold à M. Robbins, 29 novembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>3</sup> Zay, Françoise, « Un aspect de la lutte contre l'athéisme et le communisme : L'EICTI », séminaire III, Histoire contemporaine, Fribourg, 1987, p. 19. En 1933, les membres du bureau permanent de l'Entente étaient: Th. Aubert, Colonel Odier (vice-président), Colonel div. Guillaume Favre, René Engel, Colonel div. R. de Diesbach, Lucien Cramer, René Hentsch, G. Lodyginsky, Me. F. Le Fort. A part eux, les trois autres membres suisses de l'EICTI sont Fréd. Dominicé, Gaston de Mestral, et le professeur Gonzague de Reynold.

Cela d'autant plus que je suis inquiet, inquiet mais non surpris : il est clair que cette guerre voulue par les Soviets, préparée par eux, ne pouvait qu'aboutir à leur triomphe sur les ruine [sic] de la civilisation européenne.<sup>4</sup>

Quelques semaines avant la capitulation allemande, il en est toujours à imputer la responsabilité de la guerre à l'URSS. Il s' imagine que la Suisse est « plus loin que jamais d'une reprise de [ses] relations avec [l'Union soviétique] »<sup>5</sup>. Son anticommunisme forcené, outre les égarements extravagants où il l'a conduit, a une portée pratique sur l'action de Reynold. Aussi fait-il jouer ses relations épistolaires pour qu'un prélat catholique ukrainien, Mgr Chijenko, fils du professeur Choulguine que Reynold a connu à la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI), reçoive la permission de s'installer en Suisse et puisse éviter ainsi un retour en « Soviétie »<sup>6</sup>.

Début 1940, Reynold confiait au roi des Belges que, si la mission pacificatrice des États neutres devait échouer, « il ne resterait plus qu'à prêcher la croisade, mais à la prêcher contre l'Asie et la révolution, sa complice. » Sa tournée en Belgique et à Paris durant l'hiver 1940 l'a tellement stimulé qu'il se sent plus que jamais l'âme d'un croisé. Aussi demande-t-il à l'abbé Van den Hout de reprendre sa collaboration à la *Revue catholique des idées et des faits* avec « la question de la neutralité et de la croisade »<sup>7</sup>. Sa correspondance n'échappe pas à cette préoccupation omniprésente : le postulat que Reynold diffuse autant qu'il le peut dans ses lettres réside dans l'idée que la révolution bolchevique, dangereuse pour la civilisation chrétienne, est partie de France en 1789, voire de la Réforme. Cette révolution s'est propagée au centre de l'Europe en 1830 et en 1848, a atteint la Russie en 1917 et reflue vers l'Ouest d'où elle est issue, correspondant à la huitième offensive de l'Asie depuis les guerres médiques.

Face à cette déferlante rouge imparable, Reynold émet à peu près la même conviction que Musy : l'engagement militaire de l'Allemagne pour la destruction du régime bolchevique peut être assimilée à une croisade et le monde lui en sera redevable.

---

<sup>4</sup> Reynold à Théodore Aubert, le 9 mars 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>5</sup> Reynold au Chanoine Charrière, 2 mai 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Reynold à l'abbé René-Gabriel Van den Hout, le 2 mars 1940. FGR, corr. cop. 1940. Van den Hout lui répond, le 7 mars 1940 : « Entendu pour vos "billets" sur la neutralité et la croisade. Carte blanche. Allez-y ! ». FGR, corr. aut. 212.

Comme nous l'avons vu plus haut, ce que Reynold craint dans l'Ordre nouveau, ce n'est pas la *Vernichtungskrieg* qui le prépare, ou l'idéologie qui le sous-tend. Reynold applaudit même au mot d'ordre *Drang nach Osten*. Il s'inquiète du sort de la pauvre armée allemande en train de « se saigner en Russie » :

[...] car à l'heure actuelle l'armée allemande est encore la suprême garantie de l'Europe contre l'anarchie et contre le communisme asiatique.<sup>8</sup>

Outre les compromissions et les égarements auxquels il le conduit, l'anticommunisme de Reynold va parfois jusqu'à la paranoïa. Reynold en est même arrivé un jour à se croire la proie d'une prétendue princesse russe, espionne de charme pour le compte de Moscou.<sup>9</sup> En 1944, il confie à un ami qu'il a grand peur que la « vague rouge » ne l'empêche d'achever son œuvre.<sup>10</sup> Mattioli qualifie très justement l'anticommunisme de Reynold de pathologique.<sup>11</sup>

A part ses articles, ses conférences et les admonestations dans sa correspondance, Reynold ne s'est pas plus investi contre le communisme pendant la guerre qu'auparavant. Peut-être ses tentatives d'orientation politique dans l'UCEI avant la guerre représentent-elles son action la plus « concrète » contre le bolchevisme et l'on a vu dans quelle impasse il a conduit le mouvement. La croisade qu'il appelle de ses vœux, pendant la guerre, se situe plus sur le plan des idées et du discours : elle devrait être conduite par une élite qui peine à se rassembler.

#### 4.2. Dans l'orbite de Vichy

A l'examen des seules archives de Reynold, il est impossible de connaître l'exacte nature des activités de Van den Hout et de Lambilliotte à Vichy, ni de déterminer les mobiles qui ont incité diverses personnalités à s'associer au projet de Lambilliotte. Il est cependant intéressant d'étudier les faits tels qu'ils apparaissent au travers de la correspondance de Reynold et d'en examiner les causes et les conséquences.

---

<sup>8</sup> Reynold à Charles Maurras, 29 novembre 1941. FGR, Action 61.

<sup>9</sup> L'épisode est relaté par René de Weck dans son *Journal de guerre (1939-1945)* édité par Simon Roth, *op. cit.*, p. 58. En 1939, J. D. de Montenach, voulant faire une farce à son cousin, lui a présenté une amie qui s'est fait passer pour une princesse russe. Reynold, flatté par les avances de la dame, l'a enjointe de lui écrire, mais il regrettera bien vite son empressement : « Je me demande si ce n'est pas sur l'ordre de Moscou qu'elle a cherché à me connaître. Je préfère ne pas la revoir », écrit-il à Montenach.

<sup>10</sup> Reynold à Pache, 15 novembre 1944. FGR, corr. cop. 1944.

<sup>11</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 224.

#### 4.2.1. Jean-Marie Musy à Vichy

Réfugié dans le Lot après l'invasion allemande en Belgique, l'abbé Van den Hout se rend souvent à Vichy où il fréquente les milieux du pouvoir. Sur sa route, il va croiser l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy\*, qu'il avait déjà rencontré en Belgique chez Maxime de Stoutz, la veille de l'attaque allemande<sup>12</sup>.

Aussi effondré soit-il après l'invasion de la Belgique, il confie à Reynold :

[...] Je ne puis me défendre de l'impression que des grands événements que nous vivons sortira une Europe plus viable, plus proche de la véritable destinée... Je rentre de Vichy où j'ai passé dix jours – que de choses à vous dire déjà depuis notre dernière rencontre. Peut-être devons-nous retourner à Genève vers la fin janvier et je m'arrangerai évidemment pour vous revoir. [...] J'ai vu Jean-Marie [Musy] à Vichy pendant quelques jours (ceci entre nous !) Il fait du très bon travail. J'espère aller à Paris et à Bruxelles en janvier. Je vous conterai tout cela peu après.<sup>13</sup>

En février 1941, l'abbé fait un voyage de trois semaines à Marseille, Lyon et Vichy. Il a déjeuné avec Maurras à Lyon et il a vu « pas mal de monde à Vichy ». Il a fait un détour par Genève pour écouter Musy qui y donnait une conférence.<sup>14</sup> Il affirme à Reynold que Musy a repris « toute la théorie économique de [son] ami Lambilliotte. »<sup>15</sup> Cette remarque révèle avec certitude que l'ex-conseiller fédéral a eu des contacts avec Lambilliotte et qu'il connaît ses idées. Van den Hout et Montenach ont tenté de l'associer à leur projet.<sup>16</sup> L'abbé apprécie beaucoup Musy, sans que l'on puisse savoir jusqu'à quel point il était au fait de la sympathie de Musy pour le III<sup>ème</sup> Reich et de « l'intimité » de ses rapports avec les dirigeants nazis.<sup>17</sup> Van den Hout n'a pas fait l'objet de condamnation pour collaboration après la guerre : faute de documents concrets, il est difficile de connaître ses idées sur le Reich. Dans l'extrait que nous venons de citer, il apparaît que son orgueil national bafoué n'est pas blessé au point de s'insurger contre la perspective du nouvel ordre européen ! Il attendrait même son avènement avec impatience. Aussi les idées de l'abbé ne doivent-elles pas être si éloignées de celles de

<sup>12</sup> Van den Hout à Reynold, 29 mai 1940. FGR, corr. aut. 212 : « Dire que le jeudi 9, la veille du 10 !!, je déjeunais avec M. Jean Musy chez les de Stoutz !! Et M. Musy de nous expliquer, à quelques convives, qu'il croyait bien que, grâce à notre Roi, nous resterions en dehors. [...] »

<sup>13</sup> Van den Hout à Reynold, 29 mai 1940. FGR, corr. aut. 212.

<sup>14</sup> Il s'agit d'une conférence prononcée le 9 février 1941.

<sup>15</sup> Van den Hout à Reynold, 28 février 1941, de Villeneuve sur Lot. FGR, corr. aut. 212.

<sup>16</sup> Jean Daniel de Montenach à Reynold, lettre non datée, 1940. FGR, corr. aut. 44, 2 : « Je pense retourner à Vichy la semaine prochaine ; il est probable que Van den Hout, Musy et moi y serons ensemble. Quel dommage que tu ne puisses te joindre à nous. »

<sup>17</sup> Sur cette question, voir l'article (en attendant la thèse) de Daniel Sebastiani « Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler : entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941 », in Favez, F.-C. ; Jost, H.-U. ; Python, F., *Les Relations internationales de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 1998, pp. 247-264.

Musy. En tous les cas, on devine que lorsque l'abbé affirme que Musy « fait du très bon travail », il fait allusion à l'activité officieuse menée par Musy pour le compte de Vichy<sup>18</sup>.

Début avril 1941, l'abbé écrit à Reynold :

Bravo pour la Cité et la montagne. Nous en avons longuement parlé l'autre jour à Vichy avec M. [Musy] et [Eugène] Fabre\* de la Suisse. Quel charmant homme. Nous sympathisons beaucoup.

Quant à M. [Musy], j'ai passé quelques très bonnes heures avec lui. Je le répète : j'ai l'impression qu'il est loin d'avoir dit son dernier mot. Il y a vraiment en lui de l'étoffe d'un homme d'État d'envergure.<sup>19</sup>

#### 4.2.2. Les avancées du projet Lambilliotte

Début janvier 1941, le « petit livre » de Lambilliotte qui expose son projet est à l'impression, à Vichy probablement.<sup>20</sup> Au printemps 1941, Van den Hout et Lambilliotte diffusent la brochure de Lambilliotte, qui d'après le prélat, est « très appréciée », notamment par « des gens de tout premier ordre ».<sup>21</sup>

Aussi l'abbé envoie-t-il six exemplaires du livre de Lambilliotte à Reynold pour qu'il les diffuse, en le priant d'écrire à Lambilliotte, qui tient « énormément à [son] avis. » Lambilliotte aimerait même que le gendre de Reynold, Burckhardt\*, soit mis dans le secret et donne son avis. Mais Van den Hout a quelque incertitude :

Mais sans doute [Burckhardt] est-il très pris à la Croix Rouge... Et puis il nous tient peut-être, sinon pour assez dangereux, à tout le moins pour quelque peu compromettants. Il n'a sans doute pas tort... »<sup>22</sup>

Cherchant à intéresser le plus de monde possible à leur projet, les deux Belges vont effectivement trouver l'appui de personnalités très importantes, à commencer par le conseiller politique de l'amiral Darlan, Henri Moysset\*. Jean Daniel de Montenach, le cousin de Reynold, fait également partie du projet, de même que l'ambassadeur de la France à Berne, Robert de la Baume, et son attaché militaire, le colonel Chauvin.

Montenach\* est alors chef du Service des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Vichy. Le fascisme et le nazisme ont opéré très tôt leur séduction sur lui, à tel point que René de Weck n'hésite pas à le qualifier de collaborationniste<sup>23</sup>. Il est très proche de Reynold et de ses

<sup>18</sup> Musy agit comme émissaire de Vichy en Allemagne. Voir Sebastiani, Daniel, art. cit., p. 249 et ss.

<sup>19</sup> Van den Hout à Reynold, 1<sup>er</sup> avril 1941, de Villeneuve-sur-Lot. FGR, corr. aut. 212.

<sup>20</sup> Van den Hout à Reynold, début janvier 1941, de Villeneuve sur Lot. FGR, corr. aut. 212.

<sup>21</sup> Idem.

<sup>22</sup> Idem.

<sup>23</sup> Weck, René de, *Journal de guerre (1939-1945)*, op. cit., pp. 191 et 210.

idées qu'il contribue à diffuser en France. Il constitue pour son cousin une source d'informations de première main sur ce qui se passe à Vichy.<sup>24</sup>

L'ambassadeur de la Baume a pris une part active, dès novembre 1940, dans l'effort de propagande français en Suisse.<sup>25</sup> Il prêche activement la recherche d'une paix « générale et raisonnable », « avant la ruine complète de l'Europe, qu'il entrevoit d'ici quelques années, si les hostilités continuent avec leurs destructions et leurs privations, comme un vaste cimetière »<sup>26</sup>.

Dans le courant du mois d'août 1941 et dans des circonstances difficiles à restituer, il a rendu visite à Reynold. Ils ont vraisemblablement parlé du plan de Défense et solidarité européenne de Lambilliotte et de la revue qu'il était question de créer dans le cadre de ce plan. Elle devait avoir pour titre les *Cahiers européens* et être basée à Lyon. Reynold devait en être le directeur : un titre honorifique, dans le sens où cette fonction ne devait pas lui imposer un surcroît de travail, mais il aurait la haute main sur le choix du rédacteur en chef et sur l'orientation de la revue.

Après leur entretien, Reynold adresse une lettre à l'ambassadeur de la Baume<sup>27</sup> accompagnée de la brochure de Lambilliotte. Il affirme que le projet d'une « action européenne » est né de ses conversations avec l'abbé et Lambilliotte à Locarno en 1940, puis s'est développé « en dehors » de lui, jusqu'à la récente visite de Montenach et des deux Belges à Cressier<sup>28</sup>. Selon eux, « l'affaire était en bonne voie de réalisation à Lyon, avec l'appui discret de Vichy ». Mais Reynold, qui n'est jamais trop prudent, demande à l'ambassadeur de prendre lui-même ses renseignements pour savoir où en est le projet et ce qu'en pense réellement Vichy.

Reynold apprend à de la Baume que « Musy s'est lancé là-dedans, et [que] son action n'est pas tout-à-fait [sic] celle que [Reynold] expose à Salazar. » Reynold n'est pas dupe des sympathies de Musy pour le Reich ; il ne les partage pas entièrement, puisqu'il désapprouve les intentions de Musy : « il est nécessaire de ménager le Reich et même de se le concilier, comme cela est exposé dans le projet, mais non de s'en faire un agent de propagande. »

---

<sup>24</sup> Lettres de Montenach à Reynold : FGR, corr. aut. 44,2.

<sup>25</sup> Hauser, Claude, *Aux origines de la question jurassienne. Culture et politique entre la France et la Suisse romande (1910-1950)*, Courrendlin, CJE, 1997, p. 250.

<sup>26</sup> C'est du moins ce que Pilet-Golaz rapporte à Walter Stucki le 13 novembre 1941. *Documents diplomatiques suisses*, vol. 14, Berne, 1994, p. 363.

<sup>27</sup> Reynold au comte Robert Renom de la Baume, 4 septembre 1941. FGR, Action 61.

<sup>28</sup> La visite qui a eu probablement lieu en juin ou juillet 1941. Voir le point 3.4.2. Le projet de « Défense et solidarité européenne »



Reynold joint deux documents d'importance à sa lettre à l'ambassadeur : une lettre de Salazar à Reynold et la copie de la dernière lettre de Reynold au dictateur portugais<sup>29</sup>, « à laquelle une réponse est annoncée ».

L'ambassadeur est très heureux de voir Reynold s'engager dans le projet et il le remercie « d'avoir bien voulu donner des ailes à de telles idées ». Il l'assure qu'il fera suivre la missive confiée.<sup>30</sup> Un véritable « trafic » de lettres va s'opérer par la valise diplomatique.

Dès novembre 1941, l'attaché militaire de l'ambassade de France à Berne, le Colonel Chauvin devient le principal intermédiaire de Reynold dans le projet de Défense et solidarité européenne. Mais il prend certaines initiatives qui mécontentent le Fribourgeois. Lors d'un séjour à Vichy, il a donné connaissance à l'amiral Darlan et à Henri Moysset d'une lettre de Reynold à Salazar et de la réponse du dictateur<sup>31</sup>. Reynold s'indigne que Moysset soit en possession de sa correspondance avec Salazar. Peut-être parce qu'une rivalité s'est installée entre eux autour de la direction de la revue. Le Fribourgeois souhaiterait se sentir « libre comme le cheval qui conduit la voiture, et non "attelé à deux" »<sup>32</sup>. Aussi Chauvin, qui a peur que Reynold ne le désavoue, l'assure-t-il de la discrétion de Moysset. Il se justifie en affirmant que ce dernier devait tôt ou tard être mis au courant de la pensée de Salazar et qu'il était en possession d'un tout : « votre lettre à Salazar et la réponse de celui-ci, inséparables, fixent le germe même de l'action qui vous occupe. »<sup>33</sup>

La relation privilégiée de Reynold avec Salazar intéresse beaucoup. En dehors du fait que Reynold est l'ami de van den Hout, que ses idées ont influencé le projet de Lambilliotte, les instigateurs du mouvement de Défense et solidarité européenne ont cru bon d'associer Reynold à leur entreprise parce qu'il avait l'oreille du dictateur portugais.

En décembre 1941, Chauvin annonce à Reynold qu'il a eu un long entretien avec Moysset. Celui-ci, plus que jamais, est d'avis qu'il faut mener le projet à terme et il désire rencontrer Reynold pour discuter de sa réalisation.<sup>34</sup> Reynold est invité à Vichy autour du 10 janvier, avec la perspective séduisante d'être présenté au Maréchal.

---

<sup>29</sup> Il s'agit de la lettre du 23 juillet 1941. FGR, corr. aut. 193,2.

<sup>30</sup> Ambassadeur R. de la Baume à Reynold, 3 octobre 1941. FGR, Action 61.

<sup>31</sup> Il s'agit de la lettre de Reynold à Salazar datant du 23 juillet 1941 et de la réponse de Salazar du 1<sup>er</sup> septembre 1941. FGR, corr. aut. 193,2.

<sup>32</sup> C'est ce qu'il a affirmé dans sa lettre du 4 septembre 1941 à l'ambassadeur de la Baume.

<sup>33</sup> Colonel Chauvin à Reynold, 4 novembre 1941. FGR, Action 61.

<sup>34</sup> Colonel Chauvin à Reynold, 18 décembre 1941. FGR, Action 61.

Lorsqu'il aborde la question de la revue, Chauvin présente un projet qui semble plus concret que celui de Lambilliotte dans le texte fondateur. Il s'agit également de fixer la doctrine à laquelle les collaborateurs de la revue devront adhérer. Chauvin ajoute que la revue n'est destinée qu'à une élite, et il insiste sur le fait qu'elle n'ouvrira ses colonnes qu'à la collaboration d'écrivains, de penseurs, et de politiciens *de grande envergure*. Le financement de la revue est envisagé concrètement. Mensuelle, elle devrait être installée à Lyon, tirée à quelques milliers d'exemplaires, avec un nombre restreint d'abonnés ; elle bénéficiera des subsides du gouvernement de Vichy. Moysset a proposé d'établir le plan des six premiers numéros, avant même son lancement. Pour ce faire, il y a lieu de trouver rapidement des collaborateurs et de les inviter à écrire chacun deux ou trois articles.

Moysset souhaiterait que Reynold accepte le titre de directeur de la revue et choisisse le rédacteur en chef. Chauvin lui propose également de choisir le titre de la revue, en suggérant qu'il devrait rappeler l'Occident, la Civilisation, Rome et le Catholicisme. Il avait songé à « La défense de l'Occident »<sup>35</sup>, si la formule n'avait pas déjà été trouvée par Henri Massis. Cette référence à Massis donne une idée bien précise de l'orientation de la revue et révèle la cohérence idéologique d'un réseau dont les membres ont les mêmes conceptions - on connaît en effet l'admiration que Reynold voue à Massis.

Reynold va réagir très fortement à cette lettre<sup>36</sup>. Il se rend compte qu'on veut le duper : les informations qui lui parviennent sont contradictoires. Renseigné par son cousin de Montenach, il sait que la revue a d'ores et déjà reçu son nom, qu'il n'est pas question de le changer : *Les Cahiers européens*. Elle va paraître à Lyon au mois de janvier ou de février 1942. Moysset doit en être le directeur et Montenach le rédacteur en chef. Reynold, à qui il a proposé de faire partie du conseil d'administration, veut décliner cette offre. L'entreprise est si avancée que le jour où Reynold écrit à Chauvin le 22 décembre 1941, une réunion s'est déjà tenue à Lyon la veille.

Reynold n'a pas dit son dernier mot et exige d'être mieux renseigné :

C'est votre Gouvernement qui financerait cette revue et ce serait, chose curieuse, Moysset qui la patronnerait. J'aurai sans doute encore des précisions d'ici à quelques jours. Je crois cependant utile de vous communiquer ce que je sais.

---

<sup>35</sup> Il s'agit d'un livre de Massis publié en 1927 et dont l'auteur a repris les idées majeures sous la forme d'un manifeste, publié le 4 octobre 1935, pour la défense de l'Occident et pour soutenir l'Italie dans sa campagne en Ethiopie.

<sup>36</sup> Reynold répondra à Chauvin le 22 décembre 1941. FGR, Action 61.

Ce que je sais, vous le constaterez vous-même est en pleine contradiction avec ce que vous m'avez communiqué. Je vous serais reconnaissant de me renseigner avec exactitude. Après quoi, j'aviserais.

Mais je ne bougerai point avant d'être complètement au clair. Je me sens d'ailleurs beaucoup plus fort lorsque j'agis seul. Mais, s'il s'avérait vraiment utile qu'il y ait une équipe, je suis assez militaire pour désirer la commander. Je n'aime point les responsabilités partagées. Je veux bien avoir des supérieurs, mais je veux être maître de mon unité. Vous applaudirez à ce langage qui est nécessairement le vôtre.

Ne prenez d'ailleurs point cela au tragique, j'ai le sourire en vous l'écrivant.<sup>37</sup>

Reynold, qui se méfie de l'indiscrétion de Chauvin, ajoute un post-scriptum : « Cette lettre est incommunicable en tant que telle, comme dirait saint Thomas. »

Le même jour, Reynold écrit à Montenach pour éviter d'entrer involontairement en conflit avec son cousin.<sup>38</sup> Il lui fait parvenir la copie de la lettre de Chauvin du 18 décembre et se dit dans un grand embarras. Il veut rester à l'écart des *Cahiers européens* jusqu'à ce que la situation soit éclaircie et il refuse donc que son nom figure sur la liste des membres du Conseil d'administration de la revue pour deux raisons :

la première est que je veux attendre jusqu'à ce que je puisse aller moi-même en France pour me décider en connaissance de cause ; la seconde, c'est que je ne me sens pas renseigné d'une manière suffisamment précise sur ce que vous entreprenez là-bas : votre programme, votre doctrine, vos collaborateurs, etc.

Cela ne veut pas dire que je renonce à ma collaboration, au contraire. J'ajouterai que je ne tiens pas du tout à prendre la responsabilité directe d'une revue, surtout à grande distance. Cet embrouillamini me prouve qu'il y a peu d'ordre à Vichy même.<sup>39</sup>

La prudence naturelle de Reynold et sa susceptibilité font craindre à Chauvin de perdre un précieux soutien pour la revue. Aussi le colonel prend-il sa plus belle plume pour se disculper, pour flatter Reynold et l'inviter à accepter la direction de la revue.<sup>40</sup> Il explique qu'il n'est pas au courant, qu'il ne comprend lui-même rien à cette situation. Peut-être peut-on accuser Moysset de duplicité, mais pas à titre personnel ; Chauvin soupçonne que ce jeu de dupe ne saurait être que l'objet d'un tiers, et il insinue que ce tiers ne serait autre que Montenach. Chauvin insiste ensuite sur le fait que la personnalité de Reynold requerrait la première place, qu'il devait être évidemment « le chef » incontesté de la revue « avec tout ce que ce terme comporte de responsabilités et d'autorité. » Il lui promet de l'éclairer dès qu'il le serait lui-même.

---

<sup>37</sup> Reynold répondra à Chauvin le 22 décembre 1941. FGR, Action 61.

<sup>38</sup> Reynold à Jean Daniel de Montenach, 22 décembre 1941. FGR, Action 61.

<sup>39</sup> La réponse écrite de Montenach, si elle existe, ne figure pas dans les archives de Reynold. Il est à supposer que Reynold et Montenach ont eu l'occasion de se parler peu après ces événements et que Montenach n'a pas eu à répondre par écrit.

<sup>40</sup> Chauvin à Reynold, 24 décembre 1941. FGR, Action 61.

Les éclaircissements ultérieurs que Chauvin aura pu fournir à Reynold, s'ils existent, ne figurent pas dans le Fonds Reynold. De toute manière, le projet des *Cahiers européens* n'a pas trouvé de suite, alors même que le premier numéro était annoncé pour le début de l'année 1942. Les circonstances de l'abandon du projet, de même que le degré d'avancement où il était, restent encore à établir.

Mais nous pouvons postuler que, si Chauvin déploie tant d'efforts pour convaincre Reynold de prendre la direction de la revue, c'est notamment parce que Vichy voit dans l'aristocrate suisse une source d'informations inespérée sur la position et les idées de Salazar. Vichy s'intéresse tellement à leur correspondance qu'on s'occupe même de la traduire et de tirer plusieurs exemplaires de la traduction pour la diffuser dans les hautes sphères de l'État français.

#### 4.2.3. Invitations en France

Si Reynold connaît la faveur de Vichy, c'est tant en raison de l'intérêt qu'éveille sa correspondance avec Salazar que de l'adéquation manifeste entre les mots d'ordre de l'État français et le type d'État prôné par Reynold : État chrétien, centré sur les valeurs de la famille, de la patrie, de la corporation, de l'autorité. Mattioli révèle que Reynold a contribué à son propre « succès » à Vichy, en signifiant plus d'une fois son soutien chaleureux à l'État français, en adressant au Maréchal un exemplaire de *Portugal* et un exemplaire de *Qu'est-ce que l'Europe*<sup>41</sup>. Rien de bien surprenant donc, si Reynold est invité à se rendre à Vichy en janvier 1941 pour discuter des *Cahiers européens*, puis en mars 1942 pour prononcer des conférences et faire des « visites » – on lui renouvelle la promesse d'une rencontre avec le Maréchal. Et ce, en même temps qu'il est invité à se rendre à Berlin.<sup>42</sup>

S'il prend sans hésitation la décision de décliner l'invitation berlinoise, Reynold ne sait en revanche quel parti prendre pour Vichy. Fin janvier 1942 encore, il semble décidé à se rendre en France « libre »<sup>43</sup>. Puis le doute va s'installer en lui et, comme il l'avait fait pour la

---

<sup>41</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 218.

<sup>42</sup> *Ibid.*, pp. 226-227.

<sup>43</sup> Reynold à Mme Bonasse, 30 janvier 1942. FGR, corr. cop. 1942.

question de sa collaboration à la revue nazie *die Aktion*, Reynold va informer le Département politique et demander conseil à Pierre Bonna<sup>44</sup> :

Je vais faire un saut à Berne pour avoir avec l'Ambassadeur de France<sup>45</sup> une conversation au sujet des conférences et visites que je dois faire là-bas à partir du 10 mars. J'ai d'ailleurs de la peine à m'y décider. J'en profiterai pour faire un saut jusqu'à votre bureau, si cela ne vous dérange pas.<sup>46</sup>

En avril 1942, Reynold a reporté aux calendes grecques son voyage à Vichy, mais il ne peut se résoudre à abandonner tout à fait cette idée alléchante. Bonna affirme qu'il comprend sa « perplexité au sujet de [son] voyage en France ». « La situation reste confuse et difficile et il vaudrait peut-être mieux remettre à plus tard une reprise de contact que [sic] serait probablement plus intéressante à un moment où on verrait se dessiner des courants plus nets. D'un autre côté, notre cote est fort bonne en ce moment, vous êtes, en tout état de cause, assuré d'un accueil excellent et les circonstances aideraient sans doute à poser des jalons utiles. »<sup>47</sup> Le ministre est lui-même fort dubitatif, la perspective de tels contacts entre Reynold et Vichy le tente, malgré quelques scrupules. Ne sachant pour quel parti opter, il prend l'avis de Pilet-Golaz. Ce dernier pense également que le voyage de Reynold peut être remis à plus tard, une fois la situation clarifiée.<sup>48</sup>

En mai 1942, nouvelle tentative de Vichy de faire sortir le châtelain de son château. On offre à Reynold de « rédiger le volume consacré au Grand Siècle d'une histoire de la nation française »<sup>49</sup>. Reynold est pris au dépourvu, plongé qu'il est dans la rédaction de *la Formation de l'Europe*. Mais il est très flatté et assez tenté d'accepter : « C'est on ne peut plus honorable pour moi, alors que [l]es collaborateurs sont tous des as, mais si tout ce travail me rapporte 1000 francs suisses, je serai bien content. »<sup>50</sup> Mais la crainte du surcroît de travail et la perspective d'une rémunération trop modeste le décideront à décliner l'offre.<sup>51</sup>

Cependant, Reynold ne peut toujours pas se résoudre à faire une croix sur ses conférences à Vichy. Il faut dire que son cousin Jean Daniel de Montenach, s'il lui conseille la prudence,

---

<sup>44</sup> Pierre Bonna (1891-1945) est le chef de la division des Affaires politiques au Département politique fédéral depuis 1933. En 1945, il sera nommé ministre de Suisse à Athènes.

<sup>45</sup> Le comte Robert Renom de la Baume.

<sup>46</sup> Reynold à Pierre Bonna, 16 février 1942. FGR, corr. cop. 1942.

<sup>47</sup> Pierre Bonna à Reynold, 7 avril 1942. FGR, Ace 79.

<sup>48</sup> Pierre Bonna à Reynold, 9 avril 1942. FGR, Ace 79.

<sup>49</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 218.

<sup>50</sup> Reynold à Pierre Bonna, 22 mai 1942. FGR, Ace 79.

<sup>51</sup> Idem.

l'invite à ne pas renoncer au « principe d'un voyage en France ». A un correspondant français, Reynold confiait qu'un accident de santé l'avait empêché de se rendre en France au printemps mais qu'il envisageait de s'y rendre *peut-être* à l'automne 1942.<sup>52</sup>

Le mois de janvier 1943 voit arriver une nouvelle invitation de Vichy. Reynold, fidèle à son principe de ne rien entreprendre sans consulter les plus hautes instances du gouvernement, se confie une fois de plus à Bonna : « On vient de me proposer de Vichy une conférence sur l'Europe, conférence que le Maréchal honorerait [sic] de sa présence. »<sup>53</sup> Bien qu'il affirme avoir l'intention de refuser, « du moins pour le moment », il espère secrètement pouvoir s'y rendre avec l'assentiment voire les encouragements de Pilet-Golaz. Bonna se félicite du fait que Reynold ait « réussi à nouer tant de fils à l'étranger. » « Cela peut être fort utile », affirme-t-il, « mais j'aimerais que vous ne vous éreintiez pas. Je crois, en particulier, qu'une conférence à Vichy, même en présence du Maréchal, pourrait sans inconvénient, être remise à plus tard »<sup>54</sup>.

Mais avant d'avoir reçu le conseil de Bonna, Reynold avait déjà décliné l'offre, sur le conseil de son cousin Montenach qui, cette fois, lui recommande fermement de s'abstenir :

[...] C'est pourquoi je n'ai point appris sans surprise, ici [à Vichy], ton intention d'y venir donner une conférence sur les destins de l'Europe future. C'est là un thème singulièrement attrayant, mais qui ne laisse pas de paraître périlleux. J'avoue n'avoir pas fait preuve de beaucoup de chaleur lorsque l'on me parla de ce projet, et je ne voudrais pas que tu appris [sic] par d'autres la réserve que j'ai manifestée.

A tort ou à raison, probablement à raison, tu t'es abstenu, malgré, m'assure-t-on, de multiples invitations, de venir à Vichy depuis l'époque où le nouveau Gouvernement fut institué. Cette attitude d'expectative n'est pas à discuter : c'est un fait. Tu as tenu, depuis deux ans et demi, à ne pas quitter la Suisse et à ne pas céder aux sollicitations qui t'engageaient à venir en France, à Lyon, Vichy ou ailleurs, pour y prendre la parole en public.<sup>55</sup>

Se pourrait-il que tu estimas [sic] devoir actuellement sortir de cette réserve, alors que l'évolution des circonstances devrait, plus que jamais, t'engager à la circonspection.

Montenach le prévient que l'ensemble de la France étant maintenant occupé, la zone libre est soumise « à un contrôle de plus en plus apparent des autorités allemandes. » Sachant que,

---

<sup>52</sup> Reynold à L. [Michut] [ ? ], 29 juin 1942. FGR, corr. cop. 1942.

<sup>53</sup> Idem.

<sup>54</sup> Pierre Bonna à Reynold, 25 janvier 1943. FGR, Ace 79.

<sup>55</sup> Ce paragraphe a entièrement été reproduit par Reynold dans ses *Mémoires* (tome 3, *op. cit.*, p. 636). Il a habilement omis de reproduire le paragraphe suivant, escamotage qui lui permet de faire penser que l'idée d'aller à Vichy ne l'a pas séduit, ne serait-ce que deux secondes.

dans ces conditions, de nombreux amis de Reynold, hommes de lettres français, se sont depuis quelque temps abstenus « de toute manifestation extérieure », Montenach l'avertit :

Ne craindrais-tu pas, dans ces conditions, que ta première visite à Vichy, pour y donner une conférence, soit interprétée dans un sens très différent de celui que tu entendrais lui donner toi-même. Le désarroi des esprits est tel, les oppositions si exacerbées que l'on [ne] peut s'attendre à une appréciation objective, et que nécessairement ta venue serait l'objet de commentaires et d'interprétations difficiles ensuite à rectifier.<sup>56</sup>

Montenach lui conseille de réfléchir longuement avant d'accepter l'invitation. Il précise encore dans son post-scriptum qu'une personnalité comme Reynold ne pourrait se rendre officiellement en France « sans provoquer quelques remous. » D'après lui, on soupçonnerait Reynold d'avoir été invité par les Allemands et on croirait que sa conférence avait pour but d'intimider. « Enfin tu jugeras par toi même [sic] mais il te faudra faire preuve d'une singulière virtuosité si tu viens ici. »

Fort de ces conseils avisés, Reynold écrit à Bonna pour lui signifier qu'il n'a pas l'intention d'entreprendre un voyage et que, si l'occasion devait se représenter, il se rendrait en priorité à Lisbonne.<sup>57</sup>

Reynold sera également convié à trois reprises – en 1941, 1942 et 1944 – à se rendre à Nice et à Monaco. Dans le court de l'année 1941 déjà, c'est encore une fois le colonel Chauvin qui joue les intermédiaires : le Conseiller privé du prince de Monaco et directeur de l'Institut méditerranéen des Hautes études internationales de Nice, Albert de la Pradelle, souhaite que Reynold se rende à Nice et à Monaco pour y prononcer deux conférences à la mi-mars 1942. La coïncidence de cette date avec celle de la deuxième invitation vichyssoise n'est certainement pas fortuite. Cette démarche devait permettre d'organiser une véritable tournée en zone dite libre. De la Pradelle promettait à Reynold une véritable « fête de l'esprit, sous le double signe de la pensée chrétienne et de l'amitié franco-suisse. »<sup>58</sup>

---

<sup>56</sup> Jean Daniel de Montenach à Reynold, 22 janvier 1943. FGR, corr. aut. 44,2.

<sup>57</sup> Reynold à Pierre Bonna, 27 janvier 1943. FGR, Ace 79.

<sup>58</sup> Albert de la Pradelle à Reynold, 30 novembre 1941. FGR, Action 61. Une conférence devait avoir pour titre « Qu'est-ce que la Suisse ? » et l'autre « Le développement de l'histoire suisse : une victoire de la sagesse chrétienne ».

Jusqu'à la fin février 1942<sup>59</sup>, Reynold envisageait avec grand plaisir d'être présenté au public monégasque, avant que le doute ne le saisisse. Malgré l'insistance du secrétaire général de l'Institut méditerranéen des Hautes études internationales, il ne sortira pas de la Suisse.<sup>60</sup>

En juillet 1942, c'est le directeur du Centre d'études méditerranéen de Nice, Monsieur Mignon, qui prie Reynold, par l'intermédiaire de Montenach, de lui faire parvenir des suggestions au sujet de la chaire suisse qui doit être créée dans son centre. Montenach travaille à étendre la renommée de son cousin ; il veut que le nom de Reynold apparaisse en premier lieu sur la liste des conférenciers suisses qui officieront dans le cadre de cette nouvelle chaire.<sup>61</sup>

Un fidèle de Reynold qui réside à Monaco, Fernand Hayward<sup>62</sup>, lui soumet en 1944 « une idée à laquelle certaines personnalités de Vichy ainsi que [son] ami, Siseley [sic] Huddleston<sup>63</sup> attachent quelque importance ». <sup>64</sup> Cette fois, il ne s'agit pas de donner des conférences, mais de rassembler une élite pour l'Europe de demain : une rencontre « entre quelques hommes de tout premier plan, éventuellement dans une ville de France, [qui] pourrait leur permettre d'échanger utilement des vues sur les problèmes de demain et d'élaborer un programme touchant la reconstruction de l'Europe. » Les personnes qui ont contacté Hayward seraient tombées d'accord avec lui pour considérer Reynold comme « l'homme le plus qualifié par [son] œuvre, [sa] personnalité et [sa] nationalité pour être l'animateur d'une semblable initiative. » Aussi Hayward demande-t-il à Reynold de bien

---

<sup>59</sup> Reynold à Yves du Parc, 25 février 1942 : « Si je me décide à accepter l'hospitalité du prince de Monaco [...] C'est vous dire que je ne serai peut-être pas là au moment où vous ferez vos conférences, mais en France. » FGR, corr. cop. 1942.

<sup>60</sup> Le secrétaire général de l'Institut méditerranéen des Hautes études internationales de Monaco à Reynold, 7 avril 1942. FGR, Action 61.

<sup>61</sup> Jean Daniel de Montenach à Reynold, 28 juillet 1942. FGR, corr. aut. 44,2.

<sup>62</sup> Fernand Hayward (1888-1962). D'origine anglaise par son père, né à Lausanne. Converti au catholicisme en 1905, il développe un zèle prosélyte et une verve virulemment antiprotestante. Un temps séminariste à Fribourg (avant la Première Guerre mondiale), il renonce à la prêtrise pour se consacrer à la plume et au préceptorat, ses deux sources de revenus. Correspondant régulier de *La Liberté* et du *Courrier de Genève* dans les années 1930. Auteur de plusieurs ouvrages sur la papauté. Il partage sa vie entre la Suisse, l'Italie et la France (naturalisé français après la Première Guerre mondiale). Acquis tout d'abord aux idées d'Action française (jusque dans l'antimaçonnisme et l'antisémitisme), il se rapproche de plus en plus du régime mussolinien. Ses options ouvertement profascistes (il travaille pour le Ministère fasciste de la *Cultura popolare*), lui valent une progressive détérioration de ses relations avec l'Église et la presse catholiques en Suisse. Il sera définitivement écarté, en 1940, du *Courrier de Genève* et de *La Liberté*. (Dossier biographique constitué et aimablement prêté par le Prof. Claude Hauser. Voir également Chenaux, Philippe, *Entre Maurras et Maritain : une génération intellectuelle catholique (1920-1930)*, Paris, Cerf, 1999, p. 108.)

<sup>63</sup> Van den Hout avait déjà fait la connaissance de ce Huddleston en avril 1941 et lui avait donné une brochure du projet Lambilliotte : « La brochure de Lambilliotte est très appréciée. Il y a des gens de tout premier ordre. Connaissez-vous Sisley Huddleston ? Je l'ai vu l'autre jour dans le midi. Tout à fait d'accord sur l'essentiel... » (Van den Hout à Reynold, 1<sup>er</sup> avril 1941, de Villeneuve sur Lot. ALS, corr. aut. 212).

<sup>64</sup> Fernand Hayward à Reynold, 15 février 1944. FGR, Action 61.



vouloir se rendre en France pour rencontrer ces représentants de l'élite intellectuelle (des Allemands, des Français, des Italiens, des Espagnols, un ou deux Portugais, des Roumains, etc.).

Cet appel touche beaucoup Reynold. Il conclut, après toutes les démarches du même type qui lui ont été soumises depuis 1940, qu'il y a là un réel besoin. Il ne peut plus s'agir d'un hasard s'il est à chaque fois désigné pour présider de tels mouvements. Persuadé que le monde en crise est en train de connaître un changement d'époque, il met toute sa foi dans l'élite intellectuelle qui aura pour mission de « transborder » les valeurs européennes, c'est-à-dire chrétiennes, du monde qui meurt au monde qui va naître, afin d'empêcher qu'elles ne soient irrémédiablement perdues dans le grand chambardement.

Malgré l'importance de cette mission, malgré le prestige qu'il en escompte, Reynold se résigne à la prudence. Il met bien à profit le conseil de son cousin Montenach : arguant de sa santé fragile, il va décliner l'invitation, espérant qu'Hayward et ses amis seraient par contre disposés à faire le déplacement de Cressier.<sup>65</sup>

#### 4.3. Pour une Europe catholique et latine : recours à deux guides

[...] j'exprime ma sympathie pour l'idée européenne, mais je me retranche derrière le triple rempart de la Suisse, de la latinité et du catholicisme.<sup>66</sup>

Au début 1942, les *Cahiers européens* sont mort-nés, mais Reynold, qui a toujours peur de trop s'exposer, n'y voit peut-être pas une grande perte. En revanche, l'idée de Défense et solidarité européenne qui subsiste, même sans revue pour s'exprimer, exerce toujours son attrait sur le châtelain de Cressier. Aussi tâche-t-il de la faire connaître tour à tour à deux personnalités qu'il choisit à dessein. Il fait appel à deux mythes, symboles de tout ce qu'il

---

<sup>65</sup> Reynold à Fernand Hayward, 8 mars 1944. FGR, Action 61. Lettre en annexe. Et c'est en vain qu'Hayward tentera de relancer Reynold en juin 1944, en lui transmettant même une invitation de Paul Creyssel. Cet ancien délégué à la propagande du gouvernement Pétain, occupe depuis le 24 mars 1944 le poste de consul général de France à Monaco. (A propos de Creyssel, voir Abramovici, Pierre, *Un Rocher bien occupé, Monaco pendant la guerre 1939-1945*, Paris, Seuil, 2001, pp. 77, 226-227). Voir Reynold à Fernand Hayward, 4 juillet 1944. FGR, corr. cop. 1944.

<sup>66</sup> Cette citation est extraite d'une lettre de Reynold à Pierre Bonna (1891-1945 : chef depuis 1935 de la division des Affaires politiques au Département politique fédéral), 7 octobre 1941. FGR, Ace 79. (Cité par Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 225.) Reynold se refusait d'aller en Allemagne où il était invité par la responsable de la revue nazie *Die Aktion* dans laquelle le Département politique l'avait bien imprudemment permis d'écrire des articles. (voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 222-228)

admire au Portugal et en France : Salazar et Maurras. Le premier pour le catholicisme, le second pour la latinité, ce qui revient paradoxalement au même dans l'esprit de Reynold, Maurras étant athée. Ne disait-il pas à un ami, en novembre 1939 :

Mais l'esprit latin, c'est l'esprit catholique. Et l'esprit catholique doit nous amener tous à comprendre que la question n'est ni la démocratie, ni la liberté, mais la civilisation européenne, c'est-à-dire universelle, et son âme, le christianisme. Il s'agit d'une croisade, aujourd'hui.<sup>67</sup>

#### **4.3.1. Lettre à Antonio Salazar**

Fin juillet 1941, dynamisé par les idées de Défense et solidarité européenne, Reynold prend la plume pour exposer à Salazar son point de vue sur la situation et, en passant, le projet de Lambilliotte, dont il s'attribue tout le mérite.<sup>68</sup> Un passage entier de la lettre reprend l'essentiel des théories de Lambilliotte relatives à la prétendue solidarité européenne :

Car l'Europe est en train de se constituer. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas la volonté des puissances de l'Axe, ce n'est pas le blocus seulement, qui provoque ce mouvement de solidarité des pays européens. Il s'agit de quelque chose de plus profond, résultant de forces économiques irrésistibles.

L'évolution a commencé depuis la crise de 1929. Elle a pris le caractère d'un repli forcé de l'économie européenne sur elle-même. Ensuite, il y a eut [sic] la poussée des masses en faveur du maintien et de l'amélioration du niveau de vie. [...] C'est pourquoi il me paraît de toute importance, de toute nécessité, de soutenir l'idée d'une organisation européenne, tout en faisant un effort pour ne point la laisser entre les mains de l'Allemagne, mais pour y appliquer les normes de l'esprit latin et du génie catholique.

Reynold prend en quelque sorte parti pour la latinité contre la germanité dans le type d'entente européenne qu'il esquisse : ce sont les quatre principaux pays latins de l'Europe qui doivent prendre la direction spirituelle et culturelle du continent. Voilà peut-être un des principaux virages « idéologiques » que la Deuxième Guerre mondiale et la défaite de l'Allemagne lui auront fait prendre, lui qui appelait de ses vœux un retour au Saint-Empire romain germanique par le biais de la SdN<sup>69</sup>. Mais c'est somme toute un accident : la latinité correspond ici à la chrétienté – synonyme de catholicisme pour Reynold –, foulée aux pieds par le Reich. Enfin, peut-être n'est-ce pas un virage mais plutôt une inclination irrépressible dans la pensée reynoldienne – formée au moule du maurrassisme. En 1927, n'a-t-il pas confié à Mussolini que l'« esprit catholique » et le « génie latin » de l'Italie « sauraient contrer

<sup>67</sup> Reynold à Mme Herbert Robbins, 29 novembre 1939. FGR, corr. cop. 1939.

<sup>68</sup> Reynold à Salazar, 23 juillet 1941. FGR, corr. aut. 193,2. Lettre en annexe.

<sup>69</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 130.

efficacement l'influence excessive des États anglo-saxons au sein de la SdN ? »<sup>70</sup> Reynold préférera l'option de la latinité que ce soit contre le germanisme néo-païen ou contre l'impérialisme anglo-saxon. A ses yeux, « la raison est la qualité latine par excellence », tandis que tout ce qui est allemand est « irrationnel et romantique »<sup>71</sup>. Et s'il s'est pris à rêver de concilier la germanité et la latinité, peut-être n'est-ce que par patriotisme ? Ou plutôt en raison de l'antique romanité du Saint Empire dont il a pu désespérer avec l'évolution, puis la chute du III<sup>ème</sup> Reich ?

Pour Reynold, il s'agit donc de réunir les quatre pays latins : France, Italie, Espagne, Portugal, avec le concours de la Belgique et de la Suisse. Pourquoi ? C'est qu'il s'inquiète du sort de la latinité, et ces pays représentent ce qu'il nomme « la troisième solution » entre communisme, nazisme et régime démo-libéral. « Je me hâte d'ajouter que, de ces quatre régimes, le plus parfait, le mieux réussi dans la pratique, le plus assuré d'avenir, c'est le vôtre », affirme-t-il à Salazar.

Dans sa lettre du 23 juillet 1941, Reynold s'attribue également l'idée et la mise sur pied de la revue des *Cahiers européens* :

Quant à un organe, je le vois sous la forme d'une revue hebdomadaire ou mensuelle, en langue française pour commencer, mais dans lequel des pages seraient réservées aux différents pays.

J'oubliais de dire qu'en plus de Français, d'Espagnols et de Portugais, peut-être d'Italiens déjà je ferais appel à des Suisses et à des Belges, et que je confierais à un Suisse la rédaction de la revue.

Enfin, je placerais le siège de la revue, non en Suisse, mais en France. Pourquoi, parce que je sais déjà que je puis compter sur l'appui efficace des Français.

Il demande à Salazar de réfléchir à une éventuelle participation au projet et de lui faire part de ses critiques et conseils.

Le dictateur portugais se rend bien compte, lui, de la volonté dominatrice de l'Allemagne et de ce qu'elle a d'irréductible pour la formation d'une Europe nouvelle :

Croyez-vous que, de son côté, l'impérialisme allemand se contenterait, dans l'ensemble européen, d'une simple « présidence » ou d'un rôle d'arbitre ? Quelle sécurité peut-on avoir du respect des indépendances nationales ? [...] Il ne me sera pas donné de vous aider dans cette tentative et, au moment opportun, je vous indiquerai quelques personnes susceptibles d'y collaborer avec profit.<sup>72</sup>

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>71</sup> Lettre de Reynold à Charles Gos, 19 avril 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>72</sup> Salazar à Reynold, 1<sup>er</sup> septembre 1941. FGR, corr. aut. 193,2.

#### 4.3.2. Lettre à Charles Maurras

A la suite de son demi-échec avec Salazar, Reynold adresse une très longue lettre au vieux maître de l'Action française à la fin novembre 1941<sup>73</sup> : il espère recueillir son avis sur la situation générale. Il y expose son « rapport de situation » avec certaines idées de Lambilliotte en exergue.

Si les adversaires de Reynold avaient pu lire sa lettre à Maurras, ils l'auraient à coup sûr taxée de défaitisme. Il affirme que dans l'état actuel des choses, « on doit conclure qu'aucun des deux adversaires en présence n'est capable de remporter une victoire décisive. » Il craint que l'Europe ne soit plus en mesure de remplir la mission civilisatrice, apologétique mais aussi dominatrice que le christianisme lui a octroyée. Estimant que cette guerre va accélérer la décadence de l'Europe, la plonger dans la misère et l'anarchie, Reynold se demande alors « D'où pourrait venir le salut ? ». Il rêve d'une paix de compromis qui verrait l'Europe soumise à un nouveau régime, mais lequel ? Selon lui, le salut ne peut venir du côté des Anglo-saxons. Il estime que les Américains ne comprennent rien à l'Europe et à sa complexité et ne pourraient que la conduire à la catastrophe s'ils tentaient de « lui appliquer leurs idées enfantines et leurs conceptions mécaniques ». Les Anglais, qui se rendent compte selon lui de cet état de fait, espèrent que les Américains leur passeront le sceptre du pouvoir en Europe. Ce qui ne risque pas d'arriver, affirme Reynold, qui voit dans l'impérialisme américain une menace absolue.<sup>74</sup>

« Le salut pourrait-il venir des Allemands ? », se demande Reynold. Au moins, ce sont des Européens, ils ont « le sens de la discipline et le génie de l'organisation. » Bien sûr, le règne qu'ils instaureraient serait dur, mais il serait un « un moindre mal, et de beaucoup, au regard de l'anarchie et du communisme. »

Après cette allégeance, on ne peut que sourire en lisant dans ses *Mémoires* que Reynold a toujours été du côté des Alliés.<sup>75</sup> Plus loin dans sa lettre à Maurras, il affirme qu'il est somme

---

<sup>73</sup> Reynold à Charles Maurras, 29 novembre 1941. FGR, Action 61. Lettre en annexe.

<sup>74</sup> Le bombardement de Rome en juillet 1943 permettra à Reynold d'affirmer le fond de sa pensée sur les Anglo-saxons : « Les Anglo-saxons viennent de commettre une faute morale qui pourrait avoir les plus graves conséquences pour eux. Le brevet de barbare change de mains. » Reynold à Moriani, 22 juillet 1943. FGR, corr. cop. 1943.

<sup>75</sup> *Mes Mémoires*, tome 3, *op. cit.*, p. 612. A ce sujet, Mattioli relève que ce « positionnement rétrospectif [de Reynold en faveur de Alliés] n'est qu'une légende. » (Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 213-214). Il relève encore que « Nombre de ses prises de positions, jusqu'à la capitulation allemande devant Stalingrad, ont été franchement amicales envers les puissances de l'Axe ; début mars 1943, il donne encore une conférence à l'Institut de culture

toute peu désireux d'une défaite allemande, même si la nouvelle Europe planifiée par le Reich lui cause quelques soucis... d'ordre économique :

Organiser l'Europe et la faire vivre en pleine guerre comme si elle était en paix, me paraît un paradoxe, une contradiction dans les termes. Cela supposerait à la fois une économie de paix et une économie de guerre, ce qui serait contradictoire.

Tout ce qu'il craint dans l'Ordre nouveau, c'est le système économique que le Reich pourrait mettre en place et la technocratie, la « tyrannie de la technique » qui l'accompagnerait.

Il soulève une autre objection : dans le partage du monde qui laisserait l'Europe sous la férule de l'Allemagne, la France ne serait-elle pas lésée ? Devant la nécessité d'une organisation européenne, Reynold pense que le Reich pourrait admettre la participation de tous les pays d'Europe à la construction de l'Ordre nouveau. Il reprend les thèses de Lambilliotte pour affirmer que l'idée d'Europe peut se débarrasser de l'emprise du national-socialisme. Enfin, et c'est la thèse majeure de sa lettre à Maurras, Reynold réaffirme le principe de collaboration, dans des termes plus clairs que jamais :

Ne serait-il pas enfin possible de lui faire comprendre qu'il a besoin de co-associés, non de sujets, s'il veut remplir sa mission, garder pour lui l'espace vital dont il a besoin à l'est et ne pas risquer de voir l'Allemagne s'effondrer sous l'effort ?

Je crois, pour ma part, que cela est maintenant possible.

Son aveuglement est tel qu'il affirme qu'il sera plus facile de convaincre l'Allemagne que de faire accepter aux Américains de ne pas prolonger la guerre. L'histoire, selon Reynold, pourrait un jour reprocher à ces derniers d'avoir transformé l'Europe en cimetière.

Pour Reynold, la France doit se charger de convaincre les Allemands et les Américains. Son prestige auprès de ces derniers, l'attrait qu'elle représente pour les Allemands, tout la désigne pour cette mission.

Reynold s'inspire encore de Lambilliotte lorsqu'il dit que la France doit être le moteur de cette nouvelle Europe. Sauf qu'une action politique de sa part serait très mal venue en l'état. Mais il défend l'idée d'un rassemblement des esprits autour des « valeurs occidentales, latines, catholiques ».

Sur ce point, Reynold prend ses distances avec les idées du Belge, dont les conceptions par trop économiques sont loin de le satisfaire. Il accepte assez bien les postulats de Lambilliotte,

---

italien de Lausanne [...] et jusqu'en été 1944 il publie dans *Le Mois suisse*, qui est une revue pro-allemande [...] ». (Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 229 ; Bütikofer, Roland, « L'Institut italien de culture de Lausanne : un instrument de la propagande fasciste en Suisse romande (1936-1943) », in *Les Annuelles* (H.-U. Jost, sld), N° 1, Lausanne, 1990, pp. 71-95).

faute de pouvoir apporter un jugement critique en matière économique, mais il insiste sur la dimension spirituelle à intégrer au projet. L'économie et le politique ne sont pas des bases suffisantes à ses yeux pour assurer l'équilibre européen. Le rôle de l'élite reste essentiel.

Reynold espérait bien faire mouche en envoyant sa lettre. Son initiative devait être une « préface » que Maurras et d'autres viendraient compléter. Mais pour toute réponse, il ne recevra qu'un accusé de réception d'un secrétaire du maître de l'Action française<sup>76</sup> : Maurras a été souffrant, il a beaucoup de travail en retard et il n'a pas eu le temps de répondre à sa lettre. Mais le maître, qui doit se rendre en Suisse prochainement, « espère avoir le plaisir de rencontrer [Reynold] et de causer à loisir de la communication à laquelle il a pris grand intérêt »<sup>77</sup>.

#### 4.3.3. Changement d'axe

Lambilliotte revient à la charge avec un deuxième projet intitulé : « Le rapprochement nécessaire des nations blanches. L'axe atlantique », daté du 4 août 1942.<sup>78</sup> Il s'agit d'une reprise du premier projet pour sauver l'Europe, mais avec des changements substantiels. Lambilliotte qui craignait tant l'hégémonie des États-Unis, le voilà qui propose « la constitution d'une entente des nations blanches de l'ancien et du nouveau monde, groupées autour de leur axe naturel, l'Atlantique ». Pour instaurer la paix, cette entente devrait se concrétiser par une « vaste fédération d'États autonomes » de l'Europe, de l'Afrique, du proche Orient et des deux Amériques, y compris les colonies de tous ces États.

Ce « changement d'axe » de la part de Lambilliotte offre un curieux mélange de *Realpolitik* et d'idéalisme socio-économique. Il s'agit selon lui de constituer une défense commune pour cette super-fédération, d'établir dans chaque pays un juste équilibre entre les besoins des populations et les ressources disponibles, d'organiser progressivement les grands courants d'échanges commerciaux et la répartition des matières premières à l'intérieur de la fédération.

---

<sup>76</sup> La signature est illisible. La lettre est datée du siège provisoire de l'Action française à Lyon, 28 février 1942. FGR, Action 61.

<sup>77</sup> Au printemps ou en été 1942, Maurras fera une tournée de conférences, officiellement apolitiques, dans quelques villes de Suisse. Fribourg sera la seule ville à refuser d'accueillir Maurras. (Nous remercions l'historien Simon Roth pour ces informations). Dans l'état actuel de nos recherches, il semble assez sûr que Maurras n'a pas rencontré ni même cherché à rencontrer Reynold au cours de sa tournée helvétique.

<sup>78</sup> FGR, Action 61.

Il y aura lieu de travailler à l'« internationalisation des transports » et à la stabilisation monétaire, voire à la création d'une monnaie unique. Il considère qu'il faudrait toutefois veiller à l'autonomie culturelle et politique des nations fédérées.

La France occuperait un rôle primordial dans la constitution de la fédération, de par « son rayonnement intellectuel et l'universalité de son génie fait de mesure et d'humanisme ». Elle pourrait d'autant mieux assumer ce rôle que son impérialisme n'est plus à craindre.

Lambilliotte pense que si l'Allemagne se montrait favorable à une telle fédération de solidarité blanche, il faudrait alors tenter des sondages auprès de la Suisse, de la Suède, de l'Espagne, du Portugal, de la Turquie et de l'Argentine « en vue d'entreprendre un mouvement pan-occidental ». Comme dans le précédent projet, c'est par les relations économiques que s'amorcerait la fédération, c'est-à-dire l'union politique. Mais ce projet ne pourrait aboutir sans l'instauration d'une élite européenne. Aussi, dans le but de promouvoir cette élite, Lambilliotte demande-t-il à Reynold d'intéresser Salazar à la question.<sup>79</sup>

Reynold assure Lambilliotte que sa note sur l'Axe atlantique correspond en tout point à ses conceptions. Il se garde bien d'avouer qu'il a déjà écrit à Salazar pour lui parler du premier projet et prétend qu'il soumettra la question au dictateur portugais, à qui il doit écrire.<sup>80</sup>

Lambilliotte répond à Reynold pour lui dire sa satisfaction de le voir partager ses vues sur « l'opportunité d'un rapprochement des nations blanches » et l'informe que Gustave Thibon\* vient de lui écrire pour lui donner également son accord.<sup>81</sup>

Mais Reynold, comme à son habitude, se montre très prudent : il estime que les événements sont loin d'être propices aux idées et au projet de Lambilliotte, même s'ils « n'en démontrent pas moins leur nécessité ».<sup>82</sup>

Le Belge n'abandonne pas :

Mais ne pensez-vous pas qu'il serait opportun que quelques personnalités éminentes en Europe et même dans le nouveau monde, dénoncent le péril que la guerre telle qu'elle se présente, fait courir à tout ce qui doit être sauvé ? Je ne vois pas d'homme mieux placé que vous pour susciter ce mouvement intellectuel, et de défense spirituelle. Vous et votre ami lusitanien.<sup>83</sup>

Lambilliotte lance l'idée d'un manifeste « signé de quelques noms éminents » pour définir tout ce qui doit être sauvé, notamment l'autonomie et l'indépendance politique et économique

---

<sup>79</sup> Lambilliotte à Reynold, 22 août 1942 à Reynold. FGR, Action 61. Lambilliotte lui remet ce projet qu'il dit avoir soumis à quelques amis français. Il lui demande son avis sur « le thème atlantique ».

<sup>80</sup> Reynold à Lambilliotte, 9 septembre 1942. FGR, Action 61.

<sup>81</sup> Lambilliotte à Reynold, 18 septembre 1942. FGR, Action 61.

<sup>82</sup> Reynold à Lambilliotte, 25 novembre 1942. FGR, Action 61.

<sup>83</sup> Lambilliotte à Reynold, 14 décembre 1942. FGR, Action 61.

de l'Europe. Et d'ajouter que « l'Europe ne peut se laisser anéantir sans rien dire. Le problème de l'hégémonie allemande est tellement dépassé ! ». L'entrée en guerre des États-Unis est à l'origine du revirement de Lambilliotte. Avant même la capitulation allemande à Stalingrad, Lambilliotte fait preuve d'une lucidité bien plus grande que Reynold, qui s'enfonce dans le défaitisme alors même qu'il se rend compte de l'impasse dans laquelle l'Allemagne s'est engagée.<sup>84</sup>

Derechef, Reynold se cantonne dans l'attentisme et pose des conditions :

Je ne crois pas beaucoup au manifeste. Néanmoins, je serais disposé à faire une exception pour votre projet si j'étais sûr que vous puissiez compter sur l'adhésion d'une cinquantaine de noms de tout premier plan. Mais, je puis vous dire d'avance que vous n'aurez pas celui de mon ami lusitanien, ce qui est fort compréhensible...<sup>85</sup>

Cet échange épistolaire de novembre à décembre 1942 entre Reynold et Lambilliotte semble être le dernier. Reynold a vraisemblablement perdu la trace du Belge et de son compatriote l'abbé Van den Hout à ce moment-là. Lambilliotte n'a pas plus été inquiété à la libération que l'abbé. Il est par la suite devenu l'un des quatre membres du comité directeur de *Synthèses*, « revue mensuelle internationale »<sup>86</sup> de Bruxelles. Cette revue, fondée en 1945, paraît avoir remplacé le projet des *Cahiers européens*, mais avec une orientation tout autre puisqu'elle se situe à gauche. Ce dernier revirement de Lambilliotte ne doit pas étonner. Reynold, qui le définissait comme un « socialiste converti », a peut-être fait une lecture trop hâtive du personnage : il s'est converti au contact de Van den Hout qui s'est beaucoup investi dans le projet de son compatriote, ce qui n'a pas empêché ce dernier de revenir à ses premières amours, le socialisme, après la guerre. Après avoir fréquenté avec assiduité les milieux conservateurs catholiques, notamment à Vichy, après avoir collaboré à la *Jeune suisse* de Musy<sup>87</sup>, il a finalement pris le parti des démocraties. De retour en Belgique, il deviendra attaché au Cabinet du Ministre du Ravitaillement en 1946, rejoindra le service d'étude du Premier Ministre comme conseiller économique et sera un proche du leader socialiste André Renard.

---

<sup>84</sup> Dans sa lettre à Maurras du 29 novembre 1941, il écrivait : « [...] Serait-il possible d'arriver à faire comprendre au Reich qu'il s'engagerait dans une impasse s'il suivait ses extrémistes, ses jacobins dans la voie dangereuse de la domination de l'Europe et de l'exploitation systématique des peuples européens ? Ne serait-il pas possible de lui faire comprendre qu'à la longue il ne peut plus être partout et soutenir à bras tendus le nord et le sud, l'est et l'ouest du continent ? [...] ».

<sup>85</sup> Reynold à Lambilliotte, 24 décembre 1942. FGR, Action 61.

<sup>86</sup> Deux numéros de *Synthèses*, de 1949, dans le dossier FGR, Ace 61 ter.

<sup>87</sup> Voir Crausaz, Jérôme, *De la rénovation nationale à la collaboration à l'Europe nouvelle : l'action de Jean-Marie Musy à la tête de l'hebdomadaire La Jeune Suisse (1935-1944)*, Mémoire de licence, Fribourg, 1997.



#### **4.4. Deux projets de politique « catholique » européenne « à base suisse »**

##### **4.4.1. Le « plan Riche » de politique chrétienne européenne**

A la fin août 1942, un Français du nom de Riche fait parvenir une longue note à Reynold. Elle comprend une quinzaine de pages sous le sceau de la confidentialité, elle a pour titre « Plan de politique chrétienne européenne », avec la mention « Note pour la Suisse ». Elle ferait donc partie d'un plan plus vaste qui comporte des notes pour chaque pays européen. Nous ne sommes pas parvenus à identifier avec certitude l'auteur de ce plan. S'agit-il du dénommé Paul Riche\* qui, après être entré dans la franc-maçonnerie en 1933, est devenu vénérable de la loge Ernest Renan en 1939, pour s'imposer comme un des plus véhéments opposants à la franc-maçonnerie sitôt l'armistice signé ? Deux éléments tendent à faire penser qu'il s'agit d'un autre homme, sous le même patronyme. Premièrement, la thématique antimaçonnique est complètement absente de la note et deuxièmement, le prénom de ce Riche ne serait pas Paul, mais commencerait par « Ch. », si l'on en croit Reynold.<sup>88</sup> Il pourrait alors s'agir de Charles-Emile Riche, qui habitait Menton-St. Bernard près d'Annecy et était le directeur du « Bureau sociologique » (anticommuniste), fondé autour de 1941 par la Légion des combattants.<sup>89</sup>

Faute de pouvoir identifier l'auteur avec assurance, venons-en au plan lui-même<sup>90</sup>. Son but premier est non seulement de « sauver la civilisation chrétienne occidentale », mais aussi de « préparer la base chrétienne de la nouvelle civilisation européenne ou mondiale » et de « donner à l'Europe une orientation chrétienne dynamique, c'est à dire [sic] productrice de libertés au sens chrétien du mot et de fraternité chrétienne ». Pour ce faire, Riche envisage de

---

<sup>88</sup> Reynold à Ch. Riche, 26 juin 1943. FGR, corr. cop. 1943. La lettre ne donne pas d'éléments plus précis sur l'identité du destinataire. Reynold le remercie de lui avoir donné des nouvelles et écrit : « Je pensais bien que vous ne pourriez plus venir aussi facilement en Suisse que par le passé. Quant à moi, je fais comme vous : je me concentre autant que possible sur mes travaux [...] ».

<sup>89</sup> D'après les informations qu'en donne Alexandre Lodyginsky (un russe blanc, naturalisé français et présumé milicien, réfugié en Suisse après la Libération) dans le procès-verbal de son audition au Poste de Gendarmerie de Montreux, 20 septembre 1944. AFB, E 4320 (B), 1991/243, C.13.1141, Dossier Lodigensky Alexandre, 1890.

<sup>90</sup> FGR, Action 61.

constituer une « Union Chrétienne de l'Europe » qui grouperait à peu près tous les pays d'Europe, sauf les pays scandinaves. Cette union devrait soutenir les éléments catholiques et protestants d'Allemagne du Sud : ainsi, en cas de victoire de ce pays, cet appui aux chrétiens allemands serait susceptible, pense-t-il, de ranimer le christianisme dans le Reich. En cas de « non victoire » allemande, ce soutien devrait permettre à ces chrétiens d'Allemagne du Sud, « rempart de l'Europe », de contenir la poussée bolchevique et asiatique.

On retrouve, comme chez Lambilliotte et Reynold, le même aveuglement sur les intentions du Reich, la même foi en la possible « conversion » du national-socialisme. En même temps, on remarque une contamination certaine par la propagande nazie : l'image de l'Allemagne, rempart contre le communisme.<sup>91</sup> Car pour Riche, qui envisage toutes les issues possibles de la guerre<sup>92</sup>, une bolchevisation de l'Allemagne entraînerait inmanquablement une bolchevisation de l'Europe entière. Autrement dit, l'Allemagne nazie est considérée comme plus facilement récupérable par le christianisme que les pays communistes. La stratégie de tolérance tactique du régime nazi face au christianisme lui échappe totalement. S'il n'exclut pas l'éventualité d'une victoire alliée, Riche s'attend à une victoire de l'Allemagne : il est tout à fait résigné à la suprématie du Reich : « On ne peut rien construire en Europe sans tenir compte de l'élément allemand. »

Aussi prévoit-il un plan de politique chrétienne assez « souple » pour ne pas porter « atteinte à la collaboration », mais assez solide pour assumer seul le salut de l'Europe. L'idée que les forces de l'Axe pourraient réprimer très sévèrement ce mouvement chrétien ne semble pas l'effleurer.

Les buts poursuivis par l'Union chrétienne de l'Europe sont de plusieurs ordres. Il s'agit de reprendre la structure de l'UCEI et de continuer son œuvre. L'UCEI présente pour Riche une structure fort utile puisqu'elle réunissait déjà les principaux représentants du catholicisme des pays d'Europe. Aussi la nouvelle Union devrait-elle reprendre les tâches de diffusion des

---

<sup>91</sup> Les nazis avaient par exemple mis sur pied, à Paris, une exposition ayant pour thème « Le bolchevisme contre l'Europe ». Baruch, Marc Olivier, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, p. 420.

<sup>92</sup> Selon Riche, l'Allemagne peut soit gagner, soit perdre la guerre. Dans le deuxième cas, les forces bolcheviques externes (c'est-à-dire la Russie) aussi bien qu'internes (troubles révolutionnaires, communes) menacent chaque État. Il envisage également que la guerre pourrait se solder par un accord germano-russe qui entraînerait le renforcement de la fraction antichrétienne du nazisme. Dernière option, il prévoit aussi la possibilité d'une paix de compromis par laquelle les chrétiens, s'ils n'en sont pas les auteurs, seraient les victimes de « tous leurs ennemis, à commencer par les bolchevicks [sic] et les juifs ».

grandes idées chrétiennes dans le monde, de lutte contre le néo-paganisme, d'organisation et d'unification des mouvements d'entraide catholique et chrétienne.

Quant à l'ordonnance de l'Union, Riche met un point d'honneur à ce qu'aucun ecclésiastique ne fasse partie de la direction du mouvement. Il faut selon lui que les chefs soient choisis « parmi ceux qui représentent l'esprit chrétien non bigot et les plus tolérants et les plus charitables. » Il entend aussi exclure les protestants du mouvement, au début du moins, parce que selon lui, nombreux sont les pasteurs « qui se feraient nazis plutôt que de devenir catholiques romains ».

Concrètement, l'action du mouvement se caractériserait par une revue, des petits groupes d'action sur le modèle de l'ordre de Malte et un bureau de presse qui créerait des « courants de pensée » en direction de l'Allemagne et des pays frappés par la censure. Riche prévoit que ces « courants de pensée », dont le contenu n'est pas précisé, « existeront dès qu'on le voudra, l'essai [ayant] déjà été fait ». Il les conçoit comme un feu qui embraserait facilement toute la forêt, pourvu qu'on se donne la peine de générer la première étincelle.

La revue doit « mettre en œuvre l'inquiétude et montrer que le christianisme est la seule espérance ». C'est par elle qu'il faut commencer, affirme Riche, même s'il reconnaît qu'il y a actuellement beaucoup de publications. Il insiste pour qu'aucun prêtre ou pasteur ne figure au comité de rédaction. Sans s'inquiéter nullement du financement des coûts que cela induirait, Riche appelle de ses vœux un périodique très luxueux, qui serait destiné un peu partout dans le monde à l'élite chrétienne, aux professeurs, aux hommes politiques, aux chefs syndicalistes, etc.

Le contenu en aurait pu être conçu par Reynold lui-même : « des articles historiques sur le rôle du christianisme dans la formation de l'Europe, notamment au moment de l'effondrement de l'Empire romain jusqu'à la Renaissance (ceci afin d'éviter à avoir à parler de la Réforme) et aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. » La parenthèse sur la Réforme démasque le caractère résolument catholique du christianisme envisagé par Riche. Elle relève de la même ambiguïté que celle de Reynold face au protestantisme. Riche compte bien que le siège du mouvement et de la revue sera Fribourg, étant donné la « grande autorité » dont cette ville jouit du point de vue catholique.

Riche estime, d'après des sondages qu'il aurait effectués dans divers cantons, que son plan de politique chrétienne européenne serait si bien reçu qu'il faudrait le réaliser « le plus vite

possible ». Il se livre même à des spéculations financières extravagantes sur le succès de la revue, comptant qu'avec 6000 abonnés, elle « couvrira[it] ses frais après son lancement ».

#### 4.4.2. Pierre-Louis Guye et la « Ligue fédéraliste européenne »

Certaines facettes peu reluisantes de la personnalité de Pierre-Louis Guye\* ont récemment été mises en lumière par Francis Python<sup>93</sup>. Publiciste proche des représentants de la droite rénovatrice dans les années trente, Guye a notamment été en relation régulière avec Reynold entre 1934 et 1937. Tenant du corporatisme et du fédéralisme linguistique, il était également en contact avec la Ligue vaudoise et les Jeunes conservateurs. Le zèle de ce protestant converti au catholicisme a créé quelques soucis à Mgr Besson, qui disait de lui qu'il fondait « à peu près tous les mois une nouvelle œuvre – société, revue, journal, etc. »<sup>94</sup> L'image qui ressort du projet de « Ligue fédéraliste européenne » qu'il envoie à Reynold le 23 janvier 1944<sup>95</sup> est effectivement celle d'un exalté. Il fait parvenir son projet à une douzaine de personnes qui, toutes, sont ses correspondants depuis quelques années, parmi lesquelles Reynold, René Braïchet\*, Alexandre Cingria, Frédéric de Diesbach\*, René Leyvraz\* et Jean-Marie Musy\*. Il aurait également envoyé son opusculé au Pape Pie XII en personne, ainsi qu'aux évêques suisses.

Avec l'aide de l'Allemagne, dont la puissance de production et les valeureux guerriers protègent l'Europe « contre la ruée du communisme barbare et esclavagiste », la Ligue devrait non seulement contribuer à pacifier le continent, mais à en sauver la civilisation. En s'inspirant des préceptes généraux de l'Église catholique » en matière d'ordre civil, politique, économique et social, la Ligue doit ériger « le faisceau des peuples européens ».

Comme pour le projet Riche, le mouvement partirait de Fribourg et serait avant tout d'origine catholique. Guye envisage la création d'une section nationale suisse composée des personnes à qui il a envoyé son plan et qui auront bien voulu se réunir pour fonder cette section. D'autres sections ne manqueraient pas d'être créées dans d'autres pays par la suite. La Ligue

---

<sup>93</sup> Python, Francis, « A propos d'une requête encombrante. Une encyclique contre les Juifs réclamée à Pie XII par l'extrémiste de droite romand Pierre-Louis Guye en 1949 », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1999, 93<sup>ème</sup> année, pp. 65-83. Voir aussi Hauser, Claude, *Aux origines de la question jurassienne. Culture et politique entre la France et la Suisse romande (1910-1950)*, Courrendlin, CJE, 1997, p. 101 ; Chenaux, Philippe, « Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 39, n° 3, 1989, p. 266-292.

<sup>94</sup> Mgr Besson à l'abbé Bovet, 14 septembre 1938, extrait de Python, Francis, art. cit., p. 69.

<sup>95</sup> FGR, Action 61.

comprendrait un conseil général de 100 à 200 membres élus par cooptation qui donnerait le ton aux sections nationales, elles-même composées de membres actifs et de membres sympathisants. Guye veut placer Musy à la présidence générale, Reynold à la vice-présidence et Frédéric de Diesbach au secrétariat. Il est entendu que ces membres du comité central auraient le maximum de pouvoir, tandis que les autres « seraient considérés comme membres-conseils ».

Ce projet ne va pas donner plus de fruits que celui de Riche, et à plus forte raison : quelques mois après l'envoi du projet Guye, le débarquement allait faire comprendre, même aux moins éclairés, que la fortune se détournait du Reich.

Nous n'avons trouvé aucune trace d'une réponse de Reynold, tant dans ses propres papiers que dans ceux de Guye. Mais cela ne constitue en rien une preuve.<sup>96</sup> Si Reynold a trouvé quelque intérêt au projet, la prudence et un certain agacement à l'égard de Guye<sup>97</sup> ont pu le conduire à ne pas répondre, ou à ne répondre que de manière évasive, en exhortant Guye à circonscrire son projet, comme il le lui avait déjà suggéré en 1934<sup>98</sup>. D'une part, si un projet comme celui de Lambilliotte, soutenu par Vichy et par des personnalités proches de Reynold n'a pas réussi à convaincre ce dernier, un projet aussi illusoire que celui de Guye ne peut l'avoir enthousiasmé. D'autre part, Guye lui avait envoyé deux de ses brochures sur le corporatisme et lui avait reparlé d'un projet en 1942. Et Reynold lui avait répondu de manière très laconique, ce qui est contraire à son habitude lorsqu'il a quelque estime pour un correspondant. Il avait qualifié son projet de « chimérique » et avait réfuté les théories de Guye sur l'organisation provinciale corporatiste.<sup>99</sup>

Pourtant, il est significatif que Riche et Guye aient tous deux fait appel à Reynold pour parrainer des projets somme toute fort similaires. Confédéré, fervent catholique, homme de

---

<sup>96</sup> Dans son testament, Guye avait prévu que ses archives (correspondance, œuvres inédites, et tout ce qui avait trait à son activité d'écrivain), serait conservées en vue de l'édition d'une biographie et de ses œuvres complètes. Comme rien n'a été entrepris dans ce sens, ce qui restait des papiers Guye a été versé en 1998 aux ACV par une agence immobilière lausannoise (propriétaire du bâtiment où se trouvaient les archives Guye). Les archivistes des ACV supposent que, vu le nombre d'intervenants dans l'exécution des volontés de Guye, nombre de pièces ont dû être dispersées. Il est en effet vraisemblable qu'un héritier, intéressé par la signature de Reynold, se soit emparé de certaines lettres. Nous remarquons notamment que deux lettres dont les copies figurent dans le FGR (Reynold à Guye, 18 mars 1942 et 15 mai 1942, corr. cop. 1942) sont absentes du Fonds Guye.

<sup>97</sup> Cet agacement est perceptible dans les réponses de Reynold : 18 mars et 15 mai 1942. FGR, corr. cop. 1942.

<sup>98</sup> Reynold à Guye, 31 octobre 1934. ACV, Fonds Guye, PP 688/2 : « Dans la pratique, je ne sais si votre projet [d'une association culturelle romande] pourra être appliqué tout de suite, dans toute son ampleur. Il faudrait d'abord le circonscrire et poser un germe de développement ultérieur. »

<sup>99</sup> Reynold à Pierre-Louis Guye, 18 mars et 15 mai 1942. FGR, corr. cop. 1942. Les lettres originales de Guye ne semblent pas figurer dans le FGR : s'agirait-il d'un tri effectué par Reynold ?

lettres, le châtelain de Cressier avait pris parti pour la rénovation et l'adaptation à l'ordre nouveau : il était dès lors tout désigné pour défendre et illustrer une cause catholique, fédéraliste, autoritaire et prête à n'importe quelle démarche pour sauver le christianisme de la menace rouge. Ce que Guye et Riche n'avaient pas prévu, c'est que leurs plans deviendraient si rapidement caducs et que Reynold ferait preuve de tant de circonspection.

Cela n'empêchera pas Pierre-Louis Guye, jamais à court d'idées, de frapper encore à la porte du château de Cressier en mai 1944.<sup>100</sup> Guye requiert l'avis de Reynold sur le questionnaire qu'il a rédigé sur l'Afrique du Nord et l'Europe. D'après la lecture qu'il aurait faite de l'œuvre de Gonzague de Reynold (!), Guye a déduit que l'Afrique du Nord serait une base d'invasion de l'Europe, ce que la guerre en cours prouverait selon lui. Il prétend que les Arabes ne sont pas à leur place et qu'il faut expulser ces « intrus » de l'Afrique du Nord. Les Berbères sont jugés plus dignes d'intérêt : pourtant, même s'ils sont « séculairement fixés » dans cette région, il faudrait tout de même les évacuer, en raison du danger qu'ils représentent pour l'Europe. La solution serait de les faire refluer en Égypte.

Guye se préoccupe de la « question Europe » et de la préparation de « conceptions claires pour les travaux de la paix ». Sans qu'on parvienne à établir de relation entre ces préoccupations et ses démarches subséquentes, il ne voit rien de plus pressant que de demander à Reynold si les juifs sont sémites, « au point de vue strictement racial ». Il est d'avis qu'ils constituent un mélange racial d'Iraniens et de Sémites. Il se demande ensuite si les Sémites et les Berbères sont une race spécifique ou s'ils sont un des rameaux de la grande race blanche. Il se demande enfin si les Européens, Iraniens-Hindous, Sémito-Berbères forment une grande race. Et la question lui semble « capitale pour comprendre l'ordonnance et la philosophie de l'Europe ». Suivent des questions sur les écritures et les civilisations, puis il en vient aux juifs. Comme Reynold, il affirme que les juifs convertis au catholicisme sont dignes de respect et qu'ils « ne sont critiquables que lorsqu'ils font preuve d'un esprit matérialiste, hypocrite et pharisaïque ». Il déclare ensuite, proche de Reynold : « la race juive doit être considérée sans doute comme une des meilleures, une des plus belles et des plus

---

<sup>100</sup> Pierre-Louis Guye à Reynold, 25 mai 1944. FGR, corr. pers. 1944.

fortes qui existent !!! »<sup>101</sup>. Puis il se livre à de scabreuses considérations de type racial-biologique<sup>102</sup>.

Pierre-Louis Guye ne s'en tiendra pas à son enquête sur l'Afrique et les origines du sémitisme. En 1949, il enverra deux messages au Pape Pie XII<sup>103</sup>, tissés d'inepties et d'abjections, pour solliciter une encyclique contre les juifs.<sup>104</sup>

Il sera encore l'auteur, la même année, d'un projet d'Union civique mondiale<sup>105</sup> qui l'occupera jusqu'à la veille de sa mort et qu'il n'a pas manqué de soumettre au Vatican ainsi qu'à des ecclésiastiques et des personnalités catholiques de Suisses, de France et de Belgique. En 1950, il écrira un projet de *Fédération mondiale des nations aryennes*<sup>106</sup>. Il le réadaptera en 1963 encore, pensant pouvoir apporter « de la clarté, dans l'incertitude de la politique internationale actuelle » par ce texte qu'il considérerait comme « une de [ses] œuvres importantes ».<sup>107</sup>

#### 4.5. « Regards dans l'avenir »

##### 4.5.1. Attaques contre Reynold à la fin de la guerre

Reynold a été passablement épargné par la vague « d'épuration » qui a déferlé sur la Suisse après la chute du III<sup>ème</sup> Reich.<sup>108</sup> La motion lancée par le conseiller national libéral Ernst Boerlin le 5 juin 1945 réclame « des éclaircissements sur les activités anti-démocratiques en Suisse ».<sup>109</sup> Le rapport du Conseil fédéral qui suivra quelque six mois plus tard ne mentionne même pas le nom de Reynold. Le livre de Paul Schmid-Amman, *Der Politische*

<sup>101</sup> Idem.

<sup>102</sup> Idem. Guye écrit : « Il est donc compréhensible qu'il est du plus grand intérêt, pour les Européens Aryens que soient définis exactement les liens et rapports qui existent entre la civilisation indo-européenne et la civilisation sémite. (Hébreux-Arabs-Berbères). Je serais donc le plus intéressé de connaître votre avis sur ces questions. Pourriez-vous également m'indiquer quelques titres de livres qui traitent de ces questions. »

P.S : [...] « Néanmoins le croisement entre les Berbères et les Européens n'a pas donné un heureux résultat – le fond de la race berbère y reste prédominant. Et les Berbères paraissent inassimilables à la civilisation latine. »

<sup>103</sup> Le 15 mai et le 9 août 1949.

<sup>104</sup> Voir Python, Francis, *art. cit.*.

<sup>105</sup> *Projet d'une association politique internationale : L'Union civique mondiale* (Montreux, Guye, 1949) et *Statuts de l'Union civique mondiale* (Montreux, « Editions sociologiques Guye », 1950) est un projet de ligue qui rassemblerait des militants catholiques dont le but serait une action politique pour la reconstruction de la civilisation catholique. La filiation avec les idées de Reynold est évidente.

<sup>106</sup> Avec comme sous-titre *La paix aryenne*.

<sup>107</sup> ACV, Fonds Guye, PP 688/1. Le manuscrit semble perdu.

<sup>108</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 245-253. Voir aussi Van Dongen, Luc, *op. cit.*, pp. 160-165 et 196-199.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 247.

*Katholizismus*, paru en automne 1945, signale que Reynold fait partie des acteurs les plus zélés de la rénovation conservatrice de la Suisse.<sup>110</sup> Il relève la publication en 1934, dans une revue nazie, d'un article de Reynold très critique à l'égard de la Suisse.<sup>111</sup>

Le sort du Fribourgeois est semblable à celui de nombreux représentants de la droite autoritaire et admirateurs des régimes latins, qui ont à peine été effleurés par la critique une fois la guerre terminée. Toutefois, Reynold n'a pas bénéficié d'une totale indulgence.

Simon Roth révèle que *L'Indépendant*, organe du parti libéral-radical fribourgeois, promettait le 4 août 1945 une véritable chasse aux sorcières, « en extirpant, des derniers repaires où ils se cachent encore, les oligarques, les maurassiens [sic] et tous les pré, pro, philo, para, anté et post-fascistes. »<sup>112</sup> Le premier à donner l'alerte dans ce journal est un lecteur qui signe « T. », dont la lettre est publiée le 14 juillet 1945.<sup>113</sup>

Un épisode particulièrement frappant met en scène un ancien étudiant de Reynold, un Valaisan du nom de Detonendi. Il soumet un texte à Reynold<sup>114</sup>, intitulé « Mauvaise besogne », qu'il va publier dans le *Nouvelliste valaisan* : il veut défendre Reynold contre les attaques d'un certain « Civis » qui a signé un article incendiaire contre Reynold dans *l'Indépendant*<sup>115</sup>. Civis accusait Reynold d'être « admirateur des dictatures, maurassien, salazardiste, oligarque et tout ce qu'on voudra, sauf démocrate » et affirmait en conséquence que « la présence de Gonzague de Reynold dans une université suisse [était] franchement paradoxale ». *L'Indépendant* s'était déjà livré à une mise en cause incisive de Reynold au début 1931, en s'opposant notamment à sa « regrettable » nomination à l'Université de Fribourg.<sup>116</sup> Detonendi reproche à Civis sa mauvaise foi et son manque d'objectivité. Bien plus, et à grand renfort de citations, il s'évertue à prouver le côté profondément démocrate de son maître !

La même amnésie frappe Pierre Dupont-Cadosch qui écrit à Reynold en août 1945:

---

<sup>110</sup> « die eifrigsten Akteure der konservativen "Erneuerung der Schweiz" », Schmid-Ammann, Paul, *Der Politische Katholizismus*, Berne, Verlag der « Nation », 1945, p. 141. Sur l'ouvrage de Schmid-Ammann, voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 250-251.

<sup>111</sup> Schmid-Ammann, Paul, *op. cit.*, p. 141.

<sup>112</sup> Roth, Simon, *Aux origines de l'Alliance culturelle romande*, Weber-Perret, un itinéraire dans le monde des lettres, mémoire de licence, Fribourg, 1996, note, 150, p. 110.

<sup>113</sup> Idem.

<sup>114</sup> J.-M. Detonendi à Reynold, 20 août 1945. FGR, corr. pers. 1945.

<sup>115</sup> Article reproduit dans le *Confédéré* du 8 août.

<sup>116</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 164.



Mes amis Kamnitzer m'apprennent que vous êtes l'objet d'une campagne de dénigrement systématique de la part d'une certaine presse qui vous attribue des opinions totalitaires. Ayant lu la plus grande partie de votre œuvre et vous ayant entendu dans différentes conférences, je suis convaincu qu'il ne peut s'agir que de calomnies. Dans toute votre activité d'écrivain, vous avez constamment défendu les thèses d'une politique chrétienne et fédéraliste, c'est ce que des éléments subversifs ne peuvent sans doute vous pardonner et c'est pourquoi ces éléments cherchent par n'importe quel moyen à vous discréditer pour vous enlever toute influence. Je me sens pressé dans ces circonstances de vous dire toute ma sympathie et de vous apporter mon appui moral dans la lutte que vous devez soutenir. [...]<sup>117</sup>

Reynold ne manque pas de quémander le soutien de ses correspondants, comme il le fait avec François Pache en septembre 1945<sup>118</sup>:

Vous savez sans doute qu'une nouvelle campagne s'est engagée contre moi, partant comme en 1929, 1926 et 1915 des milieux radicaux. [...] Par esprit d'imitation sans doute, on veut avoir ma tête ici comme on a en France eu la tête de Maurras. On m'accuse entre autres, m'a-t-on dit, d'avoir prononcé en mai à Fribourg un discours à l'éloge d'Hitler : rien que cela. Ma situation est donc très difficile et je vais faire appel à mes amis pour m'aider.<sup>119</sup>

En 1946, le débat de l'épuration est porté au Conseil national par la gauche. Valentin Gitermann, entre autres revendications, relève les « compromissions de certains écrivains suisses », parmi lesquels Gonzague de Reynold ; écrivains qui étaient déjà entrés dans le collimateur de la Société suisse des écrivains, sans autre résultat que l'exclusion du plus compromis d'entre eux, John Knittel.<sup>120</sup> En 1947, Reynold sera aussi critiqué pour son maurrassisme par Pierre Courthion, dans la Revue *Europe*<sup>121</sup>.

Le contexte d'épuration dans lequel s'inscrivent les attaques contre Reynold semble lui échapper. Mattioli soulève avec raison que la « profonde admiration [de Reynold] pour les dictatures autoritaires de l'Europe méridionale ne l'aura jamais embarrassé, jusqu'à la fin de sa vie. » Il en veut pour preuve une émission de la télévision romande de 1962 où Reynold prend encore la défense de ses « amis » Mussolini et Salazar, sans que personne ne s'en

---

<sup>117</sup> Pierre Dupont-Cadosch à Reynold, 25 août 1945. FGR, corr. pers. 1945.

<sup>118</sup> Directeur des Compagnons de Romandie (fondés en 1936, avec Alexandre Cingria et Jo Baeriswyl), qui visent à promouvoir le théâtre chrétien. Pache est en relation avec Reynold depuis 1939, date à laquelle les Compagnons songent à relancer *La Cité sur la montagne* de Reynold. Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 239-240.

<sup>119</sup> Reynold à François Pache, 4 septembre 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>120</sup> Van Dongen, Luc, *op. cit.*, p. 163. Sur l'exclusion de Knittel, voir aussi Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 252.

<sup>121</sup> Hauser, Claude, « Du "romandisme intégral" au "fédéralisme ethnique". Les influences maurrassiennes dans le discours nationalitaire des intellectuels suisses romands (1920-1970) », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, p. 25.

indigne.<sup>122</sup> Ajoutons que cette émission sera encore retransmise en 1980 sur la même chaîne et présentée par Jean-René Bory, grand reynoldien s'il en est.<sup>123</sup>

#### 4.5.2. Tâtonnements et repositionnements

A l'aube de l'année 1945, dans un article intitulé « Regard dans l'avenir »<sup>124</sup>, Reynold fait la synthèse de ses thèmes favoris – changement d'époque, monde nouveau, menace russe –, mais, pour la première fois, il fait le constat de la fin de l'hégémonie européenne. Le continent a « terminé son cycle historique ». Le centre du monde va se déplacer de la Méditerranée, réduite à un grand port, à l'Atlantique. Ses prévisions pessimistes ne l'empêchent pas d'entrevoir qu'un beau jour, l'Europe pourrait récupérer sa place, grâce à son génie et à son caractère humaniste. A jamais convaincu de la supériorité culturelle de l'Europe, il se rend toutefois compte que la donne a changé : « Les inventions techniques ont raccourci les distances comme elles ont augmenté les conditions à remplir pour être une grande puissance. »

Quant à ses prévisions politiques et spécialement son jugement sur la démocratie, ils sont plus modérés que dans le passé. Il ne peut raisonnablement plus se permettre la véhémence qu'on lui a connue, étant donné l'issue vers laquelle on voit se diriger la guerre. Aussi se contente-t-il d'affirmer, dans un langage assez sibyllin, que les idées sont propices à la démocratie, mais que les conditions lui sont adverses. Il « doute que la démocratie ait l'avenir immédiatement devant elle. » « Car la démocratie n'est pas viable sans une base de prospérité et sans une société dégagée de l'État. Étatisme et démocratie sont inconciliables. »

Pendant ces premiers mois de 1945, Reynold se rend compte que le cadre de son action a changé et qu'il changera encore. Son ami le Duce confiné à un rôle de *gauleiter* à Salò, l'État français enterré, il ne saurait être question de conférences en Italie, à Vichy ou à Nice. Reynold est en quête de nouvelles « missions » à accomplir.

Dès le début de l'année 1944, Reynold avait placé ses espoirs dans la Coopération intellectuelle. Au Ministre Pierre Bonna, chef de la Division des affaires étrangères, il signale

---

<sup>122</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 252.

<sup>123</sup> Médiacentre fribourgeois, enregistrement vidéo (Télévision Suisse Romande), 1980. MAVF, FV, 132.

<sup>124</sup> Paru dans le *Courrier de Genève* les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 1945.

qu'on l'a sollicité à plusieurs reprises durant les derniers mois pour reprendre l'œuvre de coopération intellectuelle. Il aurait reçu des invitations de France, d'Italie et de Monaco, de la Société des étudiants suisses ainsi que d'un écrivain allemand réfugié.<sup>125</sup>

Il y a toutes sortes d'idées qui circulent, et une inquiétude générale vis-vis [sic] de projets américains. Je n'ai fait que répondre poliment à toutes ces démarches, mais je ne crois pas que nous puissions éviter de nous préoccuper de la question. Je crains que, si l'on laisse s'agiter ainsi nos étudiants et nos professeurs, il n'en résulte qu'une confusion de plus et que des erreurs ne soient commises. Vous devriez vous en préoccuper.<sup>126</sup>

Son but est de briguer une place d'intellectuel officiel de la Confédération.

Bonna lui avait laissé entendre qu'un tel rôle pourrait lui échoir. Il avait souvent félicité Reynold pour son rôle intellectuel et pour les liens qu'il avait noués tout au long de la guerre avec l'étranger.<sup>127</sup> A l'été 1944, Bonna s'inquiète de « l'isolement intellectuel dans lequel » la Suisse vit et se dit convaincu que Reynold contribue déjà à établir des bases plus profondes et plus solides de coopération intellectuelle par « son grand travail historique ». <sup>128</sup> Il lui suggère cependant d'attendre la fin de la guerre pour entreprendre quoi que ce soit et de se ménager. Aussi Reynold se sent-il assuré du soutien du Département politique fédéral. Il compte bien qu'on lui offrira quelque mission de premier plan après la guerre.

Mais une fois les hostilités terminées, c'est d'abord le rendez-vous manqué avec la Coopération intellectuelle. Reynold part pour Paris le 23 octobre 1945 et y demeure jusqu'à la fin novembre pour assister à « des séances de Coopération intellectuelle, pour préparer la nouvelle Coopération intellectuelle des Nations alliées. » <sup>129</sup> Il ne semble pas comprendre qu'il s'agit en fait de liquider l'ancienne CICI. Quelques mois auparavant, il écrivait à François Pache pour lui faire part de son enthousiasme :

Je crois nécessaire d'activer notre projet de créer le plus tôt possible la base suisse d'une nouvelle coopération intellectuelle pour après la guerre.<sup>130</sup>

Rentré de France, le voilà qui fait l'éloge du Général de Gaulle, après avoir célébré Pétain, comme tant d'autres<sup>131</sup> :

---

<sup>125</sup> Reynold à Bonna, 24 mai 1944. FGR, Action 61.

<sup>126</sup> Idem.

<sup>127</sup> Voir le point 4.2.3. Invitations en France.

<sup>128</sup> Bonna à Reynold, 1<sup>er</sup> juin 1944. FGR, Action 61.

<sup>129</sup> Reynold à Forst de Battaglia, 22 octobre 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>130</sup> Reynold à François Pache, 4 septembre 1945. FGR, corr. cop. 1945.

<sup>131</sup> « Pour le moment, il n'y a, me semble-t-il, pour un Français, qu'une consigne : suivre le Maréchal. Cela simplifie tout, car rien ne libère mieux l'esprit que l'obéissance », écrivait-il au Baron Hesso de Reinach-Hirzbach, le 23 février 1942 encore. FGR, corr. cop. 1942.

Je suis revenu [de Paris] persuadé que le général de Gaulle est la clef de voûte de tout l'édifice. S'il venait à disparaître, ce serait un désastre, non pas seulement pour la France, mais pour l'Europe ou ce qui en reste. Si l'Occident peut encore se reconstituer, ce sera autour de la France et par la France.<sup>132</sup>

Car celle-ci, selon Reynold, n'est pas en décadence, comme on l'a trop dit. Non, c'était bien le régime qui était en décadence – comprenez : la III<sup>ème</sup> République. Et Reynold s' imagine qu'une fois la période de troubles passée, la France s'engagera sur une voie autre que la démocratie, qu'elle « trouve[ra] la formule qui fera la synthèse de l'ordre ancien et de l'ordre nouveau », bref un second Vichy.<sup>133</sup>

Il n'est pas loin d'espérer le même avenir pour la Suisse. Fin 1944, il écrivait à un ami que les événements finiraient par donner raison – « mais trop tard » – à des personnalités comme Eugène Fabre, Pilet-Golaz, Musy<sup>134</sup> et lui-même.<sup>135</sup> Du reste, il se croit revenu en faveur : il affirme qu'il a fait des salles combles lors d'une récente tournée de conférences au Tessin. Lors de la reprise du semestre universitaire d'hiver 1944, il a eu « la surprise de se retrouver devant un auditoire trois ou quatre fois plus grand que d'habitude, avec des étudiants assis sur les gradins ou sur le rebord des fenêtres. » A l'entendre, il est appelé de partout.<sup>136</sup> Il était loin de se douter, à ce moment-là, que ses déclarations, ses conférences et ses articles seraient la cible d'attaques à la fin de la guerre. Mais, instruit par son cousin de Montenach, il a quelque peu ouvert les yeux sur le choix de ses collaborations afin d'éviter toute compromission qui pourrait ternir durablement sa réputation d'homme de lettres.

---

<sup>132</sup> Reynold à Mrs Herbert Robbins, 7 décembre 1945. FGR, corr. cop. 1945. Lettre en annexe.

<sup>133</sup> Idem.

<sup>134</sup> En été 1940, Reynold n'était pas loin de pousser la candidature de Musy auprès d'Etter : « N'oubliez pas [...] que cet homme a vu clair avant les autres et contre les autres [...] ». Reynold à Etter, 2 juillet 1940. FGR, corr. cop. 1940.

<sup>135</sup> Reynold à Pache, 15 novembre 1944. FGR, corr. cop. 1944.

<sup>136</sup> Idem.

## CONCLUSION

La pensée de Gonzague de Reynold participe de ce catholicisme intransigeant défini par Jean-Marie Mayeur et qui « se fonde sur un refus total de la société née de la Renaissance, de la Réforme et de la Révolution dominée par l'individualisme et le rationalisme, la sécularisation de l'État, des sciences de la pensée ».<sup>1</sup> Il appartient sans conteste à la première génération d'intellectuels catholiques décrite par Etienne Fouilloux, pour laquelle la balance penchait surtout du côté de la soumission à Rome, et bien moins du côté de l'indépendance critique. Reynold a pu utiliser les thèses de l'Église pour les intégrer à son système de pensée et pour justifier ses options politiques, sans jamais remettre en question les écrits romains, ce que sa vénération pour l'autorité romaine lui aurait rendu tout à fait impossible.

Le secret de la fidélité de Reynold à l'égard de Rome et de ses propres idées réside certainement dans le fait que les bases de son catholicisme, qui étaient déjà établies au début des années vingt, n'ont guère évolué depuis lors. En 1919 déjà, Reynold considérait que seuls le dogme et l'Église pouvaient sauver le continent de la révolution barbare qui a débuté à la Première Guerre mondiale et qui menace de réduire à néant la civilisation européenne, c'est-à-dire chrétienne.<sup>2</sup>

A l'égard de tant de ferveur et d'attachement à la culture et à la liturgie catholiques, l'ouverture de Reynold au protestantisme peut sembler surprenante. Mais par certains aspects, elle est plutôt réduite, voire superficielle, et non dénuée d'un certain opportunisme. Très réduite, par exemple, lorsqu'il a fallu annoncer les fiançailles de sa fille Colette avec le protestant Éric de Stoutz à Mgr Besson.<sup>3</sup> Madame de Reynold explique que « le chagrin d'un mariage mixte est grand pour [son mari et elle] et surtout celui de faire de la peine [à l'évêque] ». Connaissant les positions du prélat à ce sujet<sup>4</sup>, les Reynold disent avoir souffert et hésité longtemps. Ils ont fini par se résigner, croyant au droit de leur fille de « faire sa vie ».

---

<sup>1</sup> Mayeur, Jean-Marie, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Cerf, 1986, pp. 20-21, cité par Bütikofer, Roland, art. cit., p. 68.

<sup>2</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 111.

<sup>3</sup> Une lettre de la main de Madame de Reynold à Mgr Besson, 1<sup>er</sup> septembre 1939. AEF, dossiers laïcs 98, Reynold.

<sup>4</sup> Mgr Besson avait condamné les mariages mixtes dans une lettre pastorale du 8 janvier 1922.

La décision s'est prise d'autant plus facilement que le gendre a accepté « de grand cœur » les conditions religieuses imposées par la famille. Pourtant, quelques années auparavant, Reynold avait déjà accordé la main de sa fille aînée, Thérèse, à Karl Jacob Burckhardt, lui aussi protestant.

L'amitié de Reynold pour des protestants comme Max Huber, Philippe Mottu, Charles Gos, Guy de Pourtalès, ou Georges Wagnière est très sincère, mais il nourrit le secret espoir de les convertir. Il ne peut se détacher d'une indéfectible posture de supériorité à l'égard des protestants. Les critiques qu'il soulève à l'encontre de Charles Ducommun\* de la *Gazette de Lausanne*, dans une lettre du 18 mars 1942 à son ami René Leyvraz\* – un converti –, sont révélatrices de ce penchant.<sup>5</sup> Il affirme que Ducommun « souffrira toujours d'être un autodidacte protestant ». « Il est la démonstration péremptoire de cette tristesse intellectuelle qui se dégage et du socialisme et du protestantisme, genre Association chrétienne d'étudiants. » Le plus triste et méprisable pour Reynold n'est certes pas d'être un autodidacte, mais bien d'avoir acquis une « culture » *protestante*, dans le sens où, pour lui, elle est presque toujours « de gauche ». Il ne cesse de pousser tous ses disciples à acquérir une « solide culture catholique »<sup>6</sup>. On doit tout de même garder à l'esprit que ce mépris pour la culture réformée n'est que l'exact reflet de l'attitude protestante à l'égard de la culture catholique.<sup>7</sup>

Dans la mesure où elles partagent les idées politiques de Reynold et qu'elles sont prêtes à les défendre, ces amitiés huguenotes sont très intéressantes pour lui. Il sait les cultiver, au nom du fédéralisme, au nom de la tradition helvétique, sans toutefois trop se compromettre aux yeux des catholiques. Constatant le ralliement de protestants et en particuliers de membres du groupe d'Oxford autour de *Conscience de la Suisse*, il déplore la tiédeur des catholiques et affirme, preuve irréfutable de son hypocrisie œcuménique: « Je crois que Dieu veut travailler pour les siens, mais avec d'autres que les siens. »<sup>8</sup>

Déçu d'avoir été contré dans ses desseins fascisants pour l'UCEI et toujours décidé à travailler avec des catholiques, Reynold s'est mis en quête d'intellectuels qui partageraient

---

<sup>5</sup> FGR, corr. cop. 1942.

<sup>6</sup> Reynold à Georges Duplain, 23 février 1942. FGR, corr. cop. 1942. Lettre en annexe.

<sup>7</sup> Notamment pour contrecarrer l'habile diplomatie de Mgr Besson à l'égard des protestants de Lausanne et Genève, plusieurs pasteurs et théologiens s'étaient lancés, dans les années vingt et trente, dans la publication d'ouvrage destinés à prouver la supériorité culturelle et spirituelle du protestantisme. Blanc, Olivier ; Reymond, Bernard, *op. cit.*, pp. 76-77.

<sup>8</sup> Reynold à l'abbé Romain Pittet, 27 janvier 1939. FGR, corr. cop. 1939.

exclusivement les mêmes options politiques que lui. Alors que l'UCEI connaissait son chant du signe, Reynold pris le parti, dès 1938, de concentrer son action sur la Suisse. Persuadé qu'une « cristallisation » s'opérait autour de lui et de sa pensée, il a caressé l'espoir d'être porté au pouvoir par divers réseaux qu'il a utilisés entre autres par le biais de la correspondance.<sup>9</sup> Là encore, il a dû essuyer un échec : l'année 1941 marque à cet égard la fin de sa campagne politique.<sup>10</sup>

Parallèlement à la préparation de son avenir politique et plus encore à partir de 1941 lorsque cet avenir s'est soudainement bouché, Reynold s'est consacré à son grand oeuvre, la *Formation de l'Europe*, mais il ne s'est pas complètement replié sur lui-même<sup>11</sup>. C'est – presque paradoxalement – à ce moment-là qu'une certaine « cristallisation » s'est opérée autour de lui, mais à un niveau européen. Diverses personnalités se sont adressées à Reynold pour divers projets – revues, déclarations de principe, manifestes, ligues – : Pierre Nothomb, Maurice Lambilliotte, l'abbé Van den Hout, le colonel Chauvin, Drion du Chapois, Fernand Hayward, Riche, Pierre-Louis Guye, etc. La « famille d'esprits » de Reynold s'est agrandie pendant la période de 1938 à 1945. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la parenté certaine, quoique fortuite, entre le projet Lambilliotte et le projet que Drion du Chapois présentera à Reynold à la fin de la guerre. Il s'agit, dans les deux cas, de créer une revue au contenu européen et dont les collaborateurs, recrutés avec soin, ne devraient pas s'éloigner des idées de base du programme dans leurs contributions. Dans les deux projets, Reynold est pressenti comme directeur ou membre du comité de rédaction de la revue. Ces deux projets esquissés respectivement en 1940 et en 1945, de même que les autres dont nous avons parlé tout au long de cette étude, recèlent une grande nostalgie de l'élite, une élite chrétienne, mais

---

<sup>9</sup> La question passionnante du rapport de Reynold au pouvoir fait tout l'objet du mémoire de licence de Céline Carrupt, *op. cit.*.

<sup>10</sup> La publication de *La Suisse est devant son destin*, la reprise de *La Gloire qui chante* et le fait que Reynold ait préconisé une extension géographique du territoire de la Suisse (dans une conférence, le 5 janvier 1941) ainsi que l'abandon de la neutralité (Selon Aram Mattioli et Luc Van Dongen, cet impair dans le *Courrier de Genève* et la conférence du 5 janvier 1941 sont deux autres raisons qui sont à l'origine du repli de Reynold). Ces événements ont fait pleuvoir les critiques sur la tête du fribourgeois. Mattioli affirme qu'à partir de 1941, Reynold a perdu toute possibilité d'influence politique. [Voir Michaud, Marius, « Gonzague de Reynold et la LUF », in *Walter Egloff et la LUF, 1935-1953*, Fribourg, pp. 139-140 ; Van Dongen, Luc, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997, p. 197 ; Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 277.]

<sup>11</sup> Il affirme s'être retiré du monde depuis avril 1941 pour écrire l'œuvre qui devait faire de lui un historien reconnu : « Dès mon retour à Cressier, je fermai sur moi portes et fenêtres : on comprendra le symbole. Je cessai d'écouter la radio, de dépenser ma monnaie en journaux et d'être à l'affût des nouvelles. Je me consacrai tout entier à l'œuvre que, depuis L'Europe tragique, j'avais résolu d'écrire : *Formation de l'Europe*. » Reynold, Gonzague, *Mes Mémoires*, tome 3, *op. cit.*, p. 703.

laïque. Ils sont symptomatiques de l'esprit qui régnait alors : face à la crainte de la décadence de l'Europe et du christianisme, on croyait à la nécessité de rassembler « quelques bons esprits », qui devaient à eux seuls combler les faiblesses des régimes en les influençant du dehors et du dedans, et remettre sur les rails les masses abusées par l'athéisme, le matérialisme et l'individualisme.

S'il a été sollicité pour tant de projets, Reynold ne s'y est que prudemment intéressé. Il a sans cesse esquivé le moment de s'investir formellement, pour ne se concentrer que sur la diffusion de ses idées. Jusqu'à la fin de sa vie, il ne cesse de prêcher le combat pour la survie – ou plutôt le triomphe – des valeurs catholiques. Mais au moment d'engager réellement son nom et sa responsabilité, il a souvent reculé. Il a préféré une action individuelle par les publications et les conférences, une mission « ex cathedra » plutôt qu'une action d'intellectuel véritablement « engagé ».

Ces projets, qui étaient plus ou moins élaborés selon les cas, n'ont pas pu être réalisés pendant la période du conflit, faute de moyens, de volonté ou de présence d'esprit. Après guerre, la plupart tomberont complètement dans l'oubli, mais certains seront repris sous une autre forme, tandis qu'on tentera d'en faire oublier le contenu trop peu adapté à la nouvelle donne européenne. Aussi Reynold a-t-il parfois fait le bon choix en s'abstenant. L'Histoire n'aime guère les « si », mais que serait-il advenu du châtelain de Cressier s'il avait accepté les invitations insistantes de Vichy ? Sa renommée n'aurait peut-être pas survécu à l'épuration d'après la guerre.

Reynold avait couché quelques idées sur papier, en 1938 déjà, un peu dans le même sens que Lambilliotte, dans le cadre de son ambition de réorienter la Coopération intellectuelle.<sup>12</sup> La volonté de créer un réseau pour l'élite européenne catholique faisait depuis longtemps partie des défis que Reynold souhaitait relever. Il songeait également à ce qu'il nommait « l'élite sociale », l'aristocratie. A un ami, il confiait qu'elle était la plus importante de toutes, plus encore que l'élite intellectuelle :

---

<sup>12</sup> Il s'agit d'un texte dactylographié de cinq pages, qui figure dans le dossier corr. cop. 1938, mais qui ne comporte aucune date ni aucun destinataire. Malgré la difficulté à préciser la nature de ce texte (manifeste, lettre collective ?), nous avons décidé de le reproduire en annexe, parce qu'il constitue un document très important pour saisir la pensée de Reynold.



Qu'on le veuille ou non, on n'évitera pas la question de l'aristocratie. Or, il faut se rendre compte que, de tous les régimes, l'aristocratique est celui qui, dans le passé, a duré le plus longtemps, a offert le moins d'inconvénients et de dangers, a couru le moins d'aventures.<sup>13</sup>

Il espère que l'aristocratie aura encore un rôle politique à jouer, en vertu de la longévité et des avantages du régime qu'elle composait. Outre sa haine de la démocratie et du libéralisme, qui sont toujours synonymes pour lui de désordre et d'abus, c'est sa fascination pour l'Ancien Régime qui parle ici. C'est le Reynold conservateur – au sens le plus fort du terme, qui prône le retour à « l'esprit du passé », à défaut de pouvoir retourner au passé lui-même – aux prises avec le Reynold moderne, partisan d'une adaptation aux « temps nouveaux ».

Dès lors, on comprend mieux le positionnement de Reynold dans le paysage des différents mouvements européens dès la fin de la guerre : il n'adhère à aucun d'entre eux, convaincu qu'ils ont d'ores et déjà manqué leur but.<sup>14</sup> De même en 1948, Reynold reste à l'écart des mouvements proches de l'Église, et cela en dépit de ses convictions quant au rôle que le catholicisme doit jouer dans la reconstruction européenne. Il confiera à un de ses correspondants être « sceptique à l'égard des grands congrès. Il y en a tant qui se succèdent, et tant de catholiques, que l'on commence à s'en fatiguer. »<sup>15</sup>

Il n'est guère étonnant que Reynold n'ait pas pris part aux Congrès laïcs préconsulaires<sup>16</sup>, puisque ces derniers se dirigeaient dans une direction opposée à celle que Reynold aurait aimé leur voir prendre. Il n'a pas voulu se réinsérer à n'importe quel prix dans les mouvements intellectuels catholiques, qui de leur côté n'avaient peut-être pas de place à lui offrir. Plus tard, la réaction de Reynold à Vatican II prouvera cependant qu'il n'avait rien perdu de sa pugnacité. Son engagement au sein du mouvement *Una Voce Helvetica* pour la sauvegarde de la messe en Latin et du chant grégorien s'inscrit comme un réflexe de défense face à la détente qui s'amorçait dans le catholicisme, tant à l'égard de l'œcuménisme que de

---

<sup>13</sup> Reynold à Paul Guyer, 27 avril 1943. FGR, Corr. cop. 1943.

<sup>14</sup> Guanzini, Catherine, *Gonzague de Reynold et la reconstruction européenne*, polycopié, Puidoux, 1987.

<sup>15</sup> Reynold à W. Ferber, 14 mai 1948. FGR, Ace 61/6. Cité par Guanzini, Catherine, *op. cit.*, p. 9.

<sup>16</sup> Son nom n'apparaît nulle part dans la thèse de Bernard Minvielle (*L'apostolat des laïcs à la veille du Concile (1949-1959). Histoire des Congrès mondiaux de 1951 à 1957*, Fribourg, Editions universitaires, 2001). Reynold s'est contenté de jeter un regard de plus en plus distant sur Pax Romana, alors que même Pierre-Louis Guye a tenté de s'associer au Congrès international de l'apostolat des laïques (Rome, 5-13 octobre 1957) en envoyant à de nombreux participants ses publications sur son projet d'Union civique mondiale, ainsi qu'une nouvelle publication intitulée *Projet d'un Institut sociologique suisse* (Ed. Fragnière, 1955). ACV, Fonds Guye, PP 688/2.

l'interprétation et de l'application de la doctrine pour la base des croyants.<sup>17</sup> L'attachement de Reynold aux rites et au dogme catholiques, sa fascination pour un ordre et une hiérarchie catholiques établis et qu'il voulait intangibles, son mépris pour la démocratie et son apologie de l'élite, tous ces facteurs ont concouru à ce qu'il s'oppose aux options d'ouverture et d'assouplissement du concile, en particulier les mesures de démocratisation au sein de l'Église et l'abandon du rite tridentin.

1938-1945 : les lettres de Gonzague de Reynold et de ses correspondants témoignent d'un esprit catholique antidémocratique et autoritaire auquel se sont abreuvés les membres d'une communauté charmée par les sirènes de l'Ordre nouveau. L'issue du conflit a marqué la faillite de cette « élite » éparse qui était résignée à de trop grandes compromissions pour mériter son titre. Reynold sera le spectateur et en quelque sorte la victime, après la Deuxième Guerre mondiale, de « l'effritement du modèle culturel de chrétienté »<sup>18</sup>. En Suisse et particulièrement à Fribourg, l'idéal d'un État chrétien, corporatiste, autoritaire, dont Joseph Piller était un représentant et Reynold « le chantre attitré »<sup>19</sup>, a perdu tout son éclat face à la victoire des démocraties occidentales et au procès de Vichy. Mais ce n'est là qu'un premier indice d'érosion, d'autres suivront. Vatican II a certes marqué le tournant le plus violent pour un catholique tel que Reynold. Ces évolutions terniront les dernières années<sup>20</sup> de cet intellectuel si constant dans ses idées et si fidèle aux traditions.

---

<sup>17</sup> Voir Despond, Guy-François, *Una Voce Helvetica : holographie de l'association pour la défense de la foi, du latin et du chant grégorien, au lendemain du Concile de Vatican II*, mémoire, Fribourg, 1994 ; Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 266-269.

<sup>18</sup> Python, Francis, « De la "religion en danger" à la "mission de Fribourg" », in *Annales fribourgeoises*, Fribourg, 1994/1997, t. 61/62, p. 206.

<sup>19</sup> Idem.

<sup>20</sup> Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 269.

## ANNEXES

### 1. « Pour l'Union des Chrétiens » : échange de lettres Pourtalès-Reynold

(La Revue catholique des idées et des faits, 1<sup>er</sup> mars 1940)

#### Pour l'union des Chrétiens

*MM. Guy de Pourtalès et Gonzague de Reynold viennent d'échanger, en Suisse, sur ce sujet capital pour l'avenir de l'Europe et du monde, des lettres publiques que nous nous faisons un devoir de faire connaître en Belgique. D'autant plus que les préoccupations d'union entre les Eglises ont rencontré chez nous, depuis vingt ans, un terrain plus fécond que partout ailleurs.*

##### LETTRE A GONZAGUE de REYNOLD.

Montana-sur-Sierre, 25 janvier 1940.

Mon cher Reynold,

Nos entretiens de Montana m'ont laissé un bien vif souvenir. Et depuis votre dernière et amicale visite, ma pensée se reporte souvent au grand problème que nous avons abordé ensemble, celui de la réconciliation — ou de l'entente (?) — des Eglises catholique et protestante. Car plus j'y songe, plus il m'apparaît que c'est là un des problèmes majeurs du temps présent, un des problèmes vitaux de l'avenir, dont la solution sera essentielle à la paix future du monde. C'est même à cause de sa grandeur que j'hésite à reprendre le sujet avec vous, ainsi que vous l'aviez souhaité. Je n'ai aucune des qualifications requises pour m'aventurer sur ces hauts terrains où j'aperçois, se profilant sur le ciel, tous les clochers des églises chrétiennes. Il faudrait une tout autre autorité que celle d'un simple homme de lettres, ou mieux, d'un simple homme de bonne volonté pour prétendre se faire écouter. Je ne représente rien, ni personne. Mes connaissances en théologie sont à peu près nulles, et faibles en histoire ecclésiastique. Tout séminariste, tout suffragant-pasteur, tout homme de foi serait en droit de récuser mes paroles. Vous voyez donc, cher ami, à quel mince personnage un éventuel contradicteur se trouverait avoir affaire si je vous offrais le secours de ma plume.

Toutefois le problème demeure présent à ma pensée. Il s'impose. Et la bonne volonté ne me manque pas. Si je me risque à reprendre l'entretien avec vous, c'est dans le seul espoir que vous ne l'abandonnerez pas, vous, historien et croyant, et que vous trouverez dans notre camp protestant un interlocuteur digne de vous donner la réplique.

Mais le point sur lequel je voudrais attirer votre attention avant le *départ*, point qui me paraît capital si vous parvenez à engager la discussion, c'est celui-ci : poser tout de suite le problème sur le seul terrain où il puisse recevoir une solution pratique, la défense en commun du patrimoine spirituel chrétien. Attaqué comme il l'est aujourd'hui par le néo-paganisme nazi d'une part, de l'autre par l'athéisme sanguinaire des Soviets, le christianisme doit opposer un front uni et général. Il ne s'agit plus du tout des vieilles discussions sur le dogme ou les doctrines. Non plus que de controverses historiques. Il s'agit plus simplement et plus généralement, me semble-t-il, de grouper les forces éparses de la Civilisation chrétienne, mère de notre culture, afin de les opposer au nihilisme antihumain, à l'espèce de robot terrible et puéril qui menace d'engloutir tous les droits de l'esprit, toutes les acquisitions de la raison et de la philosophie, aussi bien que les consolations de la foi et les avantages de la tolérance intellectuelle que l'homme s'est assurés au cours des siècles. Le

martyrologe s'allonge chaque jour des saints ou des malheureux qui paient de leur liberté, de leur ruine physique et morale ou de leur vie la rectitude de leur conscience ou leurs travaux passés. Et c'est justement cette universalité même de la souffrance qui soulève le monde de pitié et oblige chacun d'entre nous à y chercher remède.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, vous le savez mieux que moi, que date cette grande espérance de l'union des Eglises. Si le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle virent des luttes acharnées et sans concession entre l'idée de liberté et celle d'autorité, déjà le règne de Louis XIV témoigne de l'effort que fit l'esprit critique, à peine naissant, dans le sens de l'objectivité et de la tolérance. Le catholique Bossuet, le luthérien Leibniz, le juif Spinoza et le sceptique calviniste Pierre Bayle ont, chacun dans le courant propre de sa pensée religieuse, philosophique ou critique — comme vous voudrez — posé avec rigueur le problème et indiqué leur méthode pour le résoudre. Mais celui de ces quatre grands esprits qui me semble avoir le mieux pressenti des nécessités d'unification que l'avenir confirmera un jour, c'est Leibniz. Leibniz a dit qu'il ne voulait plus « distinguer ce qui distingue » ; ce chrétien, ce savant voulait obtenir un ralliement général aux formes les plus simples de la foi, qui sont aussi les plus profondes. Il échoua.

Mais n'est-ce pas en s'inspirant de ce noble esprit qu'on pourrait établir ces quelques règles préliminaires : 1<sup>o</sup> ne plus distinguer ce qui distingue ; 2<sup>o</sup> éviter toute controverse, afin de bien démontrer qu'on ne prétend ni convaincre, ni « réduire » personne, comme le voulait absolument Bossuet. Voilà pour le négatif. Et pour le positif : 1<sup>o</sup> dégager de la doctrine catholique comme de la doctrine protestante non plus ce qui sépare, mais ce qui unit ; 2<sup>o</sup> trouver pour les uns et les autres un dénominateur commun : les « formes simples de la foi » pour les croyants ; pour les autres, le respect, sinon l'attachement aux enseignements du Nouveau Testament, dont est issue la morale, puis la culture occidentale.

L'union des chrétiens, Bossuet la voulait, mais dans le catholicisme, et Leibniz la proposait dans le libre examen. Est-il vain de penser qu'entre ces deux attitudes un pont puisse être jeté ? C'est, ce fut, cela reste toute la question. Que le Concile de Trente ait eu ou non un caractère œcuménique, il n'a pu décider qu'en matière de foi. Or, ce n'est plus du problème de la foi qu'il s'agit aujourd'hui, mais d'instituer le front de défense commun du christianisme. Si je me réfère aux spiritualistes du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est parce que cette période de l'histoire des idées est particulièrement riche en efforts d'unification. Elle apparaissait presque, cette unification des Eglises, comme la pierre philosophale. Et il y eut beaucoup de pathétique dans ces ardeurs, ces violences, d'où devait sortir logiquement le scepticisme. Le XVIII<sup>e</sup> siècle, après le XVII<sup>e</sup>, fut incroyant, le XIX<sup>e</sup> indifférent dans son ensemble, malgré ses nombreux schismes, ses luttes, ses déchirements. Le XX<sup>e</sup>, que sera-t-il ?

Je n'ai pas oublié qu'un concile s'est réuni naguère en Suède pour essayer une fois encore de réparer les échecs d'autrefois et tenter de faire aboutir la grande entreprise. Malheureusement, l'Eglise romaine s'en est exclue, ce qui a ramené l'affaire aux proportions d'un synode général des confessions protestantes, auquel s'étaient joints, il faut le dire, les représentants de l'Eglise orthodoxe grecque. Encore qu'on soit parvenu, paraît-il, à réaliser d'utiles progrès d'ordre spirituel et pratique, ainsi qu'à Oxford en 1937, le but véritable n'a pas été atteint. Mais ce qui a pu paraître, il y a peu d'années encore, un rêve irréalisable, semble bien devenir à présent une nécessité. Pie XII a magnifiquement montré déjà la douloureuse attention qu'il porte au drame spirituel qui se joue un peu partout depuis que le communisme



s'efforce à dissoudre tout ce qui constitue la famille et la société, et le nazisme à détruire tout ce qui constitue la personnalité humaine. Aussi les récentes encycliques du Pape et ses discours ont-ils été reçus par beaucoup de non-catholiques avec un sentiment de joie, et aussi avec ce sentiment d'humilité, peut-être d'envie, que donne le spectacle d'une autorité puissante mise au service d'une juste cause, alors que nos guides protestants ne peuvent faire entendre que leur voix isolée et un peu faible au milieu du tumulte. (J'imagine qu'il n'y aura guère de protestants pour me contredire sur ce point...) Mais dès lors que cette autorité existe, est reconnue, et s'exerce avec clairvoyance, ne doit-elle pas tenir à honneur de faire le premier geste conciliateur à l'égard des Eglises chrétiennes dissidentes, privées de cette puissante organisation romaine qui leur permettrait de faire face au commun péril? N'est-ce pas cette fois à l'Eglise romaine qu'il appartient de s'avancer pour assurer la résistance sur toutes les lignes? Le christianisme ne doit être qu'un, dès lors qu'il est attaqué non plus dans ses dogmes mais dans ses accomplissements. C'est là le fait nouveau dont il faut partir pour établir cette ligne Maginot de l'esprit, de la tradition, et même de l'espérance.

J'ai eu l'honneur, en 1937, d'être reçu en audience au Vatican par celui qui était alors le cardinal Pacelli et, bien que notre conversation ait roulé sur de tout autres sujets, nous avons néanmoins effleuré celui-ci. Vous connaissez aussi Pie XII, sa largeur de vues, sa haute intelligence politique et sa bienveillance. Je suis persuadé que sa grande âme goûterait de voir attachée à son pontificat cette tentative d'unification morale des Eglises chrétiennes. Il semble bien que, jusqu'ici, le président Roosevelt soit le seul chef de gouvernement qui ait compris l'urgence de ce problème du front unique. Cependant ne voyons-nous pas la France et l'Angleterre résoudre un problème parallèle dans des domaines où il semblerait qu'il fût plus difficile encore de tomber d'accord, puisqu'il s'agit d'intérêts matériels? Et ces batailles-là sont sans pardon, on le sait. A moins que les intérêts spirituels... Mais je me refuse à croire qu'une cause si pressante ne puisse aboutir à une solution raisonnable, ou disons acceptable pour les deux partis.

Peut-être viendra-t-on nous objecter qu'après la religion du Christ est venue la religion naturelle, et qu'une grande partie du monde pensant s'y étant rallié, s'y ralliant encore, elle n'a aucun besoin du vieux carillon des cathédrales pour sonner le rassemblement de ses fidèles. Mais ce n'est point de cela qu'il est question dans le temps que nous vivons. Encore une fois, il ne s'agit ni d'orthodoxie, ni d'hétérodoxie, de philosophie ou de libre pensée. Il s'agit d'action. Et dans nos entretiens montagnards nous avons aperçu les avantages immenses que pourrait retirer d'une sorte d'union platonique des Eglises la civilisation occidentale tout entière, construite, qu'on le veuille ou non, sur la tradition chrétienne. Or, mon cher ami, vous écrivez dans la *Gazette des Billets à un Suisse inquiet* où je vous vois préoccupé non seulement de l'avenir de la Suisse, mais encore de l'avenir européen, dont la présente guerre et les révolutions politiques qui l'ont amenée préludent peut-être à des bouleversements tout aussi profonds dans l'ordre de l'esprit. C'est donc désormais l'Occident dans son ensemble qui doit se liquer afin de maintenir ce qu'il est parvenu à créer. Et au premier rang de cette défense nous trouvons l'Eglise. Et le premier devoir de cette Eglise nous a semblé être, dans la crise actuelle, de rechercher pour cette lutte l'appui de tout ce qui a nom chrétien, sans se soucier de la confession à quoi celui-ci ou celui-là peut se rattacher.

Excusez-moi de me répéter : je ne suis qu'un laïc protestant qui cause avec un laïc catholique. Je ne suis qualifié par rien ni par personne, vous vous en doutez, pour rouvrir publiquement un

débat si grave et si ancien. Mais vous y êtes beaucoup mieux préparé que moi par votre mission d'historien indépendant, qui a toujours loyalement guerroyé pour ses convictions. Il vous incombe donc, mon cher Reynold, de développer à la tribune dont vous disposez l'idée que nous avons agitée ensemble. Pour épuisée et périmée qu'elle puisse paraître à certains, nous sommes d'avis tous les deux que les événements actuels la remettent en évidence avec une tragique brutalité. Sa libre discussion ne pourrait que servir une cause qui nous importe à tous. Souhaitons que d'autres, plus compétents que nous, s'en saisissent à leur tour et se montrent des réalisateurs où leurs devanciers ne suent rester que des polémistes.

Croyez-moi, mon cher ami, votre tout dévoué,

GUY DE POURTALÈS.

P.-S. — Ces lignes étaient écrites lorsque j'ai eu l'honneur de recevoir la visite du professeur Adolphe Keller, vice-président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, secrétaire pour l'Europe de l'immense Fédération des Eglises protestantes d'Amérique, et l'un des promoteurs des assemblées œcuméniques de Stockholm et d'Oxford. Le professeur Keller m'apprit que lui-même et Mgr Besson venaient précisément d'exposer conjointement devant le public de Zurich le problème qui fait l'objet de cette lettre. Le voilà donc déjà confié aux mains les plus autorisées. Mais le professeur Keller a bien voulu m'assurer que les laïcs n'en avaient pas moins le devoir de joindre leurs voix à celles des ecclésiastiques, ajoutant que si le débat y gagnait en ampleur, cela ne serait point un mal, au contraire. Ainsi, je ne change rien aux termes de cet écrit, mon cher Reynold; je formule seulement le vœu de vous y voir répondre bientôt, dans l'espérance que votre opinion en engagera nombre d'autres à librement s'exprimer.

#### RÉPONSE A GUY DE POURTALÈS.

Cressier-sur-Morat, le 3 février 1940.

Mon cher Pourtalès,

Nos conversations de Montana, moi non plus, je ne les oublierai jamais. Nous les tenions le dimanche matin, et toujours il faisait du soleil. Je revenais de la messe, vous aviez votre Bible près de vous. Ce fut en parlant de la guerre, de la révolution, de l'Europe que, par la force des choses, nous haussâmes jusqu'au problème religieux. Fenêtres largement ouvertes, nous causâmes en présence des montagnes, et j'évoquais deux alpinistes parvenus ensemble au sommet par deux versants opposés.

Je ne pense pas que nous ayons à nous retrancher derrière notre laïcité, notre incompétence. Des croyants ne sont jamais incompétents lorsqu'il s'agit d'une foi réellement vécue et profondément réfléchie. Puis n'oublions point l'Esprit-Saint et la grâce. Quant à cet échange de vues, enfin, il est bon que deux laïcs, deux « hommes seuls », comme vous et moi, l'instituent avant de laisser la parole aux théologiens et aux ecclésiastiques, s'il doit — ce que nous souhaitons — s'étendre jusqu'à eux. Nous n'engageons, nous ne compromettons que nous. Mais nous débattions.

\* \* \*

L'union des Eglises, qui l'a déjà préparée? Une grande expérience et une grande souffrance, l'épreuve de la persécution. Enregistrons les faits. Que, depuis 1917, en Russie, des orthodoxes, des protestants, des catholiques — et même des musul-



mans, et même des israélites — aient mêlé leur sang dans un commun martyre, n'est-ce point déjà la moitié du chemin? **Joseph de Maistre** — ce Joseph de Maistre qui écrivait par-dessus les temps et que nous pouvons aujourd'hui seulement comprendre — l'avait annoncé, prédit. Et n'est-ce pas une autre grande chose qu'en Allemagne même les protestants et les catholiques aient été amenés à constituer ensemble un front, chrétien? Nous sommes sur le terrain : c'est pour moi une certitude. Cette union, elle est dans la volonté de Dieu : autre certitude. Nous ne la verrons point achevée, nos enfants ne la verront point achevée : troisième certitude. Mais, quatrième certitude, nous savons que **notre devoir est de la faire avancer**, chacun de nous comme il le peut, chacun de nous de sa place. Nous avons pour cette œuvre, cette victoire, l'arme la plus puissante dont le chrétien puisse disposer : la prière. Car prier c'est vouloir, c'est mettre sa volonté dans la direction de la volonté divine.

Les temps que nous sommes contraints de vivre, cette dure période intermédiaire entre un monde qui meurt et un monde qui naît, ce changement d'époque et de civilisation, tous ces sacrifices, tous ces écroulements, tous ces malheurs, il faut y voir l'épreuve que Dieu inflige aux hommes, pour les châtier d'abord, mais aussi pour leur apprendre à revenir à Lui. Tel est le sens suprême, le pourquoi des événements. La démonstration par les faits, par l'évidence, c'est la méthode même de Dieu.

Dieu ne force pas notre liberté. C'est gratuitement qu'il nous donne sa grâce, mais il entend que nous coopérons avec elle. Une pensée comme l'union des Eglises est déjà une grâce. Donc, il appartient à nous de la recevoir et de la travailler.

\* \* \*

Voici comment et dans quelle atmosphère se pose le problème qui nous préoccupe :

D'après tous les signes, nous entrons en des temps apostoliques. Le monde qui se prépare va être un monde religieux. Un monde qui persécute la religion finit toujours par être un monde religieux : ce n'est point un paradoxe, c'est une observation. Même en Allemagne, même en Russie, à l'heure où nous écrivons, il est possible de la faire.

Mais, si ce monde ne trouve pas devant lui une cité chrétienne puissamment construite et assez vaste pour l'accueillir, il ne saura plus où se réfugier. Et il rentrera dans les cavernes.

Vous me parlez, mon cher ami, de la religion naturelle. Précisément, au cours d'une expérience qui a duré deux siècles, du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à maintenant, les modernes ont épuisé successivement toutes les formes de ce que vous entendez sans doute par la religion naturelle, en opposition à la religion révélée.

Au début, ce fut la séparation de la raison et de la foi. Puis, l'hostilité déclarée, militante, de la raison, ou plutôt du rationalisme, contre la foi. A l'irrégion foncière du XVIII<sup>e</sup> siècle succéda l'areligion croissante du XIX<sup>e</sup>; vous m'excuserez de simplifier ainsi, faute de place. Mais voyez dans quelle détresse intellectuelle et morale cette évolution a placé l'homme du XX<sup>e</sup>. Celui-ci est apparu comme un type nouveau. Il se trouve en pleine réaction contre la cérébralité exagérée de l'époque moderne. Il est un dur qui attache peu de prix à la vie individuelle, celle des autres et la sienne aussi. Mais il n'est point un sceptique. Au contraire, il est redevenu mystique et dogmatique : on le constate dès que l'on se donne la peine de lui enlever la pellicule de matérialisme qui le recouvre.

La libre pensée et même la pensée libre n'ont aucune valeur pour lui. Ce qu'il croit, il ne le discute pas, ni n'admet qu'on le discute. L'esprit critique est mort en lui. Il le remplace par une très puissante affectivité, allant jusqu'à l'élémentaire, à l'instinc-

tif. En somme, il représente un type beaucoup plus jeune que toutes les générations qui l'ont précédé : d'où un grand espoir, mais un retour à la barbarie. Enfin, il est incapable de vivre seul. Il ne vit que dans le groupe et par le groupe auquel il appartient : encore un trait primitif qui reparait. Il faut donc l'approcher non comme les apôtres approchaient les Grecs hypercivilisés, mais comme les missionnaires romains approchaient les barbares. Car cet homme nouveau a besoin de foi. Il a besoin de croyances positives. Il a besoin de trouver devant lui un christianisme splendide et fort, qui sache le comprendre, mais surtout s'imposer à lui.

Car cet homme du XX<sup>e</sup> siècle, cet homme des temps nouveaux, a déjà fait une première expérience : le XIX<sup>e</sup> ne lui a légué aucune croyance positive où il puisse trouver une base pour se reconstruire. D'où sa réaction dédaigneuse et rancunière contre ce qui est pour lui l'ancien régime : le monde bourgeois.

En s'efforçant d'affranchir l'homme, ce monde bourgeois, rationaliste et scientifique n'a réussi qu'à l'asservir. En le détachant de l'idée divine, il n'a réussi qu'à le décomposer. Après avoir abdiqué la foi au profit de l'instinct, l'homme moderne a touché le fond. Il a perdu le sens de sa personnalité. Il a chu en morceaux dans la matière. Il s'est suicidé dans le collectif. Il est retourné là où le monde moderne l'obligeait de retourner : au paganisme. Et voici de quelle manière ce retour, à quoi le monde moderne ne s'attendait certes pas, s'est opéré :

L'homme des temps nouveaux, ce fils de l'homme moderne, est donc un croyant. Ou plutôt un incrédule qui veut croire, qui a besoin de croire pour vivre. S'il est né incrédule, ce n'est pas de sa faute : c'est de la faute, de la très grande faute de son père. Le père a enlevé au fils le christianisme — ou, s'il le lui a laissé, c'est vidé de tout contenu doctrinal. Mais après? Après, ce qu'il avait cru substituer au christianisme n'a pas tenu debout. Les « religions laïques » dont le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle avaient successivement fait l'essai n'étaient que des idoles verbales, gonflées d'abstractions. Or, l'homme sera toujours, ou païen, ou chrétien. Il ne sera jamais laïque, libre penseur, rationaliste, athée, matérialiste longtemps : sa nature y répugne. Donc, après l'échec de l'effort tenté par le monde moderne, l'homme contemporain ne pouvait revenir qu'au paganisme, c'est-à-dire à la religion du clan, du groupe, de la classe, de l'Etat, de la nation, du sang ou des forces naturelles. Il y est revenu. Mais déjà l'observateur peut constater chez lui la désillusion, l'insatisfaction, le détachement, la rancœur. Qu'arrivera-t-il finalement? Les premiers symptômes laissent prévoir une crise violente de « mal du siècle », de fatigue, d'anarchie.

L'homme contemporain ne sera sauvé que s'il retrouve le chemin du christianisme. Mais il faut d'abord que le christianisme le trouve, lui, et sache remplir son âme vide. Aussi les Eglises chrétiennes ont-elles vis-à-vis de cet homme nouveau, et surtout orphelin, un immense devoir de charité.

\* \* \*

Or, la charité est unitive. Elle unit les hommes à Dieu. Ce rassemblement autour de Dieu crée la communion des âmes. Donc, la charité chrétienne ne peut que désirer, avec nostalgie, l'unité chrétienne. D'où ce principe : **commencer par la charité**. Elle seule donnera, dès le début, à nos voies encore divergentes, le premier infléchissement vers le but suprême mais invisible encore.

Est-il possible de revenir à l'unité chrétienne, et comment? Par un miracle de Dieu. Mais la charité peut nous rendre dignes d'un miracle.

Le premier moyen, le premier effort, je vous le répète, mon



cher ami, c'est de prier. La prière, c'est l'union de l'âme avec Dieu.

Je constate que, déjà, dans bien des Eglises chrétiennes, à commencer par l'Eglise catholique elle-même, on s'est mis à prier.

Je crois d'abord aux moyens mystiques, ensuite, à ceux de la raison.

Aujourd'hui, la raison vient nous dire que le meilleur moyen d'enrayer cette lente ascension vers l'unité chrétienne serait de vouloir à tout prix marcher trop vite et brûler les étapes.

Avant l'unité, que nous ne pouvons ni même ne devons envisager maintenant, il y a l'union.

Or, je crois l'union possible, cette union que vous appelez vous-même platonique, mon cher ami.

Pour qu'elle soit possible, il faut un premier objectif, un premier point de rassemblement. Mais, ce point de rassemblement, cet objectif, les événements eux-mêmes le mettent en pleine lumière, et cela d'une manière qui me paraît providentielle.

C'est d'abord le salut de l'Europe et de la civilisation.

Comme vous le savez, mon cher Pourtalès, voici des années que j'étudie l'Europe dans ses origines, sa formation, son histoire, et que je m'efforce de replacer les événements contemporains sur les grandes lignes de force européennes. Or, je suis parvenu à cette conclusion : l'Europe n'existe et ne peut se maintenir que par le christianisme. C'est parce qu'elle est d'essence chrétienne que la civilisation chrétienne est devenue universelle.

Ensuite, la conquête par le christianisme du monde nouveau. Si ce monde nouveau, le christianisme n'arrive point à le conquérir, que prévoir, sinon une longue décadence, une longue régression ?

Aussi, mon cher ami, ne parlons ni de ligne Maginot, ni même de défense, mais de conquête et d'évangélisation. La force attractive du christianisme est dans sa fermeté, sa cohésion doctrinale, unie à son infinie charité, à son infinie compréhension envers les hommes, personnes et sociétés.

Mais l'évangélisation et la conquête du monde nouveau supposent une trêve, une paix, une entente, une collaboration entre les Eglises chrétiennes.

Ne pensez-vous pas que cette entente et cette collaboration pourraient aujourd'hui s'établir non sur la définition des croyances elles-mêmes, sur les dogmes, mais sur les conséquences pratiques ? Les Eglises chrétiennes ne sont-elles point déjà d'accord, ou du moins près de se mettre d'accord, sur ce qu'il faut entendre par une paix chrétienne, une politique chrétienne, une sociologie chrétienne, sur une conception chrétienne de l'homme, de la société, de l'Etat ? Je ne vois point, en effet, de paix possible sans l'ordre chrétien : *pax tranquillitas ordinis*, la paix est la tranquillité, la récompense de l'ordre. Vaincus, vainqueurs ou neutres, jamais les Etats ne parviendront à rétablir l'ordre et la paix sans l'intervention d'une puissance spirituelle. Ou alors, après une brève période d'euphorie, tout recommencera comme avant, et pis qu'avant.

Voilà tout ce que je me sens capable de répondre, mon cher ami, à votre émouvant appel dont je ne me juge point digne. Pour le faire, j'ai dominé mon insuffisance : je la sens tout de même, comme vous sentez la vôtre. Et maintenant, souhaitons que d'autres, plus qualifiés, reprennent cette question qui est la question. Car nous ne l'avons posée que parce que les faits l'ont imposée.

*Tibi corde,*  
G. DE REYNOLD.

## 2. « Nulle action contre le communisme... »

Lettre sans destinataire mentionné, [sans lieu ni date], 1938, corr. cop. 1938.

Nulle action contre le communisme et la politique de Moscou ne saurait être efficace si elle se borne à demeurer préventive et défensive, si elle est incapable de ~~dépasser~~ traverser et dépasser le communisme lui-même pour apporter au monde contemporain un ordre nouveau.

Une telle action doit être entreprise et dirigée de très haut, sur de très grandes dimensions, avec de très grands moyens. Jusqu'ici, les efforts sont restés dispersés. Ils ont été entrepris par des organisations insuffisantes, ressemblant bien souvent à des "chapelles". Jusqu'ici, l'action fut surtout négative et trop hypnotisée par le communisme, par Moscou, pour voir au delà.

Or, il s'agit maintenant de voir au delà, de penser par époque. Le point de départ de toute action doit être cette vérité démontrée par les faits : une grande époque de l'histoire vient de se terminer, l'époque moderne ; une autre commence. Nous sommes dans la période intermédiaire entre un monde qui meurt et un monde qui naît. Durant de telles périodes, tout est remis en question, la courbe de la civilisation fléchit, la barbarie réparaît.

De telles périodes sont inévitables. Mais il est possible de les traverser et même de les raccourcir : affaire d'intelligence et de volonté, mais d'intelligence et de volonté universelles, par quoi j'entends une intelligence capable de synthèse et une volonté capable d'internationalisme dans son action.

La synthèse du monde contemporain peut se ranger à ces trois éléments historiques : révolution, réaction, contre-révolution. Aujourd'hui, la révolution est représentée par le communisme, elle a son foyer à Moscou ; la réaction est représentée par le monde bourgeois, les idées et les institutions démo-libérales, le principe individualiste qui fut le générateur de ce monde et de ces idées ; la contre-révolution enfin est représentée par ces regroupements de peuples qui s'opèrent sur l'idée nationale et par ces efforts pour dégager, reconstituer un monde nouveau. Ne pas oublier ici que la réaction est antérieure à la révolution, mais que la contre-révolution lui est postérieure. Comme dit Joseph de Maistre, la contre-révolution est une révolution contre la révolution.

Ces trois éléments se retrouvent dans chaque période analogue à celle-ci. Mais ce que celle-ci offre de particulier, c'est que nous n'assistons point à une révolution qui commence : nous assistons à une révolution qui finit. En effet, le communisme



n'est pas autre chose que l'aboutissement extrême et logique, le dernier avatar de la révolution française. La révolution française a projeté sur l'Europe entière et le monde entier une ligne de force où sont venues se brancher, au cours du XIXème siècle, d'autres lignes de force, comme celle du marxisme, comme celle encore du radicalisme anglo-saxon. Moscou est le point d'aboutissement, le point de chute.

Il est facile de constater que le régime soviétique, s'il est anti-bourgeois, ne vit que sur des idées bourgeoises, mais poussées jusqu'à leur extrême conséquence, mais déformées, mais ramenées à l'absolu. Par exemple, on discerne sans peine le lien qui rattache le mouvement des Sans-Dieu au mouvement anti-clérical, où le matérialisme dialectique au matérialisme scientifique, mis à la mode par Darwin.

Il n'est pas étonnant non plus de constater qu'aujourd'hui la révolution et la réaction tentent de se rejoindre, puisque la révolution, c'est-à-dire le communisme, est née de la réaction, c'est-à-dire du démo-libéralisme et de la révolution française. Celle-ci, une fois accaparée par la société bourgeoise, tendit à se stabiliser. Au début, la révolution russe fut dirigée contre elle, c'est-à-dire contre la forme bourgeoise qu'elle avait revêtue. Mais, avec le temps, le sang jacobin qui coule aussi bien dans les veines du monde bourgeois que dans celles de la révolution russe se fit sentir et réveilla les affinités. Lorsque la contre-révolution apparut, le danger commun opéra l'alliance.

Aujourd'hui, on se trouve en présence du communisme direct et du Front-populaire. C'est dire que nous sommes arrivés à ce moment inévitable dans l'histoire de toute révolution, où la révolution se modère pour se mettre au niveau de ceux qu'elle avait commencé par effrayer en les dépassant. La révolution s'embourgeoise et le monde bourgeois se radicalise. Tous deux sont d'accord pour tenter l'encerclement de l'ennemi commun, la contre-révolution.

Cette peur de la contre-révolution, c'est la peur du monde nouveau. Hier, la réaction, et aujourd'hui, la révolution, ont peur de demain, la contre-révolution.

La force de celle-ci réside en ce fait qu'elle a demain, l'avenir pour elle. Sa faiblesse, en revanche, c'est son extrême diversité. Elle est diverse parce qu'elle repose sur l'idée nationale, c'est-à-dire sur l'aspect le plus particulariste du monde contemporain. D'où la difficulté d'opérer une symbiose entre les différents éléments de la contre-révolution. La révolution



est encore au bénéfice de son internationalisme théorique et pratique : il est évident qu'elle inspire et dirige la Société des Nations et c'est un avantage pratique qu'elle a sur la contre-révolution, laquelle manque de centre . Mais, tant que la contre-révolution manquera de ~~son~~ centre, tant qu'elle sera incapable d'opposer internationalisme à internationalisme, universalité, à universalité, elle se trouvera dans un état d'infériorité stratégique à l'égard de ses adversaires .

\*

\*

\*

Si l'on a bien devant les yeux cette situation générale et dans l'esprit ces idées générales, on voit se décider nettement les grandes lignes ~~de~~ d'une action .

Le premier but que doit se proposer celle-ci , est de neutraliser d'abord, puis d'éliminer l'adversaire le plus immédiat, le plus directement menaçant : le communisme .

Mais la lutte contre le communisme ne doit être , ni une fin en soi, ni une limite . Elle doit conduire à rapprocher tous les éléments anti-marxistes , mais de telle manière que ces éléments arrivent à se cristalliser autour d'un programme positif, d'un programme de reconstruction . L'erreur ne doit plus être commise de lutter contre le communisme , si l'on peut dire, négativement .

Mais une autre erreur ne doit pas être commise non plus : ce serait celle qui consisterait à donner une prime à la réaction bourgeoise et démo-libérale en l'appelant à bénéficier de cette lutte . Le monde bourgeois est encore , dans sa majorité, anti-révolutionnaire , mais il n'est pas contre-révolutionnaire : c'est une différence essentielle . Il ne s'agit pas de le sauver, ni de lui rendre des forces . Il s'agit d'en absorber les meilleurs éléments dans la contre-révolution elle-même , tout en obligeant ces éléments les plus faibles et les plus contaminés à se laisser absorber dans la révolution .

Toutefois, la plus grande largeur de vues et d'esprit doit prédominer . J'appelle largeur de vues et d'esprit cette direction générale qui est capable d'amener au même point de rassemblement des forces différentes par des voies différentes . Durant cette première étape de l'action, la diversité des politiques nationales et par conséquent des intérêts nationaux doit être so

généralisme reconnu et respectée. De même doit être reconnu et respectée la diversité des doctrines et des principes spirituels qui ont dans le communisme leur plus radical adversaire parce qu'ils sont eux-mêmes fondamentalement opposés au matérialisme marxiste.

1. Ce qui me paraît s'imposer tout d'abord, comme moyen de réalisation pratique, c'est la création d'un centre à Genève. En effet, la Société des Nations est devenue elle-même le centre du Front-populaire international et autour d'elle viennent naturellement se polariser toutes les forces et toutes les tendances qui s'opposent à la contre-révolution. Car il n'y a point seulement à Genève la Société des Nations officielle, mais toute une série d'associations et groupements privés dont la longue liste est singulièrement significative.
2. L'établissement d'un centre à Genève est la nécessaire pour deux raisons. La première, c'est que les puissances qui ne l'ont plus partie de la Société des Nations, soit qu'elles aient démissionné, soit qu'elles se tiennent à l'écart, ont tout de même un intérêt primordial à ce que leur influence politique continue de se faire sentir à Genève d'une manière suivie et à empêcher que la Société des Nations ne soit plus qu'une machine de guerre dirigée contre elle. La seconde raison, c'est que parmi les Etats membres de la Société des Nations, il en est plusieurs qui trouveraient un grand avantage à se grouper autour d'un tel centre ou à utiliser ses services. Ces Etats, en effet, se trouvent gênés par le fait que la Société des Nations est aujourd'hui entièrement entre les mains de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie soviétique. L'influence de la Société des Nations en tant que telle et son prestige sont fortement diminués, il est vrai, mais elle n'en garde pas moins toute son importance comme foyer d'une certaine politique et comme lieu de rassemblement de certaines tendances.
3. La première activité de ce centre consisterait donc à surveiller de très près et à combattre ces tendances et cette politique. Il devrait être organisé d'abord comme un centre de renseignements et comme une agence de nouvelles. C'est sous cette première forme qu'il devrait se présenter au public.
4. Néanmoins, l'activité de ce centre ne devrait point se borner à rassembler les renseignements et à émettre des nouvelles. Le centre devrait chercher à constituer peu à peu une sorte de "Société des Nations civilisées", c'est-à-dire décidée à éliminer la barbarie communiste, tout en se rapprochant les unes des autres pour étudier ensemble toutes les grandes



questions qui intéressent l'ordre et la paix .

5. Une autre activité essentielle du centre , consisterait à opérer le rassemblement de toutes les forces intellectuelles et spirituelles opposées au communisme , et cela en vertu de ce principe qu'aucune politique n'est solide et durable si elle ne repose sur un accord préalable des esprits et si elle n'agit dans la même direction que les mêmes forces spirituelles.
6. Rien ne devrait empêcher le centre de favoriser ou de pratiquer lui-même plusieurs politiques pourvu qu'elles soient convergentes . Il n'y a aucun inconvénient, en effet, pour qui juge de haut , à travailler à la fois pour <sup>la</sup> politique de l'axe Rome-Berlin , pour celle de l'Espagne de Franco ou du Portugal de Salazar , pour celle des Etats ibéro-américains résolus à se débarrasser du communisme , pour la lutte des Eglises chrétiennes contre le communisme, etc . Il serait toutefois bien entendu qu'il ne s'agirait en aucune façon de s'immiscer dans la politique intérieure de ces Etats , mais de n'agir que sur le plan international .
7. Voilà pourquoi le centre devrait posséder la plus grande autonomie, la plus grande liberté d'action, une fois fixés ses principes d'action , établies les grandes lignes de son programme .
8. En aucune manière, le centre ne devrait apparaître comme une dépendance de telle ou telle puissance , de tel ou tel régime . C'est la raison pour laquelle il devrait pouvoir se constituer librement de lui-même , par initiative personnelle prise par des personnes absolument indépendantes et d'autorité morale absolument <sup>irréprochable.</sup> ~~inéprouvée~~ et appartenant elles-mêmes à des pays neutres comme la Suisse. Le centre ainsi constitué pourrait entrer lui-même en négociations avec les gouvernements pour établir une série de contrats particuliers , s'insérant dans le cadre de l'action générale , conformément aux principes de celle-ci .
9. Des accords du même genre pourraient également être conclus avec des groupements ou des institutions d'ordre intellectuel et spirituel .
10. L'indépendance du centre serait d'autant mieux reconnue, son influence serait d'autant plus grande , son activité pourrait s'exercer dans un cadre d'autant plus vague qu'il apparaîtrait comme l'organe d'un plus grand nombre d'Etats et une opinion d'autant plus nombreuse et cohérente en Europe et dans le monde entier . A ce moment-là, une force égale , sinon supérieure à celle de tous les adversaires se trouverait ainsi constituée .

### 3. Choix de lettres de Gonzague de Reynold

Les lettres que nous avons choisi de reproduire ici ne couvrent pas de manière homogène la période 1938 à 1945, loin s'en faut. Nous constatons que les aspects les plus intéressants de la correspondance de Reynold – avec l'inévitable risque de subjectivité d'un tel constat – se concentrent sur la période de 1939 à 1942. Le même phénomène s'observe dans le mémoire de Céline Carrupt, avec un décalage d'une année, qui s'explique par le fait que la « campagne politique » de Reynold débute en 1938 et s'achève par son retrait en 1941.

Il est toujours délicat d'établir des critères de sélection. Le premier qui s'est imposé est bien sûr celui de la thématique. Sur les 2500 lettres produites par Reynold entre 1938 et 1945, seul un bon tiers d'entre elles entrait dans notre problématique. Mais ensuite, les principaux critères qui ont guidé nos choix ont été la « représentativité » et la pertinence d'une lettre pour la démonstration, son caractère plus ou moins inédit, et l'intérêt qu'elle présente dans *son ensemble*. Certaines lettres recèlent deux phrases cruciales pour cerner la pensée de Reynold, mais n'offrent pour le reste que des aspects anecdotiques. Nous avons renoncé à reproduire ce type de lettres ici, en les mentionnant par contre dans l'analyse. Une bonne dizaine de lettres très intéressantes n'ont pas pu être reproduites ici, parce qu'une ou plusieurs pages ont été perdues, du moins ne les avons-nous pas retrouvées dans le vaste fonds d'archives.

Les modèles que nous avons adoptés pour l'édition critique sont les correspondances Journet-Maritain et Bloch-Febvre<sup>1</sup>. L'élaboration de l'appareil critique n'a pas été sans quelques difficultés. Elles sont du même ordre que celles rencontrées par Céline Carrupt : certaines allusions impossibles à expliquer, certaines personnes difficiles à identifier avec précision. Nous avons tenté d'éclairer ces lettres par toutes les remarques et explications qui permettraient de mieux cerner la pensée et l'action de Reynold.

Pour les indications biographiques des personnalités déjà rencontrées dans l'analyse – à côté desquelles figure un astérisque (\*) –, nous renvoyons le lecteur à l'index biographique.

Quant à la reproduction des lettres, nous avons respecté strictement l'orthographe et la ponctuation de Reynold en faisant suivre d'un [sic] les erreurs éventuelles, et en complétant

---

<sup>1</sup> *Journet-Maritain, Correspondance*, édition établie par Favez, Claude ; Favre, Jacqueline ; Sallès, Monique ; Mougel, Dominique et René, sous la direction de Mgr Pierre Mamie et RP. Georges Cottier, Fribourg, Paris, Editions universitaires, Editions St-Paul, 1997 ; Müller, Bertrand, *Marc Bloch, Lucien Febvre, Correspondance*, Paris, Fayard, 1994.

un terme manquant ou raturé en le signalant entre crochets. Les titres ou expressions soulignés dans les lettres de Reynold sont rapportés ici en italique. Reynold complétait parfois les dernières phrases de ses lettres à la main, voire parfois l'adresse (« Cher ami », « Monsieur », etc.). Aussi ne sommes-nous pas assurés que l'intégralité des lettres soit retranscrite, puisque nous ne disposons que des copies.

**Corr. cop. 1938, Lettre à Gustave Deslex\***

Cressier-sur-Morat, le 3 juin 1938

Monsieur,

J'ai trouvé votre lettre<sup>2</sup> sur ma table en revenant de Lisbonne où m'attendait le prix Camoens<sup>3</sup>. Elle m'a beaucoup intéressé. Je connais bien l'Italie où j'ai beaucoup d'amis<sup>4</sup> ; je crois, sans exagérer, que le premier de ces amis est le Duce lui-même que j'ai vu trois fois<sup>5</sup>. La dernière fois, c'était le lundi 6 décembre [1937] où je suis resté une heure et demie avec lui seul. J'ai étudié le fascisme dans un chapitre de mon livre *L'Europe tragique*<sup>6</sup>, ai fait plusieurs conférences à l'Université de Rome et suis commandeur de l'ordre de la couronne d'Italie. Tout ceci pour vous dire que je ne puis pas me considérer tout à fait étranger dans la péninsule. A la prochaine occasion, je ne manquerai pas de vous rendre visite.<sup>7</sup>

Dans la liste de mes « Billets à ces Messieurs de Berne », j'en ai prévu un sur le système corporatif<sup>8</sup>. C'est vous dire que votre lettre me sera très utile. Mais j'aimerais

<sup>2</sup> Gustave Deslex à Reynold, 10 mai 1938. FGR, corr. pers. 1938. Le 30 mai, Deslex enverra une nouvelle lettre à Reynold qui ne lui avait pas encore répondu, pour savoir si ses idées n'avaient pas choqué le Fribourgeois.

<sup>3</sup> Après une visite officielle au Portugal en 1935, Reynold publie *Portugal* en 1936. L'ouvrage à l'éloge de l'*Estado Novo* est salué par Salazar qui lui remettra le prix Camoens de 20 000 escudos le 30 avril 1938, au détriment du poète autrichien Stefan Zweig et de l'Allemand Friedrich Sieburg qui avaient pris part au concours. (Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 196-197)

<sup>4</sup> Deux de ses principaux amis italiens étaient les ministres fascistes Dino Alfieri et Alfredo Rocco (décédé en 1935). Ce dernier lui avait officiellement proposé la chaire de littérature néo-latine à l'université de Rome en automne 1929, au moment où Reynold sentait que le vent allait tourner défavorablement pour lui à Berne. Voir Mattioli, Aram, *op. cit.*, pp. 161-162.

<sup>5</sup> Si l'on en croit Reynold dans ses *Mémoires*, il aurait rencontré sept fois le Duce : en mars 1927, où ils auraient eu un long entretien à propos de la SdN, et le 19 novembre 1932 dans le cadre des séances du *Convegno Volta* sur l'Europe. Puis le 1<sup>er</sup> décembre 1933, dans le cadre de l'Institut International du Cinématographe Educatif ; il a rencontré encore deux fois le Duce en 1934, une fois en 1935 et une dernière fois en 1937. Mattioli a fait le compte de six audiences particulières. (*Mes Mémoire*, tome 3, *op. cit.*, pp. 519-557 ; Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 137)

<sup>6</sup> *L'Europe tragique*, Paris, Editions Spes, 1934.

<sup>7</sup> Deslex l'invitait à « faire un petit voyage en Italie » pour qu'il puisse « constater "de visu" les progrès prodigieux de cette jeune nation dans tous les secteurs de son activité et avec des ressources limitées, grâce certainement au régime mussolinien ("ordre, discipline, travail"). »

<sup>8</sup> Il s'agit vraisemblablement du Billet qui sera repris dans *Conscience de la Suisse* comme conclusion et qui porte comme titre « Rénovation » (pp. 285-299). L'idée corporative est présente dans d'autres chapitres du livre,

vous demander quelque chose de plus : c'est de faire ce que vous n'avez pas voulu faire sous le prétexte inexistant de m'ennuyer par votre bavardage. J'aimerais savoir comment vous voyez l'avenir économique et financier de la Suisse et comment vous concevez la manière dont le régime corporatif pourrait s'établir chez nous. Estimez-vous, en particulier, comme certains corporatistes qu'elle pourrait s'établir de bas en haut, c'est-à-dire sans l'intervention de l'État ? Je suis assez séduit par le corporatisme portugais que j'ai pu étudier sur place et auquel j'ai consacré tout un chapitre dans mon livre *Portugal* et sur lequel j'ai fait plusieurs conférences, soit en Suisse, soit à l'étranger. C'est un système très différent du système italien et je crois qu'il nous conviendrait mieux. Je ne vous cacherai pas qu'en suisse, cela ne peut pas durer ainsi et qu'il faudra se décider un jour ou l'autre pour la solution étatiste centralisatrice et socialiste ou pour la solution fédérative, chrétienne et corporative.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

---

mais en filigrane, sans être nommée en toutes lettres. Reynold propose le remplacement du régime des partis par celui du régime social des corporations (considérées comme des « associations naturelles »).

Corr. cop. 1939, **Lettre à Guy de Pourtalès\***

Cressier-sur-Morat, le 16 janvier 1939

Cher ami,

C'est un geste bien gentil de votre part que de me réclamer *Conscience de la Suisse*. Vous aurez probablement reçu le bouquin ou du moins vous allez le recevoir. J'ai dû faire mon service de presse en deux temps parce que la première édition s'est épuisée si vite qu'il a fallu en tirer une seconde, laquelle est déjà presque épuisée maintenant. Alors, mon éditeur n'a pas mis tout de suite à ma disposition tous les exemplaires dont j'aurais eu besoin. Puis, je n'avais pas votre bonne adresse que Jacques Chenevière\* a fini par me donner. Et voilà !

Maintenant, je tiens à vous tenir au courant, car vous pouvez beaucoup m'aider dans cette grande bataille<sup>9</sup> :

Je ne m'attendais point à ce que ce livre eut tant de succès. Au contraire, je m'étais préparé à la conspiration du silence<sup>10</sup>. Mais le livre s'enlève comme des petits pains. Je reçois chaque jour des témoignages les plus divers et les plus inattendus. Un vaste ralliement est en train de s'opérer autour de ma personne et de mes idées. C'est le parti chrétien-social de Genève qui forme un cercle d'études<sup>11</sup> ; ce sont les instituteurs fribourgeois

---

<sup>9</sup> Reynold nage en pleine euphorie. Il se sent porté par un courant, pense qu'une cristallisation s'opère autour de lui. Pour comprendre dans quel état d'esprit il écrit cette lettre à Pourtalès, l'étude de Céline Carrupt s'avère de première importance : voir son point « La cristallisation : adhésions et oppositions », *op. cit.*, pp. 20-25.

<sup>10</sup> Le motif de la « conspiration du silence » revient très fréquemment sous la plume de Reynold. La plupart du temps, Reynold estime que les conspirateurs sont des radicaux (Reynold à Sazenbach, 6 février 1941. FGR, corr. cop. 1941), quand il ne se sent pas victime de l'ostracisme de ses propres compatriotes fribourgeois catholiques conservateurs.

<sup>11</sup> Ce cercle a été formé à l'instigation de René Leyvraz\*, dont Reynold est le maître à penser. Reynold participera le 25 mars à « une conférence secrète d'intellectuels de droite qui ont pour lui les plus vives sympathies ». Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 209. Céline Carrupt révèle que Leyvraz a réuni une quinzaine de jeunes chrétien-sociaux de Genève dans le but de méditer sur *Conscience de la Suisse*. Cette idée de rassembler la jeunesse plaît énormément à Reynold, qui incite ses amis à créer d'autres groupes du même genre. Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 22.



qui se rassemblent pour écouter un exposé sur le bouquin ; c'est le groupe d'Oxford<sup>12</sup> qui m'envoie son secrétaire général<sup>13</sup> pour me dire que, si je fais n'importe quoi, cette force protestante sera derrière moi ; je reçois des lettres de curés, de diaconesses, d'ouvriers socialistes<sup>14</sup>, des adhésions provenant de disciples de Maurras et d'adeptes du mouvement Esprit<sup>15</sup> ; les sous-officiers me réclament<sup>16</sup>, le Cercle de la Presse de Genève va m'offrir un banquet<sup>17</sup>, des manifestations se préparent à Genève et à Zurich<sup>18</sup>. Tout cela n'est peut-être que feu de paille, mais tout cela peut me conduire beaucoup plus loin que là où je voulais m'arrêter. S'il doit en être ainsi, je ne reculerai pas devant mon destin et j'accepterai l'ordre de Dieu en chrétien et en soldat.<sup>19</sup>

Ceci dit, quelle est la situation de la Suisse, à l'heure actuelle ?

Pour répondre, je pars de cette hantise anti-naziste qui s'est emparée de la Suisse allemande. On ne saurait nier l'existence du danger national-socialiste. Mais c'est un danger qu'il faut regarder avec les deux yeux, non au travers d'une loupe grossissante. Il existe, il est encore superficiel. Il ne sera un péril immédiat que si on le provoque, si on le crée. Le vrai danger, le vrai péril est là, non à l'extérieur, mais à l'intérieur. Il est dans les dépenses exagérées, dans les dépenses folles que nous entreprenons pour nous défendre et qui avance l'heure de la faillite. Il est dans ces idées simplistes, idées de gens qui ne savent plus se servir de leurs cerveaux<sup>20</sup> – en vertu desquels [sic] nous nous imaginons que, pour mieux résister à l'étatisme, à la synchronisation, à la socialisation germaniques, il faut faire la même chose. Je diagnostique chez nos Confédérés, sous leur opposition de doctrine et de principe au

---

<sup>12</sup> Ses principaux soutiens au sein du Groupe d'Oxford en Suisse sont Theophil Spoerri et Philippe Mottu, qui se trouvent également être deux des principaux membres de la Ligue du Gothard. Sur les groupes d'Oxford et sur les relations de Reynold avec le groupe d'Oxford en Suisse, voir le point 2.3.2.

<sup>13</sup> Il s'agit de Max Huber\*.

<sup>14</sup> Dans l'état actuel de nos recherches, nous n'avons pu établir à qui Reynold fait allusion dans cette énumération.

<sup>15</sup> Maurice Zermatten, grand admirateur de Reynold, va organiser une lecture de *Conscience de la Suisse* dans le cadre du Groupe Esprit de Lausanne et de Sion. Mais Céline Carrupt explique que la réception du livre dans ce groupe ne se fera pas sans quelques réserves. Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 22-23.

<sup>16</sup> Il s'agirait des sous-officiers de Sion. Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 21.

<sup>17</sup> Le Cercle de la presse et des amitiés étrangères de Genève avait pris contact avec Reynold en décembre 1938 pour organiser un dîner en son honneur. Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 29.

<sup>18</sup> Reynold donne une conférence à Genève le 24 mars 1939. En mai 1939, soutenus par des disciples, Reynold part à la conquête de la Suisse alémanique et entame une tournée à Zurich. Sur ces deux campagnes politiques, voir Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 30-33 et pp. 40-44.

<sup>19</sup> Reynold s' imagine qu'il pourrait être placé au pouvoir de la même manière que Salazar, selon le mythe du « dictateur par devoir ».

<sup>20</sup> Voir le point 1.1.1.2. Un penseur de la décadence ? Reynold dit constater « un processus de fatigue, un renoncement à l'effort intellectuel, un besoin de simplification et de facilité ». L'intelligence humaine serait corrompue par les idées modernes.

national-socialisme, une influence que celui-ci exerce toujours plus fortement sur leur tempérament, leur attitude, leurs réflexes, leur subconscient. Si donc ils persévèrent dans la mauvaise route où ils se sont engagés et où ils nous ont engagés avec eux, un moment arrivera où, après l'échec inévitable de l'expérience socialiste et socialisante, il faudra se décider entre deux révolutions : ou la révolution national-socialiste, un 1798 venu du Rhin<sup>21</sup> ; ou la révolution nationale telle que je la préconise.

J'ai demandé à mes amis français de m'aider, de m'appuyer par ce que j'appelle un mouvement tournant de l'opinion suisse<sup>22</sup>. Il faut que des voix autorisées ne cessent de dire à mes compatriotes : « Si vous êtes capables de conserver et de rajeunir votre fédéralisme, alors la Suisse sera digne d'intérêt, elle méritera qu'on la défende. Elle aura une originalité, une civilisation, une raison d'être. Elle aura une mission à remplir dans le monde, elle pourra servir d'exemple et de modèle. Sinon elle ne sera plus qu'un petit pays, au lieu d'être un petit monde ; réduction servile d'États plus grands qu'elle, elle cessera de nous intéresser. »

L'opinion suisse et particulièrement celle de la Suisse allemande est immédiatement sensible à tout ce qui vient de France. Le service de presse du Palais fédéral est un canal dont il faut savoir se servir.

Je suis sûr, mon cher ami, que je puis compter sur vous. Je vous en remercie d'avance. Moins pour moi que pour mon pays.

Très cordialement à vous,

---

<sup>21</sup> « Devant le national-socialisme », in *Conscience de la Suisse. Billets à ces messieurs de Berne*, Neuchâtel, la Baconnière, 1939, pp. 262-270. Dans ce billet, Reynold compare la situation de la Suisse en 1798 et celle de la Suisse en 1939, avec une autre révolution à ses frontières qui menace de la gagner : le national-socialisme. Le ton du billet contraste singulièrement avec celui de la lettre à Pourtalès ou plus tard celui de la lettre à Paul de Vallière (18 juillet 1940, en annexe). Le Billet apparaît comme un appel à la résistance face au national-socialisme : « Mais il est impossible de résister à une révolution en restant sur les lignes, fussent-elles directrices, que cette révolution a laissé derrière soi : on ne lui résiste qu'en établissant sur les lignes en face, les lignes contraires, d'où on la combat offensivement. La réaction est derrière la révolution, la contre-révolution est devant. » (*Conscience de la Suisse*, p. 270.). En juin 1940, le discours de Reynold s'est modifié. S'il s'oppose toujours fermement au principe d'une Suisse modelée par le national-socialisme, il prône en revanche une adaptation à l'ordre nouveau, l'abandon de la démocratie au profit d'un régime de type autoritaire, État chrétien à la Salazar. Cette adaptation doit selon lui se faire très rapidement, faute de quoi le changement serait imposé « de l'extérieur ».

<sup>22</sup> Victor de la Fortelle (intellectuel français, directeur de *Chrétien Occident*), aide beaucoup Reynold dans la diffusion de ses idées à l'étranger, en France et en Roumanie notamment (Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 18). Voir aussi le point 3.3.2. Un crochet par Paris, tremplin pour la Suisse. En mars 1940, Reynold cherche encore de l'aide en France : tous les articles dont on peut le gratifier (surtout s'ils sont de la main de Lucien Romier\*) lui sont d'une grande aide en Suisse : « C'est l'aile enveloppante », dit-il à son amie Delpech-Estier (lettre du 8 mars 1940. FGR, corr. cop. 1940).

Corr. cop. 1939, **Lettre à l'abbé René-Gabriel Van den Hout\***

Cressier-sur-Morat, le 6 mars 1939

Bien cher ami,

Je serai vraisemblablement à Paris les premiers jours de la Semaine Sainte. Je vous écrirai à temps lorsque j'aurai des précisions. Il est indispensable qu'à ce moment de grandes luttes, générales et particulières, nous nous concertions sérieusement.

La suite de mon étude sur l'Allemagne va continuer de paraître dans la Revue Universelle. Il y a huit jours, j'ai envoyé trente pages à Massis\*. Je pense terminer en avril-mai. Après quoi, il y a des chances pour que tout soit immédiatement réuni en un volume.<sup>23</sup>

Quant à mon livre : Qu'est-ce que l'Europe ?<sup>24</sup> j'ai un plan général, mais j'évite comme de coutume de prévoir tout de suite la division en chapitre, car on a de mauvaises surprises. Pour le moment, j'achève un second chapitre sur le mythe Europe. Après quoi, viendra un troisième chapitre sur la découverte de l'Europe par elle-même. Suivra un cinquième sur la civilisation méditerranéenne. Et ce sera tout pour la première partie, celle des origines. Il y en aura encore au moins deux autres dont je n'ai pas encore divisé de contenu. Je ne pense pas que vous puissiez tout publier, ni même que je puisse vous donner tout. Prenez ce qui vous convient, mais ne tardez pas trop.

J'avoue être moins optimiste que vous quant à la situation générale. A ce propos, je viens de lire un article bien remarquable, signé Gustave Thibon\*, dans le dernier numéro de la Revue<sup>25</sup>. Qui est-ce ? et pouvez-vous m'envoyer son adresse ? Je désirerais lui faire parvenir un exemplaire de *Conscience de la Suisse*.

La cristallisation continue à s'opérer autour de ce bouquin. Le 10, le Cercle de la presse m'offre un dîner à Genève. Le 24, à Genève encore, grande manifestation où

---

<sup>23</sup> D'où vient l'Allemagne ?, Paris, Plon, 1939.

<sup>24</sup> Il prendra le titre de *La Formation de l'Europe*.

<sup>25</sup> *La Revue catholique des idées et des faits*, dont Van den Hout est le directeur.

j'adresserai un appel au peuple suisse<sup>26</sup>. Puis, la traduction allemande<sup>27</sup>, abrégée et populaire, tirée à dix mille exemplaires, dont mille seront distribués gratuitement, etc. La presse française a bien donné : le Jour, le Temps, la Revue universelle, la Revue des vivants, etc. J'attends encore plusieurs articles importants. Je voudrais qu'il en fut [sic] de même en Belgique. Toutes ces coupures arrivent au Gouvernement fédéral, ce qui l'impressionne<sup>28</sup>.

Quant à ma santé, elle tient, mais je commence à me sentir surmené.

Ma femme et moi, nous vous envoyons nos meilleurs souvenirs.

---

<sup>26</sup> La manifestation (2000 personnes selon les estimations de Reynold) aura lieu dans la salle de la Réformation – le Victoria Hall avait refusé de l'accueillir. Dans son discours, Reynold compare la Suisse à un organisme malade et lance un appel à la rénovation. Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 32.

<sup>27</sup> La traduction allemande de *Conscience de la Suisse* était un passage obligé pour Reynold qui se proposait de « conquérir la Suisse allemande ». Il a habilement mis en contact Christian Gasser, Philippe Mottu et le Dr Alphonse Maeder, qui vont marcher main dans la main pour réaliser la traduction. Le problème du financement sera résolu grâce à la cotisation de plusieurs membres du Groupe d'Oxford. *Selbstbesinnung der Schweiz* paraîtra en 1939. Carrupt, Céline, *op. cit.*, pp. 26-27.

<sup>28</sup> Voir lettre précédente : « Le service de presse du Palais fédéral est un canal dont il faut savoir se servir ». Reynold est dans une certaine mesure l'artisan de son « succès » dans la presse étrangère. Voir le point 3.3.2. : Un crochet par Paris, tremplin pour la Suisse.

Corr. cop. 1939, **Lettre à Philippe Mottu**<sup>29</sup>

Cressier-sur-Morat, le 18 novembre 1939.

Cher Monsieur,

Croyez que je suis très sensible à votre lettre. Mais, plus je vais, je vois et j'apprends, plus ma conviction s'enracine que, sans le pouvoir politique, tout ce que l'on entreprend est incomplet, partiel, trop lent et en retard. La préparation des esprits, si l'on veut le salut du pays, ne doit donc pas être morale, seulement, mais aussi politique. Autrement dit, il faut les orienter vers les solutions politiques incluses implicitement dans la morale chrétienne. Ces solutions peuvent d'ailleurs se résumer ainsi : harmonisation et prolongation des libertés essentielles de l'homme par le principe d'autorité, répudiation de tout ce qui pourrait confondre le christianisme avec un régime, quel qu'il soit, condamnation de l'étatisme sous toutes ses formes, allant de l'étatisme démocratique au totalitaire, acceptation des inégalités et des diversités de la vie, condamnation de toute idéologie et de toute « religion laïque » ; remarquez d'ailleurs que dans l'évangile, le christ attaque les chefs d'écoles et de sectes, les intellectuels, les casuistes, mais jamais le pouvoir. C'est là qu'il se distingue des révolutionnaires de tout poil, à commencer par ceux qui se prétendent chrétiens. « Je ne suis pas venu pour détruire, mais pour accomplir ». C'est la parole anti-révolutionnaire par excellence.

J'ai participé mercredi aux premières séances de la communauté de travail Pro Helvetia. Je fais partie maintenant de son comité de travail.<sup>30</sup>

A ce propos, voici la lettre qui avait été mal adressée, mais qui vous prouve que je n'avais pas oublié de répondre à la question que vous m'aviez posée.

Croyez bien, cher ami, que, moi aussi, je prie pour vous tous les jours. C'est dire toute l'affection que vous porte

Votre tout dévoué,

---

<sup>29</sup> Sur Philippe Mottu, voir le point 2.3.2.1. « Les amitiés oxfordiennes ».

<sup>30</sup> Reynold informe de nombreux correspondants de cette nouvelle activité, qui consiste selon lui à « vice-présider au moral de l'armée et du peuple » (Reynold à Reine Delpech-Estier, 29 novembre 1939, corr. cop. 1939, et au Baron Ernest Seillière, 30 novembre 1939, en annexe). La fondation de droit privé Pro Helvetia a été créée par arrêté fédéral le 5 avril 1939, dans le cadre du concept de « Défense nationale spirituelle » développé par le Conseiller fédéral Philippe Etter dans un message du 29 janvier 1937, avec le concours de Reynold. Pro Helvetia avait pour but de soutenir l'art et la culture suisses, de promouvoir les échanges interrégionaux et la propagande à l'étranger. Lasserre, André, *La Suisse des années sombres*, op. cit., pp. 17-19.

Corr. cop. 1939, **Lettre au Baron Ernest Seillière**<sup>31</sup>

Cressier-sur-Morat, le 30 novembre 1939.

Cher Président et ami,

Ce petit mot pour vous dire que votre lettre du 12 m'est bien arrivée. Si je ne vous ai pas « re-répondu » tout de suite, c'est que je ne sais plus où donner de la tête. Depuis le 15, j'ai dû surajouter à toutes mes occupations les fonctions officielles dont je vous parlais déjà et qui consistent à vice-présider au moral de l'armée et du peuple<sup>32</sup>, ce qui se fait à la manière suisse, autrement dit en commissions, sous-commissions et organe directeur. Or le malheur a voulu que je devinsse l'organe directeur, avec un ancien président de la Confédération<sup>33</sup> qui vient d'avoir une légère attaque et un ancien sénateur<sup>34</sup>, soit conseiller aux États, qui a dû démissionner pour cause de maladie de cœur avec complications rénales. Alors, vous voyez. Le résultat, c'est que j'ai pris une terrible crise de névralgies faciales dont la cause est le manque de vitamines :

*Lorsque je vis ta mine,*

*Je me dis : Ce garçon manque de vitamines.*

Vous le voyez, je m'efforce de garder le sourire, quoique je n'en ai [sic] guère l'envie.

J'espère que vous aurez reçu mon petit livre. Une de mes amies de Paris<sup>35</sup> m'a écrit qu'il a été lu par le Général Georges<sup>36</sup> et me transmet [*illisible*] très flatteuse de ce grand chef.

Au moment de vous écrire, je viens d'apprendre l'entrée des Russes en Finlande. Cela ne m'étonne pas, c'était à prévoir, mais j'en ai le cœur serré. Depuis 1935,

---

<sup>31</sup> Seillière, Baron Ernest : (1866-1955) : Critique et philosophe français. Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, dont Reynold est membre (C'est probablement pour cette raison que Reynold l'appelle « Président »). Reynold est en correspondance avec lui depuis 1928.

<sup>32</sup> Il s'agit de son activité au sein de l'organe directeur de la communauté de travail Pro Helvetia nouvellement créée. Voir lettre précédente.

<sup>33</sup> Heinrich Häberlin (1868-1947), conseiller fédéral radical (Département justice et police), de 1920 à son retrait en 1934.

<sup>34</sup> Paul Lachenal, ancien conseiller aux États genevois.

<sup>35</sup> Reine Delpech-Estier.

<sup>36</sup> Delpech-Estier poursuit manifestement son travail d'imprésario pour le compte de Reynold.

j'avais prévu – prévisions écrites<sup>37</sup> – que la révolution allemande et la révolution russe devaient se rejoindre et ne formeraient bientôt qu'une seule et même révolution. C'est celle qui, partie de l'ouest en 1789 ou plutôt 1793, s'est portée par étapes jusqu'au fond de l'est où, en 1917, elle a touché l'Asie, dont le mouvement est de l'est à l'ouest. Alors, l'Asie la repousse vers nous, vers l'Occident, mais transformée, radicalisée, ramenée au soulèvement de l'élémentaire et à la révolte de ce que l'on appelle en allemand l'*Unterwelt*. C'est pourquoi l'on en viendra à bout que par la croisade, et la croisade de tous. Mais le moment n'est pas encore venu de la prêcher, bien qu'il approche. Il faut simplement que, de pays à pays, une élite chrétienne s'y prépare.

Très respectueusement et fidèlement à vous,

P.S. Quelle est l'adresse actuelle de Madame Goyau<sup>38</sup> ? Est-elle restée à Bernay ?

---

<sup>37</sup> En 1934, dans *L'Europe tragique*, Reynold arrivait à une conclusion sensiblement différente : il pensait que l'Allemagne pouvait encore échapper à la menace communiste et mettait ses espoirs dans « l'affermissement progressif et pacifique » du régime hitlérien (Paris, Spes, p. 364). Ce n'est qu'en 1939, dans *D'où vient l'Allemagne ?*, que Reynold affirme que « Le problème russe et le problème allemand dépendent l'un de l'autre, et ne formeront bientôt qu'un seul problème ». (Paris, Plon, p. 228)

<sup>38</sup> La veuve de Georges Goyau, journaliste français, catholique de droite, contre-révolutionnaire comme Reynold, avec qui il a correspondu de 1909 jusqu'à sa mort au début de la guerre. Collaborateur au Figaro, c'est Goyau qui y avait fait entrer Reynold.

Ace 75, **Lettre à Mgr Marius Besson**

Cressier- sur -Morat, le 28 janvier 1940.

C'est sur la demande même de mon ami Guy de Pourtalès que je vous transmets la copie d'une lettre qu'il vient de m'adresser<sup>39</sup>. Ce n'est pas une lettre privée. L'idée de Pourtalès est de la publier ainsi que ma réponse<sup>40</sup>.

Gravement malade à Montana, P[ortalès] est extrêmement préoccupé du problème religieux. C'est le milieu d'une évolution dont j'avais déjà constaté le commencement il y a deux ou trois années. Je ne puis dire encore quelle en sera la fin, mais, dans cette lettre ouverte, P. reste et devait rester en deçà de sa pensée. Sa pensée, je la connais[ : ]

Le protestantisme s'effiloche ; dans quelques années, il n'existera plus, pratiquement ; seul, un ralliement à l'Église catholique peut en sauver la substance chrétienne. Naturellement et j'y insiste, P. ne pouvait pas tout de suite sortir le fond de sa pensée.<sup>41</sup>

Il me demande de lui répondre, et je le ferai ; mais je désirerais beaucoup, car j'en éprouve le besoin, concerter avec vous cette réponse<sup>42</sup>. D'autre part, je tiens à vous recommander Pourtalès.

Lorsque je suis venu sonner à l'Évêché, en redescendant de Crans<sup>43</sup>, j'avais déjà l'intention de vous en parler.

Je suis accablé de travail parce que l'on ne cesse de m'en mettre sur le dos et dans un état de demi-mobilisation qui est parfois plus pénible qu'une mobilisation totale.

---

<sup>39</sup> Le 25 janvier, Pourtalès a fait parvenir une lettre à Reynold, en lui demandant d'en transmettre la copie à Mgr Besson.

<sup>40</sup> Les deux lettres de Pourtalès et de Reynold, qui portent sur la délicate question de l'union des Églises, seront publiées dans la *Gazette de Lausanne* le 7 février 1940, la *Revue catholique des idées et des faits* du 1<sup>er</sup> mars, et dans *L'Ordre* [la date ne figure pas]. Elles figurent plus haut en annexe. Voir le point 2.1.2. L'initiative de deux laïcs.

<sup>41</sup> Reynold s' imagine que Pourtalès est proche de la conversion au catholicisme. En vérité, il n'en est rien. Pourtalès est simplement dans le doute, mais il est très attaché à la religion réformée. Voir le point 2.1.2. Reynold joue double jeu.

<sup>42</sup> Il transmettra la copie de sa réponse Mgr Besson le 6 février 1940 (FGR, Ace 75).

<sup>43</sup> C'est à Crans-Montana, à la clinique de la Moubra où ils étaient en cure, que Reynold et Pourtalès ont formé le projet d'un échange de vues sur la voie publique.



Ace 69,3, **Lettre au Roi des Belges Léopold III**

Cressier-sur-Morat, le 1<sup>er</sup> mars 1940

Sire,

Rentré pour peu de temps dans ma solitude campagnarde en face des montagnes, mais à l'écart des grand'routes [sic], je me sens pressé par le souvenir si vivant et désormais inoubliable du long entretien que Votre Majesté a daigné m'accorder<sup>44</sup>, à venir d'abord Lui en exprimer ma très respectueuse gratitude et à l'assurer ensuite du grand désir que j'éprouve à la servir de mon mieux dans ces circonstances difficiles et tragiques. Jamais je n'ai senti avec autant de force la parenté entre la Belgique et la Suisse, jamais non plus je n'ai autant regretté qu'il n'y ait pas entre elles une frontière commune.

Je me suis arrêté à Paris où j'ai fait mes études jadis et où j'ai aujourd'hui mon principal centre d'activité. J'y compte de nombreux parents et j'y ai des relations très étendues. Sans vouloir généraliser, j'ai été frappé de l'évolution qui semble s'être produite dans les esprits depuis le mois de janvier. Ou je me trompe fort, ou la guerre actuelle devient de plus en plus impopulaire, en même temps qu'augmente le désir d'en finir le plus vite possible. Chez tous ceux qui réfléchissent, et je pourrais citer ici bien des noms, la conviction est ancrée que nous ne sommes pas en présence d'une guerre, mais d'une révolution<sup>45</sup>, et que, si l'état actuel se prolongeait à travers tout le prochain hiver, on risquerait l'écroulement. Comme il faut être pessimiste dans la conception pour mieux être optimiste dans l'action, il vaut mieux, sans pour cela semer autour de soi le découragement et le défaitisme, regarder cette possibilité en face. Ce qui me paraît être, en effet, le plus dangereux pour l'Europe et pour chacun de nos pays, c'est l'écroulement par la base, l'écroulement par-dessous, à la suite, non d'une victoire d'un adversaire sur l'autre, mais d'une désagrégation intérieure<sup>46</sup>. La

---

<sup>44</sup> Reynold s'est rendu en Belgique en février 1940, sur l'invitation de Van den Hout, pour donner une conférence sur les Neutres et la paix. Dans la foulée, il a rencontré de nombreuses personnalités catholiques belges et, clou de la tournée, il a obtenu un entretien avec le roi dont le compte rendu figure dans le fonds : « Compte rendu de mon entretien avec sa Majesté le Roi Léopold III, au Palais Royal de Bruxelles, le mardi 20 février 1940, de 11 à 12 heures 55 ». FGR, Ace 69. Reproduit en entier par Céline Carrupt, *op. cit.*, pp. 138-145.

<sup>45</sup> Reynold ne cesse de répéter à ses correspondants qu'il s'agit d'une « révolution qui fait la guerre ».

<sup>46</sup> Les conceptions de Reynold sont hantées par le spectre de la révolution rouge qui instaurerait le chaos à l'intérieur de chaque pays, à commencer par la Suisse.

difficulté de la situation actuelle et ce qui pourrait la rendre inextricable, c'est de nous trouver pris entre deux impossibilités : celle de la guerre et celle de la paix.

Comment en sortir ? Nous aurons peut-être très vite la réponse des événements, mais il est également possible qu'il n'y ait pas d'événements. J'avoue à votre Majesté que c'est ce que je redouterais le plus.

Quelle que soit d'ailleurs la réponse des événements, il serait frivole de s'imaginer que la guerre actuelle soit autre chose qu'une simple phase au cours d'une longue évolution. Nous liquidons une époque, nous liquidons en particulier le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle : cela ne saurait être l'œuvre d'une seule génération, ni même de deux générations.<sup>47</sup> Tout l'effort doit tendre à diriger cette évolution sans la précipiter. Cet effort doit nous placer entre ceux qui veulent à tout prix nous ramener à l'état antérieur, c'est-à-dire dans le XIX<sup>ème</sup> siècle, qui est notre ancien régime, et ceux qui veulent à tout prix nous lancer dans la révolution. Je note d'ailleurs qu'entre ces réactionnaires qui se disent pour la plupart « de gauche » – et c'est ce qu'il y a de plaisant dans leur situation – et ces révolutionnaires, il y a, sous une opposition apparente, des affinités profondes. Quant on part de l'individualisme, on en arrive nécessairement au suicide de l'individu, ce grain de poussière en face de ces énormes aspirateurs que sont la classe, la nation, l'État.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'espérer en une révolution relativement modérée et capable de construire quelque chose, comme la révolution française. Celle-ci ne fut que le premier chapitre de la révolution générale. Cette révolution générale, après avoir éclaté à l'ouest à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, s'est lentement déplacée vers l'est à travers toute l'Europe et tout le XIX<sup>ème</sup> siècle, par étapes successives, sans cesse grossie de nouveaux affluents, mais en devenant toujours plus radicale, toujours plus affective. Or, en 1917, au fond de l'est, elle a rencontré l'Asie, l'éternelle Asie des nomades et des invasions, dont le mouvement à travers l'Europe est de l'est à l'ouest. Cette Asie s'est emparée de la révolution et la ramène sur nous, Mais elle nous la ramène réduite à l'élémentaire, à l'instinctif, incapable d'être autre chose qu'une destruction totale de la civilisation européenne. Autrement dit, la révolution est en train de toucher le fond, elle arrive à son point de chute, après quoi, il s'agira de remonter la pente, de l'autre côté. Et c'est là l'espoir.

---

<sup>47</sup> Cette conviction habite Reynold depuis plusieurs années déjà : le sous-titre de son *Europe tragique* (1934) est *La révolution moderne, La fin d'un monde*.

Mais on ne remontera la pente qu'en s'attachant à la troisième solution, celle dont Salazar nous a donné le premier exemple. C'est la solution de l'État chrétien adaptée aux différentes circonstances nationales. On sera bien forcé d'y revenir. Il se définit, me semble-t-il, par l'union intime des libertés personnelles et de l'autorité. Il permet de maintenir, ce qui est déjà une manière de créer. En effet, quand on passe d'une époque à l'autre, ce qui permet de sauver la civilisation, ce n'est pas la guerre et l'aventure, mais le maintien des oasis de paix, des foyers de culture et des pilotes sur lesquels on pourra reconstruire. Telle est la mission des États neutres, missions que votre Majesté a définie admirablement dans son discours aux Américains. S'il s'avérait toutefois que cette mission devînt impossible, alors il ne resterait plus qu'à prêcher la croisade, mais à la prêcher contre l'Asie et la révolution, sa complice.

Je m'excuse auprès de Votre Majesté de cette prose indiscrètement longue.<sup>48</sup> Elle est une conclusion que je tenais à préciser, puisqu'avant d'agir il faut essayer de voir clair et de remettre chaque point particulier sur sa ligne de force générale.

J'ai l'honneur d'être, Sire, avec le plus grand respect, de Votre Majesté,  
le très humble et très obéissant serviteur,

---

<sup>48</sup> Le ton de cette lettre offre un contraste saisissant avec celui du rapport que Reynold fait de son entretien avec le Roi, où il affirme que l'attitude du Roi envers Reynold était parfois celle d'« un élève vis-à-vis d'un maître ».

Corr. cop. 1940, **Lettre à l'abbé René-Gabriel Van den Hout**

Cressier-sur-Morat, le 2 mars 1940

Bien cher ami,

Je m'annonce rentrant, comme on dit en langage militaire, et comme je l'ai fait moi-même à un brigadier sitôt arrivé ici.<sup>49</sup>

Mon voyage de retour s'est mieux passé que mon voyage d'aller. Le trajet de Bruxelles à Paris fut rapide. De Paris à Lausanne, il n'y a eu aucun retard et personne ne m'a dérangé. A Paris, j'ai été immédiatement accaparé. J'ai dîné avec Mme Jacques Bainville, Abel Bonnard, Bernard Faÿ, Firmin Roz, quelques jolies femmes et quelques Anglais. Le lendemain, j'ai déjeûné [sic] avec les Lucien Romier, le Docteur Carel et Gaxotte. A peine arrivé ici, j'ai été pris dans le tourbillon. Mais j'ai écrit hier à votre Roi<sup>50</sup>.

Inutile de vous dire que ce voyage m'a fait moralement le plus grand bien et que je n'ai qu'un désir : c'est recommencer. Il y a des grâces d'état.

Georges Wagnière est un des mes amis intimes, bien qu'il soit d'âge à être mon père. C'est notre ancien ministre plénipotentiaire à Rome, jusqu'à il y a trois ans. Auparavant, il était directeur du *Journal de Genève*. Auparavant encore, il était vice-chancelier de la Confédération. Son adresse est « La Vigne Rouge », *Bellevue-Genève*. Je vais lui écrire pour le prévenir. A ce propos, il serait intéressant, bien que G. W. soit protestant, de lui demander sa collaboration. Il a publié un premier volume de souvenirs personnels qu'un second doit suivre. C'est un des rares hommes qui connaissent bien l'Europe et comprennent bien l'Italie.<sup>51</sup>

---

<sup>49</sup> Reynold vient tout juste de rentrer de son séjour en Belgique et à Paris.

<sup>50</sup> Voir lettre précédente.

<sup>51</sup> Si Reynold donne toutes ces informations sur Wagnière à Van den Hout, c'est parce que ce dernier a écrit à Reynold à son sujet, fin février 1940. L'abbé aimerait connaître Georges Wagnière qui vient de publier, dans le *Mois suisse*, les souvenirs de Charles Loiseau qui ont beaucoup intéressés le prélat. Il souhaiterait également faire connaître le *Mois suisse* en Belgique par l'intermédiaire de la *Revue catholique des idées et des faits*. FGR, Corr. aut. 212.

Pour ce qui est de ma collaboration, je me demande si je ne devrais pas reprendre la question de la neutralité et de la croisade, dans le style et les dimensions des Billets de la *Gazette de Lausanne*.<sup>52</sup>

Ma femme se joint à moi pour vous remercier de votre vive affection.

---

<sup>52</sup> Van den Hout lui répond, le 7 mars 1940 : « Entendu pour vos "billets" sur la neutralité et la croisade. Carte blanche. Allez-y ! ». FGR, Corr. aut. 212.

Ace 75, **Lettre à Guy de Pourtalès\***

Cressier-sur-Morat, le 15 mars 1940.

Bien cher ami,

Je suis télépathique : hier, j'étais sûr que j'aurais une lettre de vous, et la lettre est arrivée ce matin.<sup>53</sup>

Franchement, je ne vois aucune raison pour se décourager et pour dire que notre initiative n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau<sup>54</sup>. Tout de même, nous n'étions point assez présomptueux pour nous imaginer que nos deux lettres arriveraient à émouvoir l'opinion chrétienne d'un seul coup. Pensez que la robe sans couture est déchirée depuis quatre siècles, et que, si l'on arrive à la recoudre au bout d'un siècle, ce sera déjà miraculeux. Nous avons pris notre aiguille et nous avons fait un petit point quelque part, c'est bien. Je ne crois pas plus à l'inutilité de notre effort, si minime qu'il soit, qu'à l'inutilité de tous les efforts antérieurs. Tous, y compris le nôtre, sont utiles, l'ont été ou le seront plus tard, puisque rien ne meurt. Il faut tout voir et tout placer sur les grandes dimensions. N'oublions pas que l'influence d'une manifestation comme la nôtre, ne saurait avoir comme unique « tube témoin » des lettres et des articles, mais qu'elle chemine certainement dans l'ombre et le silence, bien au-delà du peu de bruit qu'elle a pu faire. Rien ne se soustrait, tout, au contraire, finit par s'additionner et même par se multiplier.

Pour me résumer, il me semble :

- 1) Que l'effet fut plus considérable que vous ne le pensez, et qu'il est loin d'être terminé ;
- 2) Que le monde catholique a certainement accueilli notre manifestation, avec attention d'abord, sympathie ensuite, compréhension enfin<sup>55</sup> ;

---

<sup>53</sup> Pourtalès à Reynold, 14 mars 1940. FGR, Ace 75.

<sup>54</sup> Pourtalès lui fait part de ses doutes quant à l'utilité de leur démarche en faveur de l'union des Églises. Il est très pessimiste ; les réactions dans la presse l'ont beaucoup découragé. Voir le point 2.1.3. Un dialogue de sourds.

<sup>55</sup> Mgr Besson et le nonce Mgr Bernardini, se sont montrés favorables à l'initiative de Pourtalès et Reynold. Ce dernier avait du reste fait approuver avant publication les deux lettres à l'évêque de Fribourg, Lausanne et Genève.

3) Que la résistance est venue du monde protestant, et surtout des pasteurs, qu'elle a pris certaines formes déplaisantes et qui n'ont rien à voir avec la charité chrétienne, et qu'il s'est produit certaines passions<sup>56</sup> ;

4) Que, cependant, dans le monde protestant lui-même, cette manifestation a touché bien des esprits, surtout dans les générations nouvelles<sup>57</sup> ;

5) Que tout cela est un petit début, une simple préface et que les chapitres importants restent à écrire ;

6) Que ce serait une défaite si vous en restiez là, et qu'il faut continuer quelque part.

Je ne pense pas que trouver ce quelque part soit pour vous une sérieuse difficulté. Je pourrais vous ouvrir les colonnes de ma revue belge<sup>58</sup> qui, en sa qualité d'hebdomadaire, est la plus lue de toutes et possède par surcroît beaucoup de lecteurs en Angleterre. Mais vous estimerez, je pense, que, pour le moment du moins, votre action doit se poursuivre avec un porte-voix protestant.

Si elle doit se poursuivre, il faut la hausser d'un étage, la placer religieusement sur le plan religieux.

Je ne suis pas d'accord avec le raisonnement que je lis à votre seconde page<sup>59</sup>. Il me semble contredit par l'expérience. C'est précisément parce qu'elle a une « confession » et des dogmes que l'Église catholique aura toujours plus de compréhension que les Églises réformées pour les aspects, disons, si vous voulez, politiques, du problème. Nous comprendrons toujours mieux que les autres la culture chrétienne et ses accomplissements, et le désir d'organiser leur défense, même leur impérialisme. Parce que nous avons des dogmes fixes, nous pouvons être beaucoup plus mobiles dans nos lumières et nous promener sans nous égarer dans un terrain beaucoup plus vaste. Le sentiment de notre

---

<sup>56</sup> Certains pasteurs, comme B. de Perrot, de Neuchâtel, ont assez vivement désapprouvé l'initiative de Pourtalès (Portalès, Guy de, *Journal*, tome II, 1919-1941, Paris, Gallimard, 1991, p. 345.) Ph. Daulte et L.-S. Pidoux en ont fait une critique très sévère en première page du *Lien de l'Église évangélique libre du canton de Vaud*, 47<sup>ème</sup> année, n° 5, 1<sup>er</sup> mars 1940.

<sup>57</sup> Reynold fait certainement allusion à des protestants du Groupe d'Oxford, et particulièrement le jeune Philippe Mottu qui l'a accompagné en Belgique au mois de février.

<sup>58</sup> Il s'agit de la *Revue catholique des idées et des faits*, dans laquelle Reynold a écrit de nombreux articles. Il est très lié à son directeur, l'abbé Van den Hout, qu'il connaît depuis 1923. La revue reproduira les deux lettres de Reynold et Pourtalès, le 1<sup>er</sup> mars 1940.

<sup>59</sup> Pourtalès se disait de plus en plus convaincu qu'une union des Églises demeurerait chose impossible, parce que l'élément déterminant n'est pas la politique, la culture chrétienne et ses accomplissements ou le désir d'organiser leur défense, mais c'est la foi. Et Pourtalès de déplorer que « dès qu'on dit foi, on dit confession de foi. Et dès qu'on dit confession de foi, les dogmes se dressent [...] ».

sécurité dogmatique nous confère beaucoup plus de hardiesse dans l'action et de liberté dans notre pensée. Parce que nous avons des dogmes, nous avons une autorité pour les garder, et par conséquent nous sommes au bénéfice d'une grande tradition gouvernementale. Nous possédons une expérience des âmes, de la vie humaine, de la vie collective, des peuples, que les autres ne possèdent pas, ou du moins ne possèdent plus, au même degré. C'est l'Église catholique qui est la véritable héritière et continuatrice de l'empire romain.

Par conséquent, il me semble impossible de nous rapprocher du but que vous avez devant les yeux sans commencer par la foi, continuer par la confession de foi et finir par les dogmes. Il faut tout de même avoir quelque part un point fixe où appuyer le levier.

J'ai également la conviction qu'il faut se garder d'une illusion : celle de l'union de tous les chrétiens. D'abord, parce que ce terme de chrétien tend à prendre un sens vague, dans l'intérieur duquel toute foi chrétienne s'est évaporée : c'est pourquoi mieux vaut parler de l'union des croyants, et j'entends par là ceux qui sont encore capables de répondre oui à certains articles de foi fondamentaux. Ensuite, parce que toutes les Églises, toutes les confessions, toutes les sectes chrétiennes ne sont pas d'égale valeur. Sur ce plan comme sur tous les autres, l'idée d'égalité serait nuisible. Elle aboutit, en effet, à un synchrétisme [sic], tandis que nous devons aboutir à une synthèse, et vous savez qu'il y a entre celui-là et celle-ci la même différence qu'entre un saladier et un tabernacle. Autrement dit, un christianisme qui ne serait lui-même pas construit serait incapable de reconstruire.

Il importe donc d'avoir pour commencer une conception positivement chrétienne de l'union des chrétiens. L'union des chrétiens ne peut pas avoir d'autre but que la fin dernière des chrétiens qui est l'union avec Dieu et en Dieu : l'*assimilari Deo* de Saint Thomas d'Aquin. Ce but doit être visé en premier ; précisément parce qu'il doit être atteint en dernier. Le christianisme et les chrétiens n'existe [sic] que pour la gloire de Dieu. Voilà pourquoi il importe d'avoir une conception du monde, non pas anthropocentrique, mais théocentrique. Il suffit d'ailleurs de réfléchir pour comprendre que sans l'idée de Dieu l'humanité ne peut pas tenir ensemble, et que par conséquent il n'y aura jamais ni union, ni ordre, ni droit, ni paix.

L'union des chrétiens exige en second lieu et par conséquent, le devoir du témoignage à rendre à Dieu, témoignage qui ne sera pas seulement individuel, mais collectif. Il en résulte que la pureté et l'intégrité du témoignage doivent être sauvegardées à travers tous



les temps et au milieu des contradictions les plus diverses. C'est pourquoi je viens de vous dire que l'union des chrétiens n'est pas possible sans une adhésion à certains articles de foi fondamentaux. Il faut au minimum que les chrétiens se mettent d'accord sur leur devoir d'annoncer ensemble la gloire de Dieu, et le salut des hommes dans son fils Jésus, mort et ressuscité pour nous. Tel est le mot d'ordre, le point de rassemblement.

En résumé, il est impossible de partir en campagne sans la foi et sans la charité. Que serait un christianisme sans foi chrétienne ? Un système philosophique comme un autre, une idéologie comme une autre, une religion dégénérée en un panthéisme [sic] ou un agnosticisme, par conséquent incapable de sauver un monde en perdition et de reconstruire une cité en ruine. Et surtout une doctrine sans charité, car, pour qu'il y ait charité, il faut l'union avec Dieu d'abord, c'est-à-dire la foi.

La foi a ce caractère obligatoire d'être exclusive, la charité a ce caractère obligatoire d'être inclusive. Pour un mouvement comme l'union des Églises, il faut choisir un point d'équilibre qui est fixé par ce minimum de credo commun. Il fournit également un principe de sélection. Ce principe est suffisant pour que les chrétiens aient la conviction de former une seule famille, non par droit de nature, mais adoption gratuite de Dieu, et d'appartenir par l'essentiel, qui est l'âme, à l'Église chrétienne.

Tel est mon critère.

D'ailleurs, il ne peut pas y en avoir un autre.

Il a cette valeur inappréciable d'établir le mouvement sur le plan vraiment chrétien, de lui donner pour moteur une foi positive et pour lien entre ses membres une charité vraiment fraternelle.

Sur ce plan, il est possible de rassembler toutes les forces chrétiennes positives, en négligeant les autres, car ce n'est point affaire de nombre et de valeur.

Il y a deux ou trois ans, Max Huber<sup>60</sup>, était venu me voir ici. Nous avions déjà parlé de l'union des chrétiens, déjà eu le projet de faire ensemble une tentative dans ce sens. Nous étions tombés d'accord sur ce fait essentiel et d'une immense portée : le barbelé qui séparait naguère les protestants et les catholiques s'est déplacé : il passe maintenant entre les chrétiens animés d'une foi positive et les autres. Protestants positifs, catholiques et orthodoxes se trouvent déjà du même côté. Et cela est immense.

---

<sup>60</sup> Reynold fait référence à cette rencontre dans le 3<sup>ème</sup> tome de ses *Mémoires* (tome 3, *op. cit.*, pp. 684-691), alors qu'il n'y mentionne pas les échanges de lettres avec Pourtalès au sujet de l'Union des Églises.

Vous le voyez, je l'espère : les contradictions qui semblent vous tourmenter ne sont qu'apparentes. Le tout est de choisir le bon point de départ, d'où l'on prendra nécessairement la bonne direction. Mais, pour cela, il faut être un chrétien soi-même, ou du moins travailler à l'être, afin de conformer sa vie à sa pensée. Je suis le premier à savoir combien c'est difficile. Mais vous pouvez remercier Dieu des épreuves qu'il vous inflige, et répéter ces vers de Baudelaire :

Soyez béni, mon Dieu, qui donnez la souffrance

Comme un divin remède à nos impuretés...<sup>61</sup>

Je regarde comme providentiel le fait que vous ayez à traverser cette crise, que vous ayez dû venir à Montana, que vous soyez condamné à garder le lit, que vous ayez été contraint de renoncer à votre voyage à Paris<sup>62</sup>, et qu'ainsi vous ayez toute l'immobilité, tout le temps, toute la solitude – relative – nécessaires pour envisager le problème religieux. Dieu vous a fait une grâce, mais la grâce exige que l'on coopère avec elle.

P.S. Il se lève, non chez les chrétiens positifs, mais chez les autres, et surtout chez les radicaux, un petit souffle de *Kulturkampf*, venu surtout de la loge. Ces tentatives d'union leur font peur. Bon signe.

---

<sup>61</sup> Reynold croit à la vertu de catharsis de la souffrance. Voir le point 1.1.1.3. La réversibilité des mérites et des peines.

<sup>62</sup> L'état de santé de Pourtalès l'a placé devant l'impossibilité de se rendre au mariage de son fils à Paris, ce qui l'a beaucoup attristé.

Corr. cop. 1940, **Lettre à l'abbé René-Gabriel Van den Hout**

Cressier-sur-Morat, le 6 juin 1940

Enfin, bien cher ami, j'ai de vos nouvelles, je sais où vous êtes et que vous êtes sain et sauf ! Depuis le 10 mai<sup>63</sup>, j'étais en grand souci de vous. Je m'étais informé si je pouvais vous atteindre par lettre ou par télégramme, mais impossible.

Ce qui est arrivé à la Belgique peut arriver à la Suisse d'un jour à l'autre. Nous le savons très bien. Quant à moi, *tu fac officium, caetera cura Dei*.

Après avoir eu de moins bonnes nouvelles, j'en ai de meilleures de Cuba<sup>64</sup>. Les Burckardt<sup>65</sup> [sic] sont toujours à Genève. Musy est rentré<sup>66</sup>. Quant aux Stoutz<sup>67</sup>, ils ont passé par de durs moments, mais ils sont en France.

Moi non plus, je n'ai pas le courage de vous en écrire plus. Gardons le contact. Si je puis faire quelque chose, dites-le moi.

Ma femme se joint à moi pour vous assurer de notre fidélité.

---

<sup>63</sup> Jour de l'attaque allemande en Belgique. Van den Hout s'est tout de suite réfugié en France, d'abord dans le Val-André (Côtes-du-Nord) puis à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). La première lettre qu'il a pu lui écrire date du 29 mai 1940. FGR, corr. aut. 212.

<sup>64</sup> Reynold informait Van den Hout, dans une lettre du 2 avril 1940, que sa fille Colette, qui se trouvait depuis octobre 1939 à Cuba avec son mari Eric de Stoutz, avait été gravement malade.

<sup>65</sup> Carl. J. Burckhardt\* a épousé la fille de Reynold, Thérèse, en 1927. A cette occasion, Reynold l'a vivement encouragé à se convertir au catholicisme.

<sup>66</sup> Musy est rentré de Bruxelles où il a notamment rencontré Maxime de Stoutz, le ministre plénipotentiaire de la Suisse à Bruxelles, et l'abbé Van den Hout. A Vichy, il a eu quelques fois l'occasion de s'entretenir avec Van den Hout, qui l'apprécie beaucoup.

<sup>67</sup> Madame et Monsieur Maxime de Stoutz (ministre plénipotentiaire de Suisse en Belgique), les beaux-parents de Colette.

Corr. cop. 1940, **Lettre à Paul de Vallière**<sup>68</sup>

Cressier-sur-Morat, le 18 juin 1940

Mon cher Paul,

Ce matin, votre lettre ; tout à l'heure, votre livre<sup>69</sup>. Je n'ai eu le temps que de le feuilleter. C'est un des plus magnifiques volumes qui aient été édités chez nous.

Je ferai l'article le plus rapidement possible, mais je dois vous avouer que mon esprit est ailleurs. Aujourd'hui, la Suisse a virtuellement perdu son indépendance. Que ce livre tout rempli de gloires françaises, montrant à quel point notre histoire est liée à celle de la France, soit arrivé peu après l'instant où j'apprenais l'armistice, il y a là quelque chose de cruel.

Mais, précisément, votre livre arrive juste à son heure<sup>70</sup>. Ce que je crains, comme conséquence intérieure, c'est la tristesse et le découragement, le défaitisme<sup>71</sup>. Après quoi, vous verrez combien rapidement va s'opérer chez nos Confédérés le retournement, combien ils vont subir le prestige de la victoire hitlérienne. Ceci indépendamment de toute pression que le national-socialisme pourrait exercer sur nous du dehors, et de toute ingérence dans nos affaires.

Le 1798 sur le Rhin, comme je l'annonçais à mes Billets à ces Messieurs de Berne : relisez le chapitre sur le national-socialisme de *Conscience de la Suisse*<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> Paul Emmanuel de Régner de Vallière (1877-1959), historien militaire suisse, d'origine française.

<sup>69</sup> *Honneur et fidélité*, préfacé par Gonzague de Reynold, Lausanne, Editions d'art suisse ancien, mai 1940 : il s'agit d'une « évocation de la geste grandiose des Suisses au service de l'étranger » (Francillon, Roger (éd.), *Histoire de la littérature en Suisse romande*, t. 2, Lausanne, 1997, p. 373). Vallière a repris, corrigé et complété la première édition d'*Honneur et fidélité* de 1913.

<sup>70</sup> Le livre de Vallière s'adapte très bien à l'impératif de « Défense nationale spirituelle ».

<sup>71</sup> Cette remarque de Reynold révèle son aveuglement : pendant pratiquement toute la guerre, il ne cesse de prévenir contre le danger du défaitisme, tout en choisissant des options que l'on peut résolument qualifier de défaitistes. Le discours qu'il tiendra aux étudiants de la SES en juillet 1940 est commandé par la peur, le défaitisme (il prône entre autres une « politique de voisinage »). Mais cet aspect de son idéologie, maquillé par un discours aux accents ultra-patriotiques (il prétend que la Suisse doit s'engager sur la voie de la rénovation nationale, par un retour à sa plus pure tradition), est passé inaperçu jusqu'en 1941. Il faut attendre le début de cette année-là pour que Reynold soit soupçonné de défaitisme, de « trahison spirituelle », après qu'il eut exigé la liquidation de la neutralité. (Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 242-244 et p. 277).

<sup>72</sup> Voir Lettre à Guy de Pourtalès, 16 janvier 1939, note 21, p. 143.

Nous pouvons tout faire, ces prochains jours, ces prochaines semaines du peuple suisse. Si l'on attend, ce seront les autres qui pourront tout faire de lui.

La Suisse ne sera sauvée que par une alliance de la vieille Suisse et des temps nouveaux. Mais comme notre opinion publique s'est trompée ! Comme notre presse a commis toutes les imprudences ! Comme elle a confondu l'imprudence avec le courage ! Comme tout le monde a misé sur le mauvais cheval !

L'existence de la Suisse moderne, celle de 1848, reposait exclusivement sur l'équilibre européen. La Suisse ne peut pas durer sans une France forte.<sup>73</sup>

---

<sup>73</sup> Cette lettre témoigne de l'effet qu'a produit sur Reynold l'annonce de la signature prochaine de l'armistice franco-allemand (il sera signé le 22 juin). Il va très rapidement s'associer aux voix qui tonneront contre la République, élue responsable de la défaite. Il envisagera la formation du gouvernement Pétain comme un grand espoir pour la France de renouer avec ses racines d'avant 1789.

Corr. cop. 1940, **Lettre à Reine Delpech-Estier**

Vinzel-sur-Rolle (Vaud)<sup>74</sup>, le 18 octobre 1940

Bien chère amie,

J'ai reçu votre lettre du 29 septembre à Lugano<sup>75</sup>, avec énormément de retard, et je vous réponds d'ici où je viens d'arriver après m'être arrêté en différents endroits de Suisse sur le chemin du retour.

Que vous dirai-je pour vous aider et vous consoler un peu ? Je ne vous parlerai point de l'aide et consolation religieuse [sic]: vous y avez recours chaque jour. Je ne vous dirai simplement que rien n'arrive qui ne corresponde à un plan de la Providence et ne soit selon ce que j'appellerais son rythme historique. Une grande époque de l'histoire européenne : l'époque moderne, vient de se clore, nous entrons dans une autre époque. Le phénomène n'est pas nouveau, il se répète pour la quatrième fois depuis la dissolution du monde antique, de l'empire romain. Nous vivons des temps historiques : c'est du plus haut intérêt pour l'historien et le philosophe, mais c'est extrêmement dur pour les hommes, pour chacune de nos petites vies. Nous sommes, en effet, dans la période creuse et crépusculaire entre un monde qui meurt et un monde qui renaît. Cependant, nous devons penser que toutes ces révolutions, tous ces bouleversements ont leur nécessité. Sans eux, il n'y aurait pas de rajeunissement possible, et il faut bien, pour citer Malherbe,

*Que rien, afin que tout dure,*

*Ne dure éternellement.*

Ce sont là, me direz-vous, des consolations glacées. Sans doute, mais l'exemple d'un saint Augustin qui a traversé des temps analogues aux nôtres et qui a vu tomber Rome, nous prouve qu'il faut savoir nous détacher un peu, détacher notre foi

---

<sup>74</sup> Les Reynold avaient une propriété et quelques vignes à Vinzel, où ils séjournaient quand ils le pouvaient pour les vendanges.

<sup>75</sup> Reynold y était « mobilisé comme officier de l'armée suisse » (Lambilliotte, Maurice, « Hommage à Gonzague de Reynold », in Jost, François (sld), *Gonzague de Reynold et son œuvre, op. cit.*, p. 367).

chrétienne des formes changeantes et transitoires de la vie politique et sociale, de la civilisation, et ne jamais confondre l'Église avec un régime, si bon qu'il soit. Pour la plupart des chrétiens, l'Église se confo[n]dait alors avec l'empire romain, et la prise et le pillage de Rome par Alaric, ils les ont pris pour des signes de la fin du monde : ce n'était que la fin d'un monde. Les barbares étaient terribles, et cependant, de l'union, de la fusion entre la Romania et la Barbaria, comme on disait alors, est sortie la grande civilisation chrétienne du moyen-âge. Il faut donc accepter les événements, non pas seulement comme une épreuve, mais aussi comme une grâce de Dieu, et, si l'on peut désespérer du présent, ne jamais désespérer de l'avenir. Chacun de nous, à sa place, peut et doit être un constructeur de l'avenir, n'apporterait-il qu'un petit caillou ramassé sur son chemin. Il nous faut apprendre à semer dans les larmes pour que les autres récoltent plus tard la joie. La prospérité de nos pères et de nos grands-pères ont fait notre faiblesse à nous : notre misère à nous fera la force de nos descendants.

Je vois assez nettement ce qui pourrait sortir de bien de la situation actuelle. L'Europe individualiste et anarchique du XVIII<sup>ème</sup> siècle libéral libéral [sic] et bourgeois ne pouvait pas continuer, de toute manière. L'essai de la Société des Nations a raté et devait rater. Il est absolument nécessaire que l'Europe soit réorganisée dans le cadre d'une grande unité économique<sup>76</sup>. J'ai encore un faible espoir que nous le verrons.

En tout cas, n'oubliez pas que Dieu travaille pour ses fidèles, mais, comme généralement ceux-ci sont peu intelligents, ils travaillent pour eux, mais avec les autres. « C'est vous qui faites le miel, mais pas pour vous, abeilles », disait déjà Virgile.

Je vais rester ici jusqu'au début novembre. Après quoi je réintégrerai mon poste de Cressier. Puis on verra. L'hiver sera dur, et la Suisse est encerclée.

---

<sup>76</sup> Il est assez rare de voir apparaître une préoccupation économique à l'échelle européenne dans la pensée de Reynold. Il faut y voir l'influence du belge Maurice Lambilliotte, venu lui rendre visite avec son compatriote Van den Hout à Lugano. Voir le point 3.4.2. Le projet de « Défense et solidarité européenne ».

Corr. aut. 193,2, **Lettre à Antonio Salazar**

Cressier-sur-Morat, le 23 juillet 1941

Il y a longtemps que je désirais vous écrire. Mais vous savez que j'hésite toujours à le faire, crainte de vous importuner. Je le fais cependant, car j'ai à vous remercier deux fois. La première, pour avoir daigné recevoir si longuement mon jeune messenger, Philippe Mottu ; il m'a rapporté vos vues générales sur la situation<sup>77</sup>. Elles m'ont singulièrement éclairé et je ne cesse d'en faire mon profit ; en plus, il est revenu de son voyage avec un grand enthousiasme pour le Portugal et pour votre œuvre ; enthousiasme qui se manifeste par des conférences et des articles. Cela n'est pas sans importance, puisque Mottu a dans la jeunesse suisse une grande influence personnelle.

La seconde fois pour laquelle j'ai à vous remercier, c'est d'avoir acquiescé à mon indiscrete demande télégraphique de laisser passer le plus jeune fils de mon illustre collègue, le professeur Dessauer. N'importe quel physicien connaît son nom. Il est Allemand d'origine et il a longtemps été député du Centre au Reichstag. C'est dire qu'il est catholique, né catholique, bien que sa famille soit de race israélite [sic]. D'où le double ostracisme qui pèse sur lui et sur les siens. Grâce à vous, son fils cadet a pu rejoindre un frère aîné qui est assistant dans un laboratoire universitaire des États-Unis.

Je suis souvent sollicité d'intervenir auprès de vous, mais je prends garde à [sic] ne point le faire. La seule exception fut ce cas. Encore une fois, merci.

Maintenant, si vous le permettez, je voudrais vous exposer quelques vues sur la situation de l'Europe :

J'avoue qu'elle m'inquiète de plus en plus. Je redoute comme un grand malheur l'intervention des États-Unis dans la guerre, non à cause de cette intervention elle-même que par le résultat qu'elle aurait de prolonger le fléau, jusqu'au moment où l'Europe se trouverait plongée dans la misère et dans l'anarchie. Lorsqu'on a quelque idée de la situation où se trouvent, par

---

<sup>77</sup> Une année après avoir accompagné Reynold en Belgique en février 1940, Mottu a été envoyé au Portugal avec la « mission » « d'étudier sur place [...] le régime portugais et l'œuvre de Salazar ». la mission d'étudier les principes du gouvernement de Salazar lui aurait été confiée par Theo Spoerri\*, tandis que celle, officieuse, de « sonder le président du Conseil portugais sur sa position au sujet de la guerre » lui aurait été confiée par le ministre des Affaires étrangères Marcel Pilet-Golaz (Mottu, Philippe, *Pile et face : Regard sur ma vie, op. cit.*, p. 50.). Voir le point 2.2.2.1. Les amitiés oxfordiennes.



exemple, la France et l'Espagne, on se rend bien compte qu'une crise d'anarchie, résultant de la détresse, est une possibilité immédiate. Mais vous savez tout cela mieux que moi.

La seconde raison pour laquelle je redoute cette intervention, c'est que je ne crois pas que les Américains soient capables de réorganiser l'Europe. Ils ne la connaissent pas, ils ne la comprennent pas, sauf de très rares exceptions, ils sont beaucoup trop loin d'elle pour saisir le sens profond du drame européen. Mais si l'on n'arrive point à saisir le sens profond de ce drame, on ne peut faire que des interventions malheureuses dont le seul résultat serait d'arrêter artificiellement une révolution, laquelle reprendrait ensuite avec plus de violence.

Enfin, ma troisième raison, c'est que je crains l'absorption par les Etats-Unis de l'empire britannique. Je crains que leur action en Angleterre ne prenne un caractère démagogique, ne se tourne contre les grandes traditions et les grandes institutions anglaises, à commencer par la royauté. Il y aurait là, en effet, la destruction purement gratuite d'un ordre qui est sans doute déjà sur son déclin, mais qui représente tout de même encore un soutien pour la civilisation, surtout dans les pays d'outre-mer et dans les Indes. Je vais même jusqu'à prévoir un moment où les Anglais se trouveraient les premières grandes victimes de la guerre.

En réalité, si l'Allemagne arrive à éliminer le bolchévisme [sic], il n'y aura plus que deux puissances en face l'une de l'autre : elle et les États-Unis. En revanche, si l'Allemagne échouait, il n'y aurait plus en présence que les États-Unis et les Soviets, avec cet avantage pour ceux-ci qu'ils apparaîtraient et seraient, en effet, les véritables vainqueurs, avec toutes les conséquences que cela comporterait pour le monde entier.

S'il faut continuer de vous avouer mes craintes, je ne vous cacherai pas non plus que le sort de la latinité m'inspire les plus vifs soucis : j'entends par là l'ensemble que forment l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal. L'affaiblissement de cet ensemble serait un coup très grave pour la civilisation européenne. A ce coup, je ne puis pas me résigner. Je persiste à croire que l'esprit latin est une des constantes de l'Europe et que, sans son intervention, jamais un ordre nouveau ne pourra s'établir et durer.

Je me sens d'autant plus en droit de poser cette affirmation que les quatre grands pays latins se sont dotés successivement de régimes parents. Ces régimes qui ne sont, ni communiste [sic], comme celui des Soviets, ni totalitaire comme celui du Reich, ni démo-libéral comme celui de l'Angleterre ou des États-Unis, forment un groupe que j'appellerais celui de la troisième solution, laquelle est nécessairement la bonne. Là-dessus, on pourrait me faire une objection au sujet du fascisme qui est, en effet, le plus proche des quatre, et de l'étatisme et du

totalitarisme ; mais, en examinant les choses de près, la différence entre le fascisme et le national-socialisme apparaît flagrante et, si les nécessités politiques ont jeté un voile dessus, elle ne tardera point à reparaitre. Je me hâte d'ajouter que, de ces quatre régimes, le plus parfait, le mieux réussi dans la pratique, le plus assuré d'avenir, c'est le vôtre.

Dans ces conditions, il me semble qu'un effort doit être tenté afin de rapprocher ces quatre pays. Il s'agirait de préparer l'heure où, si nulle catastrophe nouvelle ne vient nous bouleverser, leur action pourrait intervenir afin d'éviter un écroulement total de l'Europe entre l'Asie et l'Amérique. Il s'agirait également de servir de contrepoids à une emprise totale du Reich sur le continent et à une influence exclusive du national-socialisme.

Pour cela, il faudrait se placer résolument sur le terrain européen.<sup>78</sup> Car l'Europe est en train de se constituer. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas la volonté des puissances de l'Axe, ce n'est pas le blocus seulement, qui provoque ce mouvement de solidarité des pays européens. Il s'agit de quelque chose de plus profond, résultant de forces économiques irrésistibles.

L'évolution a commencé depuis la crise de 1929. Il a pris le caractère d'un repli forcé de l'économie européenne sur elle-même. Ensuite, il y a eut [sic] la poussée des masses en faveur du maintien et de l'amélioration du niveau de vie. Ces deux grandes tendances sont conjuguées dans le sens d'un développement toujours plus considérable des échanges entre pays européens. Dès lors, ce qu'il y a de naturellement complémentaire entre les économies de ces pays, se dégage de plus en plus et passe dans les faits. En même temps, vous constatez dans les esprits, la naissance, plutôt la renaissance d'une conscience européenne ou du moins continentale. C'est pourquoi il me paraît de toute importance, de toute nécessité, de soutenir l'idée d'une organisation européenne, tout en faisant un effort pour ne point la laisser entre les mains de l'Allemagne, mais pour y appliquer les normes de l'esprit latin et du génie catholique. Il faut partir du principe que l'Europe doit faire un effort pour se réorganiser elle-

---

<sup>78</sup> Les idées qui apparaissent dans le passage qui suit, de même que les premières lignes du paragraphe suivant sont « empruntées » au projet de Défense et solidarité européenne de Maurice Lambilliotte. Dans le premier point du projet, intitulé « L'Europe en marche », Lambilliotte expliquait que l'Europe est en train de se constituer. Il discerne en Europe un mouvement de solidarité économique profond qui se manifesterait depuis la crise de 1929, indépendant de la volonté des puissances de l'Axe. Face au rétrécissement des débouchés extérieurs dû à la concurrence des USA et du Japon, et face à « l'irrésistible poussée des masses en faveur du maintien et de l'amélioration de leur niveau de vie », les pays d'Europe vont accroître leurs activités économiques. Ceci induirait un développement des échanges intereuropéens qu'il conviendrait absolument de « synchroniser » sur le rythme des pays les plus dynamiques. Ainsi, les forces travaillant dans le sens d'une unification plus grande de l'Europe seraient non seulement politiques mais économiques et sociales, ce qui constituerait un gage de durée et d'efficacité.

même, et qu'il faut avant tout éviter qu'elle ne soit « organisée » par des non-Européens, ce qui signifierait une longue déchéance. J'imagine que, lorsqu'il s'agira de réorganiser l'Europe, cette réorganisation restera vaine si elle n'a pas été inspirée et si elle n'est pas soutenue par une élite européenne. Ne sont-ce point, en effet, les élites européennes qui ont soutenu, au moyen-âge, l'idée de la chrétienté, à la Renaissance, l'idée d'humanisme et au XVIII<sup>ème</sup> siècle l'idée des « lumières » ? Elles étaient restreintes, mais elles étaient organisées. Dans le domaine économique, on fera, le moment venu, ce que l'on pourra. Dans le domaine politique, on arrivera sans doute à des organisations qui pourraient d'ailleurs être contraignantes, suivant l'issue de la guerre. Mais, ni les efforts économiques, ni les organisations politiques ne pourront rien s'il n'y a pas un esprit. Or, c'est cet esprit qu'il importe de former tout de suite, car pour cela, on n'a pas besoin d'attendre. Sans doute on se heurtera à des résistances considérables<sup>79</sup> : oppositions des intérêts, la haute finance internationale ; opposition de la franc-maçonnerie qui ne verra pas d'un bon œil le réenracinement des peuples dans le réel et le retour à des institutions assez fortes pour encadrer plus solidement les individus ; enfin, les résistances sentimentales qui procèdent, les unes de la contrainte, les autres de l'ignorance depuis longtemps entretenues. D'ailleurs, l'idée d'Europe est encore suspecte parce qu'elle semble une création de la propagande nazie. Cependant, il faut prévoir que la menace d'une concurrence américaine se précisera dans le sens d'une « volonté de puissance », d'un impérialisme dont le but sera la mise en tutelle du vieux monde. Il sera de moins en moins possible d'accepter le primat, même relatif, et de l'économie américaine et de ce que les États-Unis appellent leur culture. Il y aura donc un sentiment de défense qui devra en même temps s'exercer, mais d'une autre manière, contre l'impérialisme allemand qui, s'il dépassait les limites d'une simple présidence, mettrait en péril les principes mêmes de notre civilisation occidentale, et d'ailleurs les met déjà. A l'égard du Reich, de l'Axe, il s'impose de leur [sic] persuader que ses [sic] intérêts économiques sont liés à une politique d'apaisement, d'entente et de respect des indépendances

---

<sup>79</sup> Dans le passage qui suit, une fois encore, Reynold plagie Lambilliotte qui expliquait, dans le deuxième point de son projet (intitulé « Oppositions à l'idée européenne »), qu'il manque au mouvement d'unification et de solidarité européenne le ralliement des forces intellectuelles. L'idée européenne rencontrerait des résistances considérables, notamment dans les milieux de la haute finance internationale, du grand commerce et dans la bourgeoisie d'affaires, la franc-maçonnerie (« *qui ne peut voir d'un bon œil un réenracinement des peuples dans le réel, et le retour à des institutions susceptibles d'encadrer plus solidement les individus* ». La phrase est très exactement copiée par Reynold). Tous ces milieux, qui ont bénéficié des conditions libérales et de la démocratie politique, redoutent l'avènement d'une Europe qui s'écarterait de ces conditions.

et des personnalités nationales. Je sais que le moment est extrêmement propice et qu'il faudrait savoir en profiter.<sup>80</sup>

Ce que j'ai dans la tête est bien simple. Je voudrais rechercher dans les quatre pays latins, peut-être même pour commencer en France, en Espagne, au Portugal, un petit nombre, même un très petit nombre de personnes qui partagent ces idées et qui seraient prêtes à en examiner la réalisation. Ces personnes ne devraient avoir aucun caractère officiel ; au contraire, elles devraient se présenter comme tout à fait indépendantes des gouvernements. En revanche, elles devraient être représentatives. Elles seraient à choisir, en partie chez les économistes, en partie chez les hommes de pensées, afin d'opérer le raccord et d'établir la collaboration entre la vie économique et la vie intellectuelle.

Ceci fait, il serait possible de se rencontrer pour définir quelques positions essentielles.

Quant à un organe, je le vois sous la forme d'une revue hebdomadaire ou mensuelle, en langue française pour commencer, mais dans lequel des pages seraient réservées aux différents pays.

J'oubliais de dire, qu'en plus de Français, d'Espagnols, de Portugais, peut-être d'Italiens déjà je ferais appel à des Suisses et à des Belges, et que je confierais à un Suisse la rédaction de la revue.

Enfin, je placerais le siège de la revue, non en Suisse, mais en France. Pourquoi, parce que je sais déjà que je puis compter sur l'appui efficace des Français. Avant toute chose, je désirerais que vous perdiez un peu de temps à examiner ce projet qui doit rester pour le moment confidentiel, et que vous me communiquiez votre avis, vos critiques et vos conseils. Pour ne pas perdre de temps, et dans le cas où l'idée vous semblerait utile et réalisable, peut-être pourriez-vous me désigner deux ou trois Portugais qui vous paraîtraient spécialement qualifiés pour s'occuper de la chose.<sup>81</sup> Il ne serait pas même nécessaire de leur en parler pour le moment.

---

<sup>80</sup> Salazar se rend bien compte, lui, de la volonté dominatrice de l'Allemagne et de ce qu'elle a d'irréductible pour la formation d'une Europe nouvelle : « Croyez-vous que, de son côté, l'impérialisme allemand se contenterait, dans l'ensemble européen, d'une simple « présidence » ou d'un rôle d'arbitre ? Quelle sécurité peut-on avoir du respect des indépendances nationales ? », demande-t-il à Reynold, dans sa réponse du 1<sup>er</sup> septembre 1941. FGR, corr. aut. 193,2.

<sup>81</sup> Salazar lui répondra : « Il ne me sera pas donné de vous aider dans cette tentative et, au moment opportun, je vous indiquerai quelques personnes susceptibles d'y collaborer avec profit. ». C'est donc un semi-échec pour Reynold qui espérait obtenir un ferme appui de la part du dictateur portugais.

Et voilà ! Vous trouverez sans doute qu'il s'agit de bien longues considérations pour une bien petite solution pratique. Mais il faut commencer petitement. « Qui a un commencement a une tête », disait Dante ». <sup>82</sup>

---

<sup>82</sup> Reynold a dû terminer sa lettre à la plume, aussi les formules de salutations ne figurent-elles pas sur la copie.

Action 61, **Lettre à Charles Maurras**

Cressier-sur-Morat, le 29 novembre 1941

Il est bien rare que je vous écrive, car on n'a pas le droit de vous prendre de votre temps sauf pour une réelle nécessité. C'est donc parce que cette nécessité est là que je vous adresse cette lettre ou plutôt ce "rapport de situation".

Je le fais parce que, renseignements pris là où il faut les prendre et après une série de consultations<sup>83</sup>, nous voici arrivés au point critique de la guerre, à ce point où il faut s'arrêter pour se demander où l'on en est et où l'on va.

Où en est-on ? Sous réserve, naturellement, d'évènements imprévus et des interventions de Sa Majesté le Hasard, comme disait Frédéric II, on doit conclure qu'aucun des deux adversaires en présence n'est capable de remporter une victoire décisive.

Mais, dans ce cas, où va-t-on ? à l'épuisement de l'Europe, à la misère générale et à l'anarchie. C'est là ce qu'il faudrait éviter à tout prix. Ce n'est pas, en effet, sans une angoisse profonde que l'on voit s'ouvrir cette perspective, car, au bout, il y a un cimetière. Les réserves de l'Europe s'épuisent. On voit venir la famine qui, de la périphérie, menace de gagner le centre. On m'assure, par exemple, que trente millions d'êtres humains sont condamnés à mourir de faim cet hiver, en Russie, où déjà, paraît-il des actes de cannibalisme se seraient produits, comme ce fut le cas en Allemagne durant la guerre de Trente Ans. Et vous savez quel est l'état de la Grèce. Même dans ce pays qui apparaît encore aux yeux de beaucoup comme une sorte de paradis terrestre, les restrictions prennent un rythme accéléré et des bouches officielles ont déjà prononcé dans des discours tout récents ces trois mots : menace de famine.

Il faut donc se demander très sérieusement si, en cas de prolongement de la guerre, l'Europe n'est point menacée de perdre pour très longtemps, sinon pour toujours, son rang de continent civilisateur et dominateur, et si les valeurs occidentales ne risquent point de se perdre dans cette aventure. Il ne faudrait pas oublier que l'Europe, j'entends l'Europe

---

<sup>83</sup> Cette lettre à Maurras, comme celle à Salazar (lettre précédente), est motivée par les entretiens de Reynold avec les belges Lambilliotte et Van den Hout à propos de leur projet de « Défense et solidarité européenne ».

européenne, c'est-à-dire l'Europe occidentale, ne représente comme superficie que la moitié des États-Unis et comme population que l'équivalent de l'empire des Indes.

En réalité, les adversaires en présence se font la guerre sur une feuille de papier au dessous de laquelle il y a l'abîme. Des États-Unis au Japon, en traversant tout notre continent, il n'y a aucun État qui soit vraiment solide et qui puisse [se] dire à l'abri de l'écroulement et de l'anarchie. C'est de l'observation, ce n'est pas du pessimisme.

D'où pourrait venir le salut ?

« De nous », affirment les Anglo-Saxons. Mais il est de plus en plus évident que, s'ils ont la flotte de leur politique, ils n'en ont point l'armée. Les Américains qui ont bon cœur mais l'esprit simple, sont incapables de comprendre notre Europe compliquée, et, s'ils voulaient lui appliquer leurs idées enfantines et leurs conceptions mécaniques, ils ne feraient qu'augmenter le désordre. Beaucoup d'Anglais s'en rendent compte et naïvement espèrent que les Américains, après les premiers échecs, se lasseraient et s'en remettraient finalement à la Grande-Bretagne seule. Cette opinion ne tient évidemment pas compte de l'impérialisme américain, lequel représente pour l'Europe non pas une chance de salut, mais une menace.<sup>84</sup>

Le salut pourrait-il venir des Allemands ?

Ils ont pour eux d'être des Européens, d'avoir le sens de la discipline et le génie de l'organisation. Leur domination, si dure qu'elle puisse être, serait encore un moindre mal, et de beaucoup, au regard de l'anarchie et du communisme. Ce n'est pas sans inquiétude que je vois leur armée se saigner en Russie, car à l'heure actuelle l'armée allemande est encore la suprême garantie de l'Europe contre l'anarchie et contre le communisme asiatique. Si, demain, nous apprenons une grave défaite de cette armée, et si la révolution éclatait dans le Reich, après-demain il n'y aurait plus un gouvernement debout dans tout le continent, pas plus en Suisse qu'en Portugal ou en France et rien ne serait prêt pour les remplacer.

Ceci dit, j'avoue que la nouvelle Europe dont on nous parle périodiquement et à la réalisation de laquelle le gouvernement du Reich semble vouloir passer au cours de cet hiver, ne me laisse pas sans inquiétudes. Organiser l'Europe et la faire vivre en pleine guerre comme si elle était en paix, me paraît un paradoxe, une contradiction dans les termes. Cela supposerait à la fois une économie de paix et une économie de guerre, ce qui serait contradictoire. Si peu

---

<sup>84</sup> Le bombardement de Rome en juillet 1943 permettra à Reynold d'affirmer le fond de sa pensée sur les Anglo-saxons : « Les Anglo-saxons viennent de commettre une faute morale qui pourrait avoir les plus graves conséquences pour eux. Le brevet de barbare change de mains. » Reynold à Moriani, 22 juillet 1943. FGR, corr. cop. 1943.

désireux que je sois d'une défaite allemande, je crains que la nouvelle Europe soit tout simplement une hégémonie économique dont le but unique serait d'utiliser toutes les ressources de tous les pays pour alimenter l'économie de guerre de l'Allemagne, ce qui serait les priver de toute indépendance et même du nécessaire. Je redoute également la conception que les Allemands se font de l'ordre. Ils le confondent avec l'organisation, et une organisation purement matérielle selon la méthode du modèle unique. C'est la tyrannie de la technique, et rien ne serait plus redoutable pour la civilisation, pour toutes les valeurs spirituelles, que cette technocratie. J'ajoute enfin que cette hégémonie économique asservirait complètement les pays agricoles aux pays surindustrialisés, en tout premier lieu au Reich.

Il y a encore d'autres objections que je dois signaler parce qu'elles me semblent intéresser directement la France :

On nous parle d'un partage du monde. Les États-Unis prendraient la direction du monde américain. On laisserait à l'Angleterre la direction du Commonwealth. Le Japon se chargerait de l'Asie orientale. L'Allemagne prendrait la direction d'une Europe que viendraient augmenter la Russie avec la Sibérie occidentale, l'Asie antérieure et l'Afrique du Nord poussée probablement jusqu'au centre.

Je reconnais volontiers tout ce que ce plan offre de séduisant. Il m'avait séduit d'abord. Puis je me suis renseigné et j'ai étudié. D'où une série de points d'interrogation.

L'Europe même augmentée ainsi, pourrait-elle vraiment se suffire à elle-même ? Pourrait-elle produire à elle seule l'outillage nécessaire pour l'exploitation des terres aussi vastes que la Russie ou la moitié de l'Afrique ? Pourrait-elle renoncer sans se diminuer à ses prolongements dans les autres continents, renoncer par exemple à ses relations avec l'Amérique latine qui serait abandonnée à l'hégémonie des États-Unis ? La mission de l'Europe n'est pas seulement dans sa propre civilisation, mais dans la propagation de celle-ci au delà des mers ; elle n'est pas seulement dans l'organisation d'un ordre continental, mais dans celui d'un ordre universel. Je ne pense pas que ni la France, ni l'Espagne, ni le Portugal, ni même l'Italie moderne se résignent à une conception purement continentale de l'Europe. Cette idée est naturelle aux Allemands qui sont les continentaux par excellence et aux yeux desquels l'empire n'apparaît que sous la forme d'une continuité territoriale. Mais il y a une autre forme d'empire, l'empire dispersé. Cette forme correspond à l'énergie expansive d'un continent qui, de par ses dimensions mêmes, a sans cesse besoin de se projeter hors de lui-



même et dont l'âme apostolique qu'il a reçu du christianisme, éprouve sans cesse le besoin de faire bénéficier les autres peuples de ses valeurs et de ses vérités.

Sans doute la situation de l'Europe est déjà considérablement diminuée par rapport aux autres continents. Sans doute l'Europe a déjà perdu des positions essentielles. Mais n'est-ce pas une raison pour essayer de sauver celles qui lui restent, tandis que le plan allemand semble exiger qu'elles fassent sur celles-ci encore des sacrifices.

Ces objections n'ont point pour but d'opposer à ce plan une fin de non-recevoir. Elles ont, en revanche, pour but d'amener une réponse à cette question :

Etant donné la nécessité d'une organisation européenne, convient-il ou non d'en laisser le bénéfice à l'Allemagne, ou ne serait-il pas possible d'en faire l'œuvre de toute l'Europe, en s'efforçant de dégager cette idée de l'emprise nationale-socialiste ?

Cette question en amène une autre :

Serait-il possible d'arriver à faire comprendre au Reich qu'il s'engagerait dans une impasse s'il suivait ses extrémistes, ses jacobins dans la voie dangereuse de la domination de l'Europe et de l'exploitation systématique des peuples européens ? Ne serait-il pas possible de lui faire comprendre qu'à la longue il ne peut plus être partout et soutenir à bras tendus le nord et le sud, l'est et l'ouest du continent ? Ne serait-il pas enfin possible de lui faire comprendre qu'il a besoin de co-associés, non de sujets, s'il veut remplir sa mission, garder pour lui l'espace vital dont il a besoin à l'est et ne pas risquer de voir l'Allemagne s'effondrer sous l'effort ?

Je crois, pour ma part, que cela est maintenant possible.

Parallèlement, ne serait-il pas possible de faire comprendre aux Américains qu'ils n'ont eux-mêmes aucun intérêt à prolonger la guerre parce qu'alors, ils ne trouveraient plus devant eux une Europe mais un cimetière, que cette prolongation leur serait imputée à crime par l'histoire et qu'au surplus, le vainqueur de la guerre, à supposer qu'il puisse y en avoir un, risque d'être vaincu par sa propre victoire ?

Je crois que c'est possible, mais qu'il sera beaucoup plus difficile de convaincre les Américains que les Allemands.

Maintenant, qui peut se charger, vis-à-vis des Allemands, et vis-à-vis des Américains, d'une telle mission ? la France.

Pour ceux qui sans être français de nationalité le sont de langue et de culture, peuvent voir la France de très près mais du dehors, et la confronter sans cesse avec l'Europe,

je tiens à dire que la France est beaucoup plus forte malgré sa défaite – et peut-être à cause de sa défaite, - qu'elle ne le suppose elle[-]même et qu'elle peut davantage que ce qu'elle[-]même ose.

Je crois que les Allemands se rendent compte du potentiel que la France représente et de l'alliée qu'elle serait pour eux, si vraiment ils savaient s'en faire une alliée. Ils ne l'ont pas su : j'ai l'impression qu'ils le regrettent, qu'ils en éprouvent même comme un remords. Je les connais d'ailleurs et je sais comment il faut leur parler si l'on veut qu'ils vous prennent au sérieux et tiennent compte de ce que vous leur dites. Il ne faut jamais leur parler en parents pauvres et en vaincus moral. Il faut traiter avec eux d'égal à égal, et savoir prendre des initiatives. Il faut savoir surtout leur montrer tout ce que l'on peut, mais ne jamais leur donner ce que l'on a.

Il faut reconnaître que les Allemands savent voir grand. Ils s'intéresseront toujours à qui saura voir grand comme eux, même si c'est autrement qu'eux, tandis qu'ils seront portés à négliger et à mépriser ceux qui se présenteront à eux avec timidité, d'une manière uniquement défensive et négative.

Quant au pouvoir de la France sur les Américains, vous savez mieux que moi qu'il est encore considérable. L'Europe, la plus grande partie des Américains ne se la représentent encore qu'au travers de la France et à son image. Ils sont des sentimentaux et ils n'ont pas encore oublié La Fayette. D'ailleurs, aussi longtemps qu'une rupture ne se sera pas produite entre la France et les États-Unis, vous aurez encore, en face de l'Allemagne, plus de poids et plus de valeur.

Il semble, à bien des indices, qu'une inquiétude est en train de s'emparer des alliés de l'Allemagne. On voit bien quelle elle est. Pour l'expliquer, je n'aurais qu'à reprendre tout ce que je viens de dire. D'accord sur le principe d'une organisation européenne, ils en craignent l'application, c'est à dire l'hégémonie. Chacun redoute de se trouver seul vis-à-vis du Reich, chacun cherche d'autres interlocuteurs, désire un contrepoids.

Est[-]ce qu'il n'y aurait pas là une occasion à saisir ?

Même si toute action politique se révélait impossible ou prématurée, tout effort de rassemblement sur des valeurs occidentales, latines, catholiques, serait accueilli au moins comme un espoir, contribuerait à créer une atmosphère, à réunir les esprits.

C'est ici qu'il faut se représenter combien précaire serait un ordre européen qui se bornerait à être économique et politique. Dans le domaine économique, on fera

d'ailleurs ce que l'on pourra et peut[-]être pourra-t-on moins qu'on ne le suppose, et les économistes auront tort, car toutes leurs théories se révéleront vaines. D'ailleurs, le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix posera le plus redoutable des problèmes : comment réintroduire dans la vie économique des millions de mobilisés ? Dans le domaine politique, on arrivera peut[-]être à des accords. Mais rien de tout cela ne pourra tenir s'il n'y a pas un esprit et une élite européenne pour l'incarner. On doit tenir pour certain que le parti national-socialiste sera incapable d'être cette élite : il semble en effet, qu'en Allemagne même il est déjà dépassé.

Je ne veux pas allonger. Ou ce papier ne contient rien d'utile, et alors chaque ligne qui s'y ajouterait serait du temps perdu ; ou il a quelque intérêt, et alors il ne saurait être qu'une préface. Si je ne l'avais pas écrit, j'en aurais d'ailleurs des remords. La situation est telle que tout doit être tenté, même la plus petite chose<sup>85</sup>. C'est mon excuse auprès de vous.<sup>86</sup>

---

<sup>85</sup> On peut s'étonner ici du fait que Reynold ne se vante pas auprès de Maurras, comme il l'a fait auprès de Salazar, du fait qu'il a le projet de lancer une revue à Lyon, avec l'appui de Vichy et qu'il en nommera le rédacteur en chef. Est-ce par crainte de mécontenter le directeur de l'*Action française* en lui annonçant la naissance d'un organe concurrent ?

<sup>86</sup> Maurras n'a pas pris la peine de répondre à la lettre de Reynold. C'est son secrétaire qui se chargera de lui envoyer un accusé de réception

Corr. cop. 1942, **Lettre à Louis Planté**<sup>87</sup>

Cressier-sur-Morat, le 16 II 42

Monsieur le Directeur,

En 1931, et sur sa demande, j'eus l'honneur d'être inscrit comme membre adhérent, c'est-à-dire étranger, à la Société des Gens de Lettres de France.

Celle-ci m'envoie un questionnaire pour savoir si j'ai du sang juif dans les veines, si je suis titulaire de la carte de combattant, etc.

Je considère que ce questionnaire ne me regarde point, puisque je n'ai pas l'honneur d'être Français, quelles que soient les attaches profondes qui nous unissent, ma famille et moi, depuis des siècles, à votre grande patrie. C'est donc à titre tout à fait privé que je vous informe que je n'ai pas une goutte de sang israélite [sic] dans les veines, d'aucun côté, ni d'aucune manière.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

---

<sup>87</sup> Louis Planté, Directeur-Adjoint de l'Education Nationale, Vichy. Auteur en 1967 de *Au 110 rue de Grenelle. Souvenirs, scènes et aspects du ministère de l'IP-Education nationale*. Il était chef du bureau du cabinet du ministre depuis Léon Bérard et pendant toute l'Occupation. Sous Vichy, il prend encore la fonction de chef des services administratifs et financiers du ministère de l'Education nationale.

Corr. cop. 1942, **Lettre à Charles Gos**

Cressier-sur-Morat, le 15 mai 1942

Mon Cher Charles,

J'ai beaucoup parlé de vous avec une de vos amies les plus dévouées, Mlle Engel<sup>88</sup>. Elle est venue me voir à Cressier et j'ai noué avec elle une collaboration intellectuelle qui pourrait devenir assez importante.<sup>89</sup>

Je n'ai pu rentrer ici qu'à la fin avril, car j'ai eu l'idée originale d'attrapper [sic] la fièvre aphteuse, je devrais dire comme un bœuf, mais je suis obligé de dire comme un taureau. C'est seulement maintenant que j'ai eu à me débattre contre les quantités d'ennuis et d'accidents (au sens latin du terme). Ne vous effrayez donc pas. Mais la vie devient de plus en plus difficile.

Ceci dit, je voudrais bien savoir où vous en êtes, car je me fais du souci de vous. Je vois que vous supportez chrétiennement épreuves et douleurs, ce qui est encore le meilleur moyen de s'en sortir. Mais je voudrais m'assurer que vous voyez le bout de ce tunnel. Quand j'aurai reçu un mot de vous, je vous écrirai au sujet de la Vierge et de son culte. Réfléchissez simplement sur cette question de bon sens : la mère du Christ est nécessairement la plus sainte des saintes et au Ciel le plus puissant intermédiaire entre les hommes et son Fils. S'il en était autrement, ce serait, et contre la nature humaine et contre la nature divine.

---

<sup>88</sup> Il s'agit de Claire-Elise Engel, protestante comme Charles Gos. Elle enseigne l'Anglais à l'Université de Neuchâtel. Elle a interviewé Charles Gos dans le cadre de ses recherches en littérature générale.

<sup>89</sup> Pendant plusieurs années, Reynold et elle entretiendront une correspondance suivie. Engel assurait la relecture de *La Formation de l'Europe* et faisait part de ses remarques à Reynold par lettre.

Corr. cop. 1942, **Lettre à Georges Duplain\***

Cressier-sur-Morat, le 23 février 1942

Cher ami,

Votre lettre<sup>90</sup> m'a naturellement beaucoup touché, et je n'ai pas besoin d'y insister. En revanche, j'insisterai sur votre conception de la prière. En effet, elle ne me paraît pas encore suffisamment catholique et cela pour les raisons suivantes :

D'abord, elle est trop individualiste. Elle oublie que le Christ a recommandé la prière en commun. Il faut toujours que le chrétien-catholique fasse un effort pour se représenter qu'il fait partie d'un corps et pour se remettre dans cette communion des saints qui est le plus humain de toute notre doctrine.

Ensuite et en vertu de ce dogme, il ne faut pas oublier que nous devons prier avec l'Église et par l'Église. Rappelez-vous que le Christ lui-même nous a indiqué comment il fallait prier en nous donnant la formule du Pater. Il ne nous a pas dit : « Priez comme vous le voulez », mais : « Priez de cette manière ».

Troisièmement, il faut avoir assez d'humilité pour bien penser que nous n'arriverons jamais à prier tout seuls, si nous ne sommes pas soutenus dans notre prière même, par cette totalité des fidèles, totalité à travers le temps et totalité à travers l'espace. Si vous regardez bien mes petites prières à moi, vous verrez qu'elles ne sont que des variantes, quelquefois même, de simples traductions de cette prière générale et universelle. Je n'aurais jamais osé composer des prières si je n'y avais été préparé par la pratique des prières de l'Église.

Quatrièmement, enfin, je vois que vous manquez encore de culture catholique. Ici je quitte le domaine de la spiritualité pour envisager le catholicisme [sous] son aspect de grande civilisation. Il serait bon de vous initier à cette merveille qu'est la liturgie et de faire l'effort de regarder ses prières comme des œuvres d'art. Vous avez là un trésor inégalable égale [sic], s'il n'est pas supérieur, à ce que toutes les littératures, toutes les poésies

---

<sup>90</sup> Georges Duplain à Reynold, 20 février 1942. FGR, corr. pers. 1942. G. Duplain a assisté son oncle Georges Rigassi lors de l'enterrement de sa femme, qui était une sœur de la mère de Duplain.

du monde ont produit. Vous pourriez vous en convaincre, si par hasard, il tombait, entre vos mains, la vieille *Année liturgique* de Dom Géranger. Dans ce domaine, je pourrais vous donner beaucoup d'indications utiles et même vous diriger. Je crois que c'est un devoir pour vous de vous y engager. En effet, il ne suffit pas d'être aujourd'hui catholique, il faut s'armer d'une forte culture catholique.<sup>91</sup>

Je savais les liens de parenté qui vous unissaient à M. Rigassi\*. Le malheur qui est tombé sur lui m'a douloureusement touché.<sup>92</sup> Je lui ai d'ailleurs écrit tout de suite.

Quant à votre père, si vous lui écrivez, dites-lui que je pense bien souvent à lui et que je prie pour lui presque tous les jours. Dites à votre femme que rien ne pouvait m'enchanter plus que son sourire, auquel je suis sensible, sans épithète et sans adverbe, ce qui est beaucoup plus fort.

Votre affectueusement dévoué,

---

<sup>91</sup> Pour Reynold, la culture protestante est synonyme de tristesse intellectuelle, car, dans son optique, elle est presque toujours « de gauche », tandis que la riche culture catholique est la base de toute la culture européenne. Il ne cesse de recommander à ses disciples d'acquérir une solide culture catholique (voir aussi Reynold à Ch. Girardin, 3 septembre 1940. FGR, corr. cop. 1940).

<sup>92</sup> L'épouse de Georges Rigassi vient de décéder.

Action 61, **Lettre à Fernand Hayward**

Cressier-sur-Morat, le 8 mars 1944

Cher Monsieur,

Je viens de recevoir votre lettre du 15 février<sup>93</sup>. Elle est d'un grand intérêt.

Ce qu'il y a d'intéressant pour moi dans cette missive, c'est qu'elle n'est pas la première. Dès 1940, des démarches, écrites ou verbales, se sont succédées, qui, toutes, avec des variantes, exprimaient la même idée : d'où j'en ai conclu – et votre lettre vient renforcer cette conclusion – qu'elle correspond à un besoin.

D'autre part, l'histoire de l'Europe, dès le haut moyen-âge, nous apprend qu'à toutes les périodes de crise, c'est-à-dire de changement d'époque et de monde, il s'est produit un mouvement d'organisation intellectuelle. Il y a là une chaîne. Si maintenant nous songeons à la reconstruction, nous constaterons que le politique et l'économisme ne suffiront pas, si n'interviennent pas l'intellectuel et le religieux. Les hommes politiques feront des accords, des traités, imposeront des décisions : les économistes iront au plus pressé, avec un empirisme plus ou moins organisateur : rien de tout cela ne sera solide sans l'intervention de quelques esprits. Ceux-ci auront à sauver la physionomie de l'Europe, j'entends sa physionomie morale, à empêcher les erreurs irrémédiables, dont la première serait d'ignorer ce que c'est que l'Europe elle-même et ce qui est spécifiquement européen, de transborder les valeurs essentielles du monde qui meurt dans le monde nouveau.

Comme vous le voyez, ce sont des questions sur lesquelles je n'ai cessé de réfléchir, de travailler, et pour lesquelles je me suis attelé à la série d'ouvrages sur la formation de l'Europe, dont un premier volume a paru en 1940 et dont trois autres sont actuellement à l'impression.

---

<sup>93</sup> Fernand Hayward à Reynold, 15 février 1944. FGR, Action 61. La lettre de Hayward ainsi que la réponse de Reynold sont commentées dans le point 4.2.3. Invitations en France, aussi nous permettons-nous de reproduire la lettre, sans annotations, et de renvoyer à ce point pour l'analyse.



Quant à me rendre en France, l'état actuel de ma santé, après un si long surmenage, m'interdit formellement de le faire. Il faudrait donc trouver une autre solution, celle de franchir la frontière suisse en direction de la Nuithonie.

Corr. cop. 1945, **Lettre à Mrs Herbert Robbins**

Cressier-sur-Morat, le 7 décembre 1945

Je n'ai pas reçu encore les revues que vous m'annoncez, mais cela viendra. Le principal, c'est votre lettre<sup>94</sup>. Grâce à vous, j'ai enfin une fenêtre ouverte sur un monde que je ne voyais que de très loin au travers d'une vitre embrumée et sans doute déformante.

Vous le savez peut-être, j'ai été un des amis intimes de Maritain. Nous nous sommes séparés tacitement, sans éclat, lorsque parut *L'Europe tragique*<sup>95</sup>. Je garderai toujours à l'homme une grande reconnaissance pour le bien moral qu'il m'a fait et l'aide que j'ai trouvé en lui dans une circonstance difficile. Au moment où l'Action française fut condamnée<sup>96</sup>, ce qui désespéra Maritain, je lui dis après avoir lu son très beau livre sur la primauté du spirituel : « Vous avez fait tout votre devoir de catholique à l'égard du Saint-Siège ; si j'ai un conseil à vous donner, c'est de vous concentrer désormais sur vos travaux philosophiques. Vous servirez mieux la cause de l'Église ainsi qu'en vous laissant entraîner dans la politique pour laquelle vous n'êtes point fait et qui pourrait vous conduire là où vous ne voulez point aller. » Le conseil était bon, la suite l'a prouvé. Maritain, comme souvent ceux qui vivent surtout d'une vie intérieure, m'a toujours paru manquer d'expérience et même de bons sens. J'ai toujours senti chez lui, dans son subconscient, une tendance à l'anarchie et une sorte de rancune contre ce qui est naturel, sain, fort, contre ce qui possède une architecture. Comme aussi les métaphysiciens et les théologiens, il ignore tout de l'histoire, est dépourvu de sens historique. Ce qui est tout de même grave quand on veut intervenir dans

---

<sup>94</sup> Lettre non retrouvée. Mme Carolyn Herbert Robbins, une amie américaine de Reynold, contribue à diffuser les idées de Reynold en Europe et aux USA. En 1938 déjà, « elle est convaincue que les thèses de Reynold conviennent également à d'autres pays que la Suisse » (Lettre du 30 novembre 1938. FGR, corr. pers. 1938). Informations tirées de Carrupt, Céline, *op. cit.*, p. 165.

<sup>95</sup> En 1934.

<sup>96</sup> Maritain a souvent invité Reynold à venir à Meudon. Ils ont échangé plusieurs lettres pour tenter de ramener Maurras à la raison : dans une lettre à Maritain du 13 janvier 1927, Reynold confie combien le conflit entre l'Action Française et le Saint-Siège l'obsède. FGR, Action 39. Le 18 février 1927, Maritain avait écrit une longue lettre à Reynold, accompagnée de la copie d'une lettre à Maurras. FGR, corr. aut. 146. Voir aussi les deux lettres de Reynold au Chanoine A. Cormier du Grand Séminaire de Tours dont il est question au point 1.1.1.1..

la vie collective. C'est comme si un médecin se mettait à opérer un malade sans avoir étudié préalablement son état et sans connaître sa maladie.

Ce que vous me dites de la France m'intéresse d'autant plus que j'en reviens. J'ai dû me rendre à Paris pour la Coopération intellectuelle, la liquidation de l'ancienne et la préparation de la nouvelle. J'en suis revenu persuadé que le général de Gaulle est la clef de voûte de tout l'édifice. S'il venait à disparaître, ce serait un désastre, non pas seulement pour la France, mais pour l'Europe ou ce qui [sic] en reste. Si l'Occident peut encore se reconstituer, ce sera autour de la France. Celle-ci n'est pas en décadence, comme on dit trop [souvent] et comme on était justifié à le croire d'après bien des faits et des indices. Ce qui est en décadence ou plutôt en décomposition, c'est un régime. La France est une grande blessée, qui s'est fait une fracture au bassin, fracture qui n'est pas encore ressoudée. Il suffirait d'un accident pour l'emporter, mais il se produit dans son organisme des réactions qui donnent de l'espoir à ses médecins. Il est fort possible que, passé la période d'oscillation et de confusion, la France trouve la formule qui fera la synthèse de l'ordre ancien et de l'ordre nouveau ou, si vous le préférez, de la droite et de la gauche.

Pour vous parler de moi, je suis revenu assez fatigué de Paris. J'ai repris mon travail, mais dans des circonstances toujours plus difficiles, du point de vue matériel et moral. J'espère pouvoir après Noël aller reprendre des forces à la montagne. Quant à Colette, je crois savoir qu'elle rentrera bientôt en Europe, en Belgique où son mari aurait trouvé une nouvelle position.

Je vous remercie des deux petits livres que vous m'avez envoyés. Je retrouve dans celui de Werner Jaeger les éminentes qualités qui font de lui un grand philosophe de l'histoire. En effet, sa conception du moyen âge rejoint la mienne.

## INDEX BIOGRAPHIQUE

Aubert Théodore : Né en 1878. Avocat au barreau de Genève, membre de la Nouvelle Société helvétique, de l'Union nationale. En 1918, il est l'un des principaux instigateurs du mouvement des Gardes civiques contre la grève. Mattioli le décrit comme une « personnalité influente de la bourgeoisie conservatrice » (Mattioli, Aram, *op. cit.*, p. 276). Antisocialiste vivement opposé à la III<sup>ème</sup> Internationale, il se tourne vers le frontisme et devient le chef de l'Entente internationale contre la III<sup>ème</sup> Internationale (fondée en 1924) qui inonde Reynold de pamphlets contre les communistes dans le monde. Membre du Grand Conseil de Genève à deux reprises, il devient conseiller national en 1935. La même année, il devient président de l'Institut international d'action morale, économique et sociale anti-marxiste.

Barth Karl (1886-1968) : Théologien protestant bâlois, il a été successivement professeur à Göttingen, à Münster et à Bonn. A la suite de son refus de prêter serment à l'État nazi, Barth a été mis à pied en 1935 par le régime et appelé à l'Université de Bâle. A l'origine du courant de la théologie dialectique, il prône le retour à la Bible et à la parole du Christ.

Besson Marius (1876-1945) : Vaudois originaire de Chapelle-sur-Moudon, né à Turin, il est historien de formation, et docteur en théologie. Evêque de Fribourg, Lausanne et Genève de 1921 à 1945, il a œuvré pour instaurer un climat de paix confessionnelle.

Blanc-Gatti Charles (1890-1966) : Vaudois, peintre et violoniste, il est président de la Corporation des arts, et membre du bureau des Groupements patronaux de la Fédération vaudoise des corporations.

Bonnard Abel (1883-1968) : Intellectuel maurassien, très antisémite, il évoluera vers le fascisme et la collaboration. Membre du Conseil national de Vichy, ministre de l'Education nationale, il s'exilera en 1944 à Sigmaringen puis en Espagne. Condamné à mort par contumace, il finira ses jours en Espagne.

Braïchet René (1910-1977) : Journaliste neuchâtelois, il est l'un des fondateurs en 1933, avec Eddy Bauer, de l'Ordre national neuchâtelois, qui s'inspire de la Ligue vaudoise et de Maurras. Marqué par le christianisme social, il s'oriente vers le corporatisme et lutte pour l'organisation de sa profession. En 1943, il deviendra rédacteur en chef de la *Feuille d'avis de Neuchâtel* à laquelle il collaborait depuis 1933.

Brunner Emil (1889-1966) : Théologien protestant zurichois. Auteur de *Natur und Gnade*, il est de ceux, avec Karl Barth et Eduard Thurneysen, qui ont fait émerger la pensée de la théologie dialectique, qui a marqué tout le siècle. Il a entretenu une correspondance fournie avec Karl Barth : *Karl Barth-Emil Brunner. Briefwechsel 1916-1966*, édité par la Karl Barth-Forschungsstelle Göttingen, Theologischer Verlag Zürich, 2000.

Burckhardt Karl Jacob (1891-1974) : Professeur d'histoire à l'Université de Zurich, membre de la direction du C.I.C.R (président en 1945), Haut-commissaire de la SdN à Danzig (1937-1939), il a rencontré Hitler en 1938 et 1939. Germanophile, antisémite et promussolinien, il sera nommé ministre de Suisse à Paris en 1945 et assumera cette fonction jusqu'en 1949. Il est le gendre de Reynold.

Carton de Wiart, Comte Henri : Politicien et homme politique belge. Premier ministre de 1920 à 1921. Il a occupé de nombreux fauteuils ministériels, notamment celui de l'Instruction publique. Il est l'un des principaux instigateurs de la Démocratie chrétienne. Membre du Comité d'honneur de l'Union belge pour la SdN, président de la Commission des questions humanitaires et sociales de la SdN, président du groupe belge de l'UCEI.

Cattai Georges (1896-1974) : Issu de la haute bourgeoisie juive égyptienne. Diplomate puis écrivain dès 1936 et, pendant la seconde guerre, journaliste. Cousin de Jean de Menasce, il se convertit comme ce dernier au catholicisme, en 1928.

Chenevière Jacques (1886-1976) : Fils d'un romancier genevois établi à Paris. De mère française, cet écrivain vivra à Paris jusqu'en 1914, avant de travailler pour le CICR et la *Revue de Genève* (1920-1930). Il sera membre de la Fondation Schiller et de la Société des écrivains suisses. Il est le cousin de Guy de Pourtalès et de Robert de Traz. Membre pendant la guerre du Comité de l'agence centrale des prisonniers de guerre, il s'occupe, dès 1942, de la partie littéraire du *Journal de Genève*.

De Diesbach Frédéric (1907-1994) : Dit Fred. Peintre et publiciste fribourgeois. Engagé dans la lutte anticommuniste, il est rédacteur de la *Revue anticommuniste* et est l'auteur, en 1943, de *Vérité sur la Suisse* paru à Genève aux Editions du Milieu du Monde. A en croire René de Weck, qui le qualifie d'« avorton fribourgeois » dans son *Journal*, de Diesbach était très influencé par les « calembredaines » de Musy et de Reynold et célébrait l'ordre nouveau. (Weck, René de, *op. cit.*, p. 404.)

Deslex Gustave (1864- ?) : Suisse établi à Turin depuis 1884. Carrière bancaire, activités dans les affaires. Collaborateur à la *Gazette de Lausanne*. Profasciste et pro « ordre nouveau ». Idées corporatistes (corporatisme mussolinien). Protestant, il s'est converti au catholicisme en 1938. Il avait fait venir Mgr Besson en personne pour présider la cérémonie de conversion.

Doka Karl (1896-1980) : Juriste et journaliste, membre de « Renaissance » et de l'UCEI. De 1925 à 1944, rédacteur de la *Schweizerische Rundschau*. De 1932 à 1946, rédacteur d'*Ostschweiz*, de 1946 à 1952, rédacteur des *Neuen Zürcher Nachrichten*. Dozent für Journalistik à l'université de Fribourg.

Ducommun Charles F. (1910-1977) : Secrétaire de l'Union syndicale suisse, membre de la Ligue du Gothard et collaborateur à Armée et Foyer, il est un des porte-parole des idées corporatistes. Il travaille à l'Office de guerre pour l'alimentation dès 1941 et sera nommé directeur aux PTT après la guerre.

Duplain Georges (1914-) : Catholique vaudois de Pompaples, dont la mère, de famille protestante, s'est convertie au catholicisme. Il fut l'un des premiers membres de la Nouvelle Société helvétique. Rédacteur romand de l'*Express* de Bienne et journaliste à la *Gazette de Lausanne*.

Fabre Eugène (1890-1965) : Rédacteur en chef de *La Suisse* dès 1919, soutien fidèle de Georges Oltramare, il appuie sa candidature au Conseil d'État en 1930. Cofondateur avec lui du Cercle fédéraliste, en novembre 1924. Président genevois, puis président central de la Société de Belles-lettres. Admirateur de Mussolini. Correspondant de *La Suisse* à Vichy de 1940 à 1942. Fervent pétainiste, il croyait arrivée la fin du libéralisme, du capitalisme et du parlementarisme.

Fay Bernard (1883- ?) : Historien de la droite française, professeur à l'Université de Clermont-Ferrand (1923-1933) puis au Collège de France (1933-1945), spécialiste de la Révolution américaine et de ses répercussions sur la Révolution française ainsi que de la franc-maçonnerie. Il collabore à *Candide* et au *Figaro* Appelé par Pétain à dépouiller les archives des francs-maçons (archiviste bibliothèque nationale, 1940-1941). Royaliste, il est l'un des dirigeants du rassemblement national populaire (parti collaborationniste de Marcel Déat). Condamné pour collaboration avec l'Allemagne en 1946, il s'échappera en 1951 et se réfugiera chez Fred de Diesbach\*. Il sera professeur à Lausanne puis à Fribourg.

Gaxotte Pierre (1895-1982) : Agrégé d'histoire, directeur de *Candide* (hebdomadaire littéraire de droite tirant à 500'000 exemplaires). Collaborateur à la nationaliste et catholique *Revue universelle*. Il a été le secrétaire de Maurras. Directeur également, en consortium, de *Je suis partout*, porte-parole des jeunes générations de l'Action française. Sans être ouvertement monarchiste, ce vichyste est très antiparlementaire, anti-SdN, promussolinien et hostile à toutes les valeurs de gauche.

Gos Charles (1885- ?) : Ecrivain, conférencier de l'Alliance française et de la Nouvelle Société Helvétique.

Guye Pierre-Louis (1896-1968) : Né à Genève, originaire du canton de Neuchâtel et de Genève-ville, de mère française, fils de Philippe-Auguste Guye, professeur de chimie de l'Université de Genève. Cet écrivain et publiciste qui a vécu une bonne partie de sa vie dans le canton de Vaud était incroyablement éclectique et prolifique : tenant d'un rattachement du Jura au canton de Neuchâtel au milieu des années trente, militant corporatiste et rénovateur pendant la Deuxième Guerre mondiale, virulent antisémite, partisan d'une Union civique mondiale pour la restauration de la civilisation catholique, il s'est intéressé à l'urbanisme, à l'agriculture, à l'aménagement du territoire, à l'unité de la foi catholique. Il s'est encore investi, à la fin de sa vie, dans des

projets d'Institut sociologique suisse, de Ligue suisse pour la protection de la santé des populations et de Ligue suisse des locataires.

Huber Max (1874-1960) : Juriste, il sera professeur de droit international à l'Université de Zurich et président du CICR entre 1928 et 1944. Il siège dans les conseils d'administration d'Aluminium-Industrie AG et de la fabrique de machines Oerlikon. Membre du Groupe d'Oxford, il est l'ami de Reynold depuis 1914. La religion, le droit et l'histoire sont les trois chevaux de bataille de Max Huber. Après la guerre, il s'engagera dans le mouvement œcuménique.

Keller Adolf (1872-1963) : Pasteur et théologien protestant alémanique. Cofondateur et premier secrétaire germanophone de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (1920). Vice-président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées. Il était au bénéfice de vastes relations internationales, en particulier aux États-Unis.

Lambilliotte Maurice (1900-1972) : Journaliste socialiste belge, ingénieur de formation, il était le secrétaire du ministre Spaak. Après l'attaque allemande en Belgique le 10 mai 1940, il se réfugie en France dans le Lot d'où il se rend fréquemment à Vichy. Dès 1941, il fait partie des rédacteurs de la *Jeune suisse*, sous la direction de Jean-Marie Musy. Il deviendra en 1946 attaché au Cabinet du Ministre du Ravitaillement puis rejoindra le service d'étude du Premier Ministre comme conseiller économique. Fondateur et directeur de la revue internationale *Synthèses* (basée à Bruxelles, créée vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, orientée à gauche). Il sera également journaliste à *La Wallonie* et au *Pourquoi pas ?* Il est un proche du leader socialiste André Renard. Il sera l'auteur, en 1949, de *Faire l'Europe* (préface de Robert Aron, Bruxelles, Synthèses).

Lescaze Julien (1898-1961) : Protestant suisse pourtant sincèrement attaché à sa foi, Lescaze trouve dans l'encyclique *Rerum Novarum* une ligne de conduite et se lie d'amitié avec l'abbé Savoy dont il adopte les théories corporatives. En 1933, il devient le premier président de l'Union corporative suisse et sera pendant près de vingt ans conseiller juridique aux Syndicats chrétiens de Genève.

Leyvraz René (1898-1973) : Après des débuts politiques et journalistiques auprès du parti socialiste (rupture en 1920), Leyvraz se convertit au catholicisme en 1921 et est influencé par les idées d'Action française. Il développe une intense activité journalistique (*Courrier de Genève* dès 1923 ; *Liberté syndicale* (1935-1940) ; *Echo illustré* de 1940 à 1945). Partisan de la doctrine sociale de l'Eglise, il soutient dans les années trente et quarante l'idée d'une Suisse renouvelée, corporatiste, anticommuniste et fédéraliste. Il sera membre fondateur de la Ligue du Gothard.

Massis Henri (1886-1970) : Ecrivain et publiciste français, rédacteur en chef de la *Revue universelle* qu'il fonde en 1920 avec J. Bainville, directeur entre 1936 et 1944. École de l'action française, influencé entre autres par Maurras, Barrès, Bergson, Péguy. Lors de la condamnation de l'Action française en 1926, ce catholique converti restera fidèle à Maurras, ce qui provoquera sa rupture avec Maritain. En 1933-1935, il dirige l'*Hebdomadaire* et collabore au *Candida*, au *Petit Parisien* et au *Figaro*. Il est l'auteur en 1935 d'un « Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe ». Sous Vichy, il sera un fidèle de Pétain, nommé conseiller national en 1941. Anticollaborationniste notoire, il ne sera pas condamné à la Libération. En 1960, il deviendra membre de l'Académie française.

Montenach Jean Daniel de (1892-1958) : Ce Fribourgeois, cousin de Reynold, est secrétaire général à Paris de la Coopération intellectuelle (CICI, organe de la SdN) de 1931 à 1939. Il est nommé à la Légation de Suisse de Vichy en 1942 – vraisemblablement à la demande du ministre Walter Stucki – après avoir travaillé quelque temps à l'Union internationale de secours à Genève.

Moyssset Henri (1875-1949) : Ce Français était avant la guerre de 1939-1945 professeur au Centre d'études navales. Avec Marcel Déat, il avait publié, au début des années trente, une édition complète des œuvres de Proudhon. Sous Vichy, il est ministre d'État à la présidence du Conseil et directeur honoraire au ministère de la marine (nommé le 23 janvier 1941). Il joue, avec Lucien Romier, un rôle déterminant dans l'élaboration de la charte du Travail, du plan de régionalisation et du projet de constitution du Conseil national. En tant que théoricien de la Révolution nationale et conseiller politique de l'amiral Darlan, il a également l'oreille du Maréchal en sa qualité de membre du Conseil et de spécialiste des questions allemandes.

Musy Jean-Marie (1876-1952) : Fribourgeois, il étudie le droit successivement à Fribourg, Munich, Leipzig, Berlin et Vienne. Membre du conseil de banque de la Banque nationale suisse de 1913 à 1919, il est également

conseiller national (1914-1919), avant de devenir conseiller fédéral en 1920, à la tête du département des Finances et des Douanes. Après son retrait en 1934, il sera actif dans les milieux d'extrême-droite et dirigera le journal *La jeune suisse* de 1935 à 1944.

Nothomb Pierre : Ecrivain et homme politique belge. Attaché à la légation de Belgique à Berne, il rencontre Reynold en 1917 et se lie d'amitié avec lui. Chef du Cabinet du Premier ministre Carton de Wiart\* (1920-21), il dispose de l'appui du journal de l'Action Française. Il réussit à faire passer ses idées, souvent maurrassiennes, dans les déclarations de principe de son chef.

Piller Joseph (1890-1954) : Conseiller d'État fribourgeois de 1932 à 1946, chef du département de l'Instruction publique et des Cultes, professeur de droit à l'université de Fribourg, membre de l'Association des Amis de Pax Romana et fondateur de l'Institut international de sciences sociales et politiques.

Pourtales Guy de (1881-1941) : Romancier et essayiste franco-suisse, de confession protestante, spécialiste de l'Europe romantique. Il optera pour la nationalité française peu avant la Première Guerre et sera mobilisé en 1914. Il gardera toute sa vie les séquelles d'une grave blessure au gaz, dont il finira par succomber, le 12 juin 1941 à Lausanne.

Quartenoud Maxime (1897-1956) : Fribourgeois, il fait ses études à l'Université de Fribourg. Il siège au Grand Conseil de 1925 à 1935, puis entre au Conseil d'État au département de l'Intérieur en 1935. La même année, il est élu au Conseil National. En 1947, il entrera au Conseil des États où il demeurera jusqu'à sa mort.

Riche Paul (1902-1949) : pseudonyme de Jean Mamy. Cinéaste et journaliste français, il sera collaborateur d'*Au Pilon* et de *L'Appel* dès 1941. En 1943, il réalise un film antimaçonnique, *Forces occultes*, produit par Nova Films. A la chute de Vichy, il sera condamné à mort et exécuté au fort de Montrouge le 23 mars 1949. Il se convertira au protestantisme pendant sa détention.

Rigassi Georges (1885-1967) : Rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne* depuis 1924, il en devient le directeur en 1939. De tendance ultra-conservatrice, il est membre de l'Association patriotique vaudoise qui défend les thèmes de l'unité nationale et de l'État autoritaire. Il sera élu député libéral au Grand Conseil du canton de Vaud en 1945.

Romier Lucien (1885-1944) : Agrégé d'histoire, éditorialiste au *Figaro* de 1934 à 1940, il sera appelé par Pétain en février 1941 et deviendra son plus proche conseiller à Vichy. Président en 1941 d'une commission, au sein du Conseil National, qui suggérerait le découpage de la France en 18 provinces avec un gouverneur à la tête de chacune. Il touche aux milieux industriels, politiques, journalistes, écrivains et au milieu du catholicisme social des Semaines sociales. Proche également d'Henri Moysset\* du Conseil national.

Rougemont Denis de (1906-1985) : Ecrivain et essayiste neuchâtelois de confession protestante. Il participe à la fondation du mouvement Esprit. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est incorporé, en tant qu'officier, dans la section Armée et Foyer. Cofondateur de la Ligue du Gothard, il émigre aux États-Unis de 1940 à 1946. Dès la fin de la guerre, il s'illustre en tant que promoteur de l'idée européenne.

Roz Firmin (1866- ?) : Homme de lettres français, critique littéraire, directeur de la revue *France-États-Unis*, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Il a collaboré à *l'Étudiant français* de l'Action française. Il sera directeur de la *Revue des deux mondes* de 1948 à 1954.

Savary Léon (1895-1968) : Journaliste, homme de lettres et pamphlétaire vaudois d'origine né à Fleurier (NE). Études de lettres à Fribourg. Membre de la société de Belles-lettres. Journaliste à *La Tribune de Genève* de 1923 à 1935, puis correspondant à Berne et à Paris.

Spoerri Theophil (1890-1974) : Professeur de langues et de littératures romanes à Zurich. Animateur du Groupe d'Oxford avec Philippe Mottu et membre de la Ligue du Gothard.

Thibon Gustave (1903- ?) : Ce français autodidacte deviendra le philosophe officiel de Vichy. Sa vision du christianisme est pessimiste. Ses influences sont Pascal et de Maistre. Membre de l'association communautaire catholique *Economie et Humanisme*, fondée en 1941 à Marseille. Avec Gillouin qui est comme lui membre du Centre français de synthèse qui devait former l'élite vichyste, ce « doctrinaire » traditionaliste a exalté le

corporatisme et le système hiérarchique. Thibon collaborait à la *Revue universelle* et à la *Revue catholique des idées et des faits* et c'est au travers de ses articles que Reynold l'a connu.

Van den Hout, Abbé René Gabriel (1886-1969) : Prêtre belge, professeur à l'Institut Saint-Louis de Bruxelles. Proche du Cardinal Mercier, il fonde avec son appui les Grandes Conférences catholiques (1919) qui lui serviront à lancer la *Revue catholique des idées et des faits* dont il sera le directeur de 1921 à 1940. Grand admirateur de Maurras, il acceptera difficilement l'interdiction dont l'Action française sera frappée en 1926.



<h2>LISTE DES ABRÉVIATIONS</h2>
---------------------------------

ACV : Archives cantonales vaudoises, Chavannes-près-Renens

AEF : Archives de l'Évêché de Fribourg

AF : Archives fédérales, Berne

ALS : Archives littéraires suisses, Berne

CICI : Commission internationale de Coopération intellectuelle

CICR : Comité international de la Croix Rouge

EICTI : Entente internationale contre la III<sup>ème</sup> Internationale

FGR : Fonds Gonzague de Reynold (Archives littéraires suisses, Berne)

MIIC : Mouvement international des intellectuels catholiques

RCIF : *Revue catholique des idées et des faits* (Belgique)

SdN : Société des Nations

SES : Société des étudiants suisses

SHSR : Société d'histoire de la Suisse romande

UCEI : Union catholique d'études internationales

UCS : Union corporative suisse

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### Sources

#### 1. SOURCES MANUSCRITES

- Fonds Gonzague de Reynold (FGR), Archives littéraires suisses (ALS), Berne :
  - Correspondance personnelle (corr. pers.) (lettres reçues), 1938-1945.
  - Copies de lettres de Gonzague de Reynold (corr. cop.), 1938-1945.
  - Correspondance par auteur (corr. aut.).
  - Dossiers Articles, conférences, études (Ace).
  - Dossiers Action (Action).
  - Documents personnels (Doc. pers.).
  - Dossiers divers (Doss. div.).
- Fonds Pierre-Louis Guye, Archives cantonales vaudoises (ACV), Chavannes-près-Renens :
  - Œuvres complètes (PP 668/1)
  - Lettres 1934-1967 (PP 668/2)
- Archives de l'évêché de Fribourg (AEF) :
  - Dossiers laïcs 94, Keller.
  - Dossiers laïcs 98, Reynold.
  - Cote VII, 3., Dossier UCEI.
- Archives fédérales, Berne (AF) :
  - Fonds Petitpierre (Handakten Petitpierre), E 2800, 1990/106, Vol. 17

#### 2. SOURCES IMPRIMÉES

- *Documents diplomatiques suisses*, vol. 13, 14, 15, Berne, 1992, 1994, 1997.

#### 3. ŒUVRES DE GONZAGUE DE REYNOLD

- *Comme en 1291 la Suisse est devant son destin*, Genève, Éditions de l'Écho illustré, 1941.
- *Conscience de la Suisse. Billets à ces messieurs de Berne*, Neuchâtel, la Baconnière, 1939.
- *La Cité sur la Montagne (La Route et la Cité)* version nouvelle, Lausanne, Éditions Spes, 1941.
- *La Démocratie et la Suisse*, Berne, Éditions du Chandelier, 1929.
- *D'où vient l'Allemagne ?*, Paris, Plon, 1939.
- *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1934.
- *La Formation de l'Europe* :
  - Vol. 1 : *Qu'est-ce que l'Europe ?*, Fribourg, 1944.
  - Vol. 2 : *Le monde grec et sa pensée*, Fribourg, 1944.
  - Vol. 3 : *L'hellénisme et le génie européen*, Fribourg, 1944.
  - Vol. 4 : *L'empire romain*, Fribourg/Paris, 1945.

- Vol. 5 : *Le monde barbare*, 2 demi-volumes, Paris, 1949/1953.
- Vol. 6 : *Le monde russe*, Paris, 1950.
- Vol. 7 : *Le toit chrétien*, Paris, 1957.
- *Grandeur de la Suisse*, Neuchâtel, 1940.
- *Mes Mémoires*, tomes 1-3, Genève, Éditions générales de Genève, 1960, 1960, 1963.
- *Portugal*, Paris, 1936.
- *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui*, Boudry, La Baconnière, 1940.

#### 4. ARTICLES ET CONFÉRENCES DE GONZAGUE DE REYNOLD

Aram Mattioli a établi une liste – non exhaustive étant donné les centaines d'articles et conférences que Reynold a composés dans sa vie – qui figure dans la version allemande de la biographie de Reynold : *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zürich, Orell Füssli Verlag, 1994, pp. 398-406.

- « Une conférence de M. Gonzague de Reynold », in *Monat-Rosen*, Monatsschrift des Schweizerischen Studentenvereins (Société des étudiants suisses), 15 août 1940, n° 84, 1939/1940, pp. 499-518.
- « Réflexions et remarques sur la réforme de l'État », in *L'Alliance helvétique, ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. Études sur la réforme des institutions fédérales*, Bienne, Éditions du Chandelier, 1942, pp. 15-22.

## Bibliographie

### 1. ÉTUDES ET PARUTIONS SUR GONZAGUE DE REYNOLD

- Altermatt, Urs; Pfister, Martin, « Gonzague de Reynold: Gegen den Rassenantisemitismus und gegen die Juden », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 92<sup>ème</sup> année, 1998, pp. 91-106.
- Bonjour, Edgar, « Gonzague de Reynold », in *Die Schweiz und Europa*, vol. 3, Bâle, 1973, pp. 231-237.
- Bory, Jean-René, *Gonzague de Reynold 1880-1970*, Genève/Neuchâtel, 1983 (Catalogue d'exposition).
- Bourgeois, Daniel, « Gonzague de Reynold. Propos sur sa pensée et son action politiques (1909-1941) », in *La Liberté*, 12/13 juillet 1980.
- Carrupt, Céline, *Gonzague de Reynold et le pouvoir. Aspects politiques de sa correspondance de 1938 à 1945*, Mémoire de licence, Fribourg, octobre 2001.
- *Gonzague de Reynold et son œuvre*. Études et témoignages publiés à l'occasion de son 75<sup>ème</sup> anniversaire, Fribourg, 1955.
- Guanzini, Catherine, *Gonzague de Reynold et la reconstruction européenne*, photocopié, Puidoux, 1987.
- *Hommage à Gonzague de Reynold*, Fribourg, LUF, 1941.
- Mattioli, Aram, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg, Éditions universitaires, 1997.

- Mattioli, Aram, « Gonzague de Reynold, écrivain nationaliste et doctrinaire catholique » dans Francillon, Roger (sld), *Histoire de la littérature en Suisse romande*, t. 2, Lausanne, 1997, pp. 293-303.
- Michaud, Marius, « Gonzague de Reynold et la LUF », in *Walter Egloff et la LUF, 1935-1953 : une librairie idéale, une aventure éditoriale*. Catalogue de l'exposition : Fribourg, Bibliothèque cantonale et universitaire, du 24 septembre au 23 octobre 1999. Textes réunis par Michel Dousse et Simon Roth, Fribourg, Bibliothèque cantonale et universitaire, 1999 (Givisiez : Oertig), pp. 139-150.
- Reichler, Claude, « Fabrication symbolique et histoire littéraire nationale. Gonzague de Reynold et « l'esprit suisse » », in *Les Temps modernes*, n° 550, mai 1992, pp. 171-185.
- Ruffieux, Roland, « Gonzague de Reynold : la formation de l'Europe », in *Miroirs de la science*, Fribourg, 1990, pp. 154-156.
- Zermatten, Maurice, *Gonzague de Reynold*, Tribune éditions, Genève, 1980.

## 2. MÉTHODOLOGIE

### *HISTOIRE DES INTELLECTUELS*

- « A propos des intellectuels en Suisse romande » in *Revue suisse d'histoire*, 1994, n°4.
- Bourdieu, Pierre, « Le champ littéraire » in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 89, septembre 1991, pp. 3-46.
- Colin, Pierre (sld), *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, Paris, Cerf, 1997.
- Lancelot, Alain, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1969.
- Pinto, Louis, « Une science des intellectuels est-elle possible ? » in *Revue de synthèse*, 4<sup>ème</sup> série, 4, octobre-décembre 1986, pp. 345-360.
- Prochasson, Christophe, « Histoire intellectuelle/histoire des intellectuels : le socialisme français au début du XX<sup>ème</sup> siècle » in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 39-3, juillet-septembre 1992, pp. 423-448.
- Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *Génération intellectuelle : effets d'âge et phénomènes de génération dans les milieux intellectuels français*, Paris, Institut de l'histoire du temps présent, 1987.
- Racine, Nicole ; Trebitsh, Michel, *Intellectuels engagés d'une guerre à l'autre*, Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1994.
- Siémard, Marc, « Intellectuels, fascisme, antimodernité dans la France des années trente », in *Vingtième siècle*, n° 18, avril-juin 1988, pp. 55-75.

### *LA CORRESPONDANCE*

- Netter, Marie Laurence, « Les correspondances dans la vie intellectuelle. Introduction », in *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 8, 1990, pp. 5-9.
- *Journet-Maritain, Correspondance*, tomes 1-3, édition établie par Favez, Claude ; Favre, Jacqueline ; Sallès, Monique ; Mougel, Dominique et René, sous la direction de Mgr Pierre Mamie et RP. Georges Cottier, Paris/Fribourg, Éditions universitaires/Éditions St-Paul, 1997.
- Grassi, Marie-Claire, *Lire l'épistolaire*, Paris, Dunod (Coll. « Lettres Sup »), 1998. Avec bibliographie sélective.
- Müller, Bertrand, *Marc Bloch, Lucien Febvre, Correspondance*, Paris, Fayard, 1994.

- Trebitsh, Michel, « Correspondances d'intellectuels. Le cas des lettres d'Henri Lefebvre à Norgert Guterman (1935-1947) », in *Sociabilités intellectuelles : lieux, milieux, réseaux, Les Cahiers de l'IHTP*, cahier n° 20, mars 1992, pp. 70-84.

### *LES RÉSEAUX*

- Degenne, Alain, « Sur les réseaux de sociabilité » in *Revue française de sociologie*, XXIV, 1983.
- Dujardin, Philippe (sld), *Du Groupe au réseau. Réseaux religieux, politiques, professionnels*, Paris, CNRS, 1988.
- Racine, Nicole ; Trebitsh, Michel, *Sociabilités intellectuelles : lieux, milieux, réseaux. Les Cahiers de l'IHTP*, cahier n° 20, mars 1992.

### 3. CORRESPONDANTS DE GONZAGUE DE REYNOLD ET QUELQUES PERSONNALITÉS

- Ackermann, Bruno, *Denis de Rougemont, une biographie intellectuelle*, tomes 1-2, Genève, Labor et Fides, 1996.
- Berchtold, *La Suisse romande au cap du XX<sup>ème</sup> siècle*, Lausanne, Payot, 1963.
- Blaser, Klauspeter, *Karl Barth, 1886-1986, Combats-Idees-Reprises*, Bern/Frankfurt a. M./New York/Paris, Peter Lang, 1987.
- Crausaz, Jérôme, *De la rénovation nationale à la collaboration à l'Europe nouvelle : l'action de Jean-Marie Musy à la tête de l'hebdomadaire La Jeune Suisse (1935-1944)*, Mémoire de licence, Fribourg, 1997.
- Jeanneret, Pierre, « David Lasserre (1881-1973). Vie, pensée et action d'un intellectuel engagé. », in *Revue Suisse d'histoire*, vol. 44, 1994, n°1, pp. 389-409.
- Python, Francis, « A propos d'une requête encombrante. Une encyclique contre les Juifs réclamée à Pie XII par l'extrémiste de droite romand Pierre-Louis Guye en 1949 », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1999, 93<sup>ème</sup> année, pp. 65-83.
- Python, Francis, « Un évêque "défenseur de la Patrie". Le discours pastoral de Mgr Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres », in *Passé pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg, Éd. universitaires, pp. 77-96.
- Sebastiani, Daniel, « Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler : entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941 », in Favez, F.-C. ; Jost, H.-U. ; Python, F., *Les Relations internationales de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 1998, pp. 247-264.
- Toda, M., *Henri Massis, un témoin de la droite intellectuelle*, Paris, La Table ronde, 1987.
- Walther, Nicolas, *1937-1952 : Le regard de Philippe Mottu. Une contribution à l'histoire de Caux et du Réarmement moral*. Contribution au colloque de 3<sup>ème</sup> cycle de Lausanne, février 2001, 9 p.
- Webster, John, *Barth*, London/New York, Continuum, 2000.
- Weck, René de, *Journal de guerre (1939-1945), Un diplomate suisse à Bucarest*, édité par Simon Roth, Lausanne/Fribourg, SHSR/La Liberté, 2001.

### 4. LE CONTEXTE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

#### *SUISSE*

- Favre, Patrice, *La Suisse après la deuxième guerre mondiale, 1944-1946. Politique extérieure et opinion publique*, Mémoire de licence, Fribourg, 1979, 220 p.

- Jost, Hans-Ulrich Jost, *Le Salaire des neutres. Suisse 1938-1948*, Paris, Éditions Denoël, 1999.
- Lasserre, André, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, 1989.
- Lasserre, André, *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot, 1995.
- *La Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, vol. 3, 1982.
- Van Dongen, Luc, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997.

### *FRANCE*

- Baruch, Marc Olivier, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.
- Marrus, Michaël R. ; Paxton, Robert O., *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981.
- Paxton, Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997 (1972).

## 5. IDÉOLOGIES, MOUVEMENTS, INTELLECTUELS, CULTURES POLITIQUES

### *SUISSE*

- Bütikofer, Roland, *Le refus de la modernité. La ligue vaudoise : une extrême-droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne, Payot, 1996.
- Bütikofer, Roland, « L'Institut italien de culture de Lausanne : un instrument de la propagande fasciste en Suisse romande (1936-1943) », in *Les Annuelles* (H.-U. Jost, sld), n° 1, Lausanne, 1990, pp. 71-95.
- Cantini, Claude, *Extrême droite et droite extrême en Suisse : les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1992.
- Clavien, Alain, *Les Helvétistes, Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, SHSR/Éditions d'En Bas, 1993.
- Clavien, Alain, « Une revue nationaliste romande du début du siècle : *Les Feuilletts* (1911-1913) », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 37, n° 3, 1987, pp. 285-302.
- Chenaux, Jean-Philippe, *La presse d'opinion en Suisse romande ou la bataille des idées*, Genève, Éditions du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*, 1986.
- Chenaux, Philippe, *Entre Maurras et Maritain. Une génération intellectuelle catholique 1920-1930*, Paris, Cerf, 1999.
- Hauser, Claude, « Du "romandisme intégral" au "fédéralisme ethnique". Les influences maurrassiennes dans le discours nationalitaire des intellectuels suisses romands (1920-1970) », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, pp. 21-33.
- Hauser, Claude, *Aux origines de la question jurassienne. Culture et politique entre la France et la Suisse romande (1910-1950)*, Courrendlin, CJE, 1997.
- Maspoli, Philippe, *Le corporatisme et la droite en Suisse romande*, tome 14/93 de la collection dirigée par H.-U. Jost, *Histoire et société contemporaine*, Lausanne, Université de Lausanne, 1993.

- Python, Francis, *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands, 1919-1941. Les débats d'idées dans les revues de deux Sociétés d'étudiants*. Thèse d'habilitation en histoire contemporaine, Université de Fribourg, janvier 1992.
- Ruffieux, Roland, « De l'Ordre nouveau à de nouvelles préoccupations : le débat idéologique en Suisse romande », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1981, n° 121, pp. 97-107.
- Zay, Françoise, « Un aspect de la lutte contre l'athéisme et le communisme : L'EICTI », séminaire III, Histoire contemporaine, Fribourg, 1987.

#### *FRANCE* (avec Monaco)

- Hurault, Emmanuel, « Droite maurrassienne et salazarisme des années trente à Vichy », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, pp. 95-104.
- Sirinelli, Jean-François (sld), *Histoire des droites en France*, tome 3, *Sensibilités*, Paris, Gallimard, 1992.
- Weber, Eugen, *L'Action française*, Paris, Stock, 1964, rééd. Fayard 1985, traduit de l'Anglais.
- Winock, Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Point, « Histoire », 1990.
- Abramovici, Pierre, *Un Rocher bien occupé, Monaco pendant la guerre 1939-1945*, Paris, Seuil, 2001.

#### *BELGIQUE*

- Aron, Paul, « Les revues politico-culturelles », in Kurgan-van Hentenryk, Ginette, *Laboratoires et réseaux de diffusion des idées en Belgique (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles)* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1994, pp. 95-108.
- Vanderpelen, Cécile, « La condamnation de Charles Maurras : une crise majeure dans l'histoire des intellectuels catholiques belges de langue française ? », in *L'Action française et ses amis étrangers*, n° 53-54 de *Sources, travaux historiques*, 2000, pp. 47-60.

#### *MOUVEMENTS EUROPÉENS, IDÉE EUROPÉENNE*

- Chardonens, Alain, *Le Centre européen d'études burgondo-médianes : un européenisme à particularité bourguignonne*, Fribourg, Mémoire, 1995.
- Dumoulin, Michel, *Penser l'Europe à l'aube des années trente*, Bruxelles, Nauwelaerts, 1995.
- Dumoulin, Michel ; Stelandre, Yves, *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, Recueil de textes, Louvain-la-Neuve, Academia, coll. Pédasup, n° 22, 1992.
- Dumoulin, Michel ; Dutrieue, Anne-Myriam, *La Ligue européenne de coopération économique (1946-1981)*, Berne, Peter Lang, « Euroclio », 1993.
- Jilek, Lubor, « L'Esprit européen en Suisse de 1860 à 1940 », in *Cahiers d'histoire contemporaine*, 1990, Genève, 1990.

#### 6. HISTOIRE RELIGIEUSE

## CATHOLICISME ET PROTESTANTISME

- Altermatt, Urs, *Le catholicisme au défi de la modernité : l'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles*, Lausanne, Payot, 1994.
- Altermatt, Urs; Widmer, Josef, *Pax Romana, 1921-1981. Fondation et développement*, Fribourg, 1991.
- Bardet, André, *Un combat pour l'Église. Un siècle de mouvement liturgique en Pays de Vaud*, Lausanne, Église et Liturgie n° 10, 1988.
- Bédarida, Renée, *Les catholiques dans la guerre, 1939-1945*, Paris, Hachette, 1998.
- Bédouelle, Guy ; Walter, François, (éd. par), *Histoire religieuse de la Suisse : la présence des catholiques*, Paris/Fribourg, Éd. du Cerf/Éd. universitaires, 2000.
- Bütikofer, Roland, « Thomisme et réaction en Suisse romande dans les années vingt », in *Les Annuelles* (H.-U. Jost, sld), n°3, Lausanne, 1992, pp. 67-92.
- Chenaux, Philippe, « La Suisse », in Mayeur, Jean-Marie, (sld), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, tome XII: *Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Desclée, A. Fayard, 1990, pp. 554-566.
- Chenaux, Philippe, « Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande », in *Revue suisse d'histoire*, vol. 39, n° 3, 1989, pp. 266-292.
- Chenevière, Charles, *L'Église de Genève de 1909 à 1959*, Genève, 1959.
- Comte, Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en Résistance (1940-1944)*, Paris, Éd. de l'Atelier/Éd. ouvrières, 1998.
- Derré, Jean-René ; Gadille, Jacques ; Montclos, Xavier de ; Plongeron, Bernard, *Civilisation chrétienne, Approche historique d'une idéologie, XVIII<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles*, Paris, Beauchesne, 1975.
- Despond, Guy-François, *Una Voce Helvetica : holographie de l'association pour la défense de la foi, du latin et du chant grégorien, au lendemain du Concile de Vatican II*, mémoire DMG, Fribourg, 1994.
- Fouilloux, Etienne, *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIX<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle : itinéraires européens d'expression française*, Paris, Le Centurion, 1982.
- Fouilloux, Etienne, *Histoire de la France religieuse* (Le Goff, Jacques; Rémond, René, sld), T. 4 : *Société sécularisée et nouveaux religieux (XX<sup>ème</sup> siècle)*, Paris, Seuil, 1992.
- Fouilloux, Etienne, *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997.
- Fouilloux, Etienne, *Au cœur du XX<sup>ème</sup> siècle religieux*, Paris, Éd. ouvrières, 1993.
- Fouilloux, Etienne, *Une Eglise en quête de liberté : la pensée catholique française entre modernisme et Vatican II (1914-1962)*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.
- Gugelot, Frédéric, *La conversion des intellectuels au catholicisme en France (1885-1935)*, Paris, 1998.
- Kocher, Hermann, *Rationierte Menschlichkeit. Schweizerischer Protestantismus im Spannungsfeld von Flüchtlingsnot und öffentlicher Flüchtlingspolitik der Schweiz, 1933-1948*, Zürich, Chronos, 1996.
- Kocher, Hermann, « "Es ist zum Katholischwerden" ! Der römische Katholizismus 1920-1950 aus der Optik des deutsch-schweizerischen Protestantismus », in Conzemius, Victor, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich, Verlag NZZ, 2001, pp. 77-122.
- Leplay, Michel, *Le protestantisme et le pape, Genève*, Labor et Fides, 1999.
- Metzger, Franziska, *Die « Schildwache ». Eine integralistisch-rechtskatholische Zeitung 1912-1945*, Fribourg, Éditions universitaires, 2000.



- Minvielle, Bernard, *L'apostolat des laïcs à la veille du Concile (1949-1959). Histoire des Congrès mondiaux de 1951 à 1957*, Fribourg, Éditions universitaires, 2001.
- Pelletier, Denis, « Utopie communautaire et sociabilité d'intellectuels en milieu catholique dans les années quarante », in *Sociabilités intellectuelles : lieux, milieux, réseaux, Les Cahiers de l'IHTP*, cahier n° 20, mars 1992, pp. 172-187.
- Python, Francis, « De la "religion en danger" à la "mission de Fribourg" », in *Annales fribourgeoises*, Fribourg, 1994/1997, t. 61/62, pp. 197-206.
- Python, Francis, « "Maintenir l'ordre ou le faire ?", Présence et dilemmes des personnalistes d'Esprit en Suisse dans les années trente », in *Le goût de l'histoire, des idées et des hommes, Mélanges offerts au professeur Jean-Pierre Aguet*, Vevey, L'Aire, 1996, pp. 131-151.
- Reymond, Bernard, *Le protestantisme en Suisse romande. Portraits et effets d'une influence*, Genève, Labor et Fides, 1999.
- Ruffieux, Roland, *Le Mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949*, Fribourg, Editions universitaires, 1969.
- Stoecklin, Otto Erich, *Schweizer Katholizismus. Eine Geschichte der Jahre 1925-1975. Zwischen Gettho und konziliarer Öffnung*, Zurich-Einsiedeln-Cologne, 1978.
- Tihon, André, "La Belgique", in Mayeur, Jean-Marie, (sld), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, tome XII: *Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Desclée, A. Fayard, 1990, pp. 538-554.
- Weber, Quirin, *Korporatismus statt Sozialismus. Die Idee der berufsständischen Ordnung im schweizerischen Katholizismus während der Zwischenkriegszeit*, Fribourg, 1989.

### *OECUMÉNISME*

- Blanc, Olivier ; Reymond, Bernard, *Catholiques et protestants dans le pays de Vaud. Histoire et population, 1536-1986*, Genève, Labor et Fides, 1986.
- Mobbs, Arnold, *Les Églises protestantes de la Suisse au siècle de l'oecuménisme et de l'entraide. 50 ans de Fédération, 1920-1970*. Berne, Fédération des Églises protestantes de la Suisse, 1970.
- Pourtalès, Guy de, *La Tunique sans couture. Entretiens avec moi-même et quelques hommes de bonne volonté*, Fribourg, Editions universitaires, 1982.
- Vischer, Lukas ; Schenker, Lukas ; Dellsperger, Rudolf ; Fatio, Olivier (sld), *Histoire du christianisme en Suisse. Une perspective œcuménique*, Genève, Fribourg, Labor et Fides/Saint-Paul, 1995.

### *UNION CATHOLIQUE D'ÉTUDES INTERNATIONALES (UCEI)*

- Genoud, Valérie, *Pax Romana, Confédération internationale des étudiants catholiques, 1921-1946*, mémoire de licence, Neuchâtel, 1992.
- Trinchin, Philippe, *L'Union catholique d'études internationales : monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1920-1939)*, mémoire de licence, Fribourg, 1988.
- Trinchin, Philippe, « Gonzague de Reynold et l'Union catholique d'études internationales », in *Annales fribourgeoises*, Fribourg, 1992/1993, t. 60, pp. 151-170.
- Trinchin, Philippe, « Adaptation ou résistance des catholiques au nouvel ordre international : le cas de l'Union catholique d'études internationales 1920-1939 », in

Altermatt, Urs (sld), *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen, 1920-1940*, Fribourg, 1994.

- Yerly, Frédéric, « Entre Rome et Genève. Les catholiques en quête d'une *Société des nations* idéale », in *Equinoxe*, n° 17, Printemps 1997, pp. 55-70.

### *ANTISÉMITISME*

- Altermatt, Urs, *Katholizismus und Antisemitismus : Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen. Zur Kulturgeschichte der Schweiz, 1918-1945*, Frauenfeld; Stuttgart; Wien, Verlag Huber, 1999.
- Conzemius, Victor, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945. Eine Konfessionskultur zwischen Abkapselung und Solidarität*, Zurich, Verlag NZZ, 2001.
- Giniewski, Paul, *L'Antijudaïsme chrétien : la mutation*, Paris, Salvator, 2000.
- Kamis-Müller, Aaron, *Antisemitismus in der Schweiz, 1900-1930*, Zürich, Chronos, 1990, 2000.
- Python, Francis, « Quelques réflexions d'historiographie comparative sur une querelle déloyale », in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 94<sup>ème</sup> année, 2000, pp. 176-182.

### 7. MANUELS, DICTIONNAIRES, USUELS

- Altermatt, Urs, *Conseil fédéral : dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens, Cabédita, 1993.
- Cointet, Jean-Paul et Michèle (sld), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallendier, 2000.
- Gisel, Pierre, (sld), *Dictionnaire du Protestantisme*, Paris, Cerf/Genève, Labor et Fides, 1995.
- Julliard, Jacques ; Winock, Michel (sld), *Dictionnaire des intellectuels français, les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996.
- Nicollier, Alain ; Dahlem, Henri-Charles, *Dictionnaire des écrivains suisses d'expression française*, 2 vol, Genève, Ed. GVA SA, 1986,.
- Sirinelli, Jean-François, *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, PUF, 1995.
- Dominique Venner, *Histoire de la collaboration*, suivi des dictionnaires des acteurs, partis et journaux, Paris, Pygmalion, Gérard Watelet, 2000.

<h2>LISTE DES ANNEXES</h2>
----------------------------

1. « Pour l'Union des Chrétiens » : échange de lettres Pourtalès-Reynold ( <i>La Revue catholique des idées et des faits</i> , 1 <sup>er</sup> mars 1940).....	128
2. « Nulle action contre le communisme... » (Lettre sans destinataire mentionné, [sans lieu ni date], 1938, corr. cop. 1938).....	132
3. Choix de lettres de Gonzague de Reynold.....	137
Lettre à Gustave Deslex, 3 juin 1938.....	139
Lettre à Guy de Pourtalès, 16 janvier 1939.....	141
Lettre à l'abbé René-Gabriel Van den Hout, 6 mars 1939.....	144
Lettre à Philippe Mottu, 18 novembre 1939 .....	146
Lettre au Baron Ernest Seillière, 30 novembre 1939.....	147
Lettre à Mgr Marius Besson, 28 janvier 1940.....	149
Lettre au Roi des Belges Léopold III, 1 <sup>er</sup> mars 1940.....	150
Lettre à l'abbé René-Gabriel Van den Hout, 2 mars 1940.....	153
Lettre à Guy de Pourtalès, 15 mars 1940.....	155
Lettre à l'abbé René-Gabriel an den Hout, 6 juin 1940.....	160
Lettre à Paul de Vallière, 18 juin 1940.....	161
Lettre à Reine Delpech-Estier, 18 octobre 1940.....	163
Lettre à Antonio Salazar, 23 juillet 1941.....	165
Lettre à Charles Maurras, 29 novembre 1941.....	171
Lettre à Louis Planté 16 février 1942.....	177
Lettre à Charles Gos, 15 mai 1942.....	178
Lettre à Georges Duplain, 23 février 1942.....	179
Lettre à Fernand Hayward, 8 mars 1944 .....	181
Lettre à Mrs Herbert Robbins, 7 décembre 1945.....	183

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : REYNOLD ENTRE LES OPTIONS SUISSE CATHOLIQUE ET SUISSE CHRÉTIENNE.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE I : LE DÉFI D'UNE SUISSE CHRÉTIENNE, CORPORATISTE, FÉDÉRALISTE.....</b>	<b>9</b>
1.1. SUBSTRATS D'UNE PENSÉE POLITIQUE.....	9
1.1.1. Un ensemble de valeurs, un tempérament politique .....	9
1.1.1.1. <i>Les racines, la tradition, le dogme</i> .....	9
1.1.1.2. <i>Un penseur de la décadence ?</i> .....	11
1.1.1.3. <i>La réversibilité des mérites et des peines</i> .....	14
1.1.2. La « double impossibilité du passé et de l'avenir » : contorsions historiques .....	15
1.2. SOUS LA BANNIÈRE DU « CHRISTIANISME INTÉGRAL ».....	17
1.2.1. Les messages pontificaux .....	17
1.2.2. L'exemple de l'Italie et du Portugal .....	19
1.2.3. Les tenants du corporatisme .....	20
1.2.4. Manifestes pour une Suisse chrétienne.....	22
1.2.5. Reynold rénovateur : un guide politique pour les sociétés estudiantines ? .....	23
<b>CHAPITRE II : LE DÉFI ŒCUMÉNIQUE.....</b>	<b>27</b>
2.1. L'UNION DES ÉGLISES : CATHOLICISME D'ABORD .....	28
2.1.1. L'œcuménisme entre les deux guerres.....	28
2.1.1.1. <i>Abstention des catholiques</i> .....	28
2.1.1.2. <i>Le rôle de Mgr Besson en Romandie</i> .....	28
2.1.2. L'initiative de deux laïcs .....	30
2.1.3. Reynold joue double jeu .....	33
2.1.4. Un dialogue de sourds .....	35
2.2. REYNOLD ET LES PROTESTANTS .....	40
2.2.1. Pour ou contre Reynold .....	40
2.2.1.1. <i>Denis de Rougemont</i> .....	40
2.2.1.2. <i>Étonnant accueil de Conscience de la Suisse</i> .....	41
2.2.1.3. <i>Contre-attaque de David Lasserre</i> .....	42
2.2.2. Le groupe d'Oxford .....	46
2.2.2.1. <i>Les amitiés oxfordiennes</i> .....	46
2.2.2.1. <i>Une carte de visite œcuménique</i> .....	50
2.2.3. Ménager les sensibilités protestantes .....	51

2.3. LA QUESTION JUIVE.....	53
2.3.1. Années dix et vingt : un antisémitisme discret .....	53
2.3.2. <i>L'Europe tragique</i> : entre antisémitisme moderne et antijudaïsme chrétien .....	55
2.3.3. 1939-1944 : entre légèreté et indifférence .....	59
<b>DEUXIÈME PARTIE : A LA RECHERCHE D'UNE ÉLITE CATHOLIQUE POUR SAUVER L'EUROPE .....</b>	<b>64</b>
<b>CHAPITRE III : LE DÉFI ÉLITISTE .....</b>	<b>66</b>
3.1. SUR LES CENDRES DE L'UNION CATHOLIQUE DES ÉTUDES INTERNATIONALES .....	66
3.2. LES CORRESPONDANTS BELGES : UNE ÉLITE POUR DÉFENDRE LE VIEUX MONDE.....	70
3.2.1. Une « famille d'esprits » en Belgique .....	70
3.2.1.1. <i>Le baron Pierre Nothomb</i> .....	71
3.2.1.2. <i>Charles du Bus de Warnaffe</i> .....	72
3.2.1.3. <i>Drion du Chapois</i> .....	73
3.2.2. L'abbé Van den Hout et la Revue catholique des idées et des faits.....	75
3.2.2.1. <i>Un précieux allié</i> .....	75
3.2.2.2. <i>Une « puissante tournée » en Belgique sous l'égide de « l'impérieux abbé »</i> .....	76
3.2.3. Un crochet par Paris, tremplin pour la Suisse.....	79
3.3. LES PROJETS DE MAURICE LAMBILLIOTTE .....	81
3.3.1. L'heure de l'Europe .....	81
3.3.2. Le projet de « Défense et solidarité européenne » .....	83
<b>CHAPITRE IV : DE L'INCERTITUDE À LA SORTIE DE LA GUERRE.....</b>	<b>88</b>
4.1. RADICALISATION DE L'ANTICOMMUNISME : VERS LA CROISADE ? .....	88
4.2. DANS L'ORBITE DE VICHY .....	90
4.2.1. Jean-Marie Musy à Vichy.....	91
4.2.2. Les avancées du projet Lambilliotte .....	92
4.2.3. Invitations en France .....	97
4.3. POUR UNE EUROPE CATHOLIQUE ET LATINE : RECOURS À DEUX GUIDES .....	102
4.3.1. Lettre à Antonio Salazar .....	103
4.3.2. Lettre à Charles Maurras .....	105
4.3.3. Changement d'axe .....	107
4.4. DEUX PROJETS DE POLITIQUE « CATHOLIQUE » EUROPÉENNE « À BASE SUISSE » .....	110
4.4.1. Le « plan Riche » de politique chrétienne européenne .....	110
4.4.2. Pierre-Louis Guye et la « Ligue fédéraliste européenne » .....	113
4.5. « REGARDS DANS L'AVENIR » .....	116
4.5.1. Attaques contre Reynold à la fin de la guerre.....	116
4.5.2. Tâtonnements et repositionnements.....	119

<b>CONCLUSION .....</b>	<b>122</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>128</b>
<b>INDEX BIOGRAPHIQUE.....</b>	<b>185</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>190</b>
<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>191</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>200</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>201</b>

# CURRICULUM VITAE

STÉPHANIE ROULIN

FILIATION : GEORGES  
 ETAT CIVIL : CÉLIBATAIRE  
 DATE DE NAISSANCE : 22. 08. 1977  
 ORIGINE : PAILLY (VAUD, SUISSE)

1984-1990 Ecole primaire, cercle scolaire de Lussy, Villarimboud, Villaz-St-Pierre.  
 1990-1993 C.O. de la Glâne, Romont, section pré-gymnasiale, Latin.  
 1993-1994 Première année du gymnase, C.O. de la Glâne, Romont.  
 1994-1997 Maturité fédérale, type D, collège Gambach, Fribourg.  
 1997-2002 Université de Fribourg (Suisse) :  
 Branche principale : Histoire contemporaine, Prof. F. Python.  
 1<sup>ère</sup> branche secondaire : Journalisme et communication sociale, Prof. J. Widmer (examen écrit).  
 2<sup>ème</sup> branche secondaire : Littérature française, Prof. J. Rigoli.

Je déclare sur mon honneur que j'ai accompli mon mémoire de licence seule et sans aide extérieure non autorisée.

Stéphanie Roulin

Fribourg, mars 2002